

La Théorie du Salaire

chez les

Socialistes Français

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le vendredi 12 juin 1936, à 10 heures

PAR

Jacques PIERRON

Docteur ès Sciences
Avocat à la Cour d'Appel de Nancy
Lauréat de la Faculté de Droit de Nancy

MEMBRES DU JURY :

Président. . . .	MM. de MENTHON, professeur.
Assesseurs . . .	MARCHAL, agrégé.
	HUGON, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Théorie du Salaire
chez les
Socialistes Français

La Théorie du Salaire

chez les

Socialistes Français

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le vendredi 12 juin 1936, à 10 heures

PAR

Jacques PIERRON

Docteur ès Sciences

Avocat à la Cour d'Appel de Nancy

Lauréat de la Faculté de Droit de Nancy

MEMBRES DU JURY :

Président. . . . MM. de MENTHON, professeur.

Assesseurs . . . } MARCHAL, agrégé.
 HUGON, chargé de cours.

NANCY

IMPRIMERIE GEORGES THOMAS

Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1936

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, ☞, ☉ I).

Assesseur du Doyen: M. BROCARD (*, ☉ I).

Doyens honoraires: MM. F. GÉNY (C *, ☉ I), MICHON (*, ☉ I).

Professeurs honoraires:

MM. MAY (*, ☉ I).

ROLLAND (☉ I).

MOREL (*, ☉ I).

GÉNY (C *, ☉ I).

RENARD (☉ I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (☉ I), docteur en droit.

MM. GÉNY (C *, ☉ I), professeur de Droit privé.

MICHON (*, ☉ I), professeur de Droit romain.

SENN (*, ☞, ☉ I), professeur de Droit romain.

HENRY (*, ☉ I), professeur de Droit criminel.

KRÖLL (☉ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUËL (☉ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☉ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☉ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (☞, ☉ I), professeur de Droit civil.

TROTABAS (☞, ☉ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. de MENTHON (☉ A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GROS, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

HUGON, docteur en Droit, chargé de cours d'Economie politique.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

BERTRAND (☉ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



A la Mémoire de mon Maître

M. LUCIEN BROCARD

Professeur à la Faculté de Droit
Correspondant de l'Institut

INTRODUCTION

Le problème du salaire occupe, dans la doctrine socialiste, une place non seulement importante mais cruciale. Toutes les questions économiques ou morales étudiées par les socialistes, dérivent de la volonté d'assurer au salarié une rémunération équitable de son travail. Leur doctrine est basée sur l'idée que le salaire effectif est insuffisant, que le salarié ne reçoit pas une juste rémunération de son effort (1). Tous ceux qui attribuent l'insuffisance du salaire au régime capitaliste, n'hésitent pas à réclamer la suppression de ce régime lui-même.

(1) C'est du moins, affirment les socialistes, le cas pour les travailleurs en France. Dans notre pays, caractérisé principalement par la moyenne industrie, le salaire qui constitue un élément important du prix de revient, maintient l'antagonisme entre le patron et l'ouvrier. Aux Etats-Unis, au contraire, surtout lors du triomphe de la rationalisation, l'antagonisme d'intérêts entre chefs d'entreprises et travailleurs s'atténue car l'outillage a pris une place prépondérante. Les entrepreneurs, pour s'assurer une production continue et réduire la mobilité ouvrière, ont intérêt à accorder des augmentations de salaire qui ne se répercutent sur le coût de production que dans une faible mesure. Mais le socialisme ne perd pas ses droits devant cette situation nouvelle. Le profit provient de l'appropriation par le patron (et, dans une certaine mesure, par ses ouvriers) du produit net de l'entreprise qui devrait revenir à la collectivité. Si, avec le progrès de la rationalisation, l'antagonisme d'intérêts diminue dans chaque industrie entre les ouvriers et les patrons, il subsiste au contraire dans son intégrité entre la classe capitaliste et l'ensemble de la collectivité. (Cf. A. PHILIP: *Henri de Man et la crise doctrinale du socialisme*, Gamber 1928, p. 35 à 37).

Cette attitude intransigeante dérive d'une considération de justice et d'humanité : le souci d'assurer au travailleur une existence non pas ravalée à celle de l'esclave ou du serf, mais digne du nom d'homme ; une existence où toutes les facultés, morales, intellectuelles, puissent recevoir leur plein épanouissement (2). Nous retrouvons ce linéament, ce fil directeur tissé tout au long de la trame socialiste. Depuis ses débuts jusqu'à nos jours, la préoccupation est la même. Déjà HENRI DE SAINT-SIMON, en 1821, écrivait : « Le but direct de mon entreprise est d'améliorer le plus possible le sort de la classe qui n'a d'autres moyens d'existence que le travail de ses bras » (3), puis précisant sa pensée, il déclare se préoccuper « d'améliorer le plus promptement et le plus complètement possible l'existence morale et physique de la classe la plus nombreuse » (4).

Chez les socialistes modernes, même lietmotiv. « Tous les problèmes sociaux de l'histoire, dit HENRI DE MAN, ne sont que les différents aspects du problème social éternel, qui les dépasse et les résume tous en dernière analyse ; comment l'être humain peut-il trouver le bonheur, non seulement par le travail, mais encore dans le travail ? » (5). M. LÉON BLUM écrit dans le même sens : « Dans l'esclave opprimé, nous voulons susciter cette moralité nouvelle qui s'éveille avec la liberté. La liberté du corps entraîne celle du cœur et de l'esprit. En brisant la servitude du travail, nous entendons briser toutes les servitudes » (6).

(2) Il convient de faire une réserve quant à KARL MARX qui fait profession de négliger les problèmes moraux.

(3) SAINT-SIMON : *Œuvres ; Du système industriel*, tome 22, p. 81.

(4) SAINT-SIMON : *Œuvres ; Nouveau Christianisme*, tome 23, p. 109.

(5) H. DE MAN : *Au delà du Marxisme*. Alcan, 2^e édition, 1929, p. 36.

(6) L. BLUM : *L'idéal socialiste*. *Revue de Paris*, 1^{er} mai 1924, p. 102.

*
**

Cette aspiration porte la marque de l'idée socialiste. Les tenants de cette doctrine se refusent à envisager le chiffre du salaire, uniquement comme un élément quelconque du coût de production, sur lequel l'entrepreneur pourrait agir, à son gré, pour diminuer le prix de revient. Ils ne veulent pas considérer la force de travail comme compressible à l'extrême, dans le seul but de réduire le prix de la production. Louis BLANC, traduisant cette idée, s'écrie : « Le pauvre est-il un membre ou un ennemi de la société ? Qu'on réponde » (7).

Cette conception s'explique aisément : les socialistes concentrent leurs efforts sur les problèmes de répartition des richesses bien plus que sur les questions de production. A ce point de vue, l'attitude des libéraux est diamétralement opposée : les problèmes économiques — soumis d'ailleurs, selon eux, à des lois fatales — leur apparaissent inclus principalement dans des préoccupations de production, parce que, disent-ils, pour consommer il faut d'abord produire (8). Ils envisagent l'activité économique, surtout à son point de départ, tandis que les socialistes mettent l'accent sur le point d'arrivée, sur l'aboutissant de toute activité humaine : la répartition des biens (9). Les libéraux sont enclins à ne voir, dans le

(7) L. BLANC : *Organisation du travail*. 5^e édit., 1848, p. 28.

(8) L'économie classique est devenue une « Chrématistique » pour s'être trop exclusivement attachée à la production des richesses.

(9) Selon M. L. BLUM, l'accroissement des richesses en régime capitaliste ne fait qu'accroître l'iniquité : « si la règle du partage est injuste, l'injustice augmentera avec la masse des produits à partager », et il ajoute : « c'est grâce au socialisme que la science deviendra vraiment bienfaitrice, et l'on peut dire en ce sens que socialisme et science sont vraiment le complément l'un de l'autre. La science développe les richesses de l'humanité ; le socialisme assurera l'exploitation rationnelle et la distribution équitable » (L. BLUM, *op. cit.*, p. 100).

salaire, qu'un élément du prix de revient ; ils sont incités à perdre de vue que le travailleur est lui-même un consommateur.

N'est-il pas arbitraire de limiter notre étude au cadre national ? Ne risque-t-on pas de perdre de vue le problème dans toute sa généralité ? La science, dit-on, n'a pas de patrie. L'observation est juste quand il s'agit des sciences expérimentales, quand il s'agit de la description de la réalité. Il serait absurde de diriger une recherche — chimique par exemple — en s'en tenant à la littérature scientifique française et en négligeant systématiquement les travaux étrangers, car il s'agit d'un phénomène vrai sur toute la surface du globe. En ce sens il est exact de dire que la science n'a point de patrie. Mais dans le travail que nous entreprenons, il en va différemment : « Dès que l'on passe de la science à la doctrine, écrit M. PIROU, de l'explication à l'appréciation, il est fatal que la réaction intellectuelle ou sentimentale de l'individu subisse l'empreinte du tempérament national... » (10). Certes, nous ne négligerons pas de signaler les auteurs étrangers qui ont nourri de leurs concepts les théoriciens nationaux, mais nous le ferons avec le souci d'expliquer plus nettement la pensée française.



La question du salaire qui domine toute l'œuvre socialiste s'est posée pour la première fois, dans les faits, à la fin du XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e siècle, avec une acuité toute particulière. A cette époque, véri-

(10) G. PIROU : *Les Doctrines économiques en France depuis 1870*. Paris, A. Colin, 1934, 3^e édit., p. 2.

tablement, une préoccupation primordiale a hanté les esprits : celle d'assurer l'existence à de véritables armées de travailleurs. Le problème se pose, à cette date, en termes nouveaux et en termes plus pressants.

En termes nouveaux : Qu'est-ce à dire ? Est-ce donc que précédemment la question était sans importance ? Est-ce donc qu'elle était résolue ? Un fait capital s'est produit dans notre histoire économique : la Révolution française a aboli les corporations et les jurandes de l'Ancien Régime ; elle a supprimé toute cette organisation compliquée, fortement hiérarchisée, par réaction contre les abus de l'économie mercantiliste déviée de ses véritables buts (11), pour faire sienne l'idée nouvelle du libéralisme économique : « laissez-faire, laissez-passer ». Plus d'entraves au travail, tous les hommes sont libres et égaux entre eux. Les conditions de l'activité économique sont bouleversées de fond en comble, un régime nouveau est instauré : la libre concurrence.

Certes, le régime des corporations n'était pas parfait, loin de là. Une réglementation technique très complexe imposait les procédés de fabrication. Le Maître, chef d'entreprise, travaille surtout sur commande. Il a sous ses ordres les compagnons, puis à une échelle inférieure, les apprentis, dont les droits et les devoirs sont déterminés par une réglementation sociale très stricte. Durée d'apprentissage, salaire, conditions d'accession à la maîtrise : tout est réglementé. La liberté du travail n'existe pas. Les salaires, qui ont au moins le mérite d'être stables, ne s'élèvent pas, alors que le prix des objets de première nécessité, frappés d'impôts de plus en plus

(11) Cf. A. MARCHAL : *La conception de l'Economie nationale et des rapports internationaux chez les mercantilistes français et leurs contemporains*, préface de M. L. BROCARD. Paris, Sirey, 1931, p. 35.

lourds, devient prohibitif (12). Puis le régime s'aggrave : les ouvriers ne peuvent plus eux-mêmes devenir patrons s'ils ne sont pas fils ou gendres de patrons. Les compagnons constituent des sociétés spéciales les « compagnonnages » plus ou moins secrètes, souvent interdites, qui sous la préoccupation d'assurer le placement, ont en réalité pour but la défense de leurs intérêts professionnels, en particulier du salaire (13). La question si brûlante qui va se poser au commencement du XIX^e siècle était en germe, était préformée dans le système des corporations.

Tout différent est le régime de la libre concurrence instauré par la Révolution. Désormais toutes les classes sociales sont abolies, mais rien n'assure au travailleur de pouvoir vivre de son travail. La célèbre loi Le Chapelier interdit aux ouvriers de s'associer pour la défense de « leurs prétendus intérêts communs ». Le travailleur isolé est ainsi jeté, sans défense, dans la fournaise économique.

Le problème du salaire se pose donc à la fin du XVIII^e siècle en termes nouveaux. Il se pose aussi en termes plus pressants. L'industrie prend une ampleur grandissante. Certes elle était déjà en voie de développement sous l'Ancien Régime. Sous l'impulsion de François I^{er} et surtout de Colbert, les manufactures de glaces, porcelaines, dentelles, etc., sont créées. Pour faciliter son

(12) Les mercantilistes, qui sont au premier chef des productivistes, préconisent un salaire aussi réduit que possible afin de diminuer le prix de revient des marchandises et partant leur prix de vente, pour stimuler la production. Ils estiment au surplus qu'un salaire peu élevé incitera le travailleur à une plus grande activité pour assurer sa subsistance.

(13) H. DE MAN fait du système corporatif ancien un tableau quelque peu idéalisé : « Pour l'artisan, le travail était une joie, une manifestation de sa propre vie, un moyen d'exprimer sa personnalité » (H. DE MAN, *op. cit.*, p. 38. Cf. p. 30 et 31).

œuvre, Colbert donne des privilèges aux industriels et des subventions aux ouvriers qu'il fait venir de l'étranger. Il commande les chefs d'industrie pour la construction de leurs établissements et pour l'achat de leurs matières premières (14). Mais cet accroissement de l'industrie étatisée, ou tout au moins dirigée, est peu de chose vis-à-vis du mouvement vraiment grandiose qui se dessine au début du XIX^e siècle : l'éclosion de la grande industrie. Le progrès des sciences expérimentales, le progrès technique contribuent, dans une large mesure, à ce résultat. Les usines occupent des ouvriers dont le nombre va grandissant : des centaines, des milliers, des millions de travailleurs s'entassent dans des ateliers souvent insalubres (15), où ils travaillent de douze à quatorze heures par jour, pour un salaire de famine. L'ouvrier n'est plus que le rouage d'une immense machine, il est happé, il est étouffé par l'usine (16). Jamais, en France, la question du salaire, et plus généralement du bien-être de l'ouvrier, ne s'était posée en termes si impératifs. Libre concurrence, grande industrie : voilà les deux faits qui donnent naissance au problème du salariat à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle.

Or, le socialisme est né, en France (17), à cette époque, avec la volonté de venir en aide aux travailleurs, de les

(14) A. MARCHAL, *op. cit.*, p. 33 et 34.

(15) La législation ouvrière était inexistante, ou peu s'en faut, à cette époque.

(16) Karl MARX, dans *Le Capital*, applique à l'entrée des usines l'inscription de l'Enfer du Dante : « Vous qui entrez, laissez toute espérance ». Et cela jusqu'à l'heure du jugement dernier, c'est-à-dire de la Révolution sociale.

(17) Un mouvement analogue se dessine en Angleterre avec Robert Owen, Godwin, Thompson, et en Allemagne, quoique un peu plus tard, avec Lassalle, Rodbertus, Karl Marx.

délivrer de l'état de servage — voire d'esclavage — où ils étaient en train de s'enliser. Ainsi s'explique le lien que nous avons noté, dès les premières lignes de cette introduction, entre socialisme et salariat. Sans doute, au XVIII^e siècle, avant la Révolution, on pourrait déjà trouver la trace de socialistes français. MESLIER, MABLY, MORELLY attaquent vigoureusement la propriété: toute leur critique repose sur cette idée que cette institution juridique est la source de vices nombreux, notamment de l'orgueil et de l'égoïsme (18). Mais ces socialistes — quelques peu rêveurs — n'ont exercé aucune influence ni sur leurs contemporains, ni sur l'évolution du salariat. A la Révolution, GRACCHUS BABEUF apparaît comme le premier socialiste moderne, bien qu'il n'apporte qu'une doctrine assez rudimentaire.

Notre tâche consiste à suivre l'évolution de la pensée des socialistes, vue sous l'angle du salaire. Ici, comme en bien d'autres matières, la doctrine française prend souvent la direction de mouvements d'idées qui s'épanouiront dans le monde. Les théoriciens français du socialisme, apparaissent, presque toujours, non comme de simples continuateurs d'économistes étrangers, mais comme de véritables précurseurs. Ils ont jeté des idées que des socialistes d'autres pays sauront découvrir, dégager des écrits français en séparant le diamant de la gangue qui l'enveloppe, et donner à ces idées un éclat nouveau.

C'est ainsi que Karl MARX compte des précurseurs en France. La théorie de l'exploitation qui revêt chez ce

(18) A. Menger: *Le droit au produit intégral du travail*, traduction française, préface de Ch. ANDLER. Paris, Giard 1900, p. 85.

penseur puissant sa forme la plus parfaite, sa force incisive, sa force de pénétration incomparable, a été entrevue, avant lui, par Constantin PECQUEUR (19). Le travail est la source de toute valeur, les ouvriers sont exploités. Grâce à la propriété privée, le capitaliste a la possibilité de s'approprier sans aucun droit une portion du salaire de l'ouvrier. Toutes ces idées de PECQUEUR se retrouvent chez MARX.

Dans ce stade de la pensée socialiste qui proclame pour l'ouvrier le droit au produit intégral du travail (l'expression est de A. MENDER), la pensée française occupe une place de choix : la première. Les SAINT-SIMONIENS, PROUDHON, PECQUEUR font figures de devanciers. A. MENDER signale, en effet, que les théories Saint-Simoniennes furent, aussitôt après leur naissance, connues en Allemagne par toute une série d'ouvrages, notamment par les œuvres de CAROVÉ, de BRETSCHNEIDER, de Moritz VEIT. Dans ces livres, les vues des Saint-Simoniens sur le droit au produit intégral du travail sont brièvement signalées, et A. MENDER ajoute : « On peut donc bien supposer que les écrivains allemands qui ont plus tard reproduit sans modifications essentielles les théories Saint-Simoniennes (RODBERTUS!), ne les ont pas découvertes eux-mêmes, mais qu'ils les ont empruntées à leurs devanciers » (20).

Par contre — nous n'avons garde de l'oublier — le collectivisme de Karl MARX a été propagé en France, avec vigueur, par Jules GUESDE aidé de Paul LAFARGUE. Le guesdisme s'implanta solidement dans les régions

(19) En Angleterre, la théorie de l'exploitation a été formulée par William Tompson, bien avant les travaux de Rodbertus et de Marx.

(20) A. MENDER, *op. cit.*, p. 100.

industrielles du Centre et du Nord (21) et la pensée marxiste a joué un rôle important dans la doctrine et dans la politique des partis syndicalistes révolutionnaires. Mais le collectivisme marxiste n'a pas été maintenu dans sa forme pure chez tous les collectivistes français et Jean JAURÈS, Georges RENARD notamment, ont créé un collectivisme assoupli, voire même altéré (22).

Le stade du droit au produit intégral du travail n'est pas le seul ni même le premier échelon de l'évolution de la pensée des réformateurs sociaux. L'idée que l'ouvrier doit recevoir, comme fruit de ses efforts, un salaire équivalent au produit créé, ne se fait pas jour chez les premiers socialistes. Non pas qu'il s'agisse d'esprits timorés ou hésitants — ces réformateurs sont parfois d'une hardiesse frisant le rêve — mais ces penseurs estiment que le capital doit recevoir une rémunération indépendamment de tout travail. Il s'agit, pour ces auteurs, d'améliorer le salaire, sans toutefois assurer aux travailleurs l'intégralité du produit créé. SAINT-SIMON, SISMONDI et FOURIER stigmatisent cette tendance. L'école phalanstérienne a toujours admis le revenu sans travail des possesseurs de capitaux. Le prestige de cette école a même débordé le cadre national : en Allemagne et en Angleterre on compte des fouriéristes convaincus (23).

Nous n'avons pas la prétention de passer en revue tous les auteurs socialistes, pour discerner dans leurs écrits les développements relatifs au salaire. La tâche

(21) G. PIROU, *op. cit.*, p. 6 à 10.

(22) Maurice BOURGUIN : *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*. A. Colin, Paris, 1904, p. 75.

(23) S. R. SCHNEIDER : *Das Problem der Zeit und dessen Lösung die Association*, 1834. — Albert BRISBANE : *Social Desting of Man; or Association and Reorganisation of Industry*, 1840.

serait sans borne. Nous nous limiterons aux chefs d'école et aux auteurs les plus représentatifs. C'est l'histoire dogmatique que nous entreprenons. Les diverses théories seront étudiées au point de vue de leur valeur et de leur importance doctrinale. Nous irons puiser d'abord les idées relatives à la rémunération du travail dans un socialisme principalement livresque.

A l'époque contemporaine, au contraire, la pensée socialiste sur le problème qui fait l'objet de notre étude, doit être recherchée dans le mouvement politique beaucoup plus que dans les ouvrages doctrinaux. Cela tient à ce que les théoriciens socialistes se préoccupent, moins de la rémunération du travail que de la position à adopter vis-à-vis des manifestations récentes de l'industrialisme. Nous prendrons contact non plus avec un socialisme de bibliothèque, mais avec un socialisme politique, donc vivant. C'est à une expérimentation « *in vivo* » qu'il y aura lieu de se livrer et non plus à des constatations « *in vitro* ». Les socialistes modernes ne se sont pas cantonné, comme on aurait pu le croire, dans la formule du droit au produit intégral du travail. Les uns ajournent l'application de ce concept à une date indéterminée, les autres le repoussent définitivement. Mais tous se préoccupent de l'augmentation immédiate des salaires, dans le régime capitaliste. C'est le point de vue réformiste qui est aujourd'hui une position commune à tous les socialistes. Certains s'en contentent, d'autres ne l'adoptent qu'en attendant de pouvoir passer à la transformation sociale révolutionnaire, qu'aucun ne considère comme imminente. L'attitude purement révolutionnaire, méprisant tout progrès partiel et même pratiquant la politique du pire, est sans doute actuellement inexistante, même chez les communistes. Nous examinerons

l'orientation des partis socialistes actuels et celle du syndicalisme cégétiste qui représente une forme du socialisme agissant sur le terrain strictement professionnel.

L'évolution de la théorie du salaire est donc cyclique (24). Partis de la notion du droit au produit partiel de l'entreprise les socialistes français s'orientent de nouveau vers cette conception après avoir défendu le droit au produit intégral du travail. L'ordre de notre étude suivra l'évolution chronologique des idées. C'est pourquoi une première partie intitulée : LA REVENDICATION PRIMITIVE EN FAVEUR D'UN RELEVEMENT DU SALAIRE sera consacrée aux socialistes qui proposent d'améliorer le salaire en maintenant toutefois la rémunération du capital.

Puis nous examinerons l'idée socialiste qui veut assurer aux travailleurs une rémunération identique à la valeur du produit créé. Ce sera l'objet d'une deuxième partie intitulée : LA REVENDICATION ULTÉRIEURE AU PRODUIT INTÉGRAL DU TRAVAIL.

Enfin la troisième partie aura pour objet LE RETOUR DU SOCIALISME CONTEMPORAIN A LA CONCEPTION PRIMITIVE; elle fermera ainsi le cycle d'idées émises au sujet de la rémunération du travail.

Nous avons négligé de parler de la doctrine communiste orthodoxe selon laquelle le salaire doit être fondé non pas sur le rendement de l'ouvrier, mais sur ses besoins. La formule des tenants de cette conception est

(24) M. Roger BERG (*Le socialisme entre l'économie nationale et le cosmopolitisme*. Préface de M. L. BROCARD, Sirey, 1934) a retracé une évolution analogue, chez les socialistes, sur l'importante question de l'économie nationale et du cosmopolitisme. Il montre que Henri de Man et les socialistes de France ferment le circuit d'idées qui, venu de la nation au cosmopolitisme, retourne aux conceptions nationales de l'organisation économique. C'est un nouvel exemple d'évolution en spirale.

connue de tous : chacun travail selon ses forces et reçoit suivant ses besoins. Le but à atteindre est l'égalité des satisfactions; il est fait abstraction des inégalités naturelles ou acquises. Cette conception chimérique se trouvait déjà chez PLATON : il rêvait de créer, dans chaque atelier, une caisse commune où tous les travailleurs verseraient leurs gains et chacun y puiserait selon ses besoins. L'écueil contre lequel un pareil système vient sombrer est que la caisse risque souvent d'être vide...

Nous n'insisterons pas sur ce procédé de rémunération du travail car il est impossible de ne pas voir que les besoins de l'individu sont beaucoup trop indéterminés, subjectifs et changeants pour qu'on puisse y rattacher la plus importante de toutes les conséquences juridiques, la répartition des biens (25).

(25) Louis BLANC après avoir prôné l'égalité des salaires dans son livre sur l'Organisation du travail (*op. cit.*, p. 103) réclame ensuite la rémunération selon les besoins (*Discours à la Commission du Luxembourg du 20 mars*). La limite des besoins, selon lui, serait indiquée par la nature et assignée par la morale. Nous cessons de manger quand nous n'avons plus faim. Sans doute la civilisation a créé des besoins factices qui donneront lieu tout d'abord à d'injustes exigences; mais ils ne tarderont pas à disparaître dans un régime d'association fraternelle.

Par là, Louis BLANC, homme d'action beaucoup plus qu'homme de science, se contente d'affirmer, il ne démontre rien. Ses allégations ne permettent pas d'espérer qu'un jour les besoins de l'individu seront déterminés, objectifs et immuables.

Louis BLANC ajoute que : « le mouvement de la science, le progrès des arts, les découvertes du génie, l'asservissement des forces de la nature à l'industrie par les machines reculent sans cesse les bornes du pouvoir de l'homme et permettent une extension indéfinie à son domaine » (cité par E. RENARD : *Louis Blanc*, thèse de doctorat ès-lettres, Toulouse, 1922, p. 48). Sans doute la loi du rendement décroissant peut être mise en échec, mais elle subsiste toujours comme une possibilité. Nous croyons que l'extension de la production, si grande soit-elle, ne suffira jamais à satisfaire tous les besoins de tous les individus : c'est le tonneau des Danaïdes...

PREMIÈRE PARTIE

LA REVENDICATION PRIMITIVE EN FAVEUR D'UN RELÈVEMENT DU SALAIRE

Une pléiade d'auteurs socialistes marque la première moitié du XIX^e siècle. Tous ont la volonté ferme et précise d'améliorer le sort du travailleur. L'idée que le salarié n'occupe pas dans la vie sociale la place à laquelle il a droit, se fait jour. Une aspiration innée chez les uns, réfléchie chez les autres, nous révèle le souci d'agir afin de relever le chiffre du salaire sans toutefois atteindre à l'intégralité du résultat de la production.

D'aucuns visent, pour atteindre cet objectif, à une amélioration du régime existant sans bouleversement radical. SAINT-SIMON propose à la monarchie constitutionnelle une série de réformes compatibles avec la royauté (1). SISMONDI encadre les solutions qu'il pré-

(1) « Votre Majesté doit s'investir du caractère de roi fondateur du système industriel et scientifique » (SAINT-SIMON: *Œuvres, Du Système industriel*, tome 22, p. 223). C'est tout au moins le second système imaginé par Saint-Simon. Son premier plan était un projet de constitution: il a paru dans l'*Organisateur*. Saint-Simon préconisait la création de trois chambres: celles d'invention, d'examen et d'exécution. Pour quelles rai-

conise dans le régime capitaliste (2). D'autres estiment que tout perfectionnement partiel de notre civilisation est vain autant qu'inefficace. Ils construisent de toutes pièces un monde nouveau : « c'est folie, écrit FOURIER, de vouloir améliorer la civilisation par un procédé quelconque. Il n'y aura d'innovation précieuse que celle qui ouvrira l'issue de cet abîme social » (3) : Une seule voie reste ouverte à l'esprit « découvrir une société différente et compatible avec le bien » (4).

SAINT-SIMON, SISMONDI (5), FOURIER retiendront particulièrement notre attention. Nous ne manquerons pas d'y adjoindre Louis BLANC, tout au moins dans la partie critique de son œuvre. Cet auteur qui n'a jamais

sons renonça-t-il à soutenir davantage son projet de constitution ? Pourquoi préféra-t-il recourir à des réformes plus modestes réalisables par voie de simples ordonnances royales ? Il n'en a jamais donné exactement l'explication. M. DE WITT (*Saint-Simon et le Système industriel*, thèse de droit, Paris, 1902, p. 116) attribue son attitude à deux ordres de motifs : le profond désir qu'il avait de ne rien bouleverser, de progresser par étapes sans modifier profondément les lois existantes, puis la crainte de ne pas aboutir et de s'user dans des luttes préparatoires.

(2) « C'est un des plus grands efforts que nous puissions obtenir de notre esprit, que de concevoir l'organisation actuelle de la société. Quel serait cependant l'homme assez fort pour concevoir une organisation qui n'existe pas encore, pour voir l'avenir comme nous avons déjà tant de peine à voir le présent ? » (SISMONDI : *Nouveaux principes d'économie politique*, 2^e édition 1827, tome 2, p. 448). Cf. *ibid.* : tome 1, p. 10. « L'ordre social perfectionné est en général avantageux au pauvre aussi bien qu'au riche, et l'économie politique enseigne à conserver cet ordre en le corrigeant, non pas à le renverser ».

(3) FOURIER : *Théorie de l'Unité Universelle*, tome 4, p. 294.

(4) *Id.*, *Ibid.* : tome 4, p. 292.

(5) Une opinion très généralement reçue se plaît à faire entrer Sismondi dans l'orbite de la pensée française. Et c'est à bon droit. Malgré son origine, italienne par sa famille, suisse par sa naissance, Sismondi est imprégné de l'esprit français ; il a, au surplus, adopté notre langue dans ses ouvrages. Il va de soi que nous négligerons le Sismondi des premiers écrits où il fait figure de disciple fidèle d'Adam Smith, pour nous attacher seulement au Sismondi des « *Nouveaux principes d'économie politique* » où il fait œuvre véritablement originale.

admis le droit au produit intégral du travail (6) reste assez indécis dans le domaine de la reconstruction. Il oscille de l'idée d'égalité des salaires à celle de la rémunération selon les besoins, comme nous l'avons souligné dès l'introduction. Chacun de ces socialistes représente le spécimen d'une conception déterminée de rémunération du travail. C'est pourquoi nous nous bornons à signaler d'autres auteurs tels BLANQUI, RASPAIL, BARBÈS, DEZAMY dont les conceptions critiques sont assez voisines de celles de SAINT-SIMON, tandis que leur construction d'un monde socialiste les rapproche plutôt de FOURIER. Les Saint-Simoniens qui, sans formuler expressément le droit au produit intégral du travail, en déduisent cependant toutes ses conséquences, doivent être nettement séparés de SAINT-SIMON; nous réservons leur étude dans la deuxième partie de ce travail.

Cependant, si les auteurs dont nous entreprenons l'analyse conçoivent différemment les réformes à apporter, s'ils sont divisés quant aux remèdes — c'est au pied du mur qu'éclate le désaccord entre les maçons — ils font chorus pour critiquer la rémunération du travail en régime capitaliste. Leurs analyses sont plus ou moins poussées, plus ou moins âpres, selon leurs qualités personnelles d'observation et de critique. Mais ils emploient

(6) Cependant, il discute, dans la neuvième édition de son principal ouvrage (Louis BLANC, *Organisation du travail*, 9^e édition, 1850, pp. 156 et suivantes) la justification des revenus sans travail — question qui a été mise à l'ordre du jour par les ouvrages de Proudhon et de Bastiat pendant la révolution de février. Louis Blanc estime que le revenu sans travail, le prêt à intérêt notamment, est injuste en lui-même (contrairement à Bastiat), mais qu'il doit être considéré comme une nécessité (contrairement à Proudhon) dans notre organisation juridique, qui distribue le sol et les autres moyens de production entre les particuliers. Mais il ne pousse pas cette idée assez loin pour établir un droit de l'ouvrier au produit intégral du travail. (Cf.: A. MENDER, *op. cit.*, p. 160).

des arguments analogues. Leurs censures dirigées à l'adresse du salariat étant très voisines, *nous grouperons les socialistes dans leurs critiques du chiffre effectif du salaire*, tandis que *nous les analyserons séparément dans leurs conceptions de la rémunération idéale du travail*.

La partie critique ou négative de l'œuvre socialiste correspond à l'idée de convergence, alors que la partie constructive ou positive évoque la notion de divergence.

TITRE PREMIER

La critique de la rémunération capitaliste du travail

Les théories du salaire émises depuis les débuts de la science économique jusqu'à et y compris celle de MARX, se sont accordées à quelque école qu'elles appartiennent pour décréter que le prix du travail équivalait d'une manière générale, au quantum des subsistances indispensables à l'entretien de l'ouvrier. Cette loi universelle adoptée par l'école libérale fut d'autant plus volontiers reprise par les écoles dissidentes ou adverses, qu'elle convenait à la critique du système social existant, dont les libéraux passaient pour être les défenseurs.

En particulier les socialistes français, frappés de l'insuffisance du salaire *ont recherché les facteurs déterminants qui expliquent cette déficience et ils ont montré les conséquences néfastes entraînées par la rémunération capitaliste du travail.* Tels sont les deux aspects sous lesquels nous allons envisager la doctrine socialiste.

SECTION PREMIÈRE

LA FAIBLESSE DU SALAIRE

ET SES CAUSES

De nombreuses études contemporaines ou postérieures à la première moitié du XIX^e siècle viennent projeter le pinceau de leurs analyses sur la situation tant matérielle que sociale du travailleur lors de l'éclosion de la grande industrie. Nous voudrions montrer, documents en main, quel était *le sort de l'ouvrier à l'époque où le mouvement socialiste que nous étudions, se développait*. Il conviendra ensuite d'*analyser les arguments auxquels s'attachent les socialistes pour expliquer la déficience du salaire*.

CHAPITRE PREMIER

LA FAIBLESSE DU SALAIRE

Il y a lieu d'examiner quel était au début du XIX^e siècle le taux du salaire avant d'en rechercher l'incidence dans les écrits socialistes.

§ 1. — La faiblesse du salaire au début du XIX^e siècle

Parmi les publications relatives à la situation des travailleurs pendant la première moitié du XIX^e siècle, le plus important document de cette époque, tant par sa longueur que par sa valeur objective, est le rapport de VILLERMÉ à l'Académie des Sciences morales et politiques (1) sur l'état physique et moral des ouvriers employés dans les fabriques de soie, de coton et de laine. Ce mémoire est le résultat d'une enquête ordonnée par l'Académie pour constater aussi exactement qu'il est possible l'état des classes ouvrières. « Mon unique but était la vérité, écrit VILLERMÉ (2). Je me suis donc autant qu'il m'a été possible, mis au-dessus de tous les intérêts individuels, de ceux des ouvriers, et de ceux des maîtres ».

(1) VILLERMÉ: *Mémoires de l'Académie des Sciences morales*, 1840, tome II.

(2) VILLERMÉ: *Mémoires de l'Académie des sciences morales*, 1840, p. 564, tome II.

La constatation première du rapporteur est l'amélioration progressive du sort des masses « nous voyons que la misère est de quelques degrés moindre qu'autrefois » (3). En général, parmi les ouvriers qui font le sujet de ses recherches, VILLERMÉ indique qu'un homme gagne assez pour faire des épargnes; mais c'est à peine si la femme est suffisamment rétribuée pour subsister et si l'enfant de 12 ans gagne sa simple nourriture (4). Quant aux ouvriers en ménage dont l'unique ressource est le salaire, le rapporteur dépeint en ces termes leur situation: « il faut admettre que la famille dont le travail est peu rétribué ne subsiste avec ses gains seuls qu'autant que le mari et la femme se portent bien, sont employés pendant toute l'année, n'ont aucun vice, et ne supportent d'autre charge que celle de deux enfants en bas âge. Supposez un troisième enfant, un chômage, une maladie, un manque d'économie, des habitudes ou seulement une occasion fortuite d'intempérance, et cette famille se trouve dans la plus grande gêne dans une misère affreuse » (5). La proportion des

(3) *Id.*, p. 333. Villermé signale que tout le monde n'est pas de son avis. Il y a même des personnes qui, touchées de la misère de tant d'ouvriers industriels, soutiennent que leur condition n'a jamais été plus déplorable. Si nous consultons à ce sujet une étude récente (Henri SÉE: Quelques aperçus sur la condition de la classe ouvrière et sur le mouvement ouvrier en France de 1815 à 1848. *Revue d'Histoire économique et sociale*, 1924, p. 504), nous trouvons une opinion intermédiaire « dans l'ensemble, la classe ouvrière est peut-être plus aisée dans la première moitié du XIX^e siècle qu'en 1789. Mais il y a des détresses plus poignantes; il y a surtout les souffrances des femmes et des enfants. Puis l'ouvrier se sent plus malheureux parce que ses besoins se sont accrus et parce qu'il y a dans l'ensemble du pays, plus de richesse et de bien-être ».

(4) « Si l'on retranche les tisserands et les simples journaliers, dont la plupart sont si mal rétribués, le salaire moyen des travailleurs est d'environ deux francs pour l'homme, un franc pour la femme, 0 fr. 45 pour l'enfant de 8 à 12 ans, 0 fr. 75 pour celui de 13 ans ». VILLERMÉ, cité par H. SÉE (*op. cit.*, p. 495).

(5) VILLERMÉ: *op. cit.*, p. 342.

ouvriers qui ne gagnent pas assez pour se procurer le strict nécessaire varie suivant les industries, leur état de prospérité ou de détresse, et suivant les régions et les localités (6).

Le salaire, souvent très médiocre, n'est accordé aux ouvriers qu'au prix d'une durée de travail excessive (7). La journée est ordinairement, dans les ateliers de manufactures de coton et de laine, de 15 heures à 15 h. 1/2 sur lesquelles on en exige 13 de travail effectif, terme moyen. Cette durée est la même pour tous les ouvriers quel que soit leur âge ou leur sexe. Parmi ceux-ci il y a des enfants dont beaucoup ont à peine 7 ans, quelquefois moins encore. Une conséquence remarquable de la grande industrie est, en effet, l'accroissement du nombre des femmes et des enfants dans les usines. L'utilisation des machines exige une dépense de force musculaire relativement faible et les industriels ne manquent pas d'employer le plus possible des ouvrières, vu que les femmes sont payées deux et même presque trois fois moins que les hommes.

(6) Il est difficile de se livrer à une étude détaillée du salaire pratiqué à cette époque. Nous ne possédons encore que des indications assez peu précises sur le salaire nominal. Beaucoup de monographies par professions et par régions seraient nécessaires pour éclairer la question. « Ce qu'on peut dire, c'est que le salaire, bien qu'ayant à peu près doublé depuis la fin de l'Ancien Régime, reste encore modique », déclare M. H. SÉE (*op. cit.*, p. 497), et il poursuit : « quant au salaire réel, il est plus difficile encore de s'en rendre compte car, pour cela, il faut apprécier le coût de la vie, dresser des sortes de budgets ouvriers : tâche singulièrement délicate ». Si nous nous reportons à un rapport publié à l'occasion de l'exposition universelle de 1900 (Ch. GIDE : *Economie sociale*, p. 57 et 61), il résulte, pour la France, une hausse proportionnelle des salaires du début à la fin du XIX^e siècle de 128 %, tandis que pendant la même période la hausse proportionnelle du coût de la vie n'était que de 36 %.

(7) Cf. RIST : *Durée du travail dans l'industrie française de 1820 à 1870*. Revue d'économie politique, 1897, p. 371.

L'hygiène des ateliers, au surplus, laisse souvent à désirer. VILLERMÉ signale l'insalubrité de plusieurs manipulations dans les industries de laine, de coton et de soie. Que dirait-il s'il était penché sur les conditions du travail dans les industries chimiques naissantes?

Les conséquences de la rémunération insuffisante du travail ne sont que trop connues: demeure des ouvriers très souvent malsaine (8), nourriture déficiente, maladies fréquentes, notamment rachitisme et tuberculose, mortalité infantile élevée (9), etc...

Ce qui aggrave la condition des ouvriers, c'est qu'il ne semble pas qu'elle puisse se transformer aisément ni rapidement. La plupart des patrons sont indifférents au sort de leurs employés (10) et le gouvernement est peu disposé à intervenir sous prétexte de ne pas violer la liberté industrielle. Les travailleurs ne peuvent défendre leurs intérêts collectifs: la loi du 22 Germinal an XI (12 avril 1803) ne fait que confirmer la loi Le Chapelier de juin 1791.

L'organisation ouvrière ne commence à se manifester que sous la monarchie de Juillet « c'est surtout après 1830 que l'on voit les efforts de la classe ouvrière pour

(8) Le Docteur Guépin (cité par Louis BLANC: *Organisation du travail*, 5^e édition, p. 39) décrit en termes saisissants l'habitation misérable des ouvriers à Nantes.

(9) « Nous voyons des nourrissons qui manquent du lait et des seins de leurs mères, et des mères qui sont dans l'impossibilité de les leur prodiguer chaque jour pendant les 14, 16, 17 heures où très souvent elles sont absentes de chez elles, et qui d'ailleurs, exténuées de fatigue et incomplètement alimentées, ne peuvent leur offrir qu'un sein à moitié tari... Il faut, pour ne pas mourir dès le berceau, surmonter mille chances défavorables, mille dangers de mort ». VILLERMÉ, *op. cit.*, p. 530.

(10) Villermé signale qu'un industriel ne peut rien faire à lui seul pour améliorer le salaire de ses ouvriers tant qu'il est talonné par la concurrence de fabriques semblables à la sienne. Il faudrait, dit-il, l'union pour faire cesser le mal.

s'organiser, du moins dans les grandes villes » (11). Les premiers journaux ouvriers font leur apparition : *le Journal des Ouvriers*, *le Peuple*, *l'Artisan* et surtout *l'Atelier*, fondé en 1840 par BUCHEZ.

Remarquons aussi que dans la première moitié du XIX^e siècle, il n'existe pas encore de parti socialiste ouvrier comme il s'en créera plus tard surtout sous l'influence du marxisme. Les Saint-Simoniens ne se sont guère adressés aux travailleurs eux-mêmes, en tout cas pas aux masses ouvrières ; les fouriéristes non plus ; seuls les cabélistes ont recruté des adhérents parmi les ouvriers de Paris (12).

§ 2. — La constatation par les socialistes

Il ne suffit pas de montrer que la rémunération effective du travail a fait l'objet de rapports, de documents importants, il faut encore scruter les écrits de SAINT-SIMON, SISMONDI, FOURIER, LOUIS BLANC, pour rechercher comment ces socialistes prennent contact avec les faits. Nous saisissons ainsi sur le vif une des facettes du génie de chacun de ces auteurs, nous toucherons du doigt leurs qualités d'observation. A cet égard, une ligne de démarcation très nette se dessine entre SAINT-SIMON et les autres socialistes.

SAINT-SIMON glisse très rapidement sur la constatation du bas salaire sans doute parce qu'il considère le fait comme évident, comme connu de tous ; il ne lui paraît pas utile d'y insister. « C'est à cet égoïsme, écrit-il, qu'il faut attribuer la maladie politique de notre époque, maladie qui met en souffrance tous les travailleurs utiles à la société ; maladie qui fait absorber par les Rois une

(11) H. SÉE : *op. cit.*, p. 512.

(12) Cf. *id.* : *op. cit.*, p. 520.

très grande partie du salaire des pauvres, pour leur dépense personnelle, pour celle de leurs courtisans et de leurs soldats » (13). En rapprochant ce texte de la pensée qui polarise véritablement l'esprit de SAINT-SIMON « l'amélioration du sort de la classe la plus nombreuse » on peut conclure avec plus de certitude que cet auteur estime trop bas le salaire effectif (14). Mais il ne faut pas chercher chez SAINT-SIMON de grandes précisions sur la rémunération du travail pratiquée de son temps.

Toute différente est l'attitude des autres socialistes. Dans leurs écrits, ils réservent des développements sur la constatation de la déficience du salaire.

« Les manufacturiers de coton, constate SISMONDI, ont réduit successivement leurs ouvriers, d'un salaire de 20 sous par jour à 15, à 12 en enfin à 8 sous. Leur intérêt ayant été absolument séparés de ceux de leurs ouvriers, ils n'ont eu à s'occuper, en traitant avec eux, que des moyens de s'assurer leurs services au plus bas prix possible, au moment où ils en avaient besoin ; ils les renvoient dans leurs maladies, leur vieillesse, ou dans les saisons mortes..., chaque métier s'engage dans la même espèce de lutte » (15).

C'est de son expérience journalière que FOURIER a

(13) SAINT-SIMON: *Œuvres, Nouveau Christianisme*, tome 23, p. 184 et 185.

(14) Telle est bien la pensée de Saint-Simon. Il s'exprimait en ces termes dans les *Lettres d'un habitant de Genève*: « Voici une idée qui me paraît juste. Les premiers besoins de la vie sont les plus impérieux ; les non-propriétaires ne peuvent les satisfaire qu'incomplètement. Un physiologiste voit clairement que leur désir le plus constant doit être celui de la diminution de l'impôt, ou de l'augmentation de salaire, ce qui revient au même ». *Œuvres*, tome 15, p. 47.

(15) SISMONDI: *Nouveaux principes d'économie politique*, 2^e édit., 1827, tome II, p. 360. Cf. p. 362: « Aujourd'hui, le manufacturier séduit l'ouvrier par un misérable salaire, et lui fait exposer sa santé dans un air méphitique, dans la poussière du coton ou les vapeurs du mercure ».

tiré la matière première de son édifice doctrinal. La qualité de son observation était excellente parce qu'il voyait clair et juste. « Son imagination plongeait dans le réel et dans la vie » (16). FOURIER constate l'aggravation de la misère autour de lui; à Lyon dans les greniers à canuts délabrés et infects (17). Les fabriques actuelles sont, à ses yeux, des « bagnes mitigés » (18). La société actuelle a laissé s'établir « la coutume de réduire autant que possible le salaire de l'ouvrier et de fonder sur son extrême misère le succès des manufactures, qui prospèrent en raison de l'appauvrissement de l'ouvrier » (19). Le salaire touche à la limite inférieure au-dessous de laquelle il ne saurait plus descendre, cette limite étant la somme nécessaire à l'ouvrier pour sa subsistance et celle de sa famille.

Louis BLANC ne se contente pas de signaler les travaux de VILLERMÉ, du docteur GUÉPIN, de BURET (20), il procède lui-même à une enquête sur la classe ouvrière à Troyes (21). Son « *organisation du travail* » contient une ample description de la misère du peuple « le salaire des ouvriers ne suffit pas toujours à leur existence: comment suffirait-il à leurs économies? La maladie, le chômage, attendent pour l'absorber le petit pécule des moins malheureux » (22).

(16) H. BOURGIN: *op. cit.*, p. 52.

(17) FOURIER: *La fausse industrie*, tome I, p. 286-289.

(18) « Les bagnes mitigés ou grandes fabriques fermées, morigénant l'ouvrier, maltraitant les enfants, ruinant la santé par excès de travail sans variété. C'est le demi-esclavage, plus, le risque de stagnation et famine ». FOURIER: *op. cit.*, tome I, p. 59.

(19) FOURIER: *Publication des manuscrits*, tome III, p. 41.

(20) BURET: *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, Paris, 1860, 2 vol. in-8°.

(21) Louis BLANC: *op. cit.*, p. 41.

(22) *Id.*: p. 58. Cf. p. 32: « on y verra (à Paris) qu'il y a des femmes qui ne gagnent pas plus de 0 fr. 75 par jour et cela pendant neuf mois

La question du salaire et plus généralement la situation ouvrière pendant la première moitié du XIX^e siècle, ont suscité l'éclosion d'études nombreuses. Nous en avons recherché l'incidence chez les auteurs socialistes. Ceux-ci ne se bornent pas à observer les faits, ils en scrutent les causes. Faisant œuvre d'économistes, ils partent des données concrètes et recherchent les motifs de la rémunération insuffisante du travail ; ils montrent que le salaire tend vers le minimum nécessaire à l'existence.

de l'année seulement, ce qui veut dire que, pendant trois mois, elles ne gagnent absolument rien, ou si l'on veut, que leur salaire réparti sur toute l'année se réduit à environ 57 centimes par jour ».

CHAPITRE II

LES CAUSES DU BAS SALAIRE

Les causes qui déterminent le taux du salaire sont très nombreuses et très complexes. En thèse générale les socialistes ont négligé, à la suite de RICARDO et de Stuart MILL, les influences d'ordre non matériel esquissées par Adam SMITH et quelques économistes contemporains. Ils n'ont pas aperçu le rôle des facteurs psychologiques, des volontés individuelles ou concertées dans la fixation du salaire. Mais ils ont des circonstances atténuantes. Le régime juridique de l'organisation du travail est encore en enfance dans la première moitié du XIX^e siècle; le régime politique était défavorable à la démocratie, au surplus l'état d'esprit des ouvriers était imprégné de résignation (1).

Par contre, les socialistes ont su observer l'importance considérable des influences d'ordre matériel. Ils recherchent les causes du bas salaire dans le jeu de trois facteurs à leurs yeux essentiels: la division du travail, le machinisme, la concurrence. Les uns s'attachent à la

(1) « Les ouvriers de Lille sont très souvent privés du strict nécessaire et cependant, ils ne se plaignent pas trop de leur sort et ne se portent presque jamais aux émeutes ». VILLERMÉ, cité par H. SÉE: *op. cit.*, p. 499. Cf. SAINT-SIMON: *Œuvres, l'Organisateur*, tome 20, p. 144: « en France, la masse entière de la nation sait souffrir la faim à côté du blé de semence sans y toucher ».

description du mécanisme de ces trois éléments, les autres concentrent plus particulièrement leur attention sur l'un ou l'autre de ces facteurs (2).

§ 1. — La division du travail

Les analyses les plus pénétrantes des effets de la division du travail se rencontrent chez SISMONDI et chez FOURIER. Parmi les réformateurs que nous étudions ce sont des deux socialistes qui ont examiné avec le plus de soin les modalités d'action de cet important facteur.

SISMONDI, tout d'abord, se plaît à nous montrer que la division des tâches accroît le rendement. Plus l'ouvrier se consacre à un seul genre de travail, et plus il acquiert de dextérité. Chacun comprit qu'en simplifiant l'opération dont il se chargeait, il la faisait d'une manière toujours plus prompte et plus parfaite. Le même principe conduisit à subdiviser les métiers à l'infini (3). La division du travail concourt puissamment à accroître la production.

(2) Nous devons, avant d'analyser une à une les causes du bas salaire, faire une remarque préliminaire sur Saint-Simon. Très à son aise dans le domaine de la philosophie et de l'histoire, notre auteur devient plus incertain dès qu'il s'agit d'institutions pratiques. Il n'insiste pas sur la constatation du bas salaire et quant aux causes du salaire insuffisant, il est impossible de trouver dans ses écrits des développements suivis à ce sujet. Tout au plus mentionnerons-nous son nom à propos de la concurrence.

Comme le dit très bien G. WEILL (*Saint-Simon et son œuvre*, Introduction, p. v), les œuvres de Saint-Simon « sont faites pour décourager le lecteur au premier abord. C'est une multitude de brochures courtes et incohérentes, où l'auteur passe de l'astronomie à la physiologie, de la physiologie à la politique. Chacun de ses écrits, surtout dans les premiers temps, annonce qu'il a enfin trouvé la vérité; chacun renferme un programme détaillé du livre qu'il va faire, et ce programme n'est jamais réalisé ».

(3) SISMONDI: *op. cit.*, tome I, p. 70 et 71.

Mais SISMONDI, suivi de FOURIER, critique les répercussions de ce facteur sur le sort des ouvriers. « C'est pour en faire des citoyens qu'une nation veut avoir des hommes, non pour en faire des machines à peu près semblables à celles que le feu ou l'eau font mouvoir » (4). Des enfants avant d'avoir développé aucune de leurs facultés, sont condamnés à tourner une manette, à dévider un écheveau. SISMONDI s'en indigne (5).

FOURIER remarque que la division du travail a pour effets permanents et constants, la diminution des forces physiques et la déchéance des forces morales des ouvriers. L'ouvrier est amoindri dans son corps et dans son esprit. Le travail uniforme est pour lui « un véritable enfer » (6).

Quelles sont les incidences de la division du travail sur le salaire ? SISMONDI nous l'enseigne. L'apprentissage souvent long et dispendieux permet très rarement à l'ouvrier de faire un autre métier lorsque le chef d'entreprise ne trouve plus, dans le prix de l'acheteur, de quoi payer toutes ses avances. Le travailleur devrait renoncer à l'habileté acquise en embrassant une autre profession. Il lui faudrait un capital que le plus souvent

(4) SISMONDI: *op. cit.*, tome I, p. 395.

(5) *Idem*: p. 396: « Plus de galons, plus d'épingles, plus de fils et de tissus de soie et de coton, sont le fruit de cette grande division du travail; mais à quel prix odieux ils ont été achetés, si c'est par le sacrifice moral de tant de milliers d'hommes! ».

(6) FOURIER: *Théorie de l'unité universelle*, tome I, p. 149. Cf. FOURIER: *Le Phalanstère*, tome II, p. 301 : « cependant la philosophie veut que l'ouvrier civilisé se plaise à exercer 16 heures par jour, le travail le plus insipide, comme le tissage, le bonheur de passer la navette depuis 4 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir : la morale lui ordonne d'aimer ce travail désolant, qui se prolonge depuis le 2 janvier jusqu'au 31 décembre, sans autre variante que les chômages et les famines ». Cf. FOURIER: *Le Nouveau Monde*, p. 75: « diverses fabriques de produits chimiques, de verrerie et même d'étoffes, sont un véritable assassinat des ouvriers, par le seul fait de la continuité du travail ».

il n'a pas, pour payer un nouvel apprentissage. Même si une demande constante de travail se manifestait dans une autre profession, il ne passerait pas d'un métier à l'autre; mais il continuera de travailler à plus bas prix et même pour moins que le nécessaire: « L'ouvrier qui pourvoyait à sa subsistance par un travail de dix heures par jour, lorsqu'il aura subi une diminution de gages, cherchera à se faire la même somme dont il a besoin pour vivre, par une augmentation de travail. Il restera à l'ouvrage quatorze heures par jour, il ne se reposera point les jours de fête » (7). Des raisons personnelles, surtout la force de l'habitude peuvent faire préférer telle profession à telle autre « les habitudes sont une puissance morale qui n'est pas soumise au calcul ».

La division du travail, aux yeux de FOURIER, empêche l'ouvrier de trouver dans un autre métier son gagne-pain en cas de chômage: « le vice radical de notre industrie est d'occuper l'ouvrier à une seule fonction qui risque de tomber en chômage » (8). Cette calamité est presque chronique dans la société industrielle, elle atteint des multitudes sans résistances. Les événements les plus capricieux peuvent déterminer ces catastrophes (9).

La division du travail a très souvent pour résultat une baisse des salaires et toujours elle est un facteur de famine en cas de crise économique: telle est la pensée de SISMONDI et de FOURIER. On peut relever dans les écrits de SAINT-SIMON quelques passages sur la division du travail, mais il n'est nullement question de son influence sur le salaire (10).

(7) SISMONDI: *op. cit.*, tome I, p. 332 et 333.

(8) FOURIER: *La fausse industrie*, tome II p. 800.

(9) *Id.* p. 799: « Est-ce un ordre sensé rationnel que celui où 50.000 habitants d'une ville sont réduits à l'inaction, à la mendicité par un changement de mode qui s'opère à deux mille lieues de là aux Etats-Unis? ».

(10) « La division qui s'est introduite dans les travaux a lié complè-

§ 2. — Le machinisme

La source du machinisme, nous montre SISMONDI, se situe dans la division du travail. Lorsque la tâche de l'ouvrier est réduite à l'opération la plus simple, il arrive à l'effectuer avec une telle aisance et une si vertigineuse rapidité « que les yeux ne peuvent le suivre, et que l'on comprend à peine comment la main de l'homme peut parvenir à ce degré d'adresse et de promptitude » (11). Mais alors l'homme n'équivalant plus qu'à une machine, une machine peut le remplacer. D'où l'ingéniosité sans cesse en éveil des inventeurs pour remplacer la machine humaine par un mécanisme capable d'accélérer dans une très forte proportion — et surtout sans discontinuité, sans trêve — la fabrication.

SISMONDI et FOURIER découvrent les mêmes effets désastreux sur le sort des ouvriers que ceux engendrés par la division du travail : la déchéance de l'ouvrier. La situation est encore aggravée du fait que la machine suscite l'emploi des femmes et des enfants comme des instruments commodes et peu coûteux d'une production où la machine qu'ils peuvent diriger ou servir, est devenue l'agent essentiel (12).

Le machinisme a été dénoncé comme facteur de baisse des salaires, en quelques mots significatifs, par Louis

tement les hommes ensemble » : *Œuvres choisies de Saint-Simon*, par LEMONNIER, tome II, p. 438. Même idée dans le « *Système industriel* ». *Œuvres*, tome 21, p. 16, en note. « Il en résulte (de la division du travail) de toute nécessité, que les hommes dépendent moins les uns des autres individuellement, mais que chacun d'eux dépend davantage de la masse, exactement selon le même apport ». Cette idée a été reprise par DURKHEIM : *De la division du travail social*, Paris 1893, in-8°.

(11) SISMONDI : *op. cit.*, tome I, p. 395.

(12) « Au point de vue moral, qu'imaginer le plus désastreux que cet accouplement des sexes dans les fabriques ? C'est l'inoculation du vice à l'enfance ». Louis BLANC : *op. cit.*, p. 67.

BLANC: « les mille ouvriers que la machine nouvelle chasse de leur atelier iront frapper à la porte de l'atelier voisin et faire baisser le salaire de leurs compagnons. Baisse systématique des salaires, aboutissant à la suppression d'un certain nombre d'ouvriers » (13).

FOURIER voit dans le machinisme un régime de déceptions et de misères: « L'industrialisme est la plus récente de nos chimères scientifiques, c'est la manie de produire confusément, sans aucune garantie pour le producteur ou salarié de participer à l'accroissement de richesse » (14). L'Angleterre qui, la première a connu et appliqué les procédés de la grande industrie, en a subi la première les effets. La misère qui a ravagé l'Angleterre est la conséquence directe de l'industrialisme; et les autres nations, qui ont suivi l'Angleterre sur la voie de l'industrialisme, la suivent aussi sur la voie de la misère (15).

Une mention toute spéciale doit être réservée à SISMONDI pour son étude si nuancée des effets du machinisme. Cet auteur n'est pas l'adversaire irréductible des machines. A ses yeux une distinction capitale doit être faite. C'est uniquement lorsque la demande pour la consommation surpasse les moyens de produire de la population, que toute machine nouvelle est un bienfait pour la société (16): dans ce cas, elle donne le moyen de satisfaire des besoins existants (17).

(13) Louis BLANC: *op. cit.*, p. 32.

(14) FOURIER: *Le Nouveau Monde*, p. 28.

(15) FOURIER: *Le Nouveau Monde*, p. 29 à 31, résumé par H. BOURGIN, *op. cit.*, p. 144.

(16) Pour Sismondi, la production n'est un bien qu'autant qu'elle est suivie d'une consommation correspondante. Cette doctrine est opposée à celle de Say, Ricardo et Saint-Simon.

(17) L'avantage est certain, « car il conservera le même salaire à ses ouvriers, quoiqu'un plus grand capital circulant soit employé à en maintenir un plus grand nombre; il paiera le même intérêt aux capitalistes,

Toutes les fois, au contraire, que la production suffit pleinement à la consommation, toute machine nouvelle devient dans notre organisation actuelle, une calamité (18). Elle n'ajoute en effet « aux jouissances des consommateurs autre chose que les satisfaire à meilleur marché, tandis qu'elle supprime la vie elle-même des producteurs. Il serait odieux de peser l'avantage du bon marché contre celui de l'existence » (19). Dans cette hypothèse, l'effet immédiat des machines est de rejeter une partie des ouvriers.

Les économistes classiques ont formulé une objection. Par le machinisme le prix de vente diminue, ce qui libère une partie des revenus des consommateurs. Ils peuvent dès lors acheter des produits plus variés, ce qui encourage la production et permet à des industriels d'occuper les ouvriers congédiés par ailleurs. SISMONDI admet parfois la possibilité d'une telle action, mais au bout

quoique les machines qu'il aura fait construire emploient de nouveaux capitaux ; il réservera pour lui-même le même profit proportionnel, quoiqu'il le prélève sur une plus grande somme ». SISMONDI : *op. cit.*, tome I, p. 399 et 400.

(18) « Mais si le fabricant, sans augmentation de demande, et sans augmentation de capitaux, convertit seulement une partie de son capital circulant en machines, renvoie un nombre de ses ouvriers proportionné à l'ouvrage qu'il fait faire par des agents aveugles, et sans étendre son débit, n'augmente que son profit, parce qu'il se procure à meilleur marché ce qu'il vend, la perte sociale est certaine, quelque avantage qu'il y trouve en son particulier » (SISMONDI, tome I, p. 400 et 401). Dans un seul cas l'emploi des machines ne nuit pas aux salaires nationaux, mais à ceux des compétiteurs étrangers, quoique la fabrication n'ait pas été déterminée par une nouvelle demande. C'est l'hypothèse de l'offre des capitaux surabondants, que les propriétaires consentent à faire travailler à plus bas prix. Les capitaux permettant de construire des machines et de vendre à meilleur marché, donne la possibilité d'aller chercher à l'étranger des consommateurs nouveaux. Les salaires nationaux ne sont pas diminués, puisqu'il y a accroissement du débit (Cf. SISMONDI : tome I, p. 400).

(19) SISMONDI : *op. cit.*, tome II, p. 318.

d'un certain temps. Il ne faut pas précipiter le rythme des inventions; autrement chaque découverte frappe sans cesse tantôt une classe de la société, tantôt une autre, et la société entière éprouve « les souffrances constantes des changements ». Mais il se montre généralement beaucoup plus pessimiste (20). L'ouvrier, — nous l'avons vu — préfère une baisse du salaire plutôt que d'essayer un autre métier. De plus, si la machine permet de centupler la production d'un objet, il ne s'en suit pas que son prix de vente soit cent fois moins élevé. L'épargne du consommateur ne sera pas suffisante pour faire embaucher les ouvriers licenciés.

§ 3. — La concurrence

La division du travail et le machinisme ne sont pas les seules ni même les causes les plus importantes de la baisse du salaire au minimum d'existence. Un troisième élément doit être joint aux précédents pour former le tryptique qui encadre les analyses socialistes. Cet élément a été mis en relief, dégagé par SAINT-SIMON, SISMONDI, FOURIER, LOUIS BLANC, et plus généralement par tous les socialistes de la première moitié du XIX^e siècle comme un facteur puissant, voire même automatique de baisse

(20) Les travailleurs ne jouissent que d'une part très restreinte des bénéfices des machines. Sans doute, ils profitent en tant que consommateurs du bon marché des produits, mais il faudrait que leur pouvoir d'achat soit accru. Or, c'est l'inverse qui se produit: les salaires baissent à la suite de l'emploi de la machine, d'où concurrence plus âpre des ouvriers entre eux et allongement de la durée du travail. « Ce n'est pas la faute du progrès de la science mécanique, mais de l'ordre social, si l'ouvrier qui acquiert le pouvoir de faire en deux heures ce qu'il faisait auparavant en douze, ne s'en trouve pas plus riche, et ne s'en donne en conséquence pas plus de loisirs, mais s'il fait au contraire six fois plus d'ouvrage qu'il ne lui en est demandé » (SISMONDI: *op. cit.*, tome I, p. 349).

des salaires. La concurrence, que les économistes libéraux élèvent au rang de loi naturelle au même titre que celle de l'offre et de la demande, fait l'objet de violentes attaques sous la plume des réformateurs sociaux. Ils se sont efforcés d'en montrer tous les inconvénients, pour saper les fondements du libéralisme économique. Louis BLANC apparaîtra à ce titre comme l'adversaire le plus passionné de la concurrence. Il a su trouver des formules incisives destinées à frapper vivement l'imagination.

La concurrence ! Que signifie ce mot ? Son étymologie l'indique : *cum currere*, courir avec. Elle revêt deux aspects qui se rejoignent quant à leur résultat. La concurrence des ouvriers entre eux pour la recherche d'un emploi ; la concurrence des chefs d'entreprise pour la recherche des débouchés. Voilà les deux tentacules de la pieuvre concurrence. Toutes deux enserrant le travailleur et le réduisent à sa merci.



La concurrence des ouvriers entre eux présuppose que l'offre du travail est toujours supérieure à la demande. La population ouvrière doit être constamment en sur-nombre et s'écraser à la porte des usines. C'est ce que SISMONDI affirme et son analyse a été reprise fidèlement par Louis BLANC. Plus le pauvre est privé de toute propriété, plus il est en danger de se méprendre sur son revenu et de contribuer à accroître une population qui, ne correspondant point à la demande du travail, ne trouvera point de subsistance (21).

(21) Cf. SISMONDI : *op. cit.*, tome II, p. 264. Sismondi poursuit : « Cette observation est assez ancienne pour avoir passé dans le langage, et avoir été transmise de la langue latine aux langues modernes. Les Romains appelèrent prolétaires ceux qui n'avaient point de propriété, comme si,

Selon SISMONDI, le revenu servant de limite à la population (22), comment se fait-il qu'un moindre revenu soit justement celui qui encourage à une population hors de mesure ? A cette objection, SISMONDI réplique : l'existence d'une classe dont l'habitude fût de ne rien avoir, dont l'idée de richesse fût simplement d'exister, dont l'idée de pauvreté fût de mourir de faim, dont la subsistance enfin fût mesurée si juste qu'on ne pût rien en retrancher, implique que ceux qui vivent dans cette condition, ne forment pour les objets de leur affection que les vœux qu'ils forment pour eux-mêmes. S'ils ont vécu au jour le jour, ils seront contents pourvu que leurs fils vivent au jour le jour. L'ouvrier a trop souvent connu la misère présente pour qu'il soit très effrayé de la douleur future que pourront éprouver sa femme et ses enfants. Les enfants en bas-âge constituent un titre pour recevoir quelques secours de l'hôpital ou de la charité publique. Si, arrivés à six ou sept ans, ils commencent déjà à gagner quelque chose, ses enfants, loin de diminuer son revenu, paraîtront l'augmenter (23).

Les répercussions de cette prolifcation ouvrière sont très sensibles sur le montant des salaires « le nombre de ceux qui n'ont d'autre revenu que leur bras, et qui demandent du travail, étant toujours plus grand, ils ont dû être toujours plus empressés d'accepter le travail quelconque qu'on leur offrait, de se soumettre aux conditions qu'on leur imposait, et de réduire leur salaire au plus étroit nécessaire » (24), écrit SISMONDI.

plus que tous les autres, ils étaient appelés à avoir des enfants : *Ad polem generandam* ».

(22) C'est là une erreur de Sismondi : il estime que les hauts salaires accroissent nécessairement la population.

(23) Cf. SISMONDI : *op. cit.*, tome II, p. 265 et 266.

(24) Cf. SISMONDI : tome I, p. 92.

« La misère est horriblement prolifique », affirme Louis BLANC et dans un dialogue saisissant, il dépeint les effets de la libre concurrence : « qu'est-ce que la concurrence relativement aux travailleurs ? C'est le travail mis aux enchères. Un entrepreneur a besoin d'un ouvrier : trois se présentent. — Combien pour votre travail ? — Trois francs, j'ai une femme et des enfants. — Bien. Et vous ? — Deux francs et demi, je n'ai pas d'enfants, mais j'ai une femme. — A merveille. Et vous ? — Deux francs me suffiront je suis seul. — A vous la préférence. C'en est fait, le marché est conclu... quant au plus heureux des trois, son triomphe n'est que provisoire. Vienne un quatrième travailleur assez robuste pour jeûner de deux jours l'un, la pente des rabais sera descendue jusqu'au bout » (25).

Pour FOURIER, la population ne cesse de s'accroître sans qu'il soit fait estimation ni provision des ressources présentes et futures ; il dénonce la concurrence entre les ouvriers comme facteur de baisse du salaire (26).

(25) Louis BLANC : *op. cit.*, p. 30. Cf. Louis BLANC : *Discours politiques*, p. 232. *Conférences à Saint-Denis du 3 décembre 1876* : « Ainsi, dans la course des hommes vers la fortune, la concurrence, c'est l'ardeur que chacun met à dépasser autrui et à s'emparer du prix de la course. Mais supposez la carrière trop étroite, supposez les concurrents trop nombreux : les voilà qui se heurtent et se renversent les uns les autres, de sorte que les victorieux n'atteignent le but que sur le corps de leurs rivaux, étendus par terre et meurtris ».

(26) FOURIER : *De l'anarchie industrielle et scientifique*, 1847, p. 54 : « La concurrence inverse en surabondance de bras, d'où naît la prostitution de l'industrie, la décroissance du salaire, le concours involontaire des ouvriers à avilir leurs fonctions, se livrer pour une solde chétive à un maître avide qui les enverra mourir de faim quand il aura gagné des millions sur leur pénible labeur ».

Même idée chez son disciple le plus représentatif, Victor CONSIDÉRANT (*Manifeste de la Démocratie pacifique*, p. 2) : « La libre concurrence de prolétaires à prolétaires, les nécessités de l'existence qui contraignent ceux-ci à trouver chaque matin, aux conditions même les plus dures, du travail et un maître, les conduisent forcément à mettre leurs bras au



L'ouvrier n'a pas seulement à lutter contre l'ouvrier : *homo homini lupus* ; une autre lutte sans merci s'engage. Elle a sa racine dans la concurrence des chefs d'entreprise pour la recherche des débouchés (27). D'une part le travailleur, sans capital, sans défense, et de l'autre le chef d'entreprise qui comprime le prix de revient et par tant réduit le salaire à l'extrême, afin de lutter contre les entreprises similaires.

L'industriel, par le jeu des principes économiques du régime actuel, est contraint, au dire des socialistes, à réduire toujours davantage la rémunération du travail. Il impose un salaire misérable à l'ouvrier qui doit passer sous les fourches caudines du patron pour ne pas mourir de faim.

« Tel est l'effet d'une concurrence outrée, écrit FOURIER ; plus la rivalité mercantile est active, plus l'ouvrier est rançonné, affamé par le fabricant cupide, qui, s'efforçant de réduire les salaires pour arriver promptement

rabais. De telle sorte que, quand les travailleurs abondent, et c'est le cas général, la libre concurrence entre ces malheureux les poussant à offrir leurs bras au plus bas prix possible, le taux de la journée tend à tomber partout à la dernière limite des nécessités extrêmes de l'existence ».

(27) Le monopole résulte nécessairement de la libre concurrence. Mais les socialistes négligent d'insister sur les rapports entre monopole et rémunération du travail. FOURIER se contente d'indiquer que « c'est le plus vicieux des régimes » (*Fausse industrie*, tome II, p. 801). Sismondi décrit la formation d'un monopole : Un industriel possède en secret un nouveau procédé de fabrication. Par là, il s'empare seul de ce qui faisait auparavant la richesse de tous. Ses confrères producteurs sont forcés à faire les mêmes rabais que lui ; ils continueront quelque temps à vendre leurs marchandises à perte jusqu'au jour de la faillite. Leurs ouvriers seront congédiés et perdront leur gagne-pain. Le nouvel inventeur accapara à lui seul toute cette branche d'industrie (Cf. SISMONDI : *op. cit.*, tome I, p. 344 et 345). Mais Sismondi ne nous dit pas ce qui en résultera quant à la rémunération du travail des ouvriers du monopoleur.

à une grande fortune, entraîne ses concurrents d'autres pays à réduire de même les salaires et assassiner l'ouvrier. Celui-ci, placé entre la famine et le gibet, se voit forcé de souscrire au travail le plus ingrat » (28).

Louis BLANC ajoute dans le même sens : « Il est libre de discuter les conditions de son travail, l'ouvrier qui meurt si le débat se prolonge ! » (29).

SISMONDI avait déjà entrevu la concurrence sous ce jour : « Il vendra plus s'il vend meilleur marché, parce que les autres vendront moins : l'attention du fabricant est donc sans cesse dirigée à faire la découverte de quelque économie dans le travail » (30).

Les consommateurs, selon SAINT-SIMON, c'est-à-dire « ceux qui consomment et qui ne produisent point » (31) prélèvent une dîme sur les produits de ceux qui travaillent. La concurrence, en provoquant la baisse du prix de vente au niveau du coût, profite à ceux qui sont exclusivement consommateurs. Les ouvriers, s'ils sont avantagés par cette baisse en tant qu'acheteurs, sont lésés en tant que producteurs par la baisse des salaires grâce à laquelle le coût peut être réduit. Les « frelons » oppriment les « abeilles » (32).

Division du travail, machinisme, concurrence, voilà le faisceau inéluctable qui opprime le travailleur. Le régime capitaliste, tel qu'il existe, réduira toujours le salaire aux minimum nécessaire à l'existence : tel est l'aboutissant de la démonstration socialiste.

(28) FOURIER : *De l'anarchie industrielle et scientifique*, p. 21.

(29) LOUIS BLANC : *Organisation du travail*, p. 18.

(30) SISMONDI : *op. cit.*, tome I, p. 342.

(31) SAINT-SIMON : *Œuvres : Le parti national ou industriel comparé au parti anti-national*, tome 19, p. 196.

(32) SAINT-SIMON : *Œuvres : Sur la querelle des abeilles et des frelons*, tome 19, p. 211.

SECTION II

LES CONSEQUENCES DU BAS SALAIRE

Le salaire ramené inéluctablement au minimum nécessaire à l'existence, ne vas pas sans déclencher toute une *cascade de répercussions graves de conséquences, au point de vue moral comme au point de vue économique*. Les socialistes se sont attachés tout particulièrement à montrer que la rémunération actuelle du travail est contraire aux intérêts moraux tant du salarié que de la classe possédante. Ils ont même recherché si le salaire actuel était compatible avec les principes de la religion, ce qui est un gage du souci constant de la doctrine socialiste de ne négliger aucun aspect des conséquences morales du bas salaire.

Mais tous les socialistes n'ont pas été hypnotisés uniquement par les aspects éthiques de la rémunération capitaliste du travail, certains ont développé parallèlement la gamme de répercussion du bas salaire sur l'activité économique, sur l'équilibre de la consommation à la production. Le bas salaire est apparu à quelques socialistes comme un facteur puissant du déséquilibre économique dont le monde commençait à percevoir les premiers soubresauts: ils ont recherché dans le salaire insuffisant, la cause des crises économiques,

CHAPITRE PREMIER

LES CONSEQUENCES MORALES DU BAS SALAIRE

Selon les socialistes dont nous étudions la tendance, la faiblesse du salaire est critiquable aussi bien au point de vue religieux qu'à celui de la dignité personnelle du travailleur ; les conséquences néfastes du bas salaire rejaillissent même sur la classe privilégiée.

*
* * *

Le salaire actuel est-il compatible avec les principes de la religion ? Cette question, délicate entre toutes, a été abordée pour la première fois sous la plume de SAINT-SIMON. Dans son *Nouveau Christianisme*, il confronte l'état misérable de la classe des prolétaires, engendré par la rémunération insuffisante du travail, avec les principes du Christianisme. Il s'efforce de dissocier ce que Dieu a dit personnellement et ce que le clergé a enseigné en son nom. Glissant la main entre l'arbre et l'écorce il veut remonter aux sources du Christianisme, il veut s'imprégner de sa sève divine pour rechercher si le Christianisme, catholique et protestant, a su interpréter correctement la parole du Christ.

« Ce que Dieu a dit, écrit SAINT-SIMON, n'est certainement pas perfectible, mais ce que le clergé a dit au

nom de Dieu compose une science susceptible de perfectionnement, de même que toutes les autres sciences humaines » (1). SAINT-SIMON réduit à un seul principe ce qu'il y a de divin dans le Christianisme. Dieu a dit : « les hommes doivent se conduire en frères à l'égard les uns des autres ». Aux hommes, par conséquent, à organiser leur société de la manière qui puisse être la plus avantageuse au plus grand nombre. « Le véritable Christianisme commande à tous les hommes de se conduire en frères à l'égard les uns des autres ; Jésus-Christ a promis la vie éternelle à ceux qui auraient le plus contribué à l'amélioration de l'existence de la classe la plus pauvre sous le rapport moral et sous le rapport physique » (2). Le clergé doit s'occuper principalement d'enseigner aux fidèles, la direction qu'ils doivent suivre pour accélérer le bien-être de la majorité de la population. Or, il n'en est rien, d'après SAINT-SIMON.

La conduite du clergé se trouve en opposition avec le principe fondamental de la morale divine. La théologie, la seule science enseignée dans les séminaires « fournit le moyen de fixer l'attention des fidèles sur des minuties, et de faire perdre de vue aux chrétiens le grand but terrestre qu'ils doivent se proposer pour obtenir la vie éternelle » (3). Pour SAINT-SIMON — nouvel apôtre parlant au nom de Jésus — la théologie ne saurait avoir une grande importance pour un clergé vraiment chrétien, qui doit ne considérer le culte et le dogme que comme des accessoires religieux (4). Et SAINT-SIMON d'accuser le Pape et son Eglise, d'hérésie.

(1) SAINT-SIMON : *Œuvres : Nouveau Christianisme*, tome 23, p. 108.

(2) SAINT-SIMON : *Œuvres : Nouveau Christianisme*, tome 23, p. 120.

(3) *Ibid.*, p. 125.

(4) *Ibid.*, p. 126.

Au regard de la religion protestante, notre apôtre critique l'étude trop approfondie qu'elle a faite de la Bible. Elle empêche les protestants de travailler à la formation du système social auquel l'espèce humaine puisse atteindre : l'amélioration morale et physique du sort des pauvres (5).

La rémunération actuelle du travail est en discord avec la parole de Dieu (6). Le bas salaire est contraire aux principes divins. Dans l'organisation actuelle, les hommes ne se préoccupant pas d'améliorer le sort du travailleur risquent de perdre la vie éternelle (7).

(5) *Ibid.*, p. 170.

(6) Les chrétiens révolutionnaires, à l'heure actuelle, adoptent une position qui n'est pas sans analogie avec celle de Saint-Simon. M. André Philip, l'un des animateurs de ce mouvement récent, estime que le régime existant est la négation absolue de la valeur de la personne humaine qui est l'un des principes fondamentaux de l'Evangile : « Malheureuse personnalité, réduite, parallèlement à la terre et au capital, réalités matérielles, au rang d'instrument de production, d'élément du prix de revient que l'on embauche quand elle peut fournir un profit, que l'on renvoie lorsqu'elle n'est plus bonne à rien » (A. PHILIP : *Le Chrétien et l'action sociale*, article paru dans la revue *Terre Nouvelle*, mai 1935). La rémunération capitaliste du travail va à l'encontre du Christianisme car, dans le monde moderne, la vie économique obéit à ses propres lois : loi de l'offre et de la demande, de la concurrence, de la course au profit, sans considération aucune du sort des travailleurs. Les chrétiens révolutionnaires déplorent que les Eglises se sont instituées agents de conservation de la société capitaliste et ils aspirent à les libérer de l'emprise des puissances d'argent, emprise qui ne cessera qu'avec le régime capitaliste lui-même (Cf. en outre les ouvrages suivants : Maurice LAUDRAIN : *Vers l'ordre social*; MARIE-FRANÇOIS : *Socialiste parce que chrétien*; André PHILIP : *Le Christianisme et la paix*).

(7) Aux yeux des Saint-Simoniens, il y a surtout dans le Christianisme « une sorte de déclaration de guerre à la matière, une dépréciation du travail, que la nouvelle Eglise en formation — Eglise d'ingénieurs avant tout — ne peut pas supporter. Saint-Simon en accusant le Christianisme, catholique et protestant, de ne s'être pas assez préoccupé d'assurer, par une meilleure organisation du globe, l'amélioration du sort du plus grand nombre, avait soulevé l'objection. Les anciens collaborateurs du *Producteur* vont la développer abondamment dans l'*Exposition* ». BOUGLÉ et HALÉVY : *Doctrines de Saint-Simon : Exposition*, Rivière 1924, introduction, p. 24.

Attitude voisine chez FOURIER. Il critique le Christianisme qui ne prêche que « la résignation passive et inerte » (8). Dire « que Dieu nous réserve le bonheur en l'autre monde et qu'à ce titre il est dispensé de nous le donner en celui-ci, c'est prétendre qu'il existe des lacunes dans sa Providence » (9). La doctrine de FOURIER doit réaliser la parole divine, qu'on a mal interprétée et qu'on n'a pas comprise. Le Christ a promis le « royaume de justice » à ceux qui sauraient le vouloir et l'établir ; en élevant jusqu'à la divinité les fondements de sa doctrine, FOURIER se recommande de l'esprit du vrai Christianisme (10).

En un mot, c'est offenser Dieu que de prêcher aux pauvres la résignation sur cette terre. C'est un manquement grave à la Providence, que de maintenir le salarié dans un état si misérable (11).

*
**

Si nous descendons du ciel sur la terre, si nous nous penchons sur le sort moral du travailleur, que voyons-nous ? Louis BLANC nous le montre : « la misère retient

(8) FOURIER : *La Fausse industrie*, tome II, p. 487. Pour lui, le Christianisme s'intègre dans une seule phrase : sachez souffrir en ce monde, vous aurez en compensation les biens de l'autre monde.

(9) FOURIER : *Théorie de l'Unité Universelle*, tome 2, p. 259.

(10) Cf. H. BOURGIN : *op. cit.*, p. 193 et suivantes.

(11) L'attitude de Louis Blanc est moins originale ; il déplore que « le Catholicisme a dédaigné le côté matériel de l'humanité jusqu'à souffrir qu'il y eut des pauvres » et il ajoute qu'en demandant la garantie du droit de vivre par le travail, on embrasse, dans sa signification la plus profonde, la cause de l'être humain ; on salue le Créateur dans son œuvre (*Organisation du Travail*, p. 4 et p. 7). Quant à Sismondi, il retient l'effet bienfaisant de l'observation du jour de repos établi par la législation religieuse, mais il ajoute : « le repos n'a point été prescrit à l'homme pour qu'il pût vaquer à ses prières et à ses cérémonies religieuses, mais pour qu'il connût le délassement et la joie » (SISMONDI : *op. cit.*, tome I, p. 384).

l'intelligence de l'homme dans la nuit, en enfermant l'éducation dans de honteuses limites. La misère conseille incessamment le sacrifice de la dignité personnelle, et presque toujours elle le commande ». Par la suppression du paupérisme chacun serait rendu à sa propre estime (12). Le bas salaire engendre la misère qui se manifeste sous les aspects les plus divers : « navrante chez les uns, menaçante et hideuse chez les autres ; tantôt précédant le suicide, tantôt conseillant le meurtre » (13). La plupart des malfaiteurs sortent des grands centres d'industries.

FOURIER est tout aussi pessimiste. L'ouvrier qui a travaillé toute la semaine sans repos, sans délassement, va, le dimanche, chercher à la guinguette un plaisir mauvais et dégradant. Il va chercher dans la boisson un oubli de sa misère. Le peuple a raison quand il veut se divertir le dimanche, faire trêve de privations : mais ce dérivatif « l'appauvrit, lui prépare des disgrâces, et lui rend odieux ce travail où il faut retourner tristement le lundi » (14). De plus, le crime est le résultat d'un état social où l'individu est constamment lésé dans son activité. Pour s'adapter aux conditions qui lui sont faites dans la société actuelle, la nature humaine doit subir des déviations honteuses. SISMONDI avait déjà professé des idées analogues (15).

(12) « Nous voulons que le travail soit organisé, afin que l'âme du peuple — son âme, entendez-vous ? — ne reste pas comprimée et gâtée sous la tyrannie des choses ! » (LOUIS BLANC : *Organisation du Travail*, p. 5).

(13) LOUIS BLANC : *op. cit.*, p. 52.

(14) FOURIER : *La fausse industrie*, tome I, p. 368. Cf. *Théorie de l'Unité Universelle*, tome 2, p. 158 : « les travaux salariés enchainent l'âme ainsi que le corps ».

(15) Les privations et les souffrances de tous les jours, accoutument les travailleurs à désirer des jouissances journalières. La boisson leur devient



Les conséquences morales du salaire insuffisant ne se font pas uniquement sentir, comme on pourrait le croire, sur la personne du travailleur, elles se répercutent jusque dans la classe privilégiée. La gangrène envahit tout le corps social. Telle est du moins l'opinion très explicite de Louis BLANC. Dans un langage si évocateur, il écrit : « les privilégiés de la civilisation moderne ressemblent à cet enfant spartiate qui souriait, en tenant caché sous sa robe le renard qui lui rongait les entrailles. Ils montrent eux aussi, un visage souriant : ils s'efforcent d'être heureux. Mais l'inquiétude habite dans leur cœur et le ronge. Le fantôme des révolutions est dans toutes leurs fêtes... Quelle rude leçon donnée à l'égoïsme, à l'orgueil, à toutes les tyrannies, que cette inégalité dans les moyens de jouir aboutissant à l'égalité dans la douleur » (16). L'existence du riche est remplie d'amertume ; il est à bout de jouissances, voilà sa misère : « Pour chaque indigent qui pâlit de faim, il y a un riche qui pâlit de peur ».

Une amorce de cette idée se trouve chez SAINT-SIMON. Les clergés doivent fixer l'attention de leurs auditeurs sur ce fait important « que les riches, en accroissant le bonheur des pauvres, amélioreraient leur propre existence » (17). Par là SAINT-SIMON indique d'une façon indirecte mais certaine, que les classes pri-

peut-être nécessaire pour s'étourdir de leurs soucis, « la pensée d'un homme, qui peut chaque jour manquer de nourriture, est constamment amenée sur ce qu'il mange et boit » (SISMONDI : *op. cit.*, tome I, p. 225). Ce n'est pas la faute du journalier, si l'organisation sociale le réduit à ne connaître que les plaisirs les plus grossiers.

(16) Louis BLANC : *Organisation du travail*, p. 24 et 25.

(17) SAINT-SIMON : *Œuvres : Nouveau Christianisme*, tome 23, p. 122.

vilégiées ne sont pas sans pâtir, sans subir le choc en retour de la misère du peuple, apanage du bas salaire. Il veut persuader aux riches qu'ils auront une existence meilleure lorsque les classes pauvres qui les environnent, vivront dans une condition plus satisfaisante. SAINT-SIMON jalonne ainsi la route que devait suivre plus tard Louis BLANC.

L'idée que le bas salaire peut avoir une répercussion sur la condition morale de la classe riche, semble étrangère à FOURIER (18). D'après ce socialiste, il n'y a qu'une minorité infime, celle des privilégiés et des pourvus, qui puisse adhérer et qui adhère à la société présente (19). FOURIER se trouve ainsi à l'antipode de Louis BLANC qui écrit au contraire « Je demande qui est réellement intéressé au maintien de l'ordre social tel qu'il existe aujourd'hui. Personne; non, personne » (20).

SISMONDI aperçoit cette action: il signale que la haute aristocratie anglaise, malgré son degré de richesse et de luxe — qui surpasse tout ce qu'on voit chez toutes les autres nations — vit dans une insécurité constante (21).

(18) Tout au plus Fourier indique que le riche est enclin à l'ennui par l'excès de jouissances.

(19) Cf. FOURIER: *Théorie de l'Unité Universelle*, tome 2, p. 158.

(20) Louis BLANC: *op. cit.*, p. 24.

(21) « Si j'entre dans ces maisons dont la splendeur est toute royale, j'entends leurs chefs affirmer que si on supprime le monopole du blé qu'ils exercent contre leurs concitoyens, leurs fortunes seront anéanties, car leurs terres, qui s'étendent sur des provinces entières, ne paieront plus les frais de culture » (SISMONDI: *op. cit.*, tome I, Introduction, p. v).

CHAPITRE II

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DU BAS SALAIRE

Les socialistes ont insisté avant tout sur les aspects éthiques de la rémunération effective du travail. Ils ont montré les conséquences regrettables du salaire insuffisant en se référant à la parole du Christ ; ils ont scruté les répercussions du bas salaire sur la dignité personnelle du travailleur et sur l'état d'esprit de la classe privilégiée.

Certains socialistes ne se sont pas bornés à ces considérations. Partant du principe de la rémunération du travail égal au minimum nécessaire à l'existence, ils ont dessiné les lignes d'une explication des crises économiques. SISMONDI, le premier, a élaboré la théorie de la « sous-consommation capitaliste-ouvrière ». — l'expression est de M. LESCURE — qui a été reprise par Louis BLANC (1), PROUDHON (2). Elle se retrouve dans les ouvrages de ROBERTUS et de MARX avec des perfectionnements remarquables. Nous exposerons l'argumentation type de SISMONDI en la faisant suivre d'une appréciation critique.

(1) Louis BLANC : *Organisation du travail*, 9^e édit., 1850, p. 58 et suiv. Paris. Nouveau Monde.

(2) PROUDHON : *Œuvres complètes*. Paris, Marpon et Flammarion, nouvelle édition sans date, tome I : *Qu'est-ce que la propriété*, p. 149 et suiv.

§ 1. — Exposé de la théorie de Sismondi

Cette théorie prend son appui sur le fait que la société serait scindée en deux grandes classes : la classe des capitalistes et la classe des prolétaires. SISMONDI montre que la liberté du travail a créé la misère. Le travail ne suffit pas pour s'élever à la condition supérieure ; il faut de gros capitaux. Il y a séparation, coupure entre capital et travail (3). Un abîme se creuse entre les capitalistes et les ouvriers : le travailleur n'a plus aucun espoir de devenir patron. La disparition de la classe moyenne est le résultat de la libre concurrence : les petits patrons éliminés par les grands vont grossir la classe des prolétaires. L'aristocratie de l'argent forme un contraste saisissant avec le régime politique où l'on tend vers l'égalité.

La division de la société en deux classes aboutit à une consommation nationale très faible. Les crises économiques sont le résultat de la double sous-consommation ouvrière et capitaliste à laquelle vient se joindre une surproduction chronique.

Il ne faut pas rechercher l'origine de la sous-consommation ouvrière dans une diminution de la population. Nous savons, au contraire, que, selon SISMONDI, la surpopulation est une réalité, mais elle est partielle, elle atteint la classe la plus pauvre. Cet excès de population résulte de causes économiques et sociales. SISMONDI développe une théorie sociale de la surpopulation s'opposant à la théorie matérialiste de MALTHUS pour qui

(3) C'est la loi de concentration capitaliste de Marx avant la lettre. « Nous tendons à séparer complètement toute espèce de propriété d'avec toute espèce de travail, à rompre toute clientèle entre le journalier et le maître » (SISMONDI : *op. cit.*, tome I, p. 434).

l'excès de population est général et résulte de causes physiques ou physiologiques.

Mais cette possibilité physique pour la classe ouvrière de consommer davantage est contrebalancée, annihilée par une impossibilité économique de consommer plus. C'est une conséquence directe du salaire égal au minimum d'existence. Il y a lieu d'ajouter le chômage, l'expropriation des ouvriers par les machines comme facteurs puissants de sous-consommation ouvrière. L'excès des besoins sur les pouvoirs de consommer est la caractéristique de la classe prolétarienne.

Le salaire minimum conduit à la sous-consommation ouvrière. Mais, dira-t-on, cela n'a pas d'importance, au point de vue de l'explication des crises économiques car ce que l'ouvrier consomme en moins, le capitaliste le consommera en plus ? SISMONDI répond que la capacité de consommer des capitalistes est limitée. A la sous-consommation ouvrière s'ajoute une sous-consommation capitaliste.

Elle s'explique par des raisons inverses de celles indiquées précédemment. Il y a possibilité économique pour la classe capitaliste de consommer davantage. La rente, le salaire, le profit proviennent d'une même source : le travail. L'ouvrier par son seul labeur journalier produit plus qu'il ne faut pour son entretien, le surplus est le profit et la rente. Telle est l'idée de mieux-value. Le profit ne dépend pas de la circulation, dit SISMONDI, c'est-à-dire de ce que le produit est vendu plus cher qu'il n'a coûté, mais de la production, car le chef d'entreprise ne paie pas tout ce qu'il a coûté (4).

(4) Karl MARX devrait reprendre cette idée sous le nom de théorie de la plus-value.

Mais cette possibilité économique de la classe capitaliste de consommer davantage est contrebalancée, annihilée par une impossibilité physique de consommer plus. Chez les capitalistes, il y a excès des pouvoirs de consommer sur les besoins (5).

Il y a donc plutôt mauvaise répartition de la consommation que sous-consommation proprement dite, il y a mauvaise distribution des revenus.

SISMONDI d'ailleurs n'explique pas les crises uniquement par une double sous-consommation. La surproduction permanente qui est une conséquence du régime actuel vient se greffer à la sous-consommation. En effet, la part du revenu que le capitaliste est dans l'impossibilité physique de consommer, est épargnée et vient s'investir dans la production pour grossir encore les revenus capitalistes déjà excessifs. L'augmentation de la production qui en résulte, conduit à un excès de richesses sur la consommation. La surproduction vient amplifier la sous-consommation capitaliste-ouvrière.

§ 2. — Critique de la théorie de Sismondi

Sans reprendre les bases de la démonstration de SISMONDI, voyons comment cet auteur envisage l'allure générale des crises économiques. Il ne voit en elles que les phénomènes de chômage : il est aveuglé par les périodes de malaise et de marasme. Il semble oublier qu'une crise est la succession d'une période de dépression à une

(5) « Nous concevons, à la rigueur, qu'un homme riche peut consommer les produits manufacturés de dix mille ouvriers... mais un seul individu ne saurait consommer, dans la même proportion, les produits de l'agriculture » (SISMONDI : *op. cit.*, tome II, p. 397). Cf. tome I, p. 148 : « Une moyenne de quatre habillements par année est le plus haut terme auquel puisse atteindre la consommation nationale ».

époque de prospérité. SISMONDI néglige tout un aspect du phénomène économique qu'il étudie.

Le mouvement rythmique, la succession des périodes d'euphorie et de marasme, paraît lui échapper. Il ne voit pas que les crises sont des périodes d'assainissement du marché.

Mais nous ne saurions trop tenir rigueur à SISMONDI de n'avoir pas embrassé le problème dans toute sa généralité. SISMONDI a étudié les faits. Or, les crises du début du XIX^e siècle étaient caractérisées par un chômage intense et par un chiffre très bas du salaire. Notre auteur n'avait pas le recul nécessaire pour donner une explication générale d'un phénomène qui commençait seulement à se manifester. De même, de nos jours, les mouvements de longue durée (6) sont encore très mal connus ; leur analyse est difficile à faire justement parce que la succession de ces mouvements d'une durée approximative de 25 années, n'est pas encore assez grande pour que nous puissions en dégager les causes avec une certitude suffisante. A cette critique générale ou externe, s'ajoute une critique spéciale ou interne.

M. Lescure s'attaquant au fondement de la théorie en a donné une critique précieuse. La « saturation des classes possédantes est une hypothèse indémontrable et fausse » (7). Les besoins, s'ils sont limités en capacité, sont illimités en nombre : cela constitue un axiome éco-

(6) M. KERBUEL : *Les mouvements de longue durée des prix*. Thèse, Rennes, 1935.

(7) Pour la discussion de la théorie des crises de Sismondi, cf. en particulier les ouvrages de J. LESCURE : *Des crises générales et périodiques de surproduction*, 4^e édit., 2932, 2 vol. in-8°, Edit. Domat-Monchrestien ; A. AFTALION : *L'œuvre économique de Simonde de Sismondi*, thèse, Paris, 1899 ; M. BOURGUIN : *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, A. Colin, 1904.

nomique. Les besoins de luxe sont infinis : il n'y a pas impossibilité matérielle à ce que les capitalistes puissent consommer leurs revenus. L'organisation des sociétés capitalistes n'implique nullement la nécessité des crises de surproduction. Il suffit que les classes riches consomment davantage ou investissent dans la production une quantité plus forte de leur épargne. La production pourra seulement connaître des erreurs en grandeur ou en direction par suite de la complexité des rapports économiques. Et M. LESCURE arrive au cœur de la réfutation, nous ne pouvons mieux faire que de la reproduire : « En réalité, si le capitaliste épargne de nos jours une partie de ses revenus au lieu de les employer à l'achat d'objets de consommation directe, c'est que cette épargne lui rapporte une plus-value, un profit. Et avec cette possibilité de profit, nous touchons à la critique la plus grave de la théorie de la sous-consommation ouvrière. Car la contradiction sur laquelle ils (les partisans de cette théorie) fondent la nécessité de la surproduction dans les économies capitalistes, n'implique pas seulement des surproductions périodiques et temporaires, mais en réalité une surproduction chronique. On se demande dès lors, comment une société, en proie à une surproduction chronique, à un excès permanent de la production sur la consommation, donne encore un profit aux détenteurs du capital » (8).

Si SISMONDI est excusable de n'avoir pas aperçu la succession des deux phases de prospérité et de dépression, il n'en est plus de même quant à la base croulante de son

(8) J. LESCURE : *Crises de surproduction*, p. 350 (citation faite d'après la 3^e édit., Sirey, 1923).

argumentation: M. LESCURE a porté un coup décisif à la théorie de la sous-consommation capitaliste-ouvrière avec des arguments très généraux valables de tout temps, aussi bien à l'époque où SISMONDI écrivait, qu'à la nôtre.

TITRE II

Les conceptions de la rémunération idéale du travail

Si l'accord est loin d'être réalisé entre les premiers auteurs socialistes quant à la notion du juste salaire, quant à l'idée d'une rémunération qui répondrait le mieux à la conception traditionnelle de justice, il est toutefois possible de déceler dans leurs écrits une aspiration certaine, une volonté commune, celle d'épargner aux travailleurs et plus généralement à la société, les effets désastreux entraînés par le taux actuel du travail. Ces socialistes veulent élever le chiffre du salaire à un niveau tel qu'il soit en harmonie tant avec les principes de la religion qu'avec la dignité personnelle du travailleur et la sécurité de la classe possédante. Ils espèrent, au surplus, éviter le déséquilibre entre la production et la consommation. Par le truchement d'une rémunération convenable du travail, ils aspirent à réaliser sur la terre un éden paradisiaque.

Pour ce faire, ils ne veulent nullement accorder à l'ouvrier l'intégralité du résultat de la production, ils sont les défenseurs, ou tout au moins ils ne condamnent pas les revenus sans travail, notamment l'intérêt du capital. Les auteurs actuellement étudiés revendiquent

un relèvement du salaire mais ils ne demandent pas, pour le salarié, le produit intégral du travail, ce qui les différencie essentiellement des socialistes postérieurs.

La jonction des idées constructives s'arrête à ce nœud commun. Alors qu'il est possible de grouper les socialistes dans leurs critiques du chiffre effectif du salaire, il convient de les étudier séparément dans la partie positive de leurs œuvres, bien que le but recherché par tous soit le même : réaliser l'harmonie entre tous les intérêts. C'est en ce sens qu'ils sont les porte-parole du socialisme idéaliste.

SAINT-SIMON, SISMONDI et FOURIER sont les représentants de trois grandes tendances : SAINT-SIMON recourt aux industriels, SISMONDI à l'Etat et FOURIER à la coopération intégrale pour améliorer le sort de la classe ouvrière, pour augmenter la rémunération du travail.

C'est pourquoi nous étudierons successivement : *le salaire et le projet d'organisation de SAINT-SIMON* ; *le salaire et la doctrine interventioniste de SISMONDI* ; *le salaire et la coopération intégrale de FOURIER*.

CHAPITRE PREMIER

LE SALAIRE ET LE PROJET D'ORGANISATION

DE SAINT-SIMON

La cristallisation de la pensée du Maître s'est faite autour de la notion d'industrialisme (1). SAINT-SIMON croyait avoir trouvé à la lumière de l'histoire, le régime nouveau qui devait apporter le bonheur à la société (2). Il voyait dans la succession des siècles l'alternance des périodes organiques et des périodes critiques : périodes organiques marquées par l'unité de but, de sentiment, d'action ; périodes critiques ou de désordre et d'anarchie (3). Pour voir s'il y a progrès dans l'histoire, il

(1) « La société tout entière repose sur l'industrie. L'industrie est la seule garantie de son existence, la source unique de toutes les richesses et de toutes les prospérités. L'état de choses le plus favorable à l'industrie est donc, par cela seul, le plus favorable à la société. Voilà tout à la fois et le point de départ et le but de tous nos efforts » (SAINT-SIMON : *Œuvres : l'Industrie*, tome 18, p. 13).

(2) « Ce n'est que par l'observation philosophique du passé que l'on peut acquérir une connaissance exacte des vrais éléments du présent » (SAINT-SIMON : *Œuvres : l'Industrie*, tome 19, p. 140).

(3) « Toutes les époques organiques ont été des solutions au moins provisoires de ces problèmes, mais bientôt les progrès opérés à l'aide de ces solutions, c'est-à-dire à l'abri des institutions sociales qui avaient été réalisées d'après elles, les rendaient elles-mêmes insuffisantes et en appelaient de nouvelles. Les époques critiques, moments de débat, de protestation, d'attente, de transition, venaient alors remplir l'intervalle par le doute, par l'indifférence à l'égard de ces grands problèmes, par l'égoïsme, conséquence obligée de ce doute, de cette indifférence » (*La doctrine Saint-Simonienne, œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin*, tome 41, p. 170).

suffit de mettre bout à bout les périodes organiques et d'en dégager le but. La période organique définitive qui doit supplanter l'époque critique de la Révolution de 1789, c'est l'industrialisme dans le cadre de l'association universelle. L'industrie prend un développement de plus en plus considérable (4), et l'association est toujours plus vaste : la famille, la cité, la nation, l'entente internationale des peuples sont les diverses étapes d'une évolution qui a pour terme l'association universelle (5).

Mais l'auteur de « *La Réorganisation de la société européenne* » se rendit compte, au bout de peu de temps, que l'accord entre les puissances était, pour longtemps encore impraticable ; il restreignit à la seule France, ses recherches politico-sociales. Même dans ce cercle plus étroit, sa pensée subit encore des atténuations, et ses conceptions devinrent peu à peu plus pratiques. Son projet de constitution développé dans l'« *Organisateur* » est trop général pour que SAINT-SIMON y aborde la question de la rémunération du travail. Nous nous attacherons aux réformes plus modestes qu'il préconise et qui s'accordent parfaitement avec la royauté constitutionnelle en exercice. Elles devaient même prendre leur source dans de simples ordonnances royales.

SAINT-SIMON, à l'encontre de la généralité des socialistes, ne s'appesantit pas sur les questions de réparti-

(4) « La France est devenue une grande manufacture, et la Nation française est un grand atelier » (SAINT-SIMON : *Œuvres : Système industriel*, tome 23, p. 91).

(5) Rappelons que plus tard, Karl Marx prétendit prouver par l'histoire la marche inéluctable du régime capitaliste vers la Révolution sociale. C'est la preuve que ces démonstrations quasi-scientifiques sont dénuées d'une grande valeur. Selon le tempérament et l'idée préconçue d'un auteur, il présente l'histoire sous un jour favorable à l'évolution, non pas qui pourrait se dégager, mais qu'il veut dégager de la succession des générations.

tion. Il réclame avant tout, le développement de la production (6) : Voilà l'axe de sa pensée. On chercherait vainement chez cet auteur une utopie, c'est-à-dire un exposé détaillé de l'état social futur (7). Cela est si vrai qu'on a pu écrire : « SAINT-SIMON, étranger aux trois-quarts des choses qu'on lui attribue, n'a point du tout composé un système d'organisation sociale » (8). A ce titre, il doit être nettement séparé de son école (9).

Nous voudrions essayer de dégager le principe de la rémunération du travail dans le projet d'organisation de SAINT-SIMON et montrer son attitude en face de l'intérêt du capital.

*
*
*

Le Maître entend donner la prépondérance aux industriels dans le nouvel édifice social (10). Ce sont eux qui sont les plus qualifiés pour dresser le budget : « Mon intention est d'ouvrir les yeux des industriels sur ce point important : c'est qu'ils sont ceux qui produisent toutes les richesses, que ce sont eux, par conséquent, qui

(6) « Les nations les plus puissantes sont maintenant celles qui produisent le plus » (SAINT-SIMON : *Œuvres : Du système industriel*, tome 23, p. 90).

(7) Cf. S. CHARLÉTY : *Histoire du Saint-Simonisme*, 1931, p. 5 ; « Incapable (Saint-Simon) de voir et de montrer clairement l'ensemble, qu'il soupçonne, qu'il aborde successivement de vingt côtés, sans réussir à s'en rendre maître, il ne peut sortir des travaux préparatoires ; il reste un faiseur de programmes ».

(8) DE LOMÉNIE : *Galerie des contemporains illustres par un homme de rien*. Paris 1844.

(9) C'est le Saint-Simonisme qui a fait un tableau de l'organisation sociale future dans l'*Exposition de la doctrine saint-simonienne*.

(10) « La Nation se trouve établie sur trois rangs. La noblesse compose le premier, les bourgeois le second et les industriels le troisième. Que le Roi commande demi-tour à droite, et la Nation se trouvera en bataille dans l'ordre que les progrès de la civilisation ont rendu naturel » (SAINT-SIMON : *Œuvres : Du système industriel*, tome 23, p. 93).

payent toutes les dépenses, et qu'il résulte évidemment de ces deux faits que ce sont eux qui doivent faire le projet de budget, d'autant plus qu'ils forment la classe de citoyens qui administre avec le plus d'économie » (11). Le budget devra être conçu dans l'intérêt de la classe ouvrière : « Le premier article du budget des dépenses aura pour objet d'assurer l'existence des prolétaires, en procurant du travail aux valides, et des secours aux invalides » (12). Si SAINT-SIMON veut améliorer le sort de la classe la plus nombreuse, il ne s'en suit pas du tout qu'il réserve aux ouvriers la direction de l'économie. Il confie les leviers de commande aux industriels, aux capitaines d'industrie, selon le terme de CARLYLE; il défère tous les pouvoirs politiques de l'Etat à ceux que l'industrie doit mettre à la tête d'une nouvelle oligarchie. Le système de SAINT-SIMON pourrait se résumer ainsi: « tout pour l'ouvrier, rien par l'ouvrier » (13).

Les avantages qui doivent résulter d'un établissement social conçu dans l'intérêt des producteurs seront innombrables. La production aura une impulsion telle que la valeur territoriale de la France sera plus que doublée en moins de vingt ans et « qu'aucune fabrique étrangère ne pourra plus entrer en concurrence avec les nôtres » (14).

(11) SAINT-SIMON: *Œuvres: Du système industriel*, tome 22, p. 79.

(12) *Id.*: tome 21, p. 107.

(13) La « *Lettre de Henri de Saint-Simon à MM. les ouvriers* » (1821) est caractéristique à cet égard. Les ouvriers doivent tenir à leurs patrons le langage suivant: « Vous êtes riche et nous sommes pauvres; vous travaillez de la tête et nous des bras; il résulte de ces deux différences fondamentales qui existent entre nous que nous sommes et que nous devons être vos subordonnés ». Voilà qui nous transporte bien loin de la fameuse théorie de la « lutte des classes ».

(14) SAINT-SIMON: *Œuvres: Du système industriel*, tome 23, p. 53.

Comment améliorer le sort des travailleurs ? En satisfaisant autant que possible leurs besoins, et ils sont de deux sortes : les besoins physiques et les besoins moraux, les subsistances et l'instruction (15). Notre auteur est partisan d'écoles professionnelles où sous la haute direction des savants, le peuple recevra un enseignement « qui peut le rendre plus capable de bien exécuter les travaux qui doivent lui être confiés ». Quant aux besoins physiques du peuple, ils seront assurés par une politique de grands travaux : défrichements, construction de routes, de canaux, de ports. Cette masse immense de travaux « contribuera plus efficacement à l'amélioration du sort de la classe pauvre que ne pourraient le faire les aumônes les plus abondantes ; et par ce moyen les riches, loin de s'appauvrir par des sacrifices pécuniaires, s'enrichiront en même temps que les pauvres » (16). Les capitaux se porteront volontiers vers ces entreprises, pourvu que l'Etat en abandonne les bénéfices aux directeurs. Les bras ne manqueront pas davantage : après la récolte, un huitième des travailleurs suffit aux soins des champs ; six millions de terrassiers pourront être employés dans l'intervalle des moissons.

La masse des salaires payés sera plus forte, ce qui augmentera la consommation et profitera aux manufactures : 120 à 150 millions de salaires en plus par mois, représentent 1.500 à 1.800 millions de consommation en plus par an. « La véritable économie ne consiste pas à peu dépenser, mais à bien dépenser » (17).

(15) *Id.* : tome 22, p. 82. « Les hommes du peuple... ont deux espèces de besoins : ils ont des besoins physiques et des besoins moraux ; ils ont besoin de subsistance, ils ont aussi besoin d'instruction ».

(16) SAINT-SIMON : *Œuvres : Nouveau Christianisme*, tome 23, p. 153.

(17) SAINT-SIMON : *Œuvres : Du système industriel*, tome 22, p. 171.

Quand tout le monde aura du travail, comment sera-t-on rémunéré? Chacun doit recevoir selon son travail et son rendement. La véritable égalité : « L'égalité industrielle consiste en ce que chacun retire de la société des bénéfices exactement proportionnés à sa mise sociale, c'est-à-dire à sa capacité positive, à l'emploi utile qu'il fait de ses moyens... » (18). Dans le système de SAINT-SIMON, il y a une hiérarchie où chacun est classé et rémunéré selon son talent.

Le Maître n'a jamais précisé d'une façon certaine comment seraient déterminées les « capacités », comment serait confiée la jouissance des fonctions sociales et des traitements qui s'y trouvent attachés. Pour M. HALÉVY (19) ce serait « semble-t-il par ce qu'on pourrait appeler une sorte de cooptation administrative... Ceux qui occupent des rangs inférieurs dans la société se font concurrence les uns aux autres, pour obtenir que leurs chefs les distinguent, et leur donnent l'avancement auquel ils aspirent ».

Tous auront donc, à quelque place qu'ils se trouvent, ce sentiment qu'ils sont associés en vue d'une tâche commune (20), à savoir la production : « L'espèce

(18) *Id.* : tome 22, p. 17, n. 1.

(19) HALÉVY : La doctrine économique de Saint-Simon (*Revue du mois*, 1907, tome 2, p. 672).

(20) « La France est devenue une grande manufacture et la Nation française un grand atelier. Cette manufacture générale doit être dirigée de la même manière que les fabriques particulières » (SAINT-SIMON : *Œuvres : Du système industriel*, tome 23, p. 91). Cela est caractéristique de l'industrialisme de Saint-Simon, dans ce qui le différencie d'avec l'industrialisme des économistes libéraux. Pour ceux-ci la répartition des tâches s'opère par la voie de l'échange entre producteurs indépendants. Pour Saint-Simon, elle tend à s'opérer, en France, de la même manière qu'elle s'opère dans une « manufacture » sous une direction unitaire (Cf. *Doctrine de Saint-Simon, Exposition*. Edition de Bouglé et Halévy. Rivière 1924, p. 242, note 133).

humaine a été destinée, par son organisation, à vivre en société; elle a été appelée à vivre sous le régime gouvernemental. Elle a été destinée à passer du régime gouvernemental ou militaire, au régime administratif ou industriel » (21). Dans la hiérarchie de fonctions, caractéristique de l'industrialisme de SAINT-SIMON, chacun des membres est rétribué selon son rang et chacun occupe le rang que lui assigne sa capacité. Cette inégalité constitue « l'égalité industrielle » par opposition à l'« égalité turque » ou jacobine qui implique « l'égle admissibilité à l'exercice du pouvoir arbitraire » (22).

*
**

SAINT-SIMON qui avait conçu l'idée d'une politique de hauts salaires (23), ne va pas cependant jusqu'à accorder à l'ouvrier l'intégralité du résultat de la production: il maintient le revenu du capital. La citation précédente sur l'égalité industrielle se termine, en effet, par ces mots « à l'emploi utile qu'il fait de ses moyens, parmi lesquels il faut comprendre, bien entendu, ses capitaux » (24).

Mais alors comment ne pas considérer comme un oisif, le capitaliste, qui sans travailler, exige un intérêt

(21) SAINT-SIMON: *Œuvres: Catéchisme des Industriels*, tome 37, p. 87.

(22) SAINT-SIMON: *Œuvres: Du système industriel*, tome 22, p. 17.

(23) « La véritable économie ne consiste pas à peu dépenser, mais à bien dépenser ».

(24) Saint-Simon, dans sa célèbre « Parabole », comprend aussi parmi les membres utiles par excellence de la société civile, les entrepreneurs les plus éminents, qu'ils appartiennent à l'industrie, au commerce ou à la finance; et c'est à ceux-ci précisément que le socialisme marxiste reproche de tirer leurs richesses du produit du travail d'autrui. Cf. également SAINT-SIMON: *Œuvres: L'Industrie*, tome 18, p. 69, par A. THIERRY: « Chaque citoyen reçoit d'autant plus en partage qu'il a plus contribué à la production, qu'il a engagé plus de capitaux et exercé plus d'industrie ».

de son capital. Permettra-t-on aux oisifs de jouir en paix des capitaux qu'ils ont en réserve? Ou bien supprimera-t-on l'héritage pour obliger tous les citoyens à se rendre utiles? Sur cette question essentielle, SAINT-SIMON s'est montré d'une réserve extrême et dans les rares passages où il effleure ce problème, il soutient des opinions différentes, contradictoires. Ce flottement de la pensée du Maître n'est que le reflet du défaut de cohésion de son projet d'organisation. Comment, en effet, concilier sa haine des oisifs avec le maintien de la rémunération du capital? Quand SAINT-SIMON se fait le défenseur de l'héritage: « la richesse est, en général, une preuve de capacité chez les industriels, même dans le cas où ils ont hérité de la fortune qu'ils possèdent » (25) il se met en harmonie avec son projet de confier le pouvoir politique à une classe industrielle opulente, tandis qu'il heurte de front sa haine des oisifs.

Quand SAINT-SIMON répudie l'héritage : « le système industriel est fondé sur le principe de l'égalité parfaite; il s'oppose à l'établissement de tout droit de naissance et de toute espèce de privilège » (26), il met en vedette l'aversion qu'il témoigne à la richesse oisive, mais il oublie complètement qu'il confie la direction de l'Etat à une classe industrielle opulente. Cette incertitude sur la question de l'héritage est commandée par le manque d'unité de son système. L'étoile de Saint-Simon économiste apparaît comme quelque peu vacillante. Il n'est jamais sorti des « travaux préparatoires » et c'est ce qui rend délicate la tâche d'analyser sa pensée. Comme on l'a dit avec beaucoup de justesse, si le Maître n'avait pas

(25) SAINT-SIMON : *Œuvres : Système industriel*, tome 21, p. 49, en note.

(26) SAINT-SIMON : *Œuvres : Cathéchisme des Industriels*, tome 37, p. 61.

été suivi de disciples nombreux et parfois illustres, il est peu probable que son œuvre d'économiste ait survécu bien longtemps. SAINT-SIMON est intéressant à étudier surtout pour montrer la pierre sur laquelle les Saint-Simoniens ont construit leur système économique et social.

CHAPITRE II

LE SALAIRE ET LA DOCTRINE INTERVENTIONISTE DE SISMONDI

Alors que SAINT-SIMON voulait confier le soin de diriger les affaires publiques aux industriels, dans l'intérêt même des ouvriers, SISMONDI est l'initiateur d'une idée nouvelle. C'est à l'Etat, tel qu'il existe, à intervenir pour protéger les faibles. Il doit prêter son assistance en faveur des prolétaires. Au paupérisme actuel, il n'y a qu'un antidote : l'action de l'Etat doit remédier à l'oppression de la classe des travailleurs, conséquence inéluctable du régime du laisser-faire. En ce sens, SISMONDI est le premier des interventionistes.

Quelle est son attitude en présence des revenus capitalistes ?

En est-il le défenseur ou bien accorde-t-il à l'ouvrier l'intégralité du résultat de la production ? Le travail est la source de toute valeur, déclare SISMONDI, mais grâce à l'organisation sociale, grâce surtout à la propriété privée, les riches — les propriétaires fonciers et les capitalistes — conservent le produit du travail des pauvres (1). On s'attendrait à voir le savant économiste

(1) Le chef d'entreprise « s'efforce de ne laisser à l'ouvrier que justement ce qu'il lui faut pour maintenir sa vie, et se réserve à lui-même tout ce que l'ouvrier a produit par-delà la valeur de cette vie » (*N.P.*, tome I, p. 103). Il accapre la « mieux-value » (*Ibid.*, tome I, p. 103).

condamner les revenus sans travail. Cependant, il fait volte-face. Le propriétaire foncier a acquis un droit à la rente du sol en le défrichant, le capitaliste a acquis un droit à l'intérêt en dépensant originairement une certaine quantité de travail pour fabriquer les biens qui composent le capital. L'intérêt et la rente proviennent d'un travail ancien; le salaire est la rémunération d'un travail immédiat (2). Les riches ont acquis à une époque antérieure un droit perpétuel du fait d'un travail originaire rendant le travail actuel plus avantageux. Au moment de conclure à la condamnation de l'intérêt, SISMONDI le justifie par des arguments analogues à ceux de James MILL et de Mac CULLOCH (3). En toute justice, d'après SISMONDI, l'ouvrier ne doit recevoir qu'un droit au produit partiel de l'entreprise.

Mais il faut améliorer le sort actuel des travailleurs car le salaire doit être considéré non comme un élément du coût de production à comprimer, mais comme le revenu d'un grand nombre d'hommes, destiné à leur procurer du bien-être. Des réformes législatives atteindront ce but.

SISMONDI a-t-il toujours eu foi en l'efficacité des réformes qu'il propose ? N'est-ce pas sur un cri de désespoir que s'achève son ouvrage? : « Je l'avoue, après avoir indiqué où est à mes yeux le principe, où est la justice, je ne me sens point la force de tracer les moyens d'exécution » (4). En s'armant de ce texte, plusieurs auteurs ont conclu que SISMONDI avait finalement renoncé à une réforme législative. Il reste étonné et

(2) SISMONDI : *Nouveaux principes d'économie politique*, tome I, p. 388.

(3) Jean MARCHAL : Cours de doctorat d'économie politique non publié, 1934-1935.

(4) SISMONDI : *Nouveaux principes d'économie politique*, tome II, p. 364.

attristé de l'impuissance des hommes devant le mal, déclare M. RIST (5) mais il ne se sent pas de taille à découvrir le remède. BLANQUI (6), Hector DENIS (7), GROSSMANN (8) développent des idées analogues. Les réformes législatives de SISMONDI seraient simplement destinées à remédier aux souffrances les plus pressantes de la classe ouvrière, mais son idéal serait beaucoup plus loin, si loin qu'il avoue son impuissance à l'atteindre.

Est-ce là l'exacte mesure de la pensée de SISMONDI ? N'a-t-on pas exagéré la portée de la citation précédente ? Pour en juger, il faut la replacer dans le cadre où elle est enchâssée et se reporter au chapitre qui la contient. SISMONDI y expose sa conception de la garantie professionnelle, il en fait miroiter tous les avantages, mais il souligne les « très grandes difficultés qu'elle présente dans l'exécution » (9). Telle est ramenée à sa juste proportion, la signification de la phrase litigieuse : pour

(5) GIDE et RIST : *Histoire des doctrines économiques*, 1926, p. 230.

(6) BLANQUI : *Histoire de l'économie politique en Europe*. Paris 1882, 5^e édition, p. 427.

(7) Hector DENIS : *Histoire des systèmes économiques et socialistes*, Paris 1907, tome II, p. 293 : « si son regard interroge les horizons lointains de l'avenir, sa puissance d'idéal ne projette pas devant lui l'image de la société future. De là les contradictions, au moins apparentes, de sa situation ; de là cet aveu émouvant d'impuissance où il fait voir tous les tourments de sa grande âme ».

(8) Selon H. GROSSMANN (*Simonde de Sismondi et ses théories économiques*), Sismondi affirme la nécessité d'un changement complet dans l'organisation économique. La production est orientée vers l'obtention du profit et non vers la satisfaction des besoins. Au capitalisme fondé sur la valeur échangeable fixée par le travail, il faut substituer un régime tout différent où prédomine la valeur usuelle fondée sur l'utilité. Quel sera ce régime ? Sismondi ne le dit pas ; il est vain de prévoir l'avenir. En attendant, et tant que subsiste le régime capitaliste, Sismondi réclame l'intervention de l'Etat qui atténuera peut-être certaines souffrances présentes. Mais il ne se fait guère d'illusions sur l'efficacité de cette intervention, car l'Etat est toujours l'instrument des classes dirigeantes. Grossmann apporte ainsi des vues très ingénieuses ; mais peut-être a-t-il surtout vu Sismondi à travers l'œuvre de Marx.

(9) SISMONDI : *Nouveaux principes*, tome 2, p. 363.

s'en convaincre il suffit de consulter la table des matières où SISMONDI résume ainsi sa pensée : « en recherchant cette solidarité entre le maître et l'ouvrier, on se sent effrayé des difficultés d'exécution » (10). Cet auteur constate seulement les obstacles à la réalisation de l'une des réformes qu'il propose, mais ce n'est nullement un cri de sombre désespoir et d'impuissance (11). Il ne s'en suit pas du tout que SISMONDI, après avoir posé le principe de l'intervention de l'Etat en faveur des malheureux, ait, suivant une expression vulgaire « jeté le manche après la cognée » et désespéré des résultats pratiques de cette intervention (12).

Les mesures proposées par SISMONDI pour la sauvegarde des intérêts ouvriers revêtent plusieurs formes. Les unes ne sont qu'esquissées d'une touche légère, d'autres apparaissent avec des contours plus nets, plus fermes, certaines enfin, se présentent comme l'aboutissant d'une conception très précise de l'auteur.

§ 1. — Les réformes accessoires

SISMONDI réclame l'abolition des lois « qui ôtent aux ouvriers leurs moyens naturels de résistance » et de celles qui « protègent les coalitions des Maîtres contre les ouvriers » (13). Il demande, en d'autres termes, le

(10) SISMONDI : *Nouveaux principes*, tome 2, p. 499.

(11) « La tâche d'associer de nouveau les intérêts de ceux qui concourent à la même production, au lieu de les mettre en opposition, appartient au législateur : elle est difficile sans doute ; mais je ne crois point qu'elle le soit autant qu'on pourrait le supposer » (SISMONDI : *Nouveaux principes*, tome 2, p. 450).

(12) Cf. R. JEANDEAU : *Sismondi, précurseur de la législation sociale contemporaine*, thèse droit, Bordeaux 1913, p. 16 et suivantes. Cf. également le précieux ouvrage de M. AFTALION : *L'œuvre économique de Simonde de Sismondi*, thèse droit, Paris 1899, p. 80.

(13) SISMONDI : *Nouveaux principes*, tome 2, p. 451.

renversement de la législation de son temps (14). L'Etat doit modifier la situation qu'il a créé si elle engendre le mal. Par cette assertion SISMONDI rompt en visière avec l'école classique. Il se refuse à voir dans l'organisation économique la conséquence d'un ordre naturel inéluctable. A ses yeux la loi a un rôle puissant à jouer comme facteur d'action économique car les institutions sont humaines, donc modifiables (15). Mais notre économiste a-t-il pressenti toute l'importance de l'association pour les travailleurs, a-t-il deviné la puissance des ouvriers syndiqués qui opposent à la force patronale une force équivalente qui la neutralise? Si SISMONDI ne s'est pas extériorisé à ce sujet, il semble que peut-être il a eu l'intuition du rôle des groupements ouvriers pour lutter contre toute baisse de salaire ou tout au moins contre un allongement de la durée du travail sans augmentation de rémunération, comme le fait s'est produit à Macclesfield dans les manufactures de soie (16). La coalition

(14) Le code pénal de 1810, dans ses articles 414 et 416, prévoyait des peines de prison, d'amendes et de surveillance spéciale pour toutes les coalitions entre patrons ou entre ouvriers; toutefois, l'article 414 stipulait que les patrons ne seraient punissables que si ces sentences avaient pour but d'amener « injustement et abusivement » l'abaissement des salaires. Il y a lieu d'ajouter à cette législation la loi du 12 avril 1803 confirmant la loi Le Chapelier.

(15) Par là, Sismondi annonce Rodbertus et les socialistes de la chaire.

(16) SISMONDI: *op. cit.*, tome 2, p. 451, en note. R. JEANDEAU: *op. cit.*, p. 62, interprétant la pensée de Sismondi, écrit: « Dès lors, il semble bien que Sismondi recherche dans les coalitions ouvrières un mode de résistance contre les exigences des patrons qui, par une augmentation de la durée de la journée de travail, cherchent à accroître la production et à provoquer l'engorgement du marché. Il faut donc voir dans ce passage l'espoir d'un moyen propre à combattre l'encombrement plutôt que l'idée d'une organisation ouvrière, telle que nous la concevons de nos jours ». Il ne nous apparaît pas que cette conclusion s'impose. Quand Sismondi parle de « moyens naturels de résistance », il envisage évidemment la lutte des ouvriers contre la baisse des salaires et non pas contre un engorgement du marché, car cet objectif ne saurait avoir de prise sur la volonté ouvrière orientée vers des buts immédiats.

ouvrière comme facteur d'établissement du salaire équitable, a été à peine esquissé par SISMONDI.

Il est plus explicite sur un autre procédé d'intervention législative pour la défense des droits du travailleur. Les enfants doivent être exclus des usines. Nous connaissons déjà les motifs d'ordre humanitaire (17) qui dictent cette attitude et qui, à eux seuls, sont décisifs.

SISMONDI ne s'en contente pas, il démontre que les salaires des pères de famille diminuent quand on fait travailler leurs enfants en bas âge. La classe ouvrière donne en retour du salaire qui lui est alloué, tout ce qu'elle peut donner de travail sans dépérir. « Si les enfants ne travaillaient point, il faudrait que leurs pères gagnassent assez pour les entretenir, jusqu'à ce que leurs forces fussent développées: sans cela les enfants mourraient en bas-âge, et le travail cesserait bientôt. Mais depuis que les enfants gagnent une partie de leur vie, le salaire des pères a pu être réduit » (18). C'est sans profit pour la Nation que les enfants des pauvres s'étiolent et s'anémient dans les usines. Le prix total du travail national est resté le même. La classe pauvre n'a pas profité d'une augmentation de revenu. La suppression du travail des enfants aura une répercussion heureuse sur le salaire des pères qui peuvent, dès lors, subvenir à l'entretien de leurs descendants en bas-âge.

Certains penseurs prétendent soulager la classe ouvrière, augmenter son salaire « en la dispensant de l'observation du jour de repos établi par la législation religieuse » (19). C'est une illusion, déclare SISMONDI, il y aurait, au contraire, aggravation de la situation des

(17) Cf. p. 39.

(18) SISMONDI: *op. cit.*, tome I, p. 382.

(19) *Id.*, p. 383.

prolétaires. La classe ouvrière échange son travail contre sa subsistance, six jours de son labeur la fait vivre sept : « dès que l'observation du jour de repos ne lui serait plus imposée, elle serait réduite à travailler sans discontinuité pour le prix hebdomadaire qu'elle reçoit aujourd'hui » (20). La suppression du repos hebdomadaire aurait une conséquence déplorable : la baisse du salaire journalier du travailleur.

La convergence de toutes ces dispositions auxquelles il faut adjoindre le souci de limiter la durée maxima de la journée de travail (21) aura pour effet certain une amélioration du sort du travailleur. Mais ces réformes ne sont qu'accessoires, elles sont destinées à accompagner, à fortifier un principe nouveau, celui de la garantie professionnelle.

§ 2. — La garantie professionnelle

Elle constitue l'un des aspects les plus attachants de la pensée de SISMONDI. La notion du juste salaire doit être recherchée dans la théorie de la garantie professionnelle. La coopération du capital et du travail est de l'essence même des choses. Pour aboutir à une protection « l'ouvrier est nécessaire à celui qui le paie, comme le payeur à l'ouvrier » (22). C'est en vertu de cette solida-

(20) SISMONDI : *Nouveaux principes*, tome 1, p. 383. Le pays qui contraindrait les ouvriers à travailler sept jours par semaine étendrait son débit en baissant les prix, mais il obligerait les travailleurs des autres nations à subir les mêmes conditions. « Mais dès lors que les ouvriers des autres pays auraient renoncé à leur seule jouissance, l'avantage du novateur cesserait, le marché se resserrerait, et le travail serait seulement devenu plus rude pour tous ».

(21) La journée de dix heures constitue, pour Sismondi, la durée maxima du labeur quotidien de l'ouvrier (thèse JEANDEAU, p. 65).

(22) SISMONDI, *op. cit.*, tome 2, p. 348.

rité naturelle que le salaire du travailleur, qui constitue son seul revenu « doit suffire non seulement à son entretien pendant l'activité, mais aussi pendant la rémission du travail: il doit pourvoir à l'enfance et à la vieillesse comme à l'âge viril, à la maladie comme à la santé, et aux jours de repos nécessaires au maintien des forces, ou ordonnés par la loi sur le culte public, comme aux jours de travail » (23).

Si donc le salaire est insuffisant pour faire face à ces diverses charges, le chef d'entreprise doit plus tard subvenir à l'entretien de l'ouvrier qui ne peut plus travailler. C'est un principe de stricte justice; c'est une compensation à l'insuffisance de la rémunération du labeur. Puisque les patrons profitent seuls de la classe des prolétaires, ils doivent pourvoir en totalité à leur entretien. Cette classe ne doit jamais retomber à la charge de la Nation. Par la garantie professionnelle, le travailleur est assuré du présent et de l'avenir. SISMONDI veut garantir l'ouvrier non seulement contre les accidents, la maladie et la vieillesse mais encore et peut-être surtout, contre le chômage.

Les avantages de cette institution sont incalculables. Son incidence sur la rémunération du travail est radicale. Le patron — industriel ou agriculteur — sachant que plus tard l'employé retombera à sa charge n'aura aucun intérêt, tout au contraire, à lui demander un labeur écrasant, rémunéré par un salaire dérisoire. Il se rendra très rapidement compte que si l'entretien permanent d'un homme exige vingt sous par jour, il ne vaut pas cent fois mieux les lui donner en récompense immédiate de son travail, que de lui en donner huit, comme

(23) *Ibid.*, tome I, p. 379.

gages, et de lui en faire recevoir douze à titre d'aumône (24).

Le patron veillera avec plus de soin sur l'hygiène et la sécurité du travailleur dont il ménagera les forces et la santé: « il apprendrait alors que toutes les infirmités qu'il lui fait gagner, il devra les lui payer en autant de journées d'hôpital » (25). Il n'introduira dans son entreprise que des machines propres à soulager l'ouvrier et non à provoquer son renvoi, puisque le travailleur congédié retomberait à la charge du chef d'entreprise (26). La solidarité étroite des patrons et des ouvriers amènera le travailleur à avoir plus de confiance; il sait que son avenir est assuré et il espère que peut-être son patron le fera participer aux bénéfices de l'entreprise (27).

La garantie professionnelle aura, en outre, une influence de premier plan sur le problème de l'équilibre de la production à la consommation en agissant à la fois sur les deux facteurs. La production diminuera car seules les manufactures qui peuvent faire face à la garantie professionnelle subsisteront. Certaines exploitations fermeront bientôt leurs portes: ce sont celles qui ne vivent que par des retenues opérées sur les salaires de leurs employés qui, en réalité sont des entreprises perdantes. De plus et à un autre point de vue, l'écoulement de la production sera plus aisé puisque les revenus

(24) Confér. SISMONDI, *op. cit.*, tome 2, p. 361.

(25) SISMONDI, *op. cit.*, tome 2, p. 362.

(26) « Il apprendrait que la machine à vapeur ne produit aucune économie, si tous les hommes qui travaillaient ne trouvent pas moyen de travailler encore, et s'il est obligé de les maintenir à l'hôpital pendant qu'il chauffe ses fourneaux ». SISMONDI, *op. cit.*, tome 2, p. 362.

(27) Sismondi ne va pas jusqu'à faire participer les ouvriers à la direction de l'entreprise.

des ouvriers seront plus élevés. Le ralentissement de la production, l'accroissement de la consommation sont les résultats tangibles de l'influence bienfaisante de la garantie professionnelle. Les crises économiques seront par là même évitées.

*
* *

SISMONDI reconnaît toute la difficulté d'indiquer les moyens propres à faire jouer cette garantie. Elle est plus laborieuse à mettre en pratique pour l'industrie des villes que pour celle des champs. Il se peut que l'étendue du marché, pour les objets manufacturés expose « les ouvriers d'une province à retomber à la charge de leur maître » par suite d'un changement de la production « survenu à cent lieues de distance ». De plus les maîtres peuvent eux-mêmes être les premières victimes de ces « révolutions du commerce » qui, en les ruinant, les empêchent de subvenir aux besoins de leurs employés malheureux.

C'est alors que SISMONDI après avoir indiqué les obstacles qui, dans la pratique, venaient se dresser contre le principe de la garantie, se reconnaît impuissant à déterminer les règles qui doivent présider à son établissement (28). Mais on ne saurait prétendre que le fait de n'avoir pu déterminer les modalités qui devaient faire jouer ce principe, impliquât une renonciation tacite à la garantie professionnelle.

Cependant cette garantie est impossible à aménager dans la réalité concrète car elle suppose une entente de

(28) Il laissait au législateur « le soin de trouver les formules juridiques, les procédés pratiques pour l'appliquer dans la réalité » (SISMONDI, *op. cit.*, p. 80).

tous les producteurs pour fonctionner normalement. Elle est donc dangereuse car elle conduirait à la création d'un vaste monopole. Mais quoiqu'il en soit, c'est dans cette théorie qu'il faut rechercher le germe de l'idée du risque professionnel et de l'assurance obligatoire.

CHAPITRE III

LE SALAIRE ET LA COOPERATION INTEGRALE DE FOURIER

Avec FOURIER nous abordons le troisième aspect des idées constructives du socialisme « romantique ». Il ne s'agit pas d'améliorer la société existante, il faut la transformer de fond en comble. La misère des ouvriers, l'instabilité économique, la concurrence et toutes ses conséquences, telles sont quelques-unes des tares du régime capitaliste. Il est inutile d'essayer de guérir par des palliatifs la maladie sociale actuelle. Les principes sur lesquels repose la société sont foncièrement mauvais.

L'ordre nouveau sera fondé sur la découverte de la loi d'attraction passionnée. FOURIER prenant le contre-pied des moralistes affirme que les passions de l'homme ne sont pas nuisibles (1). Ce qui est mauvais, c'est le milieu dans lequel nous vivons qui comprime et étouffe nos désirs. C'est l'homme qui n'a pas su réaliser la sphère où il pourra assouvir ses passions tout en concourant à l'utilité générale. FOURIER croit avoir trouvé la forme

(1) Il serait absurde que Dieu ait « créé les passions, les éléments de mécanique sociale sans nous ménager quelque moyen d'employer utilement ces matériaux » (FOURIER, *Théorie de l'Unité universelle*, tome 2, p. 31). Cf. également : *Le Nouveau Monde*, 1845, 2^e édition, p. 313 : « Nos passions deviennent toutes bonnes, si on les développe dans l'ordre sériaire auquel Dieu les destine ».

sociale adéquate à la nature humaine: la coopération intégrale et universelle succèdera au morcellement de l'industrie, de l'agriculture et du commerce. Le Maître et ses disciples vous invitent à visiter un Phalanstère cependant qu'ils nous indiquent les moyens d'arriver à cette réalisation grandiose dans un avenir rapproché. La Phalange groupera dans un domaine agricole (2) des individus des deux sexes, de tout âge, de connaissances et de goûts aussi divers que possible, où chacun pourra suivre tous ses penchants (3).

On appliquera jusqu'à ses extrêmes limites la division des tâches. Chacun travaillera sans qu'on l'y force parce qu'il pourra choisir ses occupations et en changer fréquemment au cours de la journée. Par là sera réalisé le « travail attrayant ». Chaque membre de la Phalange, hommes, femmes, enfants, fera partie d'un grand nombre de « séries », une quarantaine environ: « une série passionnelle est une ligue, une affiliation de diverses petites corporations ou groupes, dont chacun exerce quelque espèce d'une passion qui devient passion de genre pour la série entière » (4). La durée des séances de tra-

(2) La Phalange-type comprend seize cent vingt personnes réunies sur un domaine d'environ une lieue carrée. Les manufactures seront envisagées, dans l'ordre sociétaire, comme le « complément de l'agriculture ». Leur rôle ne sera que subordonné, visant moins à la création de produits finis qu'à fournir une « diversion » aux travailleurs agricoles, pendant les mois d'hiver où ils sont inoccupés. (Cf. R. BERG, *op. cit.*, p. 52).

(3) La propriété et l'héritage seront maintenus, l'inégalité subsistera. La Phalange est constituée en vue de la liberté, mais nullement de l'égalité. En supposant qu'elle fût possible, l'égalité dans la répartition de la richesse, serait souverainement injuste: il n'est pas juste, en effet, il ne le sera jamais, que celui qui, plus qu'un autre, concourt à l'œuvre de la production, n'ait pas une plus grande part dans les produits.

(4) FOURIER: *Théorie de l'Unité universelle*, tome 2, p. 20. Vingt groupes cultivant vingt sortes de roses forment une série de rosistes quant au genre, et de blanc-rosistes, jaune-rosistes, etc... quant aux espèces. Les séries doivent être « contrastées », c'est-à-dire composées de per-

vail sera brève, elle oscillera de une à deux heures, mais jamais davantage car la fatigue provoquerait le manque d'ardeur, et la qualité comme le rendement de l'effort en pâtirait. Après une séance d'un labeur déterminé, le travailleur entreprendra une autre tâche (5) ce qui tiendra en haleine son ardeur, son enthousiasme. La journée d'un phalanstérien est une succession de travaux les plus divers : ainsi sera satisfaite la « papillone » c'est-à-dire le besoin de variété périodique (6). A l'extrême division du travail dans l'exécution proprement dite, correspondra la centralisation dans la production ; on introduira l'unité également dans le commerce, voire même dans la cuisine.

Le but recherché par FOURIER dans son vaste système d'association phalanstérienne est de nous donner la richesse qui est notre premier besoin, notre vœu le plus unanime (7). Toute phalange dresse chaque année l'inventaire de ses opérations qui se solde par un bénéfice social : il résulte de la différence entre les frais de production et la valeur des biens échangés. Il est fait deux parts de ce gain annuel. L'une pourvoit aux dépenses

sonnages d'âge les plus divers pour satisfaire la passion de l'intrigue ou « cabaliste » ; « rivalisées » pour entretenir l'enthousiasme ; « engrenées » pour permettre un changement très fréquent de fonctions.

(5) FOURIER, à qui aucun détail n'échappe, décrit dans son « *Traité d'Unité Universelle* » comment sera assuré le transport des travailleurs d'un emplacement à un autre pour éviter toute perte de temps.

(6) Le travail étant une joie et n'engendrant pas la fatigue, il suffira de peu d'heures de sommeil pour réparer ses forces. Aussi dans le Phalanstère tout le monde se levera de très bonne heure par l'appât d'une journée de plaisir sans mélange.

(7) Dans l'intervalle de deux ans, « l'état sociétaire doit tripler subitement le produit de l'agriculture et de l'industrie générale, de sorte que celui de France, estimé aujourd'hui à 4 milliards $1/2$, s'élèvera à 13 milliards au moins en 1825, si l'Association commence en 1823 » (FOURIER, *Théorie de l'Unité Universelle*, tome 1, avant-propos, p. 1).

d'intérêt général, au paiement des impôts (8), l'autre est partagée entre les « Harmoniens ».

Il faut que dans cette répartition le lot de chaque sociétaire soit représentatif de son concours à l'œuvre de la production, estimé en raison du capital, du travail et du talent qu'il a fournis. Dans quelle proportion fixera-t-on ces trois parts ? Les coefficients de répartition seront de $5/12^e$ au moins et $6/12^e$ au plus pour le travail, de $4/12^e$ pour le capital et de $3/12^e$ au plus et $2/12^e$ au moins pour le talent. FOURIER démontre que cette proportion sera respectée dans le régime sociétaire (9).

La répartition des bénéfices revenant au capital, se fait proportionnellement à l'apport de chacun, c'est-à-dire au nombre d'actions inscrites à son nom. Puis Fou-

(8) Par ce moyen rien ne sort de la bourse de l'individu, il ne voit même pas le percepteur. « La masse du peuple ne songe pas au paiement : la voilà déjà arrivée à l'indifférence en matière d'impôt » (FOURIER, *op. cit.*, tome 2, p. 284). Le travail sociétaire procurant d'immenses bénéfices, la source du dégoût qu'on éprouve à payer l'impôt — dégoût qui naît principalement du défaut de richesse — sera tarie. Les dépenses d'intérêt strictement collectif imprimeront « attraction » pour le prélèvement des impôts. Au surplus, les impôts seront diminués de moitié par la suppression des frais de perception, des dépenses de guerre, etc...

(9) Si un riche capitaliste veut faire allouer moitié du produit aux capitaux, les classes nombreuses qui ont à percevoir seulement sur les deux autres facultés, travail et talent, seront mécontentes. L'attraction se ralentira « et dès la troisième année, le lien sociétaire se dissoudra ». Le riche capitaliste voit que pour son intérêt même, il faut fixer la répartition dans la proportion indiquée. De plus, le riche actionnaire a formé des liaisons amicales avec la classe des non-capitalistes. Si, à l'inverse, l'impulsion dominante du pauvre est de favoriser le travail puisqu'il n'a rien à prétendre sur les dividendes alloués au capital, deux autres impulsions viennent « contre-balancer cet essor brut de la cupidité ». Il a, en effet, des lots à prétendre sur le talent car il brille dans divers travaux et il connaît les avantages que le pauvre tire des dépenses des capitalistes comme la participation aux spectacles gratuits, aux voitures et chevaux, etc. Ces deux impulsions disposent le pauvre à ménager le talent et le capital. (Cf. FOURIER, *le Nouveau Monde*, p. 310 à 312).

RIER a apporté une correction très importante à ce système. Il rejette la pure proportionnalité pour graduer l'intérêt selon l'origine des capitaux (10). Le lot du talent, borné à $3/12^e$ et peut-être à $2/12^e$ est encore très copieux, parce qu'il y a dans chaque branche d'industrie une masse de sociétaires novices ne pouvant prétendre à cette répartition (11).

Mais comment rémunérer le travail de l'« Harmonien » qui change constamment d'occupation au cours de la journée ? Le problème semble insoluble. Si l'on donnait à chaque individu le produit direct de son travail dans une quarantaine de séries et une centaine de groupes dont il est coopérateur, on serait obligé de vendre séparément chaque récolte, partager par exemple le montant d'un carreau de choux à plusieurs groupes qui l'ont soigné en « exercice parcellaire », tel groupe en labourage, tel autre en plantation, etc... Ce serait d'une complication indéchiffrable. Aussi FOURIER n'y songe pas un seul instant. Il utilise une méthode plus simple qui consiste d'abord à classer les séries selon leur degré d'importance et ensuite à distribuer le dividende de la série entre les sociétaires. C'est un mécanisme à double détente. Ce sont ces deux phases de la répartition, l'une entre les séries considérées comme unités de travail, l'autre entre les individus qu'il convient d'étudier séparément.

(10) Les coefficients varient de 7 à 14 et 30 % selon que les actions représentent originairement un capital mobilier, un capital foncier ou enfin un travail (FOURIER : *Fausse Industrie*, tome I, p. 86). Les coupons d'actions de travail privilégiées sont pour le pauvre un titre de plus à ne pas favoriser le travail au préjudice du capital.

(11) « Leur nombre est au moins d'un tiers en chaque fonction, souvent moitié, ce qui assure une forte part à l'autre moitié, seule rétribuée au talent » (FOURIER : *le Nouveau Monde*, p. 314).

§ 1. — La répartition entre les séries

« Chaque série étant associée et non pas fermière de sa phalange, elle perçoit un dividende, non sur le produit de son travail spécial, mais sur celui de toutes les séries; et sa rétribution est en raison du rang qu'elle occupe dans le tableau des fonctions, divisé en trois classes, nécessité, utilité et agrément » (12). Le classement des séries est réglé selon les convenances générales, et non sur les produits. Chaque série est affectée de trois coefficients de répartition évalués en raison directe du concours aux liens d'attraction; en raison mixte des obstacles répugnants et enfin en raison inverse de la dose d'attraction (13). En d'autres termes, une série est d'autant mieux rétribuée que son travail est plus nécessaire, plus utile et moins agréable. La détermination de ces coefficients se fait dans un scrutin annuel.

Une série recevra une rémunération d'autant plus élevée que le travail accompli par elle resserrera davantage le lien sociétaire dont on obtient tant de richesse et de bonheur: « la série la plus précieuse est donc celle qui, productive ou improductive, concourt le plus efficacement à serrer le lien sociétaire » (14). Telle est la série des « Petites Hordes » chargée des « travaux répugnants ». Elle est composée d'enfants que leurs goûts poussent à s'occuper de fonctions telles que le « curage des égoûts ». Cette série est donc la première en raison de son apport aux liens d'unité. Elle est de même la première « en titre mixte » car l'ordre socié-

(12) FOURIER: *Le Nouveau Monde*, p. 303.

(13) FOURIER: *Le Nouveau Monde*, p. 306.

(14) *Ibid.*, p. 306.

taire n'estime et n'admet en priorité de rang que les fatigues répugnantes, tel le travail des « infirmistes », nourrices, etc... Si l'on peut surmonter cette répugnance, comme le font les « Petites Hordes » elle n'en est pas moins « lésion sensuelle », alors que la fatigue simple et sans dégoût, comme celle d'un jardinier, peut devenir « amusette, plaisir réel ». Les travaux répugnants auront donc rang en premier ordre dans la classe de nécessité (15). Enfin, le troisième coefficient est en raison inverse de l'agrément « de la dose d'attraction » ; plus un travail est agréable, moins il a de valeur pécuniaire. C'est en combinant ces trois règles que l'on parvient à classer avec exactitude et équité les rangs de chaque série.

FOURIER illustre le jeu de ce classement par des exemples. Laquelle des deux séries de floricoles ou fructicoles doit être placée avant l'autre ? Les vergers sont des séjours délicieux : leur soin est le plus récréatif de tous les travaux. Cette série des fructicoles exerce une attraction générale, et comme elle ne concourt pas spéciale-

(15) En conséquence, il semblerait que les « Petites Hordes » dussent recevoir une rémunération élevée. Il n'en sera rien. Les « Petites Hordes » seront la moins rétribuée de toutes les séries (FOURIER : *Théorie de l'Unité Universelle*, tome 4, p. 150). Elles n'accepteraient rien s'il était « décent » en Association de n'accepter aucun lot : elles ne prendront que le moindre, elles auront pour statut le mépris des richesses et le dévouement aux fonctions répugnantes qu'elles exerceront par point d'honneur. Le trésor qui devait leur revenir servira à dédommager, en séance de répartition, les séries qui s'estimeront lésées, ce qui sera « un affront pour elles ». Fourier, avec un enthousiasme débordant, dépeint en ces termes le rôle des Petites Hordes. « Conservatrices de l'honneur social, elles doivent écraser la tête du serpent au physique et au moral ; et tout en purgeant les campagnes de reptiles, elles purgeront la société d'un venin pire que celui de la vipère ; elles étouffent par leurs trésors tout germe de cupidité qui pourrait troubler la concorde, et par leurs travaux immondes l'orgueil qui, en déconsidérant une classe d'industriels, tendrait à ramener l'esprit de caste et détruire l'amitié générale » (FOURIER, *op. cit.*, tome 4, p. 153).

ment à serrer le lien sociétaire, elle doit être la dernière à participer aux bénéfices: elle prendra rang dans la classe d'agrément. Par contre, le soin de cultiver les fleurs exige beaucoup d'assiduité pour un plaisir de courte durée. La série des floricoles doit être classée avant celle qui s'occupe des fruits. En outre la série des floricoles concourt à serrer le lien sociétaire, elle est précieuse pour façonner les enfants et les femmes aux exigences de la culture (16). Elle sera donc placée en deuxième catégorie, au rang d'utilité. On peut juger par ce parallèle des fruits et des fleurs que la qualité ou valeur réelle du produit qui serait seule prise en considération parmi nous comme « boussole » de rémunération, ne le sera point dans l'état sociétaire car « ce n'est pas sur la valeur du produit qu'on règle les rangs, c'est sur l'influence d'un travail en mécanique d'attraction et d'harmonie » (17). L'on pourrait multiplier les applications de cette règle (18).

Cette répartition entre les séries se fera-t-elle sans heurt, sans réclamation ? FOURIER n'en doute pas en montrant comment sera réalisé l'accord de l'intérêt individuel avec l'intérêt collectif, comment la justice présidera à la séance de répartition.

(16) « C'est pour en faire une école d'agriculture, que la nature donne ce goût des fleurs aux femmes et aux enfants » (FOURIER: *Le Nouveau Monde*, p. 305).

(17) FOURIER, *op. cit.*, p. 304.

(18) Les fonctions qui semblent de « pure superfluité », comme l'opéra, seront en harmonie au deuxième ordre de nécessité, immédiatement après les « répugnantes ». Mais, dira-t-on, on peut se passer d'opéra et non de boulangers ni de meuniers ? L'objection est juste quant à l'ordre civilisé, mais dans le Phalanstère « l'opéra est un des plus puissants ressorts pour former l'enfant à la dextérité, à l'unité en fonctions industrielles: sous ce rapport l'opéra est de première nécessité, et rétribué comme tel ». (FOURIER, *op. cit.*, p. 306).



Il faut dissiper les haines corporatives, les antipathies de castes, des séries et des groupes. Il faut que le classement au lieu d'engendrer des discordes, resserre les liens : « quand on connaîtra la surabondance de ces liens, leur influence colossale pour établir l'affection collective, on sera convaincu que les harmoniens, en séance d'évaluation, n'auront que des luttes de générosité et jamais de sordide intérêt » (19). Il faut remplacer sans violence une passion nuisible par une autre utile et agréable : c'est « le procédé des substitutions absorbantes ».

Si chacun des phalanstériens était, comme les civilisés, adonné à une seule profession, s'il n'était que maçon, que charpentier, chacun arriverait à la séance de répartition avec le projet de faire prévaloir son métier. Ainsi opérerait tout civilisé ; mais en harmonie où chacun, homme, femme ou enfant, est l'associé d'une quarantaine de séries, personne n'a intérêt à faire prévaloir immodérément l'une d'entre elles : « chacun, pour son bénéfice personnel, est obligé de spéculer en sens inverse des civilisés, voter sur tous les points pour l'équité » (20). D'ailleurs une légère inexactitude en évaluation ne préjudicierait à personne car, dans la société phalanstérienne, tout le monde est enthousiasmé de son labeur social et chacun ne vient à la séance de rétribution qu'avec « l'intention de tout sacrifier au maintien d'un si bel ordre ». Si une série était lésée involontairement, on s'en apercevrait bien vite au ralentissement d'attraction et on y remédierait en l'élevant en degré dans la répartition de l'année suivante.

(19) FOURIER : *Théorie de l'Unité Universelle*, tome 4, p. 381.

(20) FOURIER : *Le Nouveau Monde*, p. 309.

« Le régime des séries passionnées, écrit FOURIER, est un mécanisme qui sue la justice, et qui transforme en soif de justice, le prétendu vice nommé soif de l'or » (21).

§ 2. — La répartition entre les individus

En tant qu'un sociétaire a participé au travail d'une série, il reçoit dans la part de bénéfices reconnus à cette série un dividende déterminé par trois coefficients: le premier est inversement proportionnel au nombre des travailleurs ayant participé au même travail, le second est directement proportionnel au nombre d'heures de travail inscrites au compte du sociétaire, le troisième enfin est en raison de la productivité du travail, de la « balance des sexes » (22).

La répartition a lieu selon une règle fixe, c'est une opération purement arithmétique dont l'exactitude dépendra des écritures et de l'observation des faits bien faciles à constater. On verra aisément combien une série d'enfants de tel âge effectue de travail, proportionnellement à une série d'hommes faits: « en moins de trois ans, on aura des données régulières sur toutes ces estimations ». Le sociétaire touchera une rémunération égale à la somme des lots qu'il perçoit dans chacune des séries où il exerce son activité.

D'ailleurs un « Harmonien » est délivré de tous les frais qui accablent un malheureux civilisé. Il n'a de dépense à faire que pour lui seul en nourriture, vêtement et logement car la femme gagne en se livrant au travail attrayant, l'enfant en fait de même dès l'âge de quatre à cinq ans et jusque-là son entretien est au compte de

(21) FOURIER: *Le Nouveau Monde*, p. 313.

(22) FOURIER: *Théorie de l'Unité Universelle*, tome 4, p. 526.

la Phalange (23). Celle-ci, dans ses relations avec les « Harmoniens » ouvre au grand-livre, un compte à chacun, même à l'enfant de cinq ans. Nous embrassons ainsi le cercle des sociétaires qui reçoivent une rémunération du travail : il est immense. Tous les individus travaillent — puisque le travail est une joie — sauf les enfants au-dessous de quatre ou cinq ans et les malades ou infirmes qui sont secourus aux frais de la Phalange.

Le Sociétaire pauvre recevra l'avance de vêtement, nourriture et logement d'une année puisque la séance de répartition n'a lieu qu'une fois par an. On ne court aucun risque à ce prêt, car on sait que les travaux que le pauvre exécutera par attraction et partie de plaisir, excéderont en produit le montant des avances à lui faites et qu'après inventaire, « la Phalange en solde de compte, sera débitrice de toute la classe pauvre à qui elle aura faite cette avance de minimum » (24).

Une conséquence remarquable de ce mode de rémunération du travail, est d'assurer pleinement l'indépendance individuelle. Il n'y a rien de mercenaire ni de servile dans la domesticité d'Harmonie et « un groupe de caméristes est, comme tous les autres groupes, une société libre et honorable qui perçoit sur la masse du produit de la Phalange, en raison de l'importance de ses travaux » (25). Chaque page est affecté au service de la Phalange et non de l'individu, qui pour cette raison est servi affectueusement : « ce n'est jamais l'individu servi qui paie ceux qui le servent » (26).

(23) L'enfant dès l'âge de 4 ans 1/2 est propriétaire des fruits de son industrie, ainsi que des legs et intérêts que la Phalange lui conserve et garantit sans frais jusqu'à sa majorité fixée à 19 ou 20 ans.

(24) FOURIER : *Théorie de l'Unité Universelle*, tome 3, p. 445.

(25) FOURIER : *Théorie de l'Unité Universelle*, tome 3, p. 530.

(26) FOURIER, *op. cit.*, tome 3, p. 530.

Même en nous plaçant dans le cadre du Phalanstère et en admettant que la rémunération du travail puisse s'effectuer selon les prévisions de FOURIER — ce qui est une hypothèse toute gratuite — il subsiste une objection grave, peut-être décisive à l'encontre de ce système : comment assurer la responsabilité dans le travail puisque le sociétaire change constamment d'ouvrage ? La division du travail telle que la comprend FOURIER est donc une impossibilité, une utopie.

*
* *

Dans le système de répartition, il peut se glisser malgré tout des erreurs qui risquent de fausser tout l'équilibre. FOURIER en a l'intuition. A l'œuvre sociale de la répartition doivent s'appliquer les corrections de l'œuvre individuelle. Pour créer cette atmosphère de collaboration qui est le signe de l'harmonie phalanstérienne, il faut développer les « luttes de générosité ». Chacun doit trouver un dédommagement réel et suffisant pour l'indemniser des inégalités de fortune et de facultés.

Les riches sociétaires distribueront aux enfants pauvres (27), le lot de travail ou de talent qui leur échoit, sauf un minimum inaliénable que l'usage défendra de refuser (28). Tout homme riche étant ardemment passionné pour ses travaux, regardera comme un second fils l'enfant qui épouse ses penchants industriels et s'en montre le continuateur présomptif (29).

(27) Les actes de générosité « ne s'étendent pas aux sectaires adultes : ils ont assez de moyens de bénéfice, et entrent dans un âge où il ne serait plus décent de recevoir ces gratifications » (FOURIER, *Théorie de l'Unité Universelle*, tome 4, p. 508).

(28) Chacun acceptera le minimum par bienséance, pour ne pas s'isoler de l'association.

(29) « Un individu serait méprisé s'il manquait à titrer bon nombre d'adoptifs industriels, et leur léguer tiers ou quart de ses biens » (FOURIER, *op. cit.*, tome 4, p. 447).

C'est par l'extrême inégalité des fortunes qu'on arrive à ce bel accord de générosité: « ainsi, en dépit des dia-tribes morales contre les grandes fortunes, la Phalange où les inégalités de fortune seront les plus grandes et les mieux graduées, sera celle qui atteindra le mieux à la double harmonie de cupidité et de générosité » (30). Avec FOURIER, nous terminons l'étude de tout un groupe de socialistes ou de socialisants, qui n'accordent aux travailleurs qu'une part du résultat de la production, c'est-à-dire qui maintiennent le revenu du capital. Cette revendication primitive en faveur d'un relèvement du salaire a été aggravée par les théoriciens ultérieurs du socialisme. Ceux-ci ne se contentent plus d'améliorer la rétribution des travailleurs, ils réclament pour le salarié, le droit au produit intégral du travail sans aucun prélèvement capitaliste. L'ouvrier, seul producteur, doit recevoir la totalité du résultat de la production. La deuxième partie de ce travail sera consacrée à cette nouvelle phase de la pensée socialiste.

(30) FOURIER: *Le Nouveau Monde*, p. 321.

DEUXIÈME PARTIE

LA REVENDICATION ULTÉRIEURE AU PRODUIT INTÉGRAL DU TRAVAIL

L'idée que le travail est le seul élément productif, à l'exclusion du capital et du sol, s'est dégagée de la doctrine socialiste. Le droit au produit intégral du travail matérialise cette conception. Mais une double précision est nécessaire.

Tout d'abord, par cette formule, les socialistes entendent non pas le droit de l'ouvrier à toucher la part de son concours à la production, mais à recevoir tout l'objet à la confection duquel il a participé. Soit par exemple une usine employant 1.000 ouvriers où l'on fabrique une locomotive par jour. La somme des salaires journaliers doit être strictement égal à une locomotive, sans aucun prélèvement de la part du capitaliste qui a investi des fonds dans l'usine et du propriétaire foncier.

De plus, il n'y aurait aucun avantage, ni souvent aucune possibilité à ce que chacun reçoit en nature le produit qu'il peut avoir créé. Voyez-vous, dans l'exemple précédent, les ouvriers recevant en paiement, qui une roue, qui un piston, qui une chaudière ? Vous figurez-vous même, si l'on interprétait à la lettre la formule précédente ce qui reviendrait au professeur ayant donné

une leçon ou au travailleur ayant dragué une rivière ! Il faut donc comprendre que chacun doit recevoir une valeur égale à celle du travail qu'il a accompli. L'expression exacte devrait être : le droit à l'équivalent du produit intégral du travail.

En outre, la majorité des socialistes n'applique pas d'une manière brutale l'égalité de la rémunération aux biens produits. Ceux qui parlent non pas d'égalité mais de proportionnalité du salaire aux services rendus tiennent compte du prélèvement fait sur la masse à répartir de ce qui est nécessaire pour l'amortissement et pour l'entretien de ceux qui ne peuvent pas travailler.

Pourquoi s'attache-t-on souvent pour régler la distribution, au concept de la propriété fondée sur le travail ? La raison réside en dernière analyse, dans le souci d'intensifier la production. Si, contrairement à la thèse communiste, la rémunération ne variait pas en raison des biens créés, ce ne serait pas la peine de produire, ou de produire beaucoup. Pour développer la prospérité générale il faut que le salaire soit proportionnel aux services rendus.

La théorie marxiste qui conduit au droit au produit intégral du travail a joui à un moment donné d'une vogue qu'aucune autre doctrine n'a jamais réussi à atteindre. Le nom de MARX est présent à l'esprit de tous les travailleurs. Ce fut l'œuvre de Jules GUESDE, de Paul LAFARGUE et de Gabriel DEVILLE d'avoir diffusé l'œuvre du Maître. Les doctrines du Congrès ouvrier de Marseille de 1879 et du « Parti Ouvrier » qui se constitua l'année suivante sont des manifestations du guesdisme.

Mais sans être aveuglé par l'auréole de gloire qui entoure MARX — à tel point que certains esprits vont

jusqu'à identifier le socialisme au marxisme — nous devons rechercher si l'idée d'assurer à l'ouvrier une rémunération identique à la valeur du produit créé, ne se trouve pas déjà exprimée et défendue en France antérieurement au penseur allemand, qui d'ailleurs est sous l'influence de l'ancien socialisme anglais, et plus particulièrement de William Thompson (1). Ceci nous permettra de montrer que les Saint-Simoniens furent les premiers auteurs qui sans exprimer catégoriquement le droit au produit intégral du travail construisent cependant une doctrine organisatrice qui le présuppose. PROUDHON, en outre, est le grand socialiste qui s'attache à cette idée. Elle a d'ailleurs essaimé dans l'esprit des réformateurs sociaux et pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle il était exact, dans l'ensemble, d'identifier le socialisme avec la volonté d'assurer au travailleur la totalité du résultat de la production. Constantin PECQUEUR, Jean JAURÈS, Georges RENARD, Benoît MALON, etc., — la liste est loin d'être limitative — comptent parmi les tenants de cette conception.

Il ne faut pas s'attendre à trouver ici l'histoire entière de l'idée du juste salaire identifiée au droit de l'ouvrier à l'intégralité du produit créé. Cette étude n'est pas complète en ce sens qu'elle n'a pas la prétention d'exposer toutes les doctrines théoriques du droit au produit intégral du travail. Nous prendrons seulement celles qui ont marqué une étape nouvelle dans le développement de l'idée. L'étude des SAINT-SIMONIENS, de PROUDHON et des collectivistes répond à des tendances intéressantes à dégager pour la position du problème et, de plus, pour

(1) Cf. MARX : *Das Kapital*, 1^{er} vol., 3^e édit. 1883, pp. 125, 195 et suiv., avec William THOMPSON : *Distribution of Wealth*, pp. 163 et suiv. (2^e édit., pp. 125 et suiv.).

l'approximation de plus en plus grande de sa solution.

Bien que l'idéal soit commun : assurer à l'ouvrier la totalité de son travail, les chemins frayés pour arriver à ce but sont différents selon les auteurs ; c'est pourquoi nous les étudierons séparément dans la partie constructive de leurs œuvres, tandis que nous les grouperons dans leurs critiques de la rémunération actuelle du travail. *Nous maintiendrons la même ligne générale qui nous a guidés dans la première partie de cette étude.*

TITRE PREMIER

La critique de la rémunération capitaliste du travail

Les socialistes dont nous étudions la tendance, dirigent leurs attaques à l'égard de la rémunération capitaliste du travail en montrant que non seulement le salaire effectif est trop bas mais que l'ouvrier est exploité parce qu'il ne reçoit pas la totalité du résultat de la production.

Dans le premier stade de leurs critiques, les socialistes se bornent à reprendre les développements de leurs devanciers. Ils ont adopté les idées d'un SISMONDI, d'un FOURIER ou d'un LOUIS BLANC quant à l'analyse des causes du salaire insuffisant. La division du travail, le machinisme, la concurrence sont dénoncés comme facteurs de baisse des rémunérations. Ils ont repris le sillon tracé par les socialistes antérieurs, quelque fois peut-être en le creusant plus profondément, mais toujours dans la direction établie par leurs prédécesseurs. PROUDHON, à ce titre, est un de ceux qui a analysé, avec le plus de soin, les facteurs de baisse des salaires dans le régime capitaliste. Dans son livre les « *Contradictions économiques* », malgré l'exergue célèbre « *destruam et aedificabo* », il fait presque uniquement œuvre de critique et se borne à annoncer, dans les dernières pages de l'ouvrage le « *mutuellisme* ».

La similitude de vues exposées par ces socialistes avec celles de leurs devanciers nous dispense de reprendre ce premier point de leurs critiques. Quant aux conséquences néfastes, tant éthiques qu'économiques, du bas salaire elles sont exposées avec des développements analogues à ceux que nous avons déjà indiqués; les Saint-Simoniens ne font qu'amplifier l'argumentation du Maître sur les aspects religieux du problème. Les répercussions morales du salaire insuffisant sur les classes ouvrières et possédantes sont reprises sans grand changement. PROUDHON reconnaît dans le bas salaire un facteur puissant pour l'explication des crises économiques: il ne fait qu'adopter la théorie et la sous-consommation capitaliste-ouvrière de SISMONDI.

Le manque presque complet d'originalité, tant sur les causes que sur les conséquences du salaire tel qu'il est pratiqué dans la société capitaliste, nous autorise à ne pas revenir sur ce premier aspect des attaques dirigées à l'égard de la rémunération effective du travail.

Mais comme ces socialistes ont un idéal du juste salaire très précis, ils ajoutent à la critique de leurs devanciers une attaque nouvelle. Non seulement, disent-ils, le salarié n'est pas assez payé, mais il est spolié, il ne reçoit pas l'intégralité du résultat de la production qui devrait lui revenir en toute justice. L'originalité de ces auteurs, dans la partie négative de leurs œuvres, ne doit pas être recherchée dans les perfectionnements de détail apportés à l'analyse des socialistes antérieurs, mais dans une idée nouvelle: l'exploitation du travailleur.

Ceux qui situent le fondement du socialisme dans la notion du droit au produit intégral du travail doivent, de toute nécessité, démontrer que les revenus capitalistes ne sont que le résultat de prélèvements injustes, exercés

sur le produit du labeur des non-possédants. Ils sont tenus d'établir l'illégitimité en soi des revenus sans travail.

Antérieurement au marxisme, les socialistes se sont efforcés d'établir l'exploitation, sans la faire découler comme une conséquence inéluctable de la notion de la valeur-travail. Les Saint-Simoniens (1) et Proudhon (2) comptent parmi les représentants de ce courant d'idée. Cette thèse a été reprise après l'échec de Karl MARX, par ceux qui renoncent à fonder la valeur sur le travail, sans cependant abandonner la théorie de l'exploitation. Tel est le premier courant d'idée qui fera l'objet d'un chapitre intitulé : *la théorie française de l'exploitation dans les échanges*. Puis il conviendra de *rechercher sous quelles formes la doctrine marxiste de la plus-value a*

(1) La formule de l'« exploitation de l'homme par l'homme » n'apparaît pas chez les Saint-Simoniens avant l'« *Exposition de la doctrine* ». Voir la note 104, p. 212 de l'édition de Bouglé et Halévy de 1924.

Les Saint-Simoniens estiment qu'il est inutile de s'occuper du problème de la valeur, car le seul commerçant comme le seul industriel sera l'Etat, dans la société future.

(2) Proudhon ne pouvait pas logiquement faire dériver l'exploitation du travailleur dans la société actuelle de la théorie de la valeur-travail car, selon lui, le travail ne devait mesurer la valeur que pour l'avenir.

M. Aftalion reconnaît, chez Proudhon, à côté de la thèse de l'exploitation, une seconde conception : la spoliation par exclusion. Ce dont souffrent les non-possédants, ce n'est pas d'être dépouillés du fruit de leur labeur, c'est d'être exclus du bénéfice d'un fonds de richesses qui devrait appartenir à tous, et qui est injustement accaparé par quelques-uns. « La propriété... viole l'égalité par le droit d'exclusion et d'aubaine » (PROUDHON, tome I, p. 205).

Mais la forme que revêt cette conception n'est pas très heureuse. Si la terre n'est par elle-même la source d'aucun revenu, il importe peu qu'elle n'appartienne qu'à quelques privilégiés : le propriétaire n'en retire, par son travail, qu'un revenu égal au salaire ordinaire d'un ouvrier. La question de l'injustice ne se pose que si la terre assure au propriétaire un revenu sans travail, ce que n'admet pas Proudhon. Cette théorie présente « le grave défaut de conclure trop vite d'une exclusion matérielle à l'exclusion d'un véritable fonds de richesses » (AFTALION : *Les fondements du socialisme*, Paris, Rivière, 1923, p. 97).

été diffusée en France. Ainsi nous aurons parcouru les deux directions suivies par les socialistes pour tenter d'établir que l'ouvrier ne reçoit pas, dans la société capitaliste, la rémunération intégrale qu'il est en droit d'obtenir.

CHAPITRE PREMIER

LA THEORIE FRANÇAISE DE L'EXPLOITATION DANS LES ECHANGES

§ 1. — Exposé de la théorie

La théorie de l' « exploitation dans les échanges » — l'expression est de M. AFTALION (1) — se caractérise par deux aspects essentiels. La spoliation a d'abord, son fondement dans le régime de la propriété privée qui n'appartient qu'à une minorité d'individus. Grâce à cette force, les possédants oppriment les non-possédants, les capitalistes oppriment les prolétaires. La propriété, disent les Saint-Simoniens, « en donnant à une certaine classe d'hommes la faculté de vivre du travail des autres... entretient l'exploitation d'une partie de la population » (2). La spoliation de l'homme par son semblable a sa source la plus profonde dans l'appropriation individualiste des biens.

PROUDHON, de son côté, écrit que « la propriété est le droit d'aubaine que le propriétaire s'attribue sur une chose marquée par lui de son seing » (3). C'est pour lui un axiome.

(1) AFTALION : La théorie socialiste de l'exploitation dans les échanges et sa critique (*Revue d'Histoire économique et sociale*, 1922, p. 1).

(2) *Doctrines de Saint-Simon, exposition*, p. 255. Edition de Bouglé et Halévy.

(3) PROUDHON : *Qu'est-ce que la propriété?* Tome I des *Œuvres*, p. 122.

Le second aspect de la théorie est que l'exploitation se révèle dans tous les échanges. Le travailleur est lésé non seulement lors de la conclusion du contrat de travail, mais aussi comme consommateur, comme locataire, comme emprunteur, etc... La base de la spoliation est très générale; elle apparaît partout où se manifeste le privilège de l'appropriation individualiste. PROUDHON montre, en effet, que « la propriété est le veto mis sur la circulation par les détenteurs des capitaux... Pour faire lever ce veto, le consommateur producteur paie à la propriété un droit qui prend tour à tour les noms de rente, fermage, loyer, intérêt de l'argent, bénéfice, agio, escompte »(4). L'importance du droit de propriété, selon les Saint-Simoniens, « se fonde sur le privilège de lever une prime sur le travail d'autrui... prime représentée par l'intérêt et le fermage » (5).

Tels sont les deux fondements de la théorie, l'un repose sur une base juridique: le monopole de la propriété privée, l'autre a sa source dans les règles de l'échange. Il en résulte que les prolétaires sont réduits à la merci des capitalistes. Le travailleur est obligé de se soumettre à toutes les conditions du patron. « Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce qui se passe autour de nous pour reconnaître que l'ouvrier, sauf l'intensité, est exploité matériellement, intellectuellement et moralement, comme l'était autrefois l'esclave. Il est évident en effet, qu'il peut à peine subvenir par son travail, à ses propres besoins, et qu'il ne dépend pas de lui de travailler » (6). Le prix des services doit être suffisant pour assurer la subsistance actuelle de l'ouvrier et de sa

(4) PROUDHON: *Organisation du crédit*, p. 174.

(5) *Doctrines de Saint-Simon*, p. 247.

(6) *Id.*, p. 239.

famille, mais aussi sa subsistance future, c'est-à-dire la sécurité du lendemain (7); or, il n'en est rien actuellement. Le capitaliste paye chaque service individuel au-dessous de son prix. Le salaire du travailleur ne dépasse guère sa consommation courante et ne lui garantit pas la subsistance du lendemain. L'ouvrier ne perçoit pas tout ce qui lui revient, telle est la première source du revenu capitaliste.

Ce n'est pas l'unique spoliation du prolétaire dans le domaine de la production; il y a plus. Le capitaliste paye chaque travailleur comme s'il était seul. Or, la production du groupement des individus est supérieure à la somme des produits de chaque individu. Le patron s'approprie sans aucun droit la force spécifique du groupe: « Le capitaliste, dit-on, a payé les journées des ouvriers; pour être exact, il faut dire que le capitaliste a payé autant de fois une journée qu'il a employé d'ouvriers chaque jour, ce qui n'est point du tout la même chose » (8). Il n'a point payé la force immense qui résulte de l'union et de l'harmonie des travailleurs, de la convergence et de la simultanéité de leurs efforts. « Deux cents grenadiers ont, en quelques heures, dressé l'obélisque de Luqsor sur sa base; suppose-t-on qu'un seul homme, en deux cents jours, en serait venu à bout? Cependant au compte du capitaliste, la somme des salaires eût été la même » (9).

Dans un régime exempt de la propriété privée, le salaire devrait être le seul élément du coût de production. Les revenus capitalistes ne sont qu'un prélèvement illégitime; ils doivent disparaître. L'ensemble des prix

(7) PROUDHON: *Qu'est-ce que la propriété?* Tome 1, p. 95.

(8) PROUDHON: *Qu'est-ce que la propriété?* Tome 1, p. 94.

(9) *Idem.*

des marchandises et l'ensemble des salaires payés devraient constituer des grandeurs égales. Les revenus capitalistes ne se justifient par aucune création de valeur : « Le propriétaire qui exige une aubaine pour prix du service de son instrument, de la force productrice de sa terre, suppose un fait radicalement faux, savoir, que les capitaux produisent par eux-mêmes quelque chose ; et en se faisant payer ce produit imaginaire, il reçoit à la lettre, quelque chose pour rien » (10).

Pourquoi le travailleur ne peut-il pas racheter son produit ? C'est parce qu'il est grossi de l'intérêt prélevé par le capitaliste. Il en est ainsi dans tous les métiers sans exception. Pour que le maître réalise un bénéfice il faut qu'il gagne sur le travail de l'ouvrier. Les prolétaires ne peuvent racheter leurs produits puisqu'il leur faudrait payer leur propre travail plus cher qu'on ne leur en donne (11).

Il n'est point de compensation possible pour les non-possédants, ce sont eux finalement qui sont lésés. Leur spoliation est la source de tout le revenu capitaliste. Les Saint-Simoniens expriment cette idée en ces termes : « Aujourd'hui la masse entière des travailleurs est exploitée par les hommes dont elle utilise la propriété ;

(10) PROUDHON : *Qu'est-ce que la propriété ?* Tome 1, p. 132.

(11) « En France, 20 millions de travailleurs, répandus sur toutes les branches de la science, de l'art et de l'industrie, produisent toutes les choses utiles à la vie de l'homme ; la somme de leurs journées égale, chaque année, par hypothèse, 20 milliards ; mais, à cause du droit de propriété et de la multitude des aubaines, primes, dimes, intérêts, pots-de-vin, profits, fermages, loyers, rentes, bénéfices de toute nature et de toute couleur, les produits sont estimés par les propriétaires et patrons 25 milliards : qu'est-ce que cela veut dire ? Que les travailleurs, qui sont obligés de racheter ces mêmes produits pour vivre, doivent payer 5 ce qu'ils ont produit pour 4, ou jeûner de cinq jours l'un » (PROUDHON : *Qu'est-ce que la propriété*, tome 1, p. 149).

les chefs d'industrie eux-mêmes subissent cette exploitation dans leurs rapports avec les propriétaires, mais à un degré incomparablement plus faible; et à leur tour ils participent aux privilèges de l'exploitation qui retombe de tout son poids sur la classe ouvrière » (12).

Cette théorie de l'exploitation libérée de toute attache avec la notion de valeur a été méprisée par le socialisme scientifique, ou prétendu tel, de Karl MARX. Le grand penseur allemand expose cette théorie comme le corollaire de la valeur-travail. Mais après l'effondrement de la conception marxiste de la valeur, les socialistes n'ont pas renoncé à la théorie de l'exploitation et ils ont repris les développements des Saint-Simoniens et de PROUDHON que le marxisme voulait faire oublier. Ceux qui répudient la notion de valeur-travail, tout en voulant accorder à l'ouvrier l'intégralité du résultat de la production, font revivre de ses cendres la vieille théorie de l'exploitation dans les échanges. C'est ainsi que Georges RENARD dénonce la domination du capital sur le travail comme cause de l'exploitation et de l'asservissement de l'homme par l'homme: « L'ouvrier n'a qu'à mourir de faim ou à se laisser exploiter, puisque la loi actuelle autorise l'accaparement des moyens de production entre les mains de quelques privilégiés » (13).

(12) *Doctrine de Saint-Simon; exposition*, p. 239.

(13) G. RENARD: *Le régime socialiste*. Paris, Alcan, 1898, p. 49. Cf. p. 50: « Ah! cette domination du capital sur le travail! Cette mainmise de celui qui paie sur celui qui est payé. Cette dépendance et cet esclavage moral du salarié! Journaliste dont un financier achète la plume et le talent; employé que son employeur contraint de choisir entre son gagne-pain et ses convictions politiques ou religieuses; ouvrier qui est menacé de renvoi, s'il ne vote pas comme veut le patron..., voilà un engrenage de violences et d'hypocrisies où la dignité du pauvre est broyée comme sous une meule de pressoir. Caractères avilis, consciences faussées, échine courbées jusqu'à ne plus pouvoir se redresser, quels effets démoralisants de la puissance de leur misérable argent donne à ceux qui possèdent sur

Cette tentative est-elle probante ? Est-il exact que les revenus capitalistes sont prélevés sans aucun droit sur le travail des ouvriers ?

§ 2. — Valeur de la théorie

Cette théorie donne aux fondements du socialisme une base plus large que le marxisme. On ne se contente plus d'opposer les ouvriers au chefs d'entreprises, mais on dénonce toutes les spoliations dont souffrent les non-possédants comme travailleurs, consommateurs, locataires... C'est la reprise de la très vieille protestation des pauvres contre les riches qui n'a cessé de se manifester depuis les temps les plus reculés. Le socialisme ne se considère pas comme étant en présence d'un problème nouveau issu du régime industriel. Il vient renouer la chaîne avec le passé que le marxisme prétendra rompre. « Ce n'est pas une histoire nouvelle qui a commencé il y a un siècle ou deux. C'est une période nouvelle d'une très vieille histoire. L'exploitation résulte de la propriété privée et non des formes modernes de la production » (14).

Mais est-il exact que la propriété n'appartienne qu'à une poignée d'individus et qu'en elle repose l'exploitation ? M. AFTALION ne le croit pas. Ce prétendu monopole n'est pas loin de ressembler à une très large concurrence par la diffusion de la propriété qui est aux mains d'un nombre considérable d'individus. Le grand nombre des entreprises ne conduit pas à une raréfaction systé-

ceux qui ne possèdent rien. Vienne la quasi-égalité économique qui tuera cette exploitation et cet asservissement de l'homme par l'homme ! C'est au nom de la liberté humaine outrageusement violée qu'il faut appeler le régime socialiste ».

(14) A. AFTALION : *Les fondements du socialisme*, Rivière, 1925, p. 19.

matique des emplois qui contraint les ouvriers au chômage et provoque la baisse des salaires. De même le régime de la propriété privée ne provoque pas, en dehors des cas d'accaparement, une élévation du prix des denrées, en ne les vendant qu'avec parcimonie. « Et s'il en est ainsi, toute l'argumentation de la théorie étudiée ne s'en trouve-t-elle pas ruinée ?... L'exploitation n'apparaît-elle pas dès lors comme étant non pas la règle, mais l'exception ? » (15).

Peut-on prétendre sérieusement avec PROUDHON, que le chef d'entreprise ne paye pas la force collective de ses ouvriers ? Nullement. La réunion des travailleurs n'augmente pas de ce chef leur productivité. Pour cela, il faut une organisation qui est le fait de l'activité directoriale. Pour que la théorie proudhonienne soit exacte il faudrait que le seul fait de rapprochement des forces individuelles, sans organisation, soit productif, ce qui n'est pas ; et en second lieu il faudrait prouver que cette productivité du groupe n'est pas payée par l'entrepreneur, que le salaire reçu par le travailleur rémunère sa productivité individuelle et rien de plus. Or, PROUDHON ne démontre pas, il se contente d'affirmer.

Si cette théorie prétend attribuer à l'exploitation la totalité du revenu capitaliste c'est qu'elle proclame que tout le produit est dû au travail. C'est une vérité qui est donnée comme évidente. Sans le travail, la production s'arrête et le revenu capitaliste disparaît. Le travailleur a donc droit à la totalité du produit créé car, sans lui, rien n'est possible. Les revenus sans travail ne sont qu'une spoliation du prolétaire.

Mais on en pourrait en dire autant des deux autres facteurs de la production, le capital et la terre : sans eux

(15) *Id.*, p. 20.

aussi la fabrication s'arrête (16). En réalité le concours du travail, du capital et de la terre est indispensable à la production. Cependant quelque chose est à retenir de la théorie de l'exploitation dans les échanges, à savoir, comme le dit M. AFTALION, que « l'inégalité entre les individus prenant part aux échanges sur laquelle cette théorie appuie toutes ses déductions, si elle ne réussit pas à expliquer l'existence de tout le revenu capitaliste, est vraisemblablement la source de nombreuses exploitations » (17).

(16) « Il est vrai que sans le travail la production s'arrête. Mais ce serait là aussi l'effet de l'abstention des autres agents de la production. Sans la terre, aucune production n'est imaginable. Faudrait-il donc, par un renouvellement des doctrines physiocratiques, déclarer que toute la production est imputable à la terre? De même, sans le concours du capital, qu'obtiendrait le travail? Rien ou presque rien. La production serait presque nulle et le revenu ouvrier à peu près anéanti. Pourrait-on en conclure que tout ou presque tout est imputable au capital et que le salaire est un prélèvement sur le revenu du capital? » (AFTALION, *op. cit.*, p. 22).

(17) *Id.*, p. 24.

CHAPITRE II

LA DIFFUSION DE LA THEORIE MARXISTE DE LA PLUS-VALUE

La théorie marxiste repose sur la doctrine d'après laquelle le travail est la substance de la valeur. Comme toute chose a un prix égal au nombre d'heures de travail qu'elle a coûté, la force de travail de l'ouvrier équivaut donc au nombre d'heures de labeur, aujourd'hui assez réduit, qui suffisent à sa subsistance. Mais l'ouvrier peut travailler un nombre d'heures plus considérable. C'est le chef d'entreprise qui touche la valeur notablement plus grande que l'ouvrier incorpore dans le produit au cours de ses longues journées de labeur. Le prolétaire travaille donc non seulement pour lui, mais aussi pour le patron. C'est cet excédent dû à la tâche non payée qui est la source du revenu capitaliste. La clef de l'exploitation dont l'ouvrier est la victime doit être recherchée dans cette puissance que la force de travail a d'engendrer une valeur plus grande que sa propre valeur.

La théorie marxiste de la plus-value avait déjà été, non pas formulée, mais entrevue par Constantin PECQUEUR. Comme MARX, et avant lui, il adopte la théorie de la valeur-travail (1). Il parle également d'exploita-

(1) « Toute richesse vient du labeur » (PECQUEUR : *Théorie nouvelle d'économie sociale*, p. 512).

tion des ouvriers : « les sociétés, écrit PECQUEUR, sont divisées en deux classes : ceux qui vivent richement du travail d'autrui et ceux qui vivent pauvrement de leur propre travail » (2). Ou encore : « dans le grand acte de la création des richesses, des hommes substituent le travail d'autrui au leur, et s'enrichissent sans travailler. Il leur suffit d'avoir en possession la matière du travail » (3). Le patron paye l'ouvrier au minimum, sans dépasser « la nécessité la plus impérieuse, ce que coûte l'existence animale de l'ouvrier » (4). Les capitalistes abusent des forces des travailleurs et s'enrichissent à leur dépens. Tels sont les premiers jalons de la thèse de la plus-value. Mais ce n'est là qu'une amorce. Il convenait cependant de signaler que PECQUEUR, en cette matière, fut un précurseur français de MARX. La théorie marxiste a trouvé des échos en France non seulement parmi les disciples du grand penseur allemand, mais aussi parmi les socialistes qui ont adopté la théorie de la valeur-travail. C'est ce qu'il convient d'établir avant d'apprécier le bien fondé de la théorie.

*
* *

Le propagandiste le plus célèbre, le plus ardent de la pensée marxiste, celui qui, au lendemain de la Commune, s'est levé le premier pour secouer la classe ouvrière plongée dans la torpeur et dans la crainte, celui dont le puissant talent oratoire a, selon l'expression de JAURÈS,

(2) Cité d'après G. MARCY : *Constantin Pecqueur*, thèse Lille, 1934, p. 55.

(3) PECQUEUR : *Des améliorations matérielles dans leurs rapports avec la liberté*, 1839, p. 346.

(4) PECQUEUR : *Théorie nouvelle d'économie sociale et politique*, 1842, p. 436.

« électrisé les masses », est sans conteste Jules GUESDE. Propagandiste: ce terme en même temps qu'il dépeint l'homme, stigmatise sa doctrine. GUESDE est essentiellement un homme d'action; il ne s'apesantit pas longuement sur les ouvrages du Maître. Il fait la connaissance d'un socialiste allemand réfugié en France, Charles HIRSCH, qui est tout imprégné de l'œuvre de MARX, qui se tient en rapports continus avec la Social-Démocratie d'outre-Rhin et qui servira à GUESDE d'intermédiaire entre le premier noyau collectiviste français et le parti de BEBEL et de LIEBKNECHT (5). La pensée de GUESDE est le prisme où le rayon marxiste se réfracte et se projette à son tour, mêlé à un « indice » individuel, pour lui donner une couleur nouvelle. Le Guesdisme se ressent du caractère simpliste de toute propagande. On ne doit pas s'attendre à y trouver de longs et subtils développements théoriques: c'est un marxisme simplifié, schématisé, mis à la portée des masses ouvrières.

Selon GUESDE, l'évolution moderne de la production a irrémédiablement tracé une ligne de démarcation très nette entre deux classes: la classe capitaliste, maîtresse des moyens de production et la classe prolétarienne ne possédant rien et condamnée, pour vivre, à mettre en valeur, dans la mesure où on a besoin d'elle, ces moyens de production qui ne lui appartiennent pas. C'est cette séparation entre la propriété et l'instrument de travail, d'une part, et le travail ou la mise en valeur de l'instrument de travail, de l'autre qui a créé tout le problème social du XIX^e siècle.

Le travailleur est le seul créateur de toute la richesse. GUESDE adopte la théorie de la valeur-travail. Or, dans

(5) Cf. A. ZÉVAËS: *Jules Guesde*. Rivière, 1928, p. 37.

la société actuelle l'ouvrier ne reçoit qu'une rémunération lui permettant de ne pas mourir de faim et le capitaliste prélève sur son travail un revenu non justifié : « Le produit du travail ouvrier est partagé actuellement entre ceux qui ont collaboré à ce produit et ceux qui n'y ont pris aucune part, et c'est avec ce partage que nous voulons en finir » (6). Les deux idées essentielles de la théorie marxiste de la plus-value se retrouvent chez GUESDE. D'une part la théorie se donne comme la conséquence logique de la doctrine d'après laquelle c'est le travail qui est la substance de la valeur. La théorie de la plus-value a une base économique, elle s'appuie sur les lois de la valeur ; tandis que la théorie de l'exploitation dans les échanges a, nous l'avons vu, une base juridique, elle fait découler la spoliation du droit en vigueur, du régime de la propriété privée. D'autre part, d'après GUESDE, l'exploitation tient tout entière, dans l'achat de la force du travail, au cours du processus de la production alors que, d'après la thèse de l'exploitation dans les échanges, les non-possédants sont spoliés non seulement comme travailleurs, mais aussi comme consommateurs, comme locataires, etc...

La classe des capitalistes ne correspond à aucune utilité sociale : sans produire elle-même, sans fournir un travail personnel, elle voit toutes les richesses s'accumuler entre ses mains. Je voudrais qu'on m'indique en quoi les actionnaires d'un chemin de fer, par exemple, qui ne sont pas sans toucher des dividendes, ont collaboré sous une forme quelconque à la mise en valeur des voies ferrées, s'écrie GUESDE à la Chambre des députés, et il poursuit : « et vous oseriez soutenir contre nous, que

(6) J. GUESDE : Discours du 20 novembre 1894. « *Journal Officiel* », débats parlementaires, p. 1918.

des centaines de millions de dividende ainsi distribués chaque année aux plus oisifs des propriétaires ne représentent pas le travail d'autrui, ne sont pas un prélèvement sur le produit du travail des non-possédants, des serfs de la vie pour les appeler par leur nom ? » (7).

Les millions distribués annuellement aux actionnaires ne peuvent représenter autre chose que du travail non payé aux pauvres ouvriers. La misère et la servitude des producteurs de toute richesse, rançon d'une humanité ignorante et impuissante, doivent disparaître (8).

La théorie de l'exploitation présentée comme le corollaire de la valeur-travail n'a pas été seulement reprise par les marxistes mais aussi par d'autres socialistes français. C'est ainsi que JAURÈS dans son « *Organisation socialiste* » (9) donne son adhésion à cette théorie, sans y consacrer toutefois de longs développements, car il prend soin d'indiquer qu'il ne fait pas œuvre théorique (10). Seulement les quelques passages qu'il consacre à ce sujet sont d'une grande netteté.

Le tribun français constate qu'il peut exister des choses possédant de la valeur sans l'intervention d'aucun

(7) J. GUESDE: Discours du 16 juin 1896. « *Journal Officiel* », débats parlementaires, p. 967.

(8) Guesde déclarait à la séance de la Chambre des députés du 30 mars 1910: « Lorsque je suis venu au socialisme, tel que je l'ai conçu, tel que je l'ai pratiqué, tel que je l'ai répandu le plus possible, qu'ai-je dit aux travailleurs? que le socialisme consiste essentiellement à mettre fin au prélèvement opéré sur le produit du travail de chaque jour par le patronat, c'est-à-dire à laisser entre les mains du producteur la totalité de son produit. Je leur ai dit: C'est là le but suprême et c'est dans la société nouvelle, lorsque la propriété des moyens de production sera devenue commune, administrée par tous les travailleurs au bénéfice de tous les consommateurs, avec lesquels ils ne feront qu'un, que ce régime pourra fonctionner ».

(9) Jean JAURÈS: *Œuvres*, publiées par Max Bonnafous. Rieder, 1931, tome 3.

(10) *Id.*, tome 3, p. 364.

travail. Un produit naturel, le charbon par exemple, peut avoir une certaine qualité intrinsèque qui lui donne un surcroît de valeur sans être créé par le travail de personne. Mais JAURÈS glisse très rapidement sur cette constatation pour ce motif que : « ce surcroît de valeur indépendant du travail humain ne se rencontre guère qu'à l'état d'exception presque négligeable dans l'ensemble du travail industriel » (11). Selon lui la matière première emprunte le plus souvent toute sa valeur au travail humain qui y est incorporé ; c'est ainsi que la laine représente un travail de l'homme, puisque l'élevage des races perfectionnées suppose un long et délicat labeur.

« Aussi MARX, ayant déduit surtout sa théorie de la valeur de l'ordre industriel, qui est l'ordre dominant de la société capitaliste, a-t-il eu raison de constater que la valeur d'un produit était déterminée par la quantité de travail y contenue » (12). Ainsi JAURÈS, après quelques hésitations, adopte le fondement de la théorie marxiste de la plus-value.

Il situe également l'exploitation dans la seule opération de l'achat de la force de travail. Le capitaliste, à propos de chaque produit vendu, retient et détourne à son profit une part du travail que le salarié a incorporé à ce produit. Les travailleurs ne perçoivent pas toute la rémunération à laquelle ils ont droit. « Par exemple, sur douze heures de travail fournies par eux, il y en a sept seulement qui leur sont payées, et cinq sont retenues par le capitaliste pour le loyer du capital » (13).

(11) *Id.*, p. 366.

(12) Jean JAURÈS : *Œuvres*, tome 3, p. 366.

(13) *Id.*, p. 365.

*
**

La critique de la théorie de la valeur-travail, qui est la clef de voûte de tout l'édifice de la doctrine de l'exploitation, a été faite maintes et maintes fois. Aussi nous bornerons-nous seulement à quelques brèves remarques.

D'abord, il peut exister du travail sans valeur. Le fabricant dont les produits ne sont plus demandés par suite d'un caprice de la mode, a dépensé du travail et il n'a pas créé de valeur. Il en est de même, par exemple, du peintre qui ne trouve pas d'acquéreur pour ses tableaux. A l'inverse, il peut exister de la valeur sans travail. Les biens naturels, comme le sol, ont de la valeur sans avoir été produits. Même remarque quant aux objets rares : le croquis d'un artiste réputé peut avoir une valeur très grande. Enfin, dans les hypothèses où l'on rencontre à la fois de la valeur et du travail, il n'y a pas nécessairement proportionnalité entre l'un et l'autre. L'ouvrier qualifié fabrique dans le même temps qu'un manœuvre des produits qui ont une valeur plus grande. A cette objection MARX répond que le travail qualifié est simplement un multiple du travail simple. Cependant cela contredit la théorie de la valeur-travail, car dans ce cas la valeur n'est plus proportionnelle au temps du travail.

La théorie de la plus-value est d'ailleurs incapable d'expliquer ce fait d'observation très simple que dans chacune des entreprises, le profit tend à se proportionner au montant du capital investi, nullement à l'importance du personnel ouvrier engagé, nullement par suite à la somme de surtravail qu'impliquerait la théorie marxiste.

MARX d'ailleurs, dans le troisième volume du *Capital*, essaye désespérément de concilier sa doctrine avec les faits. Mais, prisonnier de son système, il n'a pas eu le courage de révoquer ouvertement sa doctrine. Tous les marxistes réformistes, ou peu s'en faut, ont abandonné la théorie de MARX.

TITRE II

Les conceptions de la rémunération idéale du travail

Une divergence très nette apparaît chez les adeptes du socialisme quant à la nécessité d'une intrusion dans le domaine de la société future. Le marxisme, en cette occurrence, occupe une position différente de celle prise par la majorité des socialistes. Karl MARX s'est toujours abstenu de décrire le régime nouveau. Dans le « *Capital* » il expose l'évolution historique des modes de production, pour montrer qu'elle doit fatalement aboutir à l'expropriation des détenteurs du capital, à la possession commune et à l'exploitation sociale de tous les moyens de production, y compris le sol. Mais il se refuse à aller plus loin dédaignant « de formuler des recettes pour les marmites de l'avenir » (1). C'est la caractéristique du socialisme « scientifique » de MARX.

Cette réserve s'explique par des raisons doctrinales. Le système collectiviste n'est pas une conception artificielle issue du cerveau d'un réformateur, un système fabriqué de toutes pièces comme le Phalanstère de FOURIER par exemple. La forme économique caractérisée

(1) Karl MARX : *Le Capital*, liv. I, trad. Roy, p. 342 et 349, Librairie du Progrès, 1875 .

par la possession commune des moyens de production est un régime qui plonge ses racines dans la vie sociale existante, et qui doit, par le jeu des forces immanentes, sortir des entrailles du régime capitaliste pour se substituer à lui. Les conditions matérielles déjà existantes ou en train de se constituer, élaborent elles-mêmes une forme sociale nouvelle. Comme le collectivisme de MARX n'est pas un modèle tout fait auquel la société doit s'adapter par un acte de sa volonté réfléchie, il est vain de tracer le plan de la cité future. Le monde nouveau sera un produit de l'histoire et non des volontés particulières. La maison se construit peu à peu. Quand elle sera achevée, c'est-à-dire quand le triomphe du socialisme aura été amené par la Révolution, la maison sera tout à coup visible et c'est en y pénétrant que les hommes la connaîtront.

Les marxistes français ont adopté la même attitude. Selon Gabriel DEVILLE, il faut se borner à étudier les conditions matérielles et à bien les connaître pour s'y adapter, sans « perdre son temps à régler les détails de l'organisation de la société future. A chaque époque sa tâche; n'ayons pas la présomption de réglementer l'avenir et contentons-nous de nous occuper du présent » (2).

Jules GUESDE s'exprime en ces termes: « Cette période (des utopies socialistes) est loin, heureusement! Les socialistes d'aujourd'hui se sont mis à l'école des faits; ils ne prophétisent pas, ils observent et concluent. M. DE MUN... nous a sommés de le transporter au sein du futur état de choses, et de faire fonctionner sous ses yeux la répartition du travail dans cette société de copropriétaires. Je ne lui donnerai pas cette satisfaction, ni mes

(2) DEVILLE: *Principes socialistes*, p. 38 et 39. Giard, 1898.

amis non plus. Les ouvriers n'en demandent pas autant... Nous nous bornons à constater que les produits du travail n'appartiendront, sans prélèvement, aux travailleurs, qu'autant qu'ils auront cessé d'être des prolétaires pour devenir des copropriétaires des moyens de production » (3). Les socialistes français qui sont les porte-parole de MARX, déclarent donc inutile et utopique de décrire la rémunération du travail dans la société idéale future.

Mais cette position reste isolée, sans écho, même chez les autres tenants du collectivisme. Constantin PÉCQUEUR ne dédaigne pas d'indiquer les principes de la rémunération idéale du travail. Il en est de même chez Jean JAURÈS et Georges RENARD. « A ceux qui nous demandent : que serons-nous demain ? nous devons une réponse », écrit JAURÈS. Selon lui toute propagande a pour but de hâter l'évolution des choses par l'évolution des esprits qui sont aussi des forces. C'est diminuer et obscurcir l'histoire que repousser dédaigneusement la raison qui, par sa curiosité anxieuse, veut en pressentir et en éclairer les voies. Mais il ne s'agit pas cependant de construire une utopie et de s'attarder « à écouter, dans une sorte d'hallucination d'avenir, le tic-tac menu d'une société idéale réglée comme un mécanisme d'horlogerie ! » (4). Georges RENARD, de son côté, déclare modestement que l'organisation dont il essaye de construire la charpente, n'a point la prétention d'être parfaite ; on peut l'amender de mille manières. Elle n'est qu'un essai d'approximation vers un maximum de justice et d'utilité sociales. La constatation d'un défaut de

(3) J. GUESDE : Discours du 16 juin 1896. « *Journal Officiel* », débats parlementaires, Chambre des députés, p. 967, col 1, et p. 968, col. 2.

(4) JAURÈS : *Œuvres*, p. 353. Rieder, 1931.

structure n'atteindrait nullement la base sur laquelle l'édifice doit s'élever : la conséquence serait qu'il faut chercher un meilleur agencement des matériaux. La vapeur commença par faire éclater des chaudières avant de mettre en branle des locomotives (5).

Constantin PECQUEUR, Jean JAURÈS, Georges RENARD illustreront le chapitre consacré au salaire idéal chez les collectivistes français. Mais auparavant, pour suivre l'évolution de la pensée socialiste, il conviendra d'étudier d'abord les Saint-Simoniens qui, dans leur doctrine organisatrice, ne négligent pas la question de la rémunération du travail, et surtout PROUDHON qui, à raison de la munificence de sa dialectique, sera l'objet d'une assez longue analyse sur la façon dont il organise le droit au produit intégral du travail.

C'est pourquoi nous examinerons :

— dans un Chapitre Premier : *Le salaire et la doctrine organisatrice des Saint-Simoniens*;

— dans un Chapitre II : PROUDHON *et le droit au produit intégral du travail*;

— dans un Chapitre III : *La rémunération idéale du travail chez les collectivistes français*.

(5) « Si l'on me demande à quoi est utile cette esquisse d'une société qui, tout en ayant des racines dans la société actuelle, s'élève au-dessus d'elle et est ainsi à demi idéale, je répondrai que, montrer l'idéal, c'est d'abord créer une tendance à le réaliser ; que c'est ensuite fournir à ceux dont la poussière du combat peut troubler et gêner la vision le seul moyen pratique de discerner si telle ou telle mesure proposée est bien orientée dans le sens de l'avenir. Chaque fois qu'une société fait un pas, on ne peut juger si c'est un recul ou un progrès, sans regarder à l'horizon le point où elle doit aboutir. Pour savoir si l'on est dans le bon chemin, il faut savoir où l'on veut aller » (G. RENARD : *Le régime socialiste*. Paris, 1898, 2^e éd., p. 186).

CHAPITRE PREMIER

LE SALAIRE ET LA DOCTRINE ORGANISATRICE DES SAINT-SIMONIENS

C'est à l'école saint-simonienne que revient l'honneur d'avoir tiré de la pensée du Maître des conclusions rationnelles. Les disciples ont résumé la doctrine de SAINT-SIMON dans la formule célèbre : « à chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres ». Ils se sont efforcés, avec un esprit déductif remarquable, de bâtir un système économique en harmonie avec ce principe tutélaire.

Qu'il s'agisse de production ou de répartition, les Saint-Simoniens en arrivent toujours à une transformation de la propriété qui est un obstacle permanent à la réforme qui doit régénérer les rapports économiques. Au point de vue de la production, de l'utilité économique, le système successoral est vicieux : la propriété est répartie au hasard des naissances, le chef d'entreprise n'est pas nécessairement compétent pour diriger son industrie. Il convient d'abolir l'héritage (1). Alors seulement chacun pourra être placé au poste exact que lui assigne sa capacité. L'Etat répartira les biens à ceux qui méritent de les détenir.

(1) « Nous voulons l'abolition de tous les privilèges héréditaires, sans exception » (*Le Globe* du 9 février 1830, p. 157).

Les Saint-Simoniens tirent aussi du principe de la rétribution selon ses œuvres cette conséquence que la propriété, dans sa forme actuelle, doit être remplacée par d'autres institutions parce que, comme nous l'avons vu, elle permet l'exploitation de la classe qui travaille par les possesseurs oisifs de la terre et des capitaux (2). Ils réclament la suppression des revenus sans travail, de l'intérêt en particulier : « Nous voulons, ceci est clair, la suppression graduelle de tous les tributs que le travail paye à l'oisiveté sous les noms divers de fermages des terres, loyer des usines et des capitaux » (3). La propriété constitue un dernier privilège, celui de lever une prime sur le travail d'autrui. C'est une « exploitation de l'homme par l'homme » (4) d'autant plus odieuse qu'elle est perpétuelle grâce à l'héritage. Si les Saint-Simoniens ne mentionnent pas d'une façon expresse le droit au

(2) « Si... l'humanité s'achemine vers un état où tous les individus seront classés en raison de leur capacité et rétribués selon leurs œuvres, il est évident que la propriété, telle qu'elle existe, doit être abolie, puisqu'en donnant à une certaine classe d'hommes la faculté de vivre du travail des autres et dans une complète oisiveté, elle entretient l'exploitation d'une partie de la population la plus utile, celle qui travaille et produit, au profit de celle qui ne sait que détruire » (*Doctrine de Saint-Simon, Exposition, 1828-1829, 7^e séance, 11 mars 1829, p. 255*).

(3) *Le Globe*, 9 février 1830, p. 157.

(4) « L'exploitation de l'homme par l'homme doit disparaître ; la constitution de la propriété, par laquelle ce fait est perpétué, doit donc disparaître aussi » (*Doctrine*, p. 245). Cette exploitation de l'homme par l'homme est différente selon Sismondi, les Saint-Simoniens ou Marx. Sismondi admet la propriété privée. Pour lui, la spoliation n'est qu'un abus, quand le salaire ne permet pas à l'ouvrier de vivre, et non un vice organique tenant à la nature de notre régime économique. L'exploitation n'est qu'une situation exceptionnelle. Chez les Saint-Simoniens, la spoliation est une tare organique dérivant de la propriété privée. Par contre, le profit leur paraît légitime, c'est le salaire du travail de direction. Pour Marx et les marxistes, l'exploitation est un vice inhérent au régime capitaliste, mais elle vient de l'achat de la force de travail et non de la propriété privée. L'ouvrier crée toute la valeur, l'intérêt, la rente et le profit doivent disparaître.

produit intégral du travail, les conséquences que ce droit renferme en lui-même sont exprimées avec la clarté la plus grande. La base de l'idée-force du socialisme marxiste : assurer au travailleurs l'intégralité du résultat de la production, se trouve déjà incluse dans les écrits des Saint-Simoniens.

Les principes directeurs de l'organisation future se résument en une transformation radicale de la propriété. Quand les droits successoraux auront disparu, en un mot quand la propriété privée elle-même sera supprimée, l'intérêt et la rente cesseront d'exister. La répartition des revenus sera très simple : tout citoyen sera un fonctionnaire, rétribué par l'Etat, dont le traitement constituera le seul revenu.

§ 1. — Le principe de la rémunération

Les hommes étant inégalement doués sont placés, suivant leurs capacités, aux différents degrés de la hiérarchie industrielle ; les services qu'ils rendent à la société sont, par conséquent, d'importance très diverse. La rétribution, pour être juste, doit être proportionnelle au mérite de chaque fonctionnaire, car ce mérite est mesuré par les services qu'il rend (5). L'Etat donnera à chaque travailleur un salaire proportionné à l'importance de sa fonction : chaque membre de la société

(5) Les Saint-Simoniens repoussent le système de rémunération selon l'égalité pour deux motifs. Si toutes les parts sont égales, le principe d'émulation est anéanti car « l'oisif est aussi avantageusement doté que l'homme laborieux ». L'équilibre d'ailleurs serait rompu à tout instant, « l'inégalité tendrait incessamment à se rétablir et se rétablirait sans cesse, ce qui nécessiterait à tout moment un renouvellement du partage ». De plus, le système de l'égalité ne ferait que consacrer un privilège pour les classes les moins laborieuses en leur donnant la même part qu'aux plus laborieuses. (Cf. *Doctrine de Saint-Simon*, p. 248).

future sera véritablement le fils de ses œuvres. Les Saint-Simoniens se basent, en un mot, sur l'inégalité naturelle des hommes ; mais ils repoussent l'inégalité artificielle, résultant des avantages de la naissance et de l'hérédité. Les salaires seront inégaux. Ce qui est, en effet, critiquable, dans la société individualiste, c'est non pas de faire les uns riches et les autres pauvres, mais de rétribuer l'oisiveté au même titre, sinon plus que le travail.

Comment les Saint-Simoniens justifient cette inégalité de rétribution ? Le fonctionnaire, selon la position qu'il occupe dans la hiérarchie grâce à son mérite, contracte des habitudes et des besoins propres, dont la satisfaction peut être considérée comme une condition nécessaire à l'accomplissement de cette fonction, c'est-à-dire à l'utilisation maxima de la capacité de ce fonctionnaire (6). La formule : « à chaque capacité selon ses œuvres » se rapproche étrangement de cette autre : « à chaque capacité selon ses besoins » (7).

(6) « Les différences de positions dans l'atelier social, entre les producteurs, amènent des différences d'habitudes quant aux besoins et fait naître une ligne de démarcation nécessairement valable entre les besoins des travailleurs inégalement placés dans la hiérarchie industrielle ». (Olinde RODRIGUES : *Le Producteur*, vol. 1, p. 194).

(7) Les apôtres ne croient pas que l'inégalité des conditions doive toujours être nécessaire. Leur intime conviction, exprimée très rarement pour ne pas éveiller des espérances pour l'instant chimériques, est que l'égalité complète, impossible au début, sera réalisée dans un avenir lointain. La société saint-simonienne sera devenue tout à fait communiste, puisque chacun sera pourvu également, c'est-à-dire suivant ses besoins. « Ainsi nous parviendrons d'autant plus vite à l'égalité absolue que l'inégalité relative aura été plus fortement constituée, c'est-à-dire que les inégalités auront été mieux classées, selon leur virtualité, de manière à s'effacer graduellement dans une perfection commune » (*L'Organisateur*, 1^{er} juillet 1830). Cf. André JEAN : *Le principe Saint-Simonien* : « A chacun selon sa capacité ; à chaque capacité selon ses œuvres ». Thèse de droit, Paris, 1911, p. 72.

L'opulence, le faste même sont réservés aux plus hautes fonctions. Cela est parfaitement juste. Mais ceux qui sont au bas de l'échelle sociale? Malgré le faible traitement qu'ils recevront, déclarent les Saint-Simoniens, ils seront mieux rémunérés qu'actuellement (8). Olinde RODRIGUES fait valoir que les citoyens les plus humbles ne seront pas définitivement privés des jouissances supérieures. Un tempérament d'ordre économique (9) viendra atténuer la grande inégalité: « Quand de nouveaux besoins, résultats du progrès de toutes les facultés humaines, s'introduisent dans la société, ils sont d'abord éprouvés par les chefs de la production, placés en quelque sorte à l'avant-garde du mouvement général, puis ils descendent successivement, avec le temps, aux derniers rangs de la classe ouvrière, qui, jusque-là, les traite de besoins factices » (10). En outre, et les Saint-Simoniens se bornent à le signaler, les individus supérieurs donneront toujours aux inférieurs plus qu'ils n'en recevront, cela par bonté d'âme! Un tempérament d'ordre sentimental s'allie au tempérament d'ordre économique. Mais on ne voit plus alors de raison de maintenir l'inégalité des traitements, si le sentiment intervient pour les égaliser.

M. HALÉVY montre que la rétribution inégale est en désaccord avec l'esprit de la doctrine « qui prévoit la suppression de tous les antagonismes et la réalisation

(8) L'homme incapable recevra une rémunération proportionnelle à ses besoins et aux habitudes des hommes qui se trouvent dans la même sphère sociale que lui. L'essentiel est que tous reçoivent une bonne rétribution ». (*L'Organisateur*, 11 juin 1831).

(9) Cf. André JEAN: *Le principe Saint-Simonien*: « A chacun selon sa capacité; à chaque capacité selon ses œuvres ». Thèse de droit, Paris, 1911, p. 63 à 72.

(10) *Le Producteur*; tome 1, p. 195.

d'une association universelle où tous seront également heureux, en accomplissant des fonctions non pas inégales mais différentes » (11). La réciprocité des affections ne doit-elle pas se traduire, sous forme matérielle, par l'égalité des traitements ? (12).

Pourquoi les Saint-Simoniens défendent le principe de la rétribution selon les œuvres, qui est en contradiction avec tout le reste du système ? La raison en est simple. Il faut encourager la production, stimuler le labeur de l'homme. La propriété et l'héritage étant abolis, il faut un autre aiguillon pour remplacer celui qui incitait le travailleur à acquérir pour transmettre. Il y a bien les sentiments altruistes vivifiés par la religion nouvelle qui occupe dans la doctrine une grande importance. Mais les Saint-Simoniens sentent que jamais l'individu ne s'imposera le maximum d'efforts sans y être déterminé par l'espoir égoïste d'un gain personnel. Le véritable stimulant c'est la rétribution inégale.

Pour monter en grade et augmenter son traitement, le fonctionnaire cherchera, en remplissant ponctuelle-

(11) E. HALÉVY : La doctrine économique des Saint-Simoniens. (*Revue du mois*, juillet 1908, p. 68).

(12) Les apôtres Saint-Simoniens le sentent si bien que, dans l'organisation de leur Eglise, ils se refusent, eux, les futurs chefs spirituels de la société réformée, à réclamer la supériorité de traitement à laquelle leur théorie de la répartition leur donnait droit. En attendant le jour où l'organisation sociale sera achevée, les Saint-Simoniens pratiquent provisoirement une sorte de communisme sentimental. « La seule rétribution que nous connaissions, déclare Stéphane Flachet, c'est la place que nous occupons dans la hiérarchie, c'est celle que nous occupons dans le cœur de notre père suprême » (*Enseignement des ouvriers*, p. 7). Et Isaac Péreire : « Chez nous, actuellement, la différence de rangs est marquée surtout par l'amour et le respect que le supérieur obtient par ses travaux de ceux qui sont placés au-dessous de lui dans la hiérarchie » (*Leçons sur l'Industrie*, 1832, p. 34). Cf. HALÉVY, op. cit., p. 60 et *Doctrine de Saint-Simon : exposition*, 6^e séance, p. 249, note 141, par Bouglé et Halévy.

ment sa tâche, à se faire remarquer par ses supérieurs et l'accroissement de produits qui en sera la conséquence, augmentera le bien-être de tous. L'émulation viendra de la concurrence entre tous les travailleurs.

La rétribution selon les œuvres permet encore aux apôtres d'écarter cette objection qui leur fut souvent opposée, et qui s'adresse d'ailleurs à toute organisation collectiviste : les hommes accepteront-ils d'effectuer les travaux les plus humbles de la société ? Oui, parce que, d'abord les progrès de la science font que, de plus en plus, ces travaux seront accomplis par les forces de la nature et non plus par les hommes. Puis, les fonctions inférieures seront un apprentissage, un noviciat obligatoire avant de s'élever à un grade supérieur (13).

§ 2. — L'application du principe

Les Saint-Simoniens, après avoir posé le principe de la rétribution, s'efforcent d'indiquer les modalités pratiques de son application. L'Etat futur devra assumer la fonction écrasante de régler scientifiquement la production et la répartition des richesses, conformément au double principe d'utilité et de justice. Pour ce faire les Saint-Simoniens réclament la création d'une banque centrale (14) commanditaire de l'industrie (15), desser-

(13) « Dans l'avenir, les fonctions inférieures, dans quelque ordre de travaux qu'on les considère, seront toujours un noviciat et un apprentissage, par lequel on devra nécessairement passer pour s'élever à un grade supérieur » (TRANSON : *Le Globe*, 27 juin 1831).

(14) Tandis que la féodalité financière était, selon Fourier, le suprême scandale du régime de la concurrence, les Saint-Simoniens considèrent les banquiers comme acheminant directement le genre humain vers ce qu'ils appellent le « régime social ».

(15) L'Etat lui fournira un capital. Pour l'obtenir, les Saint-Simoniens demandent l'application immédiate de deux mesures : la suppression des successions en ligne collatérales et l'établissement d'un impôt progressif

vie par des banques de plus en plus spéciales jusqu'aux dernières localités. A cette banque supérieure « convergeraient tous les besoins » de la même banque « divergeraient tous les efforts ». Les banques générales ne livreraient aux localités « des crédits » c'est-à-dire des instruments de travail, qu'après avoir « balancé les opérations diverses en raison des besoins de chaque localité et de chaque branche d'industrie » (16).

Dans la société saint-simonienne, la distribution des produits se fera par l'Etat, comme celle des fonds. L'Etat sera le seul commerçant comme le seul industriel. La répartition se fera sans le secours des signes monétaires (17). Les revenus seront distribués en nature selon la règle fixée par les gouvernants de l'industrie qui auront déterminé les besoins de tous les individus. Ces besoins, pour chaque catégorie sociale sont destinés, pensent les Saint-Simoniens, à varier très peu (18). Ceci peut, à la rigueur, se concevoir pour les produits nécessaires à la vie. Mais pour les produits de luxe, les objets

sur les successions en ligne directe. L'Etat aura ainsi rapidement des sommes considérables et qui augmentront régulièrement chaque année. (Notons que les Saint-Simoniens, dans leur plan futur, veulent supprimer les impôts et faire appel aux emprunts).

Le crédit est devenu gratuit. Le capital dont chacun a besoin lui est prêté par les banquiers qui président à l'organisation industrielle, selon son crédit ou encore « en raison de sa capacité ». Il n'est plus nécessaire de payer une dime aux oisifs pour obtenir leur confiance et l'avance de leurs capitaux ; il suffit de présenter des garanties personnelles et de payer une prime d'assurance contre les accidents.

(16) *Doctrine de Saint-Simon, Exposition*, p. 273.

(17) Dans la société future, les hommes ne seront plus isolés mais associés ; un certain nombre d'entre eux sera chargé de « distribuer tous les produits qui forment le fonds de la production et de la consommation » ; la vente et l'achat étant supprimés, « il n'y aura plus lieu à s'occuper de la valeur, ni même d'un signe quelconque pour la représenter, la monnaie d'or et d'argent sera sans objet » (*Le Globe*, 9 sept. 1831).

(18) *Le Globe*, 10 sept. 1831.

d'art dont la consommation dépend de la fonction de chacun?

Peut-il, y avoir pour eux, un partage officiel et réglementé? Renoncera-t-on à ce qui est l'un des charmes de la vie, au choix de ce qui plaît, de ce qui orne, de ce qui réjouit les yeux? Les Saint-Simoniens qui prêchaient la réhabilitation de la chair, ne pouvaient se désintéresser du luxe féminin. Ils avaient le sens trop pratique et le goût trop mondain pour éluder ce problème. Le Saint-Simonisme tenait précisément à se distinguer du communisme antique par sa prédilection pour le beau, l'art, le plaisir des sens. Aussi proposent-ils, pour les produits de luxe, un autre système. Ils laissent une place au choix libre et individuel. Chacun, selon ses mérites et ses œuvres, aura un crédit ouvert dans un magasin de luxe. Dans la mesure de ce crédit, l'individu en question achètera ce qui lui plaira (19).

Qui sera chargé de la fonction redoutable d'apprécier chacun suivant ses œuvres et de rétribuer selon les mérites? Ce sont les « hommes généraux » c'est-à-dire les savants, les financiers, les économistes choisis, parmi les hommes les plus capables composant le comité de direction des banques. Si l'erreur est inhérente à l'imperfection humaine, il faut convenir cependant, estiment les Saint-Simoniens « que des capacités supérieures, placées à un point de vue général, dégagées des entraves de la spécialité, doivent offrir... le moins de chances possibles d'erreur » (20).

(19) Cf. Paul JANET : *Saint-Simon et le Saint-Simonisme*. Paris, 1878, p. 104 et 105. Il en est de même pour la nourriture, et chacun, en raison de ses goûts et de ses besoins, choisira, sur une liste faite d'avance, comme on choisit aujourd'hui, dans les restaurants à prix fixe.

(20) *Doctrine de Saint-Simon; Exposition*, p. 377.

Le chef suprême de l'organisation économique sera « celui qui aime le plus la destinée sociale ». C'est lui qui aura l'autorité, qui classera les hommes en dernier lieu, suivant les capacités, qui appréciera et rétribuera leurs œuvres.

*
* *

Un tel système de rétribution se heurte à des impossibilités nombreuses. L'organisme économique pourra-t-il fonctionner sans qu'intervienne l'idée même de valeur? Sur quelles bases le gouvernement central établira-t-il sa production suivant les articles sans savoir à que prix cette production lui reviendra?

De plus, quelle que soit la capacité de celui qui sera le chef de l'organisation économique, il est à présumer qu'il aura ses faiblesses. En supposant même qu'il soit assez fort contre lui-même, contre ses passions, il faudrait qu'il eût une intelligence comme il n'en fut jamais, une activité qui tienne du prodige pour remplir le rôle qui lui serait confié. Rôle écrasant, en vérité que celui qui consisterait à assigner à chacun sa place, à prévoir les besoins les plus divers, à coordonner entre elles la production et la consommation, à se faire l'arbitre des intérêts les plus opposés, à apprécier les mérites individuels et à fixer les récompenses? Une telle conception ne sera et ne pourra jamais être qu'un rêve (21).

(21) Cf. *La critique de l'organisation économique actuelle et les projets de reconstruction sociale chez les Saint-Simoniens* (TEYSSANDIER: thèse de droit, Poitiers, 1911, p. 71).

CHAPITRE II

PROUDHON ET LE DROIT AU PRODUIT

INTEGRAL DU TRAVAIL

PROUDHON a lui aussi accepté le principe que tout revenu sans travail est une injustice commise à l'égard des prolétaires. Le droit des ouvriers au produit intégral du travail est plus clairement exprimé chez lui que chez les Saint-Simoniens. Il estime que « le travailleur conserve, même après avoir reçu son salaire, un droit naturel de propriété sur la chose qu'il a produite » (1).

A. MENDER (2), sans s'arrêter aux expressions peu juridiques de cette citation, reconnaît que déjà dans son premier mémoire sur la propriété, PROUDHON a énoncé le droit de l'ouvrier à l'intégralité du résultat de la production. En France, il fut le premier à exposer cette doctrine au nom des principes scientifiques (3).

(1) PROUDHON : *Qu'est-ce que la propriété. Premier mémoire*. Tome I, p. 91.

(2) A. MENDER : *Le droit au produit intégral du travail*. Paris, 1900, p. 103.

(3) « Les Saint-Simoniens en avaient affirmé la justice (du droit au produit intégral du travail) plus qu'ils ne l'avaient prouvée. Du moins la démonstration, si elle était esquissée restait noyée dans un fatras sentimental où la Foi aveugle, plus que la raison, était sollicitée à tenter une rénovation sociale » (Léon POLIER : Thèse de droit, Toulouse, 1903, p. 241, *L'idée du juste salaire*).

Proudhon réagit de toutes ses forces contre ce courant mystique qui emportait tout le socialisme français avec Cabet, Fourier et Pierre Leroux. « L'économie politique a pris pour guide la raison de préférence au senti-

Cependant un esprit distingué M. BERTHOD (4) soutient au contraire que PROUDHON, dans cet ouvrage, a réfuté les doctrines qui prétendent donner à l'ouvrier l'intégralité de son produit. Il fonde cette assertion sur le passage suivant : « La division et la simultanéité du travail multiplient la variété et la quantité des produits, la spécialité des fonctions augmente la quantité des choses consommables... Or, ce fait incontestable et incontesté de la participation générale à chaque espèce de produit, a pour résultat de rendre communes toutes les productions particulières, de sorte que chaque produit sortant des mains des producteurs se trouve d'avance frappé d'hypothèque par la Société » (5). Ce n'est que plus tard que PROUDHON se serait rapproché de plus en plus du droit au produit intégral du travail. La citation faite par M. BERTHOD est-elle décisive pour soutenir cette affirmation ? Nous ne le croyons pas. PROUDHON montre, dans le texte qui renferme ce passage, que la division du travail fait que « toutes les productions se servent réciproquement de fin et de moyen » qu'une « action hypothécaire est acquise au producteur contre tous, de même qu'elle est donnée à tous contre lui ». Par là le socialiste franc-comtois indique seulement que la division du travail crée l'interdépendance entre tous les hommes. Il ne développe qu'un truisme, qu'un lieu commun et nous ne pensons pas que le passage cité par M. BERTHOD ait la portée que lui attribue cet auteur.

L'opinion de A. Menger nous paraît, au contraire

ment » (PROUDHON : *De la création de l'ordre dans l'Humanité*. Tome 3 des œuvres complètes. Paris, Lacroix 1873, p. 237).

(4) *Proudhon et notre temps*. A. BERTHOD : La philosophie du travail et l'école, p. 58. Paris, 1920.

(5) PROUDHON : *Qu'est-ce que la propriété ?* Tome 1, p. 119.

exacte, et nous étayons notre conviction sur ce fait, à notre avis décisif, que c'est précisément dans ce premier pamphlet sur la propriété que PROUDHON dénonce l'illégitimité des revenus sans travail, qu'il émet sa théorie de l'exploitation dans les échanges, analysée plus haut. Il n'a pas, à quelques pages d'intervalle, condamné et admis tour à tour les revenus sans travail. PROUDHON ne peut pas être taxé d'incohérence. Dès son premier mémoire notre auteur s'avère définitivement le champion du droit au produit intégral du travail.

Mais la réalisation pratique de cette idée revêt des formes différentes selon les époques de la vie du Maître. Ce n'est qu'une des applications de l'évolution de sa pensée dominée par deux idées maîtresses : l'égalité et la liberté. Dans ses premiers écrits prédomine le souci d'égalité, puis il finit par préférer la liberté quand elle est inconciliable avec l'égalité. Cette oscillation se manifeste dans la théorie du salaire. PROUDHON réclame d'abord l'égalité des appointements tandis que la prépondérance de la liberté le conduit à une seconde conception, l'égalité du salaire et du produit. Ce sont ces deux aspects successifs qui forment la division naturelle de ce chapitre.

§ 1. — L'égalité des salaires entre eux

Comment soutenir une telle opinion sans méconnaître la nature même des choses ? Les inégalités naturelles entre les hommes, leur puissance d'entendement, leur habileté manuelle plus ou moins grande ne sont-elles pas des données contre lesquelles aucune force ne peut rien ? Est-il juste que celui qui s'est imposé un apprentissage long et dispendieux afin d'exercer une profession dif-

ficile touche une rémunération identique à celle d'un ouvrier non spécialisé?

PROUDHON, malgré les inégalités naturelles ou acquises, entreprend cependant de justifier l'égalité des salaires. Il convient d'exposer la pensée proudhonienne et d'en examiner la valeur..

A) EXPOSÉ DE LA CONCEPTION PROUDHONNIENNE

Pour établir l'égalité des salaires une double démonstration s'impose. PROUDHON ne s'y dérobe pas. Dans une même fonction il faut prouver que tous les travailleurs sont égaux entre eux, puis il faut établir que toutes les fonctions sont égales entre elles. Cette double assertion est nécessaire et suffisante. Si ces deux propositions pouvaient être établies, il est évident que la démonstration serait, en tous points impeccable.

a) *Dans une même fonction tous les travailleurs sont égaux entre eux*

Une telle affirmation paraît paradoxale. Il n'en est rien cependant, d'après PROUDHON. A la faveur de la division du travail toujours plus poussée, la tâche laissée à chacun est plus réduite « il s'en suit que l'inégalité naturelle se neutralise » (6) à mesure que l'ouvrage devient de moins en moins difficile à accomplir. La simplification du travail grâce à sa division en parcelles multiples confiées à des hommes différents aboutit à ce qu'un ouvrier, même médiocre, peut exécuter la tâche qui lui est assignée aussi bien qu'un travailleur plus adroit. A mesure que la facilité du tra-

(6) PROUDHON : *Qu'est-ce que la propriété?* Tome I, p. 100.

vail augmente, l'habileté nécessaire pour l'accomplir devient de moins en moins grande. Les deux données sont en raison inverse l'une de l'autre (7).

Mais comment concilier l'égalité des salaires avec le droit au produit intégral du travail ? Si celui qui s'applique plus longtemps n'est pas plus rétribué que celui qui travail moins, il ne profitera pas de l'intégralité de sa production. PROUDHON élude l'objection en fixant la « tâche sociale journalière » à effectuer pour avoir droit à la rémunération totale (8). Il y aura égalité des salaires quand une même quantité de travail sera accomplie quelque soit le temps mis pour effectuer (9). Le droit du travailleur à l'intégralité du résultat de la production est sauvegardé mais au prix d'un strict contrôle de l'ouvrage accompli : « supposons que cette tâche journalière, évaluée en labour, sarclage, moisson, etc., soit de deux décamètres carrés, et que la moyenne de temps nécessaire pour s'en acquitter soit de sept heures : tel travailleur aura fini en six heures, tel autre en huit heures seulement ; le plus grand nombre en emploiera sept : mais pourvu que chacun fournisse la quantité de travail demandé, quel que soit le temps qu'il y emploie, il a droit à l'égalité de salaire » (10).

(7) « La terre, en égard à la force productive de ses habitants et à leur puissance de multiplication, est très bornée ; de plus, par l'immense variété des produits et l'extrême division du travail, la tâche sociale est facile à remplir ; or, par cette limitation des choses productibles et par la facilité de les produire, la loi d'égalité absolue nous est donnée » (*Id.*, p. 101).

(8) L'idée proudhonienne d'égalité des salaires est toute différente de celle de Louis Blanc qui se contentait de demander une rétribution identique pour tous sans préciser le travail nécessaire à accomplir pour y avoir droit.

(9) « Pour tous la carrière est la même, ni trop longue ni trop difficile : quiconque la fournit trouve sa récompense au but ; il n'est pas nécessaire d'arriver le premier » (PROUDHON, *id.*, tome I, p. 101).

(10) PROUDHON, *id.*, tome I, p. 100-101.

PROUDHON demande que l'ouvrage journalier de chacun soit strictement délimité afin que la réunion de tous les labeurs des ouvriers corresponde exactement à la somme du travail nécessaire à effectuer. La quantité limitée de la matière exploitable exige de diviser le travail par le nombre des travailleurs. Si un ouvrier plus fort ou plus actif effectue sa tâche dans un temps moindre que la moyenne, il n'a pas le droit de continuer à travailler car il empiéterait sur le labeur d'autrui; il le priverait d'une partie de son salaire et partant de son pain: « que celui qui finit avant les autres se repose, s'il veut; qu'il se livre, pour l'entretien de ses forces et de la culture de son esprit, pour l'agrément de sa vie, à des exercices et à des travaux utiles; il le peut sans nuire à personne: mais qu'il garde ses services intéressés... le produit de chacun est limité par le droit de tous » (11).

La conséquence logique de tout ce système est la condamnation du travail aux pièces, car la quantité de choses productibles est limitée. Il faut suivre l'exemple pratiqué dans l'imprimerie où chacun est libre de déployer toute son ardeur pour gagner selon son activité uniquement lorsque le travail est abondant; mais si l'ouvrage commence à devenir rare « compositeurs et pressiers se partagent le labeur; tout accapareur est détesté à l'égal d'un voleur et d'un traître » (12).

S'il se trouve des gens qui ne veulent faire que la moitié de leur tâche, c'est, répond PROUDHON, qu'appa-

(11) *Id.*, p. 101. Même si l'étendue du sol était infinie, ajoute Proudhon, et la quantité de matières à exploiter inépuisable, on ne pourrait pas encore utiliser cette maxime: « A chacun selon son travail », parce que la société « quel que soit le nombre des sujets qui la composent, ne peut leur donner à tous que le même salaire, puisqu'elle ne les paye qu'avec leurs propres produits ».

(12) Proudhon, ancien ouvrier typographe, est particulièrement qualifié pour nous l'apprendre.

remment la moitié du salaire leur suffit. Dans ce sens il est juste d'appliquer le proverbe. « À chacun selon ses œuvres » ; c'est la loi de l'égalité même : « rétribués selon le travail qu'ils auront fourni, de quoi se plaindraient-ils ? et quel tort feront-ils aux autres ? »

Le socialiste franc-comtois ne veut pas examiner une à une toutes les difficultés que la mise en œuvre de son principe ne manquera pas de soulever dans l'organisation de l'industrie. Il laisse à la société le soin de résoudre tous les problèmes « d'après le principe de l'égalité ». Cette carence n'est pas loin d'un aveu d'impuissance. Le Maître se contente d'indiquer que la société ne devra pas souffrir de la négligence de quelques-uns si une tâche essentielle à la production n'a pas été accomplie. Le respect du droit du travail ne doit pas empêcher la société d'exécuter la tâche en souffrance « soit par elle-même, soit par délégation, mais toujours de manière à ce que l'égalité générale ne soit jamais violée, et que le paresseux soit seul puni de sa paresse ». La société doit veiller, dans l'intérêt de tous à l'accomplissement du travail.

Dès lors, PROUDHON rédigeait ainsi « l'article premier du règlement universel : La quantité limitée de la matière exploitable démontre la nécessité de diviser le travail par le nombre des travailleurs : la capacité donnée à tous d'accomplir une tâche sociale, c'est-à-dire une tâche égale, et l'impossibilité de payer un travailleur autrement que par le produit d'un autre, justifient l'égalité des émoluments » (13).

PROUDHON signale dans l' « *Avertissement aux propriétaires* » (14) une objection faite par l'auteur anonyme de la brochure intitulée : « *Défense du fouriérisme* ».

(13) PROUDHON. Tome I, p. 103.

(14) PROUDHON : *Avertissement aux propriétaires*. Tome 2, p. 30 et 31.

Même en admettant que l'ouvrier laborieux et intelligent doit cesser de travailler quand il a accompli sa tâche journalière peut-on empêcher qu'il se délasse dans l'étude des sciences et des arts ? Or, ce second travail sera-t-il ou non productif ? Il deviendra une nouvelle source de richesses et de jouissances inconnues au faible ; que signifie dès lors l'égalité des salaires ?

PROUDHON croit pouvoir répondre que le produit « privé » qui en résulte, ne peut déterminer une augmentation du salaire de cet individu, pas plus qu'aujourd'hui le magistrat qui s'occupe de peinture n'obtient de l'Etat une augmentation d'appointements. Le penseur bysontin s'abritant derrière la formule d'Adam SMITH : « chaque produit vaut ce qu'il a coûté de temps et de dépense », constate que « pour effectuer ce produit, l'associé a dû faire une consommation de temps et de fournitures », sous ce rapport, il s'est retranché quelque chose, soit dans ses plaisir, soit dans sa dépense et « il ne peut échanger, même privativement, son produit que contre un équivalent, ce qui ne modifie en rien la position respective des contractants ».

Dans un même genre de services productifs, la capacité de fournir une tâche sociale étant donnée à tous, l'inégalité des forces individuelles ne peut fonder aucune inégalité de rétribution. Mais il ne suffit pas de montrer que dans une même fonction tous les travailleurs sont égaux ; il faut prouver que toutes les fonctions sont égales entre elles.

b) Toutes les fonctions sont égales entre elles

L'objection sur laquelle la théorie de l'égalité des fonctions doit se briser à jamais a été formulée par maints économistes. Certains travaux exigent une grande supé-

riorité de talent et d'intelligence. Cette supériorité même de l'artiste, du savant, du poète détruit toute parité entre eux et les autres hommes; devant ces sommités de la science et du génie disparaît la loi d'égalité. Or, affirme PROUDHON « ce qui a tant effarouché les esprits, n'est pas une objection; c'est la condition même de l'égalité ». L'inégalité des facultés est la condition *sine qua non* de l'égalité des fortunes. Tel est le paradoxe qu'il faut démontrer pour établir que toutes les professions sont égales.

Comme dans une société d'hommes les travaux ne se ressemblent pas, il doit exister des capacités différentes pour les remplir. La division du travail est fondée sur la spécialité des vocations. Les emplois délicats sont l'apanage des sujets d'un esprit et d'un talent supérieurs. PROUDHON admet que la nature a proportionné les génies au nombre des places à pourvoir (15). Pour ne pas être accusé de tourner la difficulté et de se dérober, il accorde toutes les inégalités de talent qu'on voudra, sans rechercher « si ce qu'on nomme aujourd'hui inégalité de facultés, dans des conditions plus heureuses, serait rien de plus que diversité de facultés ». PROUDHON raille Gracchus BABEUF d'avoir débité « d'incroyables pauvretés » en voulant réprimer sévèrement et

(15) « Bien plus, la satisfaction de certains besoins exige de l'homme une création continue, tandis que d'autres peuvent, par le travail d'un seul, être satisfaits dans des millions d'hommes et pour des milliers de siècles. Par exemple, le besoin de vêtements et de nourriture demande une reproduction perpétuelle; tandis que la connaissance du système du monde pouvait être pour jamais acquise par deux ou trois hommes d'élite. Ainsi, le cours perpétuel des fleuves entretient notre commerce et fait rouler nos machines; mais le soleil, seul au milieu de l'espace, éclaire le monde. La nature, qui pourrait créer des Platon et des Virgile, des Newton et des Cuvier, comme elle crée des laboureurs et des pâtres, ne le veut pas, proportionnant la rareté du génie à la durée de ses produits, et balançant le nombre des capacités par la suffisance de chacune d'elles ». (PROUDHON, tome 1, p. 105).

même poursuivre comme un fléau social toute supériorité (16). Dans une société dans laquelle chaque espèce de talent est en rapport de nombre avec les besoins, notre auteur en déduira l'égalité des fortunes tout en respectant la hiérarchie des fonctions. Une double preuve, l'une indirecte et négative, l'autre directe et positive doit l'établir sans ambiguïté.

*
* * *

PROUDHON veut justifier d'abord cette étrange déduction par l'équivalence des produits échangés ou des services rendus. Si les hommes étaient libres et ne traitaient qu'en pleine connaissance de cause, la plus parfaite égalité présiderait à leurs échanges sans aucune considération pour la supériorité des talents et des lumières. Mais qu'est-ce donc qu'un homme libre ? C'est celui qui jouit de sa raison et de ses facultés, qui n'est ni aveuglé par la passion, ni contraint ou empêché par la crainte, ni déçu par une fausse opinion » (17).

Si Homère veut prendre au pâtre tout ce qu'il a et en faire son esclave, comme rémunération du chant de l'Iliade, le pâtre renoncera au plaisir d'écouter Homère et le remerciera. Or, insiste PROUDHON, tous deux sont libres, l'un de vendre, l'autre d'acheter. L'échange de l'Iliade contre un honoraire quelconque étant un acte libre « doit être en même temps un acte juste, c'est-à-dire que l'honoraire du poète doit être égal à son produit ». Or, quelle est la valeur de ce produit ? Si le public, qui est libre d'acquérir ce poème, refuse de l'ache-

(16) « Pour asseoir l'édifice de sa communauté, il rabaisait tous les citoyens à la taille du plus petit ». (*Id.*, p. 104).

(17) PROUDHON: *Id.*, p. 107.

ter, sa valeur intrinsèque, d'un prix infini sans doute, ne sera point diminuée, mais sa valeur échangeable est nulle. « C'est donc entre l'infini d'une part et le néant de l'autre, à distance égale de tous deux, puisque tous les droits et toutes les libertés veulent être également respectés, que nous devons chercher la quantité du salaire à adjuger » (18). Ce terme moyen s'exprime par la somme de temps et de dépense que ce produit coûte (19).

Les prétentions respectives de coéchangistes libres ne comptent pour rien. L'opinion juste ou exagérée de chacun pour sa prestation n'influe pas sur les conditions du contrat. Ce n'est pas dans la considération du talent, mais dans celle des produits que l'arbitrage se fera. Dans l'ordre économique la plus haute capacité est soumise à l'égalité des biens (20). Il n'existe, au surplus, aucune commune mesure entre la rétribution et le talent. Si, en fait, dans la société actuelle, l'égalité n'existe pas, c'est que les hommes ne sont pas libres (21). La liberté d'acheter et de vendre entraîne, comme corollaire, l'éga-

(18) PROUDHON. Tome I, p. 109.

(19) « Un poème qui aurait coûté à son auteur trente ans de travail et 10.000 francs de frais en voyages, livres, etc., doit être payé par trente années d'appointements ordinaires d'un travailleur, plus 10.000 francs d'indemnités. Supposons que la somme totale soit de 50.000 francs; si la société qui acquiert le chef-d'œuvre comprend un million d'hommes, je dois pour ma part 5 centimes ». (*Id.*, p. 111).

(20) « S'agit-il d'un échange de produits, dans le but de satisfaire des besoins mutuels? Cet échange ne peut s'effectuer que sous la raison d'une économie indifférente aux considérations de talent et de génie, et dont les lois se déduisent, non d'une vague et insignifiante admiration, mais d'une juste balance entre le doit et l'avoir, en un mot de l'arithmétique commerciale ». (*Id.*, p. 112).

(21) « L'ouvrier civilisé qui donne sa brasse pour un morceau de pain, qui bâtit un palais pour coucher dans une écurie, qui fabrique les plus riches étoffes pour porter des haillons, qui produit tout pour se passer de tout, n'est pas libre. Le maître pour lequel il travaille ne devenant pas son associé par l'échange de salaire et de service qui se fait entre eux, est son ennemi ». (*Id.*, p. 107).

lité des salaires. Mais à cette preuve indirecte et négative de l'égalité des fonctions s'ajoute une preuve directe et positive de l'égalité des fortunes fondée sur la supériorité même du génie.

Le médecin par exemple, ne peut pas s'élever au-dessus de l'égalité « parce que son talent est une propriété collective qu'il n'a point payée et dont il reste perpétuellement débiteur » (22). Le talent et la science dans un homme « sont le produit de l'intelligence universelle et d'une science générale lentement accumulée par une multitude de maîtres ».

Tout au plus, lorsque la société, fidèle au principe de la division du travail, confie une mission d'art ou de science à l'un de ses membres en lui faisant quitter le travail commun, elle lui doit une indemnité pour ce qu'elle l'empêche de produire industriellement, mais rien que cela (23). S'il exigeait davantage, la société, en refusant ses services, réduirait ses prétentions au néant. Alors obligé pour vivre, de se livrer à un travail auquel

(22) PROUDHON. Tome I, p. 115.

(23) PROUDHON, dans l'« *Avertissement aux propriétaires* » (tome 2, p. 33 et 34), reproduit une exclamation de l'auteur anonyme de la Défense du fouriérisme, contre l'égalité des fonctions: « Quoi! nulle différence entre un tableau du Titien et une enseigne de cabaret; la statue du Gladiateur vaut tout juste autant qu'une charretée de moellons... ». Proudhon répond que ce n'est pas à une charretée de moellons qu'il faut comparer la statue du Gladiateur, mais à la quantité de moellons que peut fournir le carrier pendant toute la durée des études du statuaire, et moyennant les frais que la profession de ce dernier suppose, ce qui « rétablit déjà l'équilibre ». Mais, dira-t-on, il y a de bons et de méchants artistes, qui pourtant dépensent dans l'exercice de leur art autant de temps et d'argent les uns que les autres. Proudhon, élevant le débat, émet pour la première fois une idée nouvelle, à savoir que la médiocrité de certains artistes vient du défaut d'organisation, comme la grossièreté des goujats, la brutalité des charretiers, « ce sont des maladies propriétaires ». Il y a lieu de procéder à l'éducation des travailleurs. C'est le premier jalon d'une étape nouvelle de la pensée de Proudhon qui se trouve développée dans ses ouvrages ultérieurs.

la nature ne l'a pas destiné, l'homme de génie sentirait sa faiblesse et s'abîmerait dans la pire des existences (24).

Si la réalité est différente, c'est que nous ne sommes ni libres ni suffisamment éclairés. PROUDHON s'élève contre les appointements de M^{lle} Rachel à la Comédie-Française, s'élevant à 60.000 francs par année, bien que cette artiste procure au Théâtre-Français, une recette supérieure. Les curieux parfaitement libres reprennent, en effet, tout ce qu'ils payent à la Comédie aux ouvriers, aux locataires, aux fermiers, qui eux ne sont pas libres : « le travailleur acquitte les traites que le prestige du pouvoir et l'égoïsme du talent tirent sur la curiosité de l'oisif, et... nous avons le perpétuel scandale de ces inégalités monstrueuses, encouragées et applaudies par l'opinion » (25).

Ainsi s'achève la démonstration proudhonienne pour tenter d'établir l'égalité des salaires (26) dans la sphère du droit au produit intégral du travail.

Que vaut cette argumentation ? Pour l'établir, il faut soumettre au creuset de l'analyse toutes les preuves accumulées par PROUDHON.

(24) PROUDHON. Tome I, p. 116.

(25) *Id.*, p. 117.

(26) Proudhon adopte la position prise par Adam Smith qui n'a pas, comme Fourier, rangé le talent dans une catégorie parallèle au travail, mais l'a compris dans les frais de production, parmi les éléments constitutifs de la valeur. « Il suit de là que tout talent fortement prononcé donnant lieu à une division dans le travail, en un mot à une fonction, ce talent tombe sous la loi d'égalité dans les échanges, formulée par Adam Smith : en d'autres termes, qu'une couturière étant fonctionnaire au même titre qu'une danseuse, leurs appointements doivent être égaux » (Tome 2, p. 33).

B) VALEUR DE LA CONCEPTION PROUDHONIENNE

Les raisons invoquées sont-elles décisives pour établir que dans une même fonction tous les travailleurs sont égaux entre eux ? Nullement. Elles se heurtent d'abord à une impossibilité. Le penseur bysontin suppose la race humaine enrégimentée sur toute la surface du globe et chacun des travailleurs obligé de faire une besogne déterminée. Comment organiser cette répartition tyrannique du travail ? (27) ; Comment la concilier avec la liberté qu'il prétend sauvegarder ? PROUDHON, en outre, contraint celui qui est apte à produire plus vite que les autres, d'arrêter son travail et de consommer ses loisirs à la culture de son esprit. Or, cette contrainte est une chimère. Il faudrait un agent de la force publique, nouvel ange gardien, attaché à chaque ouvrier, pour lui enjoindre de cesser son occupation lorsque « la tâche sociale journalière est accomplie » (28). D'ailleurs comment déterminer cette tâche dans l'industrie où les fonctions à remplir sont si diverses ? La complication est inextricable et PROUDHON se garde bien de la résoudre.

Pourquoi proportionner dans un cas unique la rémunération au travail lorsque l'ouvrier n'accomplit que la moitié de sa tâche ? Il y a tant de façons de ne faire que la moitié de sa besogne ! D'ailleurs celui qui est plus

(27) D'ailleurs cette répartition arbitraire se concilie mal avec la théorie de la possession individuelle soutenue par Proudhon dans son premier ouvrage important. La propriété doit être transformée en possession, c'est-à-dire subordonnée au droit éminent de l'Etat. Chaque parcelle ne devra pas dépasser ce que peut cultiver une famille ; l'Etat aura un droit de reprise si le cultivateur cesse de faire fructifier son terrain.

(28) « Il est impossible de mettre une camisole de force au plus vigoureux, au plus intelligent. Irez-vous dresser un procès-verbal contre celui qui se lèvera plus tôt ou se couchera plus tard ? ». (P. DESJARDINS : *Proudhon*. Paris, 1898, tome 2, p. 146).

habile pourra mieux exploiter une égale étendue de terrain. La récolte sera plus abondante. Nouvelle cause d'inégalité dans les conditions. Quoiqu'on fasse, l'homme étant doué de facultés inégales, produira toujours inégalement.

PROUDHON, dans son système de rémunération, néglige le facteur temps (29). Or, celui qui travaille plus vite ne doit-il pas être plus payé ? Notre auteur suppose, en outre que la matière exploitable est limitée. Cette assertion n'est exacte que théoriquement car le progrès incessant de la technique permet de reculer de plus en plus cette éventualité. L'exploitation des mines à faible teneur est aujourd'hui possible ; les progrès de l'agronomie permettent la mise en valeur des terres médiocres ; de nouvelles sources d'énergie pourront remédier à l'épuisement des mines.

Dans son système si vaguement esquissé, chacun avait la faculté, après la tâche sociale, de fournir un travail libre, donc de créer des valeurs sous une forme quelconque. Et l'inégalité des salaires pouvait renaître avec l'inégalité des produits. PROUDHON le niait au moyen d'une distinction sophistique. Le résultat du travail libre, individuel, fait hors la tâche sociale, n'était pas un produit, et sa valeur ne représentait pas un émolument. La notion de salaire était restreinte à l'échange social des produits sociaux. Il est facile de répondre que tout résultat du travail est, pour le producteur, une rémunération. Toutes les valeurs qui reviennent au travailleur sont salaires : si ces valeurs sont inégalement créées, fatalement les appointements sont inégaux. Il n'y a pas de

(29) Proudhon adoptait la même position dans sa célèbre polémique avec Bastiat sur la gratuité du crédit.

différence de nature entre les valeurs produites à titre de tâche sociale, et celles qui sont produites en particulier (30). De plus, soutenir que le produit privé vaut ce qu'il a coûté de temps et de dépense et qu'il ne peut s'échanger que contre un équivalent, c'est fonder la valeur uniquement sur le travail (31). Or, cette conception est aujourd'hui démonétisée.

*
* *

PROUDHON est-il plus heureux dans la seconde partie de sa démonstration. Toutes les fonctions sont-elles égales entre elles ? Notre auteur suppose qu'il n'y a pas surabondance de travailleurs dans certains emplois et pénurie dans d'autres et qu'en vertu d'une sorte d'harmonie préétablie, le nombre et le genre des talents correspond toujours au nombre et au genre des besoins. Mais un tel optimisme n'est aucunement confirmé par l'expérience; les talents peuvent surabonder dans certains ordres de travaux et manquer ailleurs: et l'on ne voit guère d'autre moyen, en dehors de la contrainte, pour les attirer là où ils ne se portent pas spontanément, que de les payer davantage. Certains travaux sont plus difficiles, plus répugnants ou plus pénibles. Or, s'ils

(30) Cf. POLIER, *op. cit.*, p. 262 et 263.

(31) La théorie de la valeur fondée sur le travail ne fut développée par Proudhon que dans les « *Contradictions Economiques* ». Mais l'idée que le travail est la source des valeurs apparaît déjà dans son fameux pamphlet: *Qu'est-ce que la propriété?*

Proudhon reproche à la société actuelle son injustice, c'est-à-dire son inégalité. L'inégalité provient de ce que, dans la société actuelle, la valeur oscille au gré de l'offre et de la demande; la valeur vraie, mesurée par le travail de production, n'est pas constituée. Ricardo a dit: le travail est la source de toute valeur. Proudhon prend la théorie de Ricardo pour formule de l'avenir (valeur constituée) alors que Marx prend le concept ricardien pour formule du présent.

trouvent actuellement des amateurs, c'est surtout à raison des attraites qu'offrent leurs salaires bien plus qu'à raison des vocations pures. Si les rétributions s'égalisaient pour tous les métiers, la spécialité des vocations se révélerait plus étroite que la spécialité des travaux. Si l'on attribuait d'autorité ces tâches délaissées, le salaire égal cesserait d'être un salaire juste.

Non seulement les prémices sont contestables, mais le corps de la démonstration ne résiste pas à l'épreuve des faits. Si parmi plusieurs médecins, écrit M. DESJARDINS (32), l'un guérit souvent ses malades, empêcherez-vous qu'on s'en aperçoive? Que la foule encombre son cabinet? Que, même sans élever le prix de ses consultations ou de ses visites, il trouve un gain supérieur dans l'accroissement de sa clientèle? Contraint, à un moment donné, de faire un choix entre ses trop nombreux clients, il sera bientôt sollicité, tout au moins dans certaines occasions, par l'appât d'une rémunération plus forte. Allez donc démontrer à ces clients pressés que toutes les productions se servent réciproquement de fin et de moyen: que, par conséquent, cette valeur d'opinion est un mensonge et un vol, et l'on peut prédire que votre démonstration sera froidement accueillie.

Cependant il reste à l'actif de PROUDHON d'avoir montré que toutes les professions se valent parce que toutes sont des organes solidaires d'un même être collectif et concourent également à la vie commune. L'idée a été bien souvent reprise par les philosophes de la solidarité et elle est devenue l'un des principes directeurs du syndicalisme révolutionnaire (33).

(32) DESJARDINS, *op. cit.*, p. 147.

(33) Cf. BERTHOD, *op. cit.*, p. 67.

§ 2. — L'égalité du salaire et du produit

Ce second aspect de l'évolution de la pensée proudhonienne se trouve marqué dès la « *Création de l'ordre dans l'humanité* » en 1843. Nous disons évolution et non pas tournant de la pensée du socialiste franc-comtois, car cette nouvelle conception n'est pas essentiellement différente de sa théorie de l'égalité des salaires. Par celle-ci PROUDHON entendait accorder à l'ouvrier le droit au produit intégral de son travail, mais au prix d'une stricte délimitation de la tâche sociale journalière à accomplir. Les rémunérations étaient égales entre elles, puisque les ouvriers accomplissaient des tâches sociales identiques. L'équivalence du salaire et du produit était la base de l'égalité des appointements. Mais nous savons à quel prix PROUDHON conciliait le droit au produit intégral du travail avec l'égalité !

La répartition tyrannique des tâches lui apparut comme la contradiction flagrante du respect de la liberté dont la place allait grandissante dans sa pensée. Ainsi le Maître fut conduit à abandonner l'idée de fixer la tâche journalière à accomplir tout en reconnaissant le droit de l'ouvrier à l'intégralité du résultat de la production. Plus l'ouvrier travaillera, plus il sera rémunéré. PROUDHON est amené dès lors tout naturellement, contrairement à sa première attitude à donner ses préférences pour le travail aux pièces. Il y aura équivalence du salaire et du produit (34), mais non plus égalité des salaires.

(34) Proudhon estime que sans rien perdre des avantages du travail parcellaire, chaque ouvrier devrait, dans son intérêt personnel et dans celui de la société, passer à des intervalles plus ou moins rapprochés d'une

Cette seconde théorie ne se différencie de la première que par la suppression de la répartition tyrannique du travail, mais le principe est immuable : assurer à l'ouvrier la totalité du produit créé. Le Maître ne fait ainsi qu'abandonner un des aspects les plus critiquables de son concept primitif. A chacun selon son produit : « La récompense naturelle du travail est le produit : cela posé, le taux du salaire, sous quelque valeur échangeable qu'on l'exprime, suit la quantité et la qualité du travail. Si le travail est médiocre, le produit sera médiocre ; si le travail est exécuté avec adresse, rapidité, intelligence, le produit sera plus abondant et meilleur » (35).

La grande affaire sera pour lui de provoquer l'initiative et de garantir la responsabilité de l'ouvrier. Le travail considéré dans les lois de production et d'organisation, engendre la justice. Comment cela ? Par la responsabilité du travailleur, laquelle résulte de la notion même du salaire : « le salaire et le travail se faisant équation à lui-même dans le produit ». C'est la responsabilité « qui fait la distinction des ouvriers en bons, médiocres et pires ; qui assigne des différences de valeur à des produits formés des mêmes matières et sortis de fabriques semblables : qui anime l'émulation, arrête les prétentions

opération à l'autre et parcourir le cercle entier de la fabrication où il exerce son activité ; « par ce moyen, l'œuvre commune deviendrait pour chaque producteur œuvre composée et sériée » (PROUDHON : *De la création de l'ordre*, tome 3 des œuvres, p. 276). Le travail, tel que l'imagine Proudhon, est une volupté intime, résultant de ce que l'homme exerce toutes ses facultés. C'est une joie grave et profonde. Pour Fourier, au contraire, le travail attrayant doit résulter de changements très fréquents d'occupations. Il en résultera une véritable excitation joyeuse.

(35) PROUDHON : *De la création de l'ordre*, tome 3, p. 263. Cf. p. 286. : « Le salaire doit être égal au produit. S'il est moindre, il y a peine ou dommage pour le travailleur ; s'il est plus fort, il y a munificence ou usurpation ».

excessives, et punit d'une chute soudaine l'ambitieux qui se méconnaît » (36).

Cependant PROUDHON ne renonce pas totalement à cette égalité des appointements (37) dont la recherche passionnée inspirait ses premiers mémoires. L'égalité du salaire et du produit n'entraînera pas de grandes différences dans les conditions si l'on prend garde que le Maître fournit à tous les travailleurs des moyens égaux d'exercer fructueusement leur activité par une éducation bien comprise. Le socialiste franc-comtois reprend une idée dont les prémices se trouvent dans l'« *Avertissement aux propriétaires* » à savoir que les prétendues inégalités naturelles ne viennent en réalité que d'une mauvaise organisation sociale et qu'une éducation toute nouvelle aura pour effet de donner à tous une intelligence identique. Tous les travailleurs seront égaux, ou peut s'en faut, leurs conditions seront très voisines (38). La raison est égale chez tous à l'origine; nous retrouvons ici le disciple de Descartes (39). Entre l'homme de génie

(36) PROUDHON: *Création de l'ordre*, tome 3, p. 288.

(37) Il y a peu lieu de s'effrayer « pour l'équilibre des conditions et des fortunes, de ce que l'on appelle les inégalités naturelles. Sans compter que ces inégalités sont renfermées dans d'étroites limites, elles ne peuvent, par elles-mêmes, engendrer aucun mal-être, le revenu de chacun devant être égal à son produit ». (PROUDHON: *De la justice dans la Révolution*, tome 25, p. 279).

(38) « Le salaire des travailleurs n'étant au fond que l'échange de leurs services, l'égalité des fonctions associées entraînent l'équivalence des conditions entre les travailleurs, autant du moins que le permettent les anomalies physiques, intellectuelles et morales qui affligent l'espèce humaine, anomalies que... les réformes à introduite dans l'éducation et l'hygiène doivent progressivement faire disparaître ». (PROUDHON, tome 3, p. 245 et 246).

(39) « Chez l'individu comme chez l'homme collectif, l'intelligence est bien plus une faculté qui vient, qui se forme et se développe, *quae fit*, qu'une entité ou entéléchie qui existe toute formée, antérieurement à l'apprentissage... Par l'importance de ses acquisitions, par son capital, en un mot, l'intelligence diffère et diffèrera toujours d'un individu à l'autre;

et l'homme du peuple, toute la différence est que « l'un a appris plus que l'autre; mais la raison est la même chez tous deux » (40).

Donc les inégalités que nous relevons entre les « capacités » ne sont pas irréductibles. Il est possible, par un bon système d'éducation, de les atténuer progressivement. PROUDHON ne va pas jusqu'à soutenir ce paradoxe qu'il n'y a aucun compte à tenir des dispositions naturelles dans la détermination des vocations. Mais diversité ne signifie pas inégalité. Le penseur bysontain va entreprendre une œuvre gigantesque: il s'agit de corriger la nature et de lui forcer la main. L'éducation que demande PROUDHON doit être une union intime de l'enseignement dogmatique, littéraire ou scientifique, avec l'apprentissage industriel.

Il est vain de placer sous nos yeux le miroir d'une organisation sociale où l'inégalité naturelle entre les hommes disparaîtrait. Envoyez tous les enfants dans une même école, placez-les sous la direction des mêmes professeurs; il est absurde de croire qu'ils sortiront, aussi prévoyants, aussi laborieux et que leur intelligence sera coulée dans un même moule.

*
* *

Mais il ne faut pas croire que PROUDHON, en accordant à l'ouvrier l'intégralité du résultat de la production,

mais, comme puissance égale dans tous à l'origine, le progrès social doit être, en perfectionnant incessamment ses moyens, de la rendre, à la fin, chez tous égale. Sans cela, le travail resterait pour les uns un privilège, et pour les autres un châtiment » (PROUDHON, tome 4, p. 143).

(40) PROUDHON: *De la justice...*, tome 21, p. 13. « Dans aucun cas il n'y a lieu à distinguer entre la raison du peuple et la raison du philosophe ». (*Id.*).

se laissait entraîner à rêver de vie facile (41). Selon lui, quels que soient les progrès de la technique productive, il nous faudra toujours travailler, et chaque jour davantage, pour la satisfaction de nos besoins les plus essentiels (42).

Mais si la pauvreté subsistera toujours (43), l'amélioration sociale fera disparaître le paupérisme, c'est-à-dire le fait pour un individu de retirer de son produit, par le mécanisme de l'échange, une valeur moindre que celle à laquelle économiquement il avait droit. La loi de pauvreté subsistera, mais elle ne sera pas un obstacle à la vie joyeuse et saine; elle en sera au contraire un facteur essentiel.

Mais dans l'esprit proudhonien, la croyance à l'éternité de la pauvreté se concilie aisément avec la croyance au progrès indéfini. Le « *Standard of life* » du travail-

(41) Il n'est pas bon que l'homme ait ses aises; il faut au contraire qu'il sente toujours l'aiguillon du besoin, « l'aisance serait déjà pour le travailleur de la corruption ».

(42) Comme le remarque finement M. G. PIROU (*Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire*, thèse de droit, Paris, 1910, p. 41): « Chez un penseur socialiste, une pareille attitude est méritoire, car en se refusant à partager ou à feindre de partager l'illusion productiviste, il diminue les forces de séduction de son idéal sur les masses, en même temps qu'il écarte la réponse facile qu'apportait à toutes les questions de production et de répartition la solution de la prise au tas ».

A ceux qui soutiennent que la pauvreté n'existera plus, car la nature est inépuisable et le travail toujours plus productif, Proudhon répond: sans doute la nature est inépuisable mais à la condition d'un accroissement incessant du travail. L'industrie est en progrès constant, mais elle produit non des objets de première nécessité mais des objets de luxe. Or ils baissent de valeur si l'offre dépasse la demande et tout ce superflu est réputé néant. Enfin, à supposer que par le travail la richesse générale augmente, la population ira encore plus vite et la part de chaque individu diminuera.

(43) « Tempérance, frugalité, le pain quotidien, obtenu par un labeur quotidien, la misère prompte à punir la gourmandise et la paresse, telle est la première de nos lois morales » (PROUDHON: *La guerre et la paix*, tome 2, p. 129, Le Dentu, 1861).

leur s'élève, sa consommation devient chaque jour plus variée. Jamais elle ne dépasse ses besoins essentiels et, en ce sens jamais il ne gagnera davantage que « le pain quotidien du corps et de l'âme » (44), mais ces besoins sont toujours plus exigeants. Sous l'apparente rudesse de sa conception de l'avenir, s'affirme le caractère optimiste du Maître. « Et la théorie proudhonienne permet ainsi autant que toute autre, les rêves les plus larges quant à l'amélioration du sort des classes prolétariennes, pourvu que ces rêves ne contiennent aucune part d'oisiveté et de paresse... L' « *aurea mediocritas* » est l'expression la plus exacte de l'idéal proudhonien » (45).

Le socialiste franc-comtois qui s'était borné à reconnaître le bien fondé de l'égalité du salaire et du produit, crut pouvoir réaliser son idéal par une simple organisation de l'échange. La théorie de la Banque d'Echange (46) est la formule pratique du « mutuellisme » qu'il avait annoncé à la fin des « *Contradictions économiques* ». On sait en quoi consistait cette banque : tout individu pouvait faire escompter, sans intérêt et pour leur pleine valeur, non seulement ses produits, mais même les commandes, à lui faites, de ses produits ou de ses services. Il en résultait que tout individu avait la possibilité à tout moment de se procurer les capitaux nécessaires à son industrie, sans recourir à un capitaliste, et sans subir par conséquent le prélèvement d'un intérêt sur le fruit de son travail. Ainsi se trouvait réalisé, pensait PROUDHON, l'égalité du salaire et du produit.

(44) PROUDHON : *Guerre et paix*, 2, p. 142.

(45) G. PIROU : *op. cit.*, p. 47 et 48.

(46) Le fonctionnement de cette banque est exposé par A. AUCUY dans son ouvrage : *Les systèmes socialistes d'échange*, thèse droit Paris, 1907, chapitre II : Proudhon.

Chaque travailleur touchait le produit intégral de son travail.

Assimiler l'échange à crédit avec l'échange au comptant est une chimère : le crédit est essentiellement l'échange d'un bien présent contre un bien futur, l'échange d'une réalité contre une promesse. Par là même des précautions sont nécessaires. L'escompte en tant que prime de risques est légitime (47).

Ainsi s'achève le tour des idées du Maître sur la rémunération du travail. PROUDHON a conduit sa brillante argumentation en perdant de vue trop souvent les contingences matérielles, ce qui nous a permis de montrer la fragilité du système en le soumettant au scalpel de la critique.

Dans le groupe collectiviste qu'il nous reste à étudier, nous verrons au contraire le souci d'élaborer un système pratiquement réalisable, prendre une place grandissante.

(47) Après l'échec définitif de la Banque du Peuple, Proudhon donna au mutuellisme une signification mystique. Pour réaliser le juste salaire, il faisait appel au sentiment de justice donné par la parole évangélique : Faites aux autres ce que vous voudriez qu'on vous fit (PROUDHON : *Capacité politique des classes ouvrières*, p. 64 et suiv.). Ce n'est pas dans ce courant mystique que le Proudhon de 1840 avait si énergiquement bafoué qu'il faut chercher le véritable théoricien du juste salaire.

CHAPITRE III

LA REMUNERATION IDEALE DU TRAVAIL CHEZ LES COLLECTIVISTES FRANÇAIS

« Le pur collectivisme, écrit Maurice BOURGUIN (1), se caractérise par les deux traits suivants : tous les moyens de production, de circulation et d'échange appartiennent à la communauté nationale et sont exploités sous sa direction ; tous les travaux et produits ont une valeur taxée en unités de travail suivant la quantité de travail dépensée, de telle sorte que les travailleurs peuvent acquérir les produits en proportion de leurs travaux sans prélèvements capitalistes ». Le collectivisme orthodoxe de C. PECQUEUR ne s'est pas maintenu chez tous les adeptes de cette doctrine : J. JAURÈS tempère le collectivisme en donnant quelque autonomie aux groupes de producteurs tandis que G. RENARD altère plus profondément le système en y introduisant dans une certaine mesure le jeu de l'offre et de la demande. Ces trois stades représentent chacun un spécimen intéressant à caractériser sous l'angle du salaire.

(1) M. BOURGUIN : *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, p. 3.

§ 1. — Le salaire dans le collectivisme orthodoxe de Constantin Pecqueur

PECQUEUR est considéré, à juste titre, comme le fondateur du collectivisme d'Etat (2). Les bases qu'il assigne à l'organisation future peuvent être résumées en quelques mots : suppression de la propriété, socialisation de la production, et de la répartition, rémunération du travail, évaluation des objets créés et des services rendus en unités de travail. Il y a bien là tous les traits qui caractérisent le socialisme collectiviste. Certes, précédemment, les disciples de Saint-Simon avaient déjà profilé quelques aspects essentiels de la cité collectiviste, comme la suppression de la propriété des instruments de travail au profit de l'association ; mais leur absence de toute théorie de la valeur ne les conduisait pas à évaluer les services rendus en unités de travail. Leur doctrine organisatrice n'était, en quelque sorte, qu'un collectivisme batard. C'est pour cette raison que nous avons réservé un chapitre spécial à son étude.

Selon PECQUEUR tout individu, homme ou femme, sera un fonctionnaire. La société devra lui fournir et lui garantir un emploi et n'aura aucune obligation envers lui s'il refuse de travailler. Pour exercer une fonction quelconque, tout citoyen aura dû satisfaire au concours ou à l'examen ouvrant l'accès de cette fonction, puis être élu au suffrage universel par les électeurs de la circonscription où il exercera son activité. Il devra satis-

(2) G. MARCY : *Constantin Pecqueur, fondateur du collectivisme d'Etat*, thèse droit, Lille 1934. Selon Edmond VILLEY (*Le socialisme contemporain*, p. 92 et 93), Pecqueur est le premier des socialistes collectivistes.

Il va de soi que nous négligeons Constantin Pecqueur cherchant sa voie et se convertissant successivement au Saint-Simonisme et au Fourierisme, pour ne retenir que son œuvre originale.

faire à des conditions de capacité et à des conditions de civisme. Le procédé de nomination par le mode combiné de l'élection et du concours est un des traits distinctifs qui sépare PECQUEUR et les Saint-Simoniens. Alors que le gouvernement des disciples de Saint-Simon est d'essence aristocratique, l'autre est essentiellement démocratique (3). La société s'efforcera de réaliser l'égalité au point de départ de toutes les existences en permettant à chacun de s'instruire et par conséquent d'accéder à la fonction où ses capacités le désignent. Etudions selon quels principes chacun sera rémunéré de son effort et apprécions la valeur du critère proposé.

*
**

Le problème de la répartition que PECQUEUR considère comme l'un des plus importants de l'économie politique (4) se ramène à une question de salaire puisque les autres revenus auront disparu. Plus d'intérêt, de loyer, de fermage : le travailleur aura droit au produit intégral de son travail. Comme PROUDHON, mais à la différence des Saint-Simoniens, il a le souci d'instaurer une égalité absolue (5). Il veut que toutes les fonctions soient également rétribuées. Pour réaliser cette aspiration, tout son effort s'oriente vers une direction unique : assurer l'égalité dans le travail accompli.

(3) Le Saint-Simonisme « fait descendre d'en haut l'élection et l'investiture » au profit d'une minorité, Pecqueur fait remonter le pouvoir du peuple aux fonctionnaires (Cf. thèse MARCY : *op. cit.*, p. 202).

(4) « La production n'est que la condition, que le moyen... le véritable but c'est la distribution » (PECQUEUR : *Théorie nouvelle d'économie sociale*, p. 514).

(5) Comme l'inégalité naturelle des hommes ne peut leur être imputée, Pecqueur estime que l'égalité la plus stricte doit régner dans la rétribution, et par là il se trouve très loin du Saint-Simonisme.

Pour ce faire, PECQUEUR est amené à limiter la tâche quotidienne que chacun pourra effectuer. La loi fixera le temps que chacun pourra mettre pour exécuter son ouvrage journalier. Si le travail n'est pas terminé dans le délai accordé, le salaire sera proportionnel à la tâche accomplie. Cependant la rémunération ne pourra descendre au-dessous d'un minimum qui sera fixé par l'assemblée des représentants. Le travailleur plus habile ou plus intelligent qui aura achevé sa tâche dans un temps moindre, ne pourra pas demander un surcroît de travail pour gagner davantage (6). Le même souci d'égalité qui inspirait avant tout PROUDHON, dans ses premiers ouvrages, se retrouve chez PECQUEUR et s'objective chez les deux socialistes — par ailleurs si différents — en une attitude semblable ; empêcher que le travailleur plus habile ou plus intelligent profite de sa « capacité » supérieure pour gagner davantage et rémunérer le citoyen paresseux ou insouciant en raison de ce qu'il aura fait (7).

Mais selon quelles règles la loi fixera la durée du travail dans les différentes sphères d'activité. Ce problème — que PROUDHON veut ignorer — a attiré toute l'attention de PECQUEUR. L'égalité des appointements ne sera conforme à l'équité que si les tâches à accomplir demandent un effort équivalent. Il faut équilibrer la dépense

(6) D'ailleurs les nécessités de l'économie concordent avec le concept de l'égalité : « En effet, dans chaque branche d'utilité, il ne faut chaque année, qu'une quantité donnée de produits pour répondre aux besoins de la consommation soit d'une nation, soit du monde entier. Or, en principe, cette quantité à produire pour que le salaire de tous soit constamment équilibré ou égalé, doit être partagée en portions égales entre tous les travailleurs, car ils ont un égal droit à un égal travail » (PECQUEUR : *Théorie nouvelle*, p. 622).

(7) Cette dernière solution est d'ailleurs en contradiction avec l'égalité qu'ils prétendent instaurer.

d'activité dans les différents métiers. PECQUEUR s'efforce de réaliser l'équivalence dans la pénibilité des fonctions (8). L'idéal serait de mesurer la « déperdition de nervosité » de chaque travailleur et de rémunérer également une même dépense d'énergie. Mais la science n'est pas en mesure de nous fournir les moyens d'appliquer ce procédé subjectif de répartition. On ne peut donc que procéder par approximation et déterminer pour chaque profession « le nombre d'heures que les travailleurs de force moyenne dans chaque genre peuvent moyennement aussi appliquer chaque jour à telle œuvre sans nuire à leur santé : puis établir le rapport d'équation entre les unités ainsi trouvées des ordres différents ; et apporter à chacune de ces unités une seule et même rétribution parfaitement égale pour toutes » (9). Ainsi, estime PECQUEUR, les divers ordres de travailleurs auront, au bout de l'année « pour une rétribution égale une peine effective du corps, une déperdition de fluide nerveux égale ou approximativement égale, sans égard à l'importance et à l'utilité des œuvres pour la société ».



PECQUEUR poursuivant le rêve irréalisable de construire de toutes pièces une société où toutes les fonctions auraient même rémunération, est conduit non seulement à réaliser l'équivalence dans la pénibilité des fonctions, mais à contrôler la manière dont les citoyens s'acquittent de leur labeur. L'égale rétribution ne se justifie que si

(8) Alors que Proudhon essaye de démontrer que toutes les fonctions sont égales entre elles, Pecqueur, frappé de la différence d'efforts dépensés dans une même heure de travail selon les professions, entreprend de doser la durée du travail en raison même de cet effort.

(9) PECQUEUR : *Théorie nouvelle*, p. 730.

les tâches sont également bien remplies. Il ne faut pas donner une prime à l'ouvrier négligent. L'Etat devra tenir compte de la « conduite » dans la fonction, du fini inégal des produits. Le travail n'est plus le seul élément qui entre en ligne de compte dans la répartition des richesses, le talent est pris en considération.

Après avoir posé le principe que les fonctions seront également rétribuées car elles sont toutes indispensables, après avoir écrit à plusieurs reprises que la capacité et le talent n'auraient droit à aucune rétribution spéciale (10), PECQUEUR est obligé d'admettre que, si la nécessité l'exige, il faudra rémunérer le talent. Et M. MARCY (11) ne manque pas de signaler la contradiction qui se glisse dans l'œuvre du fondateur du collectivisme. Il semble que tous ses efforts pour réaliser l'égalité dans la rétribution se trouvent réduits à néant. Parti d'un principe à priori, l'égalité dans la rétribution, il a dû le modifier jusqu'à aboutir à des conclusions exactement opposées dès qu'il a voulu l'appliquer.

Esclave de sa doctrine, PECQUEUR est conduit à un régime autoritaire, voire même tyrannique. Pour que la production corresponde chaque année aux besoins de la consommation, il faut contraindre celui qui est plus doué à se reposer quand il a terminé le labeur journalier qui lui est assigné. Il serait beaucoup plus équitable de tenir compte de la puissance de travail pour fixer la rétribution. En outre l'existence d'un minimum de salaire ne

(10) « Les hommes rares auxquels Dieu a donné le pouvoir de disposer du bonheur de l'humanité, méprisent les richesses ou en font peu de cas : ils ne sont sensibles qu'à la gloire, à la reconnaissance, à l'admiration et ne se déterminent que par ce mobile » (PECQUEUR : *Théorie nouvelle*, p. 618).

(11) MARCY : *op. cit.*, p. 96 et 97.

va-t-il pas inciter certains fonctionnaires tout au moins, à négliger leur travail, ce qui aboutirait à un fléchissement de la production ?

§ 2. — Le salaire dans le collectivisme décentralisateur de Jean Jaurès

Pour que la production industrielle puisse fonctionner en régime socialiste, il est essentiel que tous les travailleurs soient rémunérés selon la valeur de leur travail. Telle est la première des conditions posées par Jaurès dans l' « *esquisse provisoire de l'organisation industrielle* » (12). L'ouvrier doit recevoir l'intégralité du produit créé.

Un tel objectif sera atteint par une mesure radicale : la nationalisation de la production. Dans la société capitaliste actuelle caractérisée par son régime individualiste, l'intérêt du capital est une institution nécessaire et même « par certains aspects, équitable ». Le particulier qui, au lieu de dissiper un capital en jouissances immédiates, ou de l'utiliser pour son propre compte, le prête à d'autres personnes, doit exiger une rémunération de ces hommes envers lesquels il n'est tenu à rien et auxquels il rend un service. Mais l'intérêt de l'argent en même temps qu'il est nécessaire est au fond « monstrueusement inique » car il est la source de la spoliation constante de ceux qui travaillent par ceux qui jouissent. L'injustice est de l'essence même de l'ordre social et non pas un accident ou un fait isolé. Il faut condamner

(12) Jean JAURÈS : *Œuvres* publiées par Max BONNAFOUS. Paris, Rieder 1931, tome 3 : *Organisation socialiste*, ch. 4, p. 338. Jaurès aspire à la réalisation effective du collectivisme « qui peut succéder immédiatement à l'ordre capitaliste, et qui évoluera ensuite sans secousse vers le communisme libertaire » (Ch. premier, p. 296).

un tel régime qui contient « une aussi lamentable contradiction ».

Le scandale cessera quand la nation sera propriétaire des moyens de production et le seul capitaliste. Le socialisme collectiviste neutralisera la productivité du capital par la confusion du capitaliste et du travailleur. Chaque travailleur est en même temps capitaliste car il est membre de la nation, propriétaire des forces productives. La nation est composée de la collection des travailleurs. Le loyer de l'argent sera ainsi exactement réduit à zéro. La suppression de l'intérêt par la nationalisation de la production conduit au droit au produit intégral du travail.

JAURÈS ne s'en tient pas au système collectiviste orthodoxe, car selon lui « il serait impossible à un gouvernement économique central de pourvoir d'autorité à toutes les nominations, de parer à toutes les difficultés dans le monde immense, complexe et vivant du travail affranchi » (13). Même si par des événements imprévus, le socialisme était d'abord réalisé sous sa forme centraliste, il ne tarderait pas à se convertir, par la force des choses, en décentralisation. Elle se fera, non plus géographiquement, comme pour la vie communale, mais techniquement et professionnellement : « Ce n'est pas la cité qui sera l'unité, mais l'ensemble des producteurs appliqués à une même branche de production sur tous les points du territoire » (14).

JAURÈS conçoit l'organisation d'une branche d'industrie comme une vaste fédération de syndicats similaires répandus sur le territoire. Mais cette décentralisation ne peut aboutir au régime pleinement corporatif et perdre

(13) JAURÈS : tome 3, p. 346.

(14) JAURÈS : tome 3, p. 347.

son caractère national. Pour éviter que chacune des corporations devienne un « Etat économique dans l'Etat économique » une discipline nationale s'impose pour « déterminer les conditions des échanges et la base des prix, et pour empêcher le détournement, l'accaparement du capital national par l'avidité corporative » (15). L'organisation reste nationale. C'est un régime de coopératives ouvertes, sous réserve d'une soumission complète des producteurs à la loi de taxation, à la règle du libre accès de la corporation, et à l'autorité d'un régulateur central. C'est donc bien du collectivisme d'Etat, comme l'écrit M. BOURGUIN (16) et non du socialisme corporatif.

Dans la conception de JAURÈS, quelles sont les bases de la fixation du salaire et quelles critiques peut-on adresser au système; c'est ce que nous allons examiner.

A) EXPOSÉ DU SYSTÈME

Dans la société collectiviste, le salaire sera la seule ressource des individus car les revenus sans travail auront disparu. Il en résulte que l'Etat se doit de pourvoir à l'emploi de tous les citoyens. Le Conseil national du travail inscrira dans son programme les mesures nécessaires à prendre pour assurer un emploi à tous. « Le premier acte de la nation devenue souveraine dans l'ordre économique, comme elle est souveraine dans l'ordre politique, sera de mettre fin au chômage en incorporant dans son armée du travail l'armée des sans-travail » (17).

(15) JAURÈS: tome 3, p. 348.

(16) Maurice BOURGUIN: *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*. Colin, 1904, p. 32.

(17) JAURÈS: tome 3, p. 350.

Pour cela l'Etat devra peut-être abaisser momentanément la durée du travail dans l'ordre industriel, mais rien n'est plus douteux. Il est infiniment probable que les nouveaux venus ne prélèveront pas une part de travail sur la somme préexistante. Par l'augmentation simultanée et correspondante de toutes les sortes de production, il y aura accroissement universel de bien-être, donc de consommation, donc de travail et « ainsi le cercle de la production actuelle se sera élargi sans se briser pour recevoir tous les sans-travail » (18).

Chacun sera assuré de trouver un emploi. Les paresseux seront réduits à la misère et aux privations (19). Dans le nouveau régime ceux-là seuls seront payés qui travailleront et dans la mesure où ils travailleront. Il n'y aura nul besoin « ni de la contrainte ni du tirage au sort » pour répartir les tâches. Les aptitudes et les goûts personnels entrерont seuls en jeu car tous les emplois seront rémunérés selon la quantité de travail qu'ils contiennent. Aucune raison extérieure ne sollicitera les vocations plutôt de tel côté que de tel autre. Il n'est

(18) Il n'y aura pas possibilité de surproduction au sens capitaliste du mot où l'on voit des hommes mourant de faim devant des stocks de blé invendu. Il n'y aura plus excès de production sur les besoins actuels déterminés par les ressources, mais peut-être, dans un avenir très lointain, excès de la production sur les besoins absolus de la nature humaine. « Quand tous les hommes mangeront largement du pain à leur faim, quand ils boiront largement du vin à leur soif, et quand ils pourront se vêtir chaudement et élégamment en renouvelant assez leurs vêtements... sans tomber dans la monotonie du changement, ce jour-là il y aura surproduction au sens vrai et plein du mot » (JAURÈS : tome 3, p. 351).

La Nation, en prenant des mesures d'ensemble, élèvera partout la production, tandis que dans la société actuelle si une industrie surproduit, elle ne peut écouler ses denrées, car les autres usines ne développant pas parallèlement leur production, il n'y a pas accroissement des moyens d'achat.

(19) « Peut-être, il est vrai, y a-t-il certaines paresseuses qui sont une infirmité incurable, et pour celles-là la sollicitude sociale ou la pitié particulière pourront imaginer des secours » (JAURÈS : tome 3, p. 351).

nullement démontré que telle fonction : nettoyer les égouts ou laver la vaisselle soit précisément désagréable à tel individu donné. Si un métier est délaissé, l'Etat en élèvera la rémunération. Les travailleurs pourront aller librement d'un métier à l'autre mieux qu'aujourd'hui car chacun pourra prétendre aux fonctions directoriales, s'il fait preuve de l'énergie et de la capacité nécessaires.

Chacun sera assuré de trouver du travail et exercera la profession qui convient le mieux à ses aptitudes.

*
* * *

Tous les citoyens, désormais au service de l'Etat, recevront de lui seul leurs appointements. JAURÈS se préoccupe d'abord d'indiquer les principes directeurs de la fixation du traitement des travailleurs dans les différentes branches de l'activité humaine. Il faut tenir compte non pas de la longueur de la journée qui n'est pas forcément à l'échelle de la quantité de travail fourni mais de l'intensité de l'effort, de la dépense de forces, de l'usure de l'organisme. En outre, la durée d'étude ou d'apprentissage doit entrer en jeu. La journée d'un ingénieur contient à l'état latent toute la somme d'études indispensables pour arriver à cette situation. C'est le Conseil national du travail qui sera chargé, entre autres fonctions, de déterminer « ce que vaut, dans chaque industrie, en journées de travail effectif, une journée de travail apparent » (20).

Alors que Constantin PECQUEUR s'efforçait d'agir sur la durée du travail pour équilibrer les différents métiers dans le but de réaliser l'égalité des salaires, Jean JAURÈS,

(20) JAURÈS : tome 3, p. 353.

au contraire, fait état de la différence de labeur exigé par les diverses professions pour les rémunérer inégalement.

A l'intérieur de chaque métier selon quelles règles précises seront rétribués les producteurs? Il convient d'indiquer tout d'abord que la hiérarchie industrielle reposera sur l'élection. Tous les citoyens assurés d'une rémunération équitable et certaine seront pleinement indépendants: « il n'y aura donc lieu ni à brigue, ni à pression, ni à corruption » . Comme la quantité de travail fournie par les travailleurs sera mesurée aux produits livrés par eux, ils auront un intérêt immédiat à ce que l'exploitation technique soit bonne. Ils verront tous les jours à l'œuvre ceux qu'ils choisiront.

Les producteurs seront payés d'après leurs produits. L'administration a calculé, sur l'ensemble des établissements appartenant à une même branche d'industrie, la productivité moyenne d'une heure de travail avec l'outillage le plus habituellement employé, la consommation moyenne des matières premières, et l'usure moyenne du matériel pendant l'heure de travail, dans les conditions techniques les plus usitées. Elle a fixé en conséquence le produit-type d'une heure de travail social moyen contenu dans tout produit. L'autorité vérifie la qualité des produits qu'on lui présente (21) et paie le prix en bons à la corporation qui lui a livré l'objet; la corporation, à son tour, verse le prix au producteur (22).

(21) Tout établissement de production doit en effet livrer ses marchandises aux magasins publics, et se soumettre à la taxation faite par l'autorité.

(22) Mais une contradiction — que M. Bourguin n'hésite pas à qualifier de « déconcertante » — apparaît dans l'œuvre de Jaurès. Dans certains passages, en effet, il est dit, au contraire, que les travailleurs seront rémunérés « selon la quantité de travail effectif fournie par eux » et qu'il n'y

Mais il ne saurait y avoir aucune différence dans la rétribution du travail à raison de la puissance inégale des agents naturels. Les mines, par exemple, n'ont naturellement pas toutes la même valeur, les unes sont plus riches que les autres. En mesurant la rémunération par le produit obtenu on créerait l'inégalité entre les travailleurs. Il n'est pas admissible, dans un système collectiviste, que le salaire des citoyens subisse des inégalités pour des causes extrinsèques, indépendantes du mérite de l'individu. Aussi JAURÈS déclare-t-il, que le mineur recevra un salaire calculé sur le nombre d'heures de travail normalement employées à l'extraction, quelles que soient la quantité et la qualité du charbon extrait d'une mine, dans une journée de travail. Les ouvriers ne souffriront pas des inégalités de la matière première du fait que les produits miniers sont de qualité plus ou moins bonne, d'extraction plus ou moins facile.



La rémunération du travail sera beaucoup plus élevée que dans la société présente puisqu'il n'y aura plus aucun prélèvement du capital sur le travail. Dans l'ordre industriel, quand il aura été pourvu à l'amortissement du capital (23), la totalité du produit sera répartie entre

aura entre eux, dans aucune branche d'industrie, « aucune inégalité préalable résultant soit de l'outillage avec lequel ils travaillent, soit de la matière première sur laquelle ils travaillent » (JAURÈS: *Œuvres*, tome 3, p. 365).

(23) Le prix des marchandises comprendra et la quantité de travail fournie immédiatement par les producteurs et la quantité de travail incorporée à l'outillage dont ils se serviront, ou à la matière première façonnée ou extraite par eux. En outre les frais d'amortissement pour le renouvellement et le perfectionnement des outillages, déterminés dans chaque industrie, par le conseil national du travail, seront supportés par le prix des marchandises.

les travailleurs de tout ordre, travailleurs manuels, employés, ingénieurs, etc... Dans le système collectiviste qui donne aux citoyens tout le produit de leur labeur, chaque producteur sera consommateur dans la mesure même où il sera producteur. « Pour accroître ses jouissances, pour se créer, avec des besoins nouveaux, des moyens nouveaux de les satisfaire, chaque producteur devra accroître et son effort personnel et l'efficacité de son effort personnel, c'est-à-dire la puissance des moyens de production que la nation met à son service. Il a donc intérêt à améliorer sans cesse et son propre effort, et l'outillage commun qui multiplie la puissance de son effort » (24). Il y aura accroissement simultané de la justice dans la répartition des biens et de la somme des biens à répartir (25).

Chacun en travaillant pour soi travaille pour tous. L'effort du citoyen, dont aucune partie ne lui échappe, ajoute à la puissance de tous. C'est un stimulant incomparable. Il ne faut pas craindre que chaque travailleur ne préfère tout consommer au lieu de réserver une part de l'effort au développement des moyens de production et que « l'accumulation des égoïsmes privés ne se résolve en un formidable égoïsme social » (26). Par le sacrifice momentané de quelques satisfactions, chacun des producteurs accroîtra d'abord pour l'avenir ses possibilités personnelles de jouissance en accroissant la puissance

(24) JAURÈS : tome 3, ch. 5, p. 386.

(25) « Je crois bien, si plus de justice devait entraîner moins de richesse, que l'humanité renoncerait à un idéal du droit trop onéreux. Ce droit même, s'il était stérilisant et appauvrissant, cesserait d'être le droit. Si un homme ne peut réclamer sa juste part qu'en réduisant le total des biens à répartir, si, en entrant dans la maison commune, il la rétrécit, sa réclamation est si égoïste qu'elle cesse par là même d'être équitable » (JAURÈS : *op. cit.*, p. 374).

(26) JAURÈS : *id.*, ch. 4, p. 386.

sociale de production. En second lieu, il affermit, il élargit la base d'existence de ceux qui ont son affection et qui hériteront de lui. Enfin c'est à une œuvre éternelle et indéfiniment extensible qu'il s'associe, tandis qu'aujourd'hui le capital devant revenir à des individus, le capitaliste ne sait pas quels seront, dans un demi-siècle, ces individus (27). Cette triple impulsion sera un gage précieux du développement constant de la production.

Les membres d'une corporation industrielle seront intéressés à perfectionner leur outillage au delà de la somme prévue à cet effet dans l'amortissement imposé, au prix d'une contribution personnelle ou en demandant à la nation une avance en bons de travail (28). Par là, en effet, « ils développent leur puissance de production et abaissent leur prix de revient au delà du prix déterminé par la nation d'après l'outillage normal; ils bénéficient donc de la différence et il y a là une prime à l'esprit de progrès (29). Cette prime sera égale à l'écart entre la quantité normale de travail sur laquelle sera réglé le prix, et la quantité moindre de travail qu'une production perfectionnée exigera en fait.

B) CRITIQUE DU SYSTÈME

Ce système qui semble assurer la liberté entière du travail est cependant insuffisant. A supposer que les groupes professionnels publient la liste des emplois

(27) « Il abandonne donc son effort à tous les ricochets aveugles de la vie et de la mort; et, ne pouvant donner à son capital, dans la suite des temps, une figure vivante et précise, il en est réduit à l'imaginer comme une force impersonnelle et extra-humaine. Demain, au contraire, ce que nous épargnerons tous, en vue de l'avenir, aura la figure de l'humanité elle-même » (JAURÈS : tome 3, p. 388).

(28) La corporation procédera ensuite à un remboursement régulier (sans intérêts, bien entendu), au fur et à mesure qu'elle livrera ses produits.

(29) JAURÈS : tome 3, p. 368.

vacants, quand il y aura excès d'un côté et défaut de l'autre, l'autorité devra intervenir pour faire la répartition d'office. JAURÈS est bien contraint de l'admettre : l'Etat dira aux particuliers : « j'ai autant de boulangers qu'il est nécessaire, je ne puis vous employer comme boulangers, mais j'ai besoin de menuisiers ; et ainsi les engorgements seraient prévenus et les courants rétablis » (30). En dernière analyse, il faudra recourir à la contrainte, à la réquisition pour obtenir que les citoyens se répartissent entre les emplois suivant les besoins de la production. Il ne suffira pas non plus, pour attirer les travailleurs dans les métiers délaissés de leur montrer qu'ils peuvent y gagner davantage. Pour remplir les cadres des professions les plus pénibles, il faudra en définitive toujours recourir à la corvée, ce qui est la négation de la liberté dont JAURÈS se prétend l'apôtre (31). Il n'a pas réussi dans sa tentative de concilier l'autorité et la liberté.

Les principes pour différencier la rémunération du travail entre les diverses professions sont d'une imprécision-insigne. Comment mesurer l'intensité du travail ? La science, pour résoudre ce problème, devrait nous dire deux choses : d'abord ce qui se dépense de force musculaire et de force cérébrale dans toute espèce de tra-

(30) JAURÈS : tome 3, p. 340. Cf. p. 341 : « Il est bien évident qu'on ne pourra trouver place dans une industrie ou une profession déterminée que s'il y a des vacances ».

(31) « Nous aussi nous avons une âme libre ; nous aussi nous sentons en nous l'impatience de toute contrainte extérieure ! et si dans l'ordre social rêvé par nous nous ne rencontrons pas d'emblée la liberté, la vraie, la pleine, la vivante liberté... nous reculons vers la société actuelle, malgré ses désordres, ses iniquités, ses oppressions... Plutôt la solitude avec tous ses périls que la contrainte sociale : plutôt l'anarchie que le despotisme quel qu'il soit !... La justice est pour nous inséparable de la liberté » (JAURÈS : *Œuvres*, tome 3, p. 329 et 330).

vail; ensuite quelle quantité de l'une équivaut à une quantité déterminée de l'autre. Qui peut aujourd'hui oser ce double calcul? Dans l'état actuel de nos connaissances scientifiques, l'intensité du travail ne peut être évaluée que de façon approximative et indirecte. JAURÈS ne nous renseigne nullement sur le moyen d'éviter l'arbitraire dans la détermination des tarifs applicables aux différents travaux. On ne peut cependant se passer d'une règle car, sans ces tarifs, il serait impossible d'éviter les injustices. Les grèves et les insurrections dirigées contre l'autorité publique menaceraient sans cesse l'ordre social. Or la détermination précise de ces coefficients, sans lesquels la société collectiviste ne peut fonctionner, est impossible à effectuer parce que les différents travaux sont incommensurables entre eux. Toutefois, pour y échapper, Georges RENARD a imaginé une règle de calcul ingénieuse que nous retrouverons.

Nous savons que JAURÈS renonce, pour éviter l'injustice, à rétribuer les travailleurs d'après leur produit, pour adopter la rémunération selon le temps, lorsque le produit du travail varie suivant les conditions naturelles du sol ou du sous-sol. Mais dès lors que les producteurs ne sont plus payés suivant leur produit, on ne peut plus récompenser ceux dont la production exceptionnelle est due à la supériorité de leurs méthodes et de leurs outillages: « c'est une faillite, au moins partielle, un recul devant la loi de la rente économique, cette pierre d'achoppement de tous les systèmes collectivistes » (32).

Sans nous arrêter aux difficultés de calcul des moyennes, voyons si une organisation semblable permet de favoriser le progrès industriel, comme l'affirme JAURÈS.

(32) BOURGUIN: *op. cit.*, p. 36.

Les producteurs étant rétribués suivant la quantité, touchent une prime si par des procédés nouveaux et perfectionnés ils raccourcissent le temps nécessaire à la fabrication. Mais ce bénéfice exceptionnel échappe aux inventeurs qui se bornent à perfectionner la qualité. Si le temps de fabrication est plus élevé pour obtenir un produit meilleur, l'inventeur n'évite une perte que si l'on considère son industrie comme nouvelle pour la soustraire à l'application de la moyenne ordinaire. On ne peut fixer des tarifs différents suivant la qualité des articles fabriqués car on renoncerait à mesurer la valeur par le temps de travail, sans avoir aucune base pour une nouvelle méthode d'évaluation. Il faut renoncer à appliquer un tarif de faveur au produit perfectionné, à moins de revenir aux prix fixés suivant l'offre et la demande, c'est-à-dire d'abandonner le système collectiviste.

Mais l'obstacle principal au fonctionnement de la société collectiviste de JAURÈS est dans la contradiction entre le principe centralisateur du collectivisme administratif et le principe décentralisateur du socialisme corporatif. Toutes les prévisions d'un syndicat seront déjouées si, augmentant sa production pour bénéficier d'un nombre de bons plus élevé que le nombre des heures de travail effectif fourni par ses membres, l'administration, par maladresse ou malveillance, lui attribue dans la production une part inférieure à ses moyens (33).

(33) « Plutôt remettre franchement la production à l'Etat, que de soumettre l'industrie corporative, soi-disant autonome, à l'arbitraire administratif. La décentralisation des groupes de travailleurs est incompatible avec la réglementation de la production par une autorité extérieure; l'industrie décentralisée étoufferait si elle n'était pas maîtresse de sa production; c'est pour elle une question de vie ou de mort » (BOURGUIN : *op. cit.*, p. 39).

§ 3. — Le salaire dans le collectivisme altéré de Georges Renard

La doctrine de G. RENARD est collectiviste en ce sens qu'on y trouve l'exploitation par l'Etat de tous les moyens de production. La monnaie est constituée en bons de travail; la valeur elle-même, mesurée en bons sociaux, résulte d'une détermination faite par l'autorité suivant une règle fixe. Mais le procédé de calcul est nouveau, et le principe de la taxation se trouve même complètement écarté pour les objets rares (34), car le régime collectiviste se trouve altéré par l'intervention de l'offre et de la demande. Chacun doit recevoir, après prélèvement des ressources nécessaires à l'entretien de ceux qui ne peuvent pas travailler (35), l'équivalent de son travail. Il s'agit de décrire les rouages du mécanisme proposé par G. RENARD et d'en apprécier le fonctionnement.

A) EXPOSÉ DU MÉCANISME

Georges RENARD adopte la théorie de la valeur-équivalente déjà développée par l'économiste anglais Alfred MARSHALL en 1890. La valeur est constituée par deux éléments: l'intensité du désir éprouvé et la somme de travail nécessaire à le satisfaire. La valeur d'une chose sur le marché est une moyenne sociale qui se dégage des

(34) Les objets rares, d'une reproduction difficile ou impossible, comme les œuvres d'art, les pierres précieuses, les vins de grand cru, seront soustraits à la règle et attribués au plus offrant; la société entière bénéficiera du surplus payé pour les acquérir.

(35) « La formule courante qu'en régime socialiste l'ouvrier recevra le produit intégral de son travail est une formule inexacte » (G. RENARD: *op. cit.*, p. 177). Il n'y aura plus de prélèvement capitaliste, mais la société devra prendre sur le montant de la richesse sociale de quoi remplir certaines obligations qui lui sont imposées.

appréciations et des conditions différentes des vendeurs et des acheteurs. La valeur sociale est déterminée par le rapport du besoin social au travail social. Or la statistique permet de connaître la somme des produits qui sont consommés en un an par une société, et par conséquent la somme des besoins satisfaits, qui varie très peu d'une année à l'autre. Ce qui rend la prévision possible pour une société, c'est qu'en totalisant les besoins de toute une masse d'individus, on compense les variations inévitables qui se produisent de l'un à l'autre. C'est une application de la loi des grands nombres. En conséquence l'autorité publique détermine, pour chaque branche de production, les quantités de marchandises à fournir annuellement.

Georges RENARD raisonne sur les choses qui peuvent être produites en aussi grande quantité qu'elles sont demandées. La demande étant sûre d'être satisfaite, la condition préalable et nécessaire de la valeur : le besoin social, devient fixe, toujours égale à elle-même et par là s'annule comme cause de variation : « Il suit de là que, pour les choses ci-dessus désignées, on peut faire abstraction du besoin social, quand on veut déterminer leur valeur sociale » (36). La question se ramène donc à mesurer le travail pour déterminer la valeur. L'unité de mesure est l'heure moyenne ou sociale. Elle est établie en négligeant tant les facilités inégales offertes par le milieu naturel ou social, que l'inégalité même des facultés humaines, car ces différences « se compensent dans la somme qu'on est obligé de faire du travail employé à créer toutes les choses similaires » (37). On peut

(36) G. RENARD : *Le régime socialiste*. Alcan, 2^e édition, 1898, p. 162.

(37) *Id.*, p. 164.

donc dire que telle chose vaut tant d'heures de travail social.

Mais il est évident que les travaux divers accomplis dans une société sont inégalement pénibles. La justice exige que l'heure de travail ait un taux différent suivant les métiers et que ce taux soit proportionnel à la « pénibilité » de chaque métier. Pour éviter des discussions sans fin, il faut mesurer la pénibilité d'après l'attrait inégal que les différentes professions exercent sur les membres de la société. Le taux de l'heure de travail doit varier d'après la somme de travail offerte. Si pour un métier il se présente un grand nombre d'ouvriers, ce taux baissera. Si au contraire les travailleurs s'offrent en petit nombre, ce taux montera (38). En supposant que, par suite de certaines circonstances, le travail dans un métier devienne deux fois plus pénible, cette augmentation de pénibilité se traduit par une diminution proportionnelle dans le nombre des travailleurs qui s'offrent, et cette diminution permet de calculer avec rigueur la juste augmentation du coefficient de valeur attribué à l'heure de travail.

Comment déterminer la relation des différentes valeurs de l'heure de travail entre les divers métiers? Il faut établir un « coefficient de valeur moyen » auquel tous les autres devront être rapportés comme à l'unité. Si la production nationale tout entière demande 15 milliards d'heures de travail social, et qu'il y ait dans le pays 10 millions de travailleurs, chacun d'eux doit don-

(38) « Avec cette méthode, point de réglementation extérieure, point de discussion possible. Le libre choix des intéressés décide de la hausse ou de la baisse de leur rémunération. Le rapport qui s'établit entre la quantité du travail à faire et le nombre des individus désireux de le faire modifie automatiquement la valeur de l'heure de travail » (G. RENARD, *op. cit.*, p. 168).

ner en moyenne 1.500 heures de travail par an. Ces heures de travail sont de pénibilité moyenne, partant de coefficient de valeur moyen (39). Dès lors, pour obtenir le coefficient de l'heure de travail pour chacun des différents métiers, il suffit de prendre le nombre annuel d'heures de travail réclamées des travailleurs du métier considéré et de le diviser par le nombre d'heures moyen déterminé ci-dessus.

Soit un métier peu recherché où le nombre des travailleurs est insuffisant. Pour satisfaire à la demande des produits il y faudrait par exemple 4.500.000 heures de travail dans l'année, et les travailleurs ne sont que 1.000. Le travail que chacun d'eux devrait fournir, dans l'année, pour élever la production à la hauteur des besoins serait de 4.500 heures, c'est-à-dire trois fois la moyenne sociale. Le coefficient de l'heure de travail sera donc 3 dans cette industrie; chaque heure de travail sera payée 3 bons. Cette rémunération supérieure à la normale suffira pour attirer dans cette branche les travailleurs qui y manquent. A l'inverse, dans une profession encombrée, si chaque travailleur ne doit fournir, d'après le même calcul, que 500 heures de travail annuel, le coefficient sera $1/3$, et les travailleurs s'élimineront d'eux-mêmes jusqu'à ce que la rétribution se rapproche de la moyenne.

Par le jeu naturel de ce mécanisme d'évaluation les travailleurs se porteront vers les métiers qui manquent de bras et délaisseront ceux qui sont encombrés. L'équi-

(39) « Car, dans la totalisation des heures de travail réclamées pour faire face à la somme des divers besoins sociaux, les différents degrés de pénibilité des divers travaux, les différents taux de valeur de l'heure de travail se compensent et sont ramenés nécessairement à une pénibilité moyenne, à un taux moyen » (G. RENARD: *op. cit.*, p. 170).

libre s'établira très vite : les différentes quantités de travail à fournir annuellement par les travailleurs, les différents coefficients de l'heure de travail dans les divers métiers tendront à s'identifier. La quasi-égalité économique tendra à se réaliser d'elle-même. La rétribution annuelle de chaque travailleur dans les différentes professions gravitera dans un cercle étroit autour de la rétribution normale.

Puisque nous savons déterminer l'équivalence des différents produits en heures de travail, le problème de la rémunération du travail peut se résoudre aisément. Une fois qu'on a établi le nombre des copartageants (40) et la somme des produits à partager (41) mesurée par la somme des heures de travail qui ont servi à les créer, une simple division du dernier chiffre par le premier donne le « revenu normal ou moyen » de chaque individu. Il n'y a plus après cela, qu'à opérer la répartition au prorata des heures de travail accomplies par chacun, et le revenu individuel devient alors, suivant le coefficient de son métier, égal, inférieur ou supérieur, mais toujours dans les limites fort restreintes, au revenu normal.

G. RENARD s'occupe ensuite de régler quelques cas particuliers. La part du revenu de ceux qui ne peuvent travailler sera déterminée par la Nation. La lésinerie est peu à craindre car toute famille est aussi exposée qu'une autre à avoir ses malades et ses infirmes. Pour

(40) Aux producteurs directs de la richesse nationale il y a lieu d'ajouter d'abord ceux qui ne peuvent pas ou ne peuvent plus travailler, puis tous les membres de la société dont le travail, quoique producteur d'utilités sociales, ne laisse après lui aucun produit matériel susceptible d'être réparti (professeurs, médecins, employés d'administrations publiques, etc.).

(41) La société devra prendre sur le montant de la richesse sociale une épargne collective pour parer à une insuffisance possible d'une récolte par exemple.

ceux dont les services ne se traduisent pas en produits palpables, la rémunération peut être, la plupart du temps, calculée d'après les mêmes principes que celle des autres travailleurs. Quant à ceux qui ont à la fois des occupations discontinues et l'obligation de se tenir en permanence à la disposition du public — comme les médecins — la société fixera directement leurs honoraires qui seraient autrement très difficiles à évaluer. On peut en dire autant des savants, des artistes, des inventeurs : « la société, par les primes qu'elle offrira ainsi au travail vraiment créateur, décidera elle-même des progrès qu'elle voudra réaliser et du rang qu'elle voudra occuper parmi les peuples civilisés » (42).

B) CRITIQUE DU MÉCANISME

Dans tout système collectiviste, l'Etat est le seul producteur et le seul commerçant. Tous les citoyens sont des fonctionnaires au service de la société. La valeur des marchandises est soustraite à la loi de l'offre et de la demande : l'Etat rémunère les producteurs suivant la quantité de labeur contenue dans les objets produits. Le travail est l'unique critère de la valeur.

G. RENARD est conduit également à mesurer la valeur par le travail, car il élimine l'influence de la demande. Le besoin social étant fixe, l'intensité du désir éprouvé s'annule comme cause de variation. Il s'en suit qu'en régime collectiviste, on peut faire abstraction du besoin social quand on veut déterminer la valeur.

Il semble que G. RENARD ait réussi à conserver aux travailleurs le libre choix de leur profession en écartant

(42) G. RENARD : *op. cit.*, p. 179-180.

l'arbitraire dans le calcul des tarifs. Le recrutement des travailleurs paraît ainsi assuré dans toutes les professions sans recourir à la contrainte.

Mais ce n'est là qu'une apparence. Cette correction apportée au collectivisme, sans aucun doute très ingénieuse, est cependant inopérante. M. BOURGUIN (43) l'a montré d'une façon décisive : « si un métier dangereux ou rebutant est déserté, ce n'est pas le procédé du coefficient qui y attirera un nombre suffisant de travailleurs ; car il est contradictoire que le nombre normal des travailleurs y fasse tomber le coefficient au taux normal, et que ce taux soit considéré par les travailleurs comme donnant une rémunération insuffisante pour un travail particulièrement pénible ». On ne recrutera jamais assez de travailleurs pour faire tomber le coefficient à l'unité dans les métiers pénibles. Il faudra donc recourir à la contrainte pour assurer le service (44). Le procédé mathématique utilisé par G. RENARD ne serait efficace que s'il s'agissait seulement de corriger les défauts d'équilibre accidentels dans des métiers également appréciés, mais il est inutilisable pour arriver à équilibrer les emplois inégalement recherchés.

Nous sommes tout naturellement portés à comparer la rémunération du travail selon PECQUEUR et RENARD car tous deux ont le souci d'égaleriser la « pénibilité » différente des fonctions, dans le but de rendre identiques les rémunérations. Cependant le procédé mis en œuvre

(43) BOURGUIN : *op. cit.*, p. 78.

(44) A moins, ajoute M. Bourguin, d'attribuer, dans tous les cas, aux travailleurs le bénéfice d'un coefficient surélevé, même s'ils sont en nombre suffisant pour produire les quantités demandées en ne fournissant chacun que la moyenne sociale de travail. Mais admettre ce tempérament, c'est abandonner la règle de calcul mathématique pour revenir purement et simplement à la loi de l'offre et de la demande.

diffère essentiellement selon les deux auteurs. PECQUEUR allonge ou abrège la durée normale du travail suivant sa pénibilité, pour rendre identique la dépense d'énergie des travailleurs. L'équilibre des fonctions entre elles s'opère par un acte réfléchi de la loi. Ce procédé risque fatalement d'introduire l'arbitraire dans la fixation de la durée du travail. RENARD, au contraire, n'agit pas sur la longueur de la journée de labeur pour réaliser l'équivalence de pénibilité; il tient compte de l'offre de travail dans les différents emplois. Dans le système de G. RENARD, chacun reste libre de choisir son métier. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui équilibrent la pénibilité des fonctions.

*
**

De notre étude il résulte que les Saint-Simoniens, PROUDHON, dans le deuxième stade de sa pensée, et JAURÈS appliquant le concept du droit au produit intégral du travail, sont conduits à rémunérer inégalement les travailleurs car l'habileté et l'intelligence des hommes sont des données essentiellement variables. Certains socialistes, au contraire, entendent concilier le droit à l'intégralité du résultat de la production avec l'égalité des salaires, les uns en délimitant strictement la tâche journalière à accomplir, tels PROUDHON dans son premier pamphlet sur la propriété, et PECQUEUR, les autres en laissant jouer le libre jeu de l'offre de travail, comme RENARD. Nous avons examiné tous ces systèmes de rémunération dont aucun ne semble pouvoir être réalisable.

Une critique du droit au produit intégral du travail a été faite par un socialiste, M. LANDRY, en s'appuyant sur la notion de la valeur-utilité qui tend de plus en plus

à supplanter la vieille théorie de la valeur-travail (45). C'est l'utilité, c'est-à-dire le besoin, la demande, qui règle et commande la fixation des valeurs et des prix. « Si les choses, prises dans leur matérialité, écrit M. LANDRY sont faites par des individus, c'est la société qui fait l'utilité de ces choses » (46). La preuve en est que quelque prix que la société paye ces produits, les producteurs s'estimeront heureux car ils ne pourraient pas vivre, si la société leur laissait ce qu'a créé leur labeur (47). Ainsi l'idée du droit au produit intégral du travail n'est pas adoptée par tous les réformateurs sociaux ; il nous reste à examiner comment le socialisme contemporain abandonne cette notion et se borne à revendiquer, comme les premiers théoriciens du socialisme, un relèvement du salaire.

(45) La théorie de la valeur-utilité et celle de la valeur-équilibre fondée à la fois sur le coût et sur l'utilité, se partagent la faveur de la majorité des économistes.

(46) A. LANDRY : *L'utilité sociale de la propriété individuelle*. Thèse de doctorat ès-lettres, Paris, 1901, p. 398.

(47) M. Landry souhaite que la distribution des richesses se rapproche autant que possible de l'égalité. En ce sens il adopte la première attitude de Louis Blanc réclamant l'égalité des salaires.

TROISIÈME PARTIE

LE RETOUR

DU SOCIALISME CONTEMPORAIN

A LA CONCEPTION PRIMITIVE

Le socialisme en France ,à l'époque contemporaine, se présente plutôt sous l'angle d'un mouvement politique que d'une doctrine économique. Non pas que l'activité dogmatique soit inexistante. Les ouvrages du professeur A. PHILIP, de la Faculté de Droit de Lyon, de H. DUBREUIL ou de J. MOCH, notamment, sont les floraisons d'un certain renouveau d'activité doctrinale. Mais ce mouvement est orienté principalement sur l'attitude du socialisme à l'égard de la rationalisation et plus récemment de la crise économique (1). Les livres de H. DUBREUIL (2) reflètent les impressions reçues par l'auteur au cours de son séjour aux Etats-Unis. M. A. PHILIP (3) étudie également le mouvement ouvrier en Amérique et examine, comme M. J. MOCH (4), la situation

(1) A. PHILIP: *La crise et l'économie dirigée*. Edition de Cluny, 1935.

(2) H. DUBREUIL: *Standards*, Grasset, 1929; *Nouveaux standards*, Grasset, 1931; *Les Codes de Roosevelt et les perspectives de la vie sociale*, Grasset, 1934.

(3) A. PHILIP: *Le problème ouvrier aux États-Unis*, Alcan, 1927; *Henri de Man et la crise doctrinale du socialisme*, Gamber, 1928.

(4) J. MOCH: *Socialisme et rationalisation*. L'Églantine, 1927.

du socialisme en face des manifestations nouvelles de l'industrialisme.

C'est pourquoi nous devons rechercher la solution du problème qui retient notre attention, moins dans les ouvrages doctrinaux que dans l'ensemble des documents des partis politiques socialistes. Il ne s'agit plus d'analyser les idées sur le salaire comme on dissèque un cadavre, mais de palper un organisme vivant : le socialisme à l'œuvre. Jusqu'à présent nous avons pris contact principalement avec un socialisme livresque, un socialisme de bibliothèque, nous allons maintenant essayer d'en saisir un autre caractère. A l'aspect doctrinal et statique nous allons substituer l'aspect politique et dynamique afin de dégager l'idée directrice qui commande l'attitude effective des socialistes vis-à-vis du problème de la rémunération du travail.

Nous n'avons pas l'intention de retracer l'histoire des partis politiques depuis les premiers vagissements du socialisme renaissant après la sanglante répression de la Commune. Envisageons le socialisme à l'œuvre tel qu'il existe en 1936. Il n'y a pas actuellement en France — il n'y a jamais eu d'ailleurs — un seul parti socialiste. Les groupements politiques s'essaient en plusieurs formations : citons d'abord le *Parti Républicain Socialiste* fondé par quelques-unes des personnalités les plus notoires de l'ancien Parti Socialiste Français (A. BRIAND, A. MILLERAND, A. ZÉVAÈS, etc.) qui ne voulurent pas adhérer au Parti Socialiste Unifié de 1905 et abandonner leur programme essentiellement réformiste. Puis en 1919, une fraction du Parti Socialiste Unifié se scinde et constitue le *Parti Socialiste Français*. Une autre dislocation plus grave survint à l'issue du Congrès de Tours en 1920. La gauche du Congrès

prit le nom de *Parti Communiste S.F.I.C.* (section française internationale communiste); le centre et la droite gardèrent le titre de *Parti Socialiste S.F.I.O.* (section française internationale ouvrière). Enfin, en 1933, le Parti S.F.I.O. prononça l'exclusion de certains de ses membres qui constituèrent un groupement nouveau: le *Parti Socialiste de France*.

Cet éparpillement en cinq configurations politiques, non compris un certain nombre de socialistes indépendants, ne devait pas se prolonger. Au mois de novembre 1935 fut accomplie la réunion du *Parti Socialiste de France*, du *Parti Socialiste Français*, du *Parti Républicain Socialiste*, sous le nom d'*Union Socialiste et Républicaine*. Il semble que, tout en conservant d'abord leur structure, ces partis tendront de plus en plus à n'en former qu'un seul. Actuellement, on compte donc, outre l'*Union Socialiste*, le *Parti Socialiste S.F.I.O.* et le *Parti Communiste S.F.I.C.* Les premiers symptômes d'un rapprochement commencent d'ailleurs à se manifester entre ces deux derniers partis.

Le socialisme politique contemporain se scinde en deux grandes tendances qui s'objectivent dans la question de la rémunération du travail, en deux attitudes distinctes. Les tenants des Partis S.F.I.O. et S.F.I.C. se placent dans le sillage de KARL MARX: ce sont les archéo-socialistes; alors que les membres de l'Union Socialiste et Républicaine revisitent les fondements de l'orthodoxie marxiste et l'assouplissent: ce sont les néo-socialistes. Tandis que les premiers ont comme idéal — mais comme idéal seulement — la volonté d'assurer aux travailleurs l'intégralité de la production (5), les néo-socialistes

(5) Les socialistes s'en tiennent à ce stade tandis que les communistes, tout en reconnaissant la nécessité de ce palier intermédiaire, vont plus

repoussent cette idée et conçoivent dans leur plan d'organisation, un système où l'intérêt du capital aura sa juste part de rémunération dans l'entreprise. Ils renouent ainsi la chaîne avec les premiers socialistes français. C'est un renversement du mouvement de pendule.

Il reste à indiquer une manifestation du socialisme qui entend garder jalousement son indépendance à l'égard des partis politiques: c'est le syndicalisme cégétiste. L'article 2 des statuts proclame que la C.G.T. « groupe en dehors de toute école politique tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ».

Nous nous proposons, afin de parcourir le cercle des idées socialistes contemporaines, d'étudier *la rémunération du travail selon les conceptions des archéo-socialistes, des néo-socialistes et du syndicalisme cégétiste.*

loin et réclament, en définitive, dans un avenir éloigné, l'application de leur fameuse formule: « De chacun selon ses capacités; à chacun selon ses besoins ».

CHAPITRE PREMIER

LES ARCHEO-SOCIALISTES ET LA REMUNERATION DU TRAVAIL

Les Partis Socialiste et Communiste, pour critiquer la rémunération capitaliste du travail, se bornent à reprendre la théorie marxiste de la plus-value. La classe ouvrière ne reçoit en échange de l'emploi quotidien de sa force de travail que tout juste ce qui est nécessaire à sa propre reproduction. Mais comme cette force de travail produit plus de richesse qu'elle n'en consomme, la différence — ou plus-value — constitue les bénéfices du capital (1). Le manque d'originalité des archéo-socialistes ne se manifeste pas seulement dans la partie négative de leur conception, mais aussi dans la notion du juste salaire.

Le salaire idéal, selon les socialistes, est celui qui assure au travailleur l'intégralité du résultat de la production (2). L'ouvrier ne doit plus être spolié par le

(1) Cf. notamment J.-B. SEVERAC. Avant-propos de la brochure de J. FERRETTI : *Ce qu'est le parti socialiste* (Librairie populaire, 1931). Sur le parti communiste, voir G. FOURCACHÉ : *Travail libre ou travail forcé* (Bureau d'éditions, sans date).

(2) « Il n'y aura de justice vraie que lorsque l'unique propriété reconnue aux hommes sera celle qui provient de leur travail personnel, lorsque la dime prélevée par le patron sur le salarié, par le propriétaire du sol sur le tenancier, aura disparu avec la forme de propriété dont elle est l'expression directe » (*Programme d'action du parti socialiste*. Librairie populaire, 1934, p. 36).

capitaliste. Mais toujours fidèles à la pensée du Maître, les socialistes jugent inutile de décrire la société future. La motion de Toulouse, votée le 23 mai 1934, est caractéristique à cet égard : « une fois installé au pouvoir, le Parti, dominé par le sentiment de sa mission révolutionnaire, ne pourrait se laisser enchaîner ou limiter par aucun plan ou par aucun programme » (3). Le but poursuivi par les socialistes est l'affranchissement des prolétaires par la Révolution sociale. C'est la substitution du régime collectiviste de production, de l'échange, de la consommation au système économique actuel, fondé sur la propriété privée capitaliste. Mais il ne s'en suit pas que cette transformation doive nécessairement se faire sous le signe de la violence (4).

L'idéal communiste de la rémunération du travail est celui où chacun produira selon ses capacités et recevra suivant ses besoins. Seulement le communisme ne peut atteindre du premier coup son stade supérieur. Il est précédé d'une période où la société n'est pas encore entièrement affranchie des survivances du régime capitaliste. Ce degré inférieur du communisme s'appelle le socialisme (5). En régime socialiste, l'industrie et

(3) Cf. *L'Europe nouvelle documentaire*, supplément au n° du 25 janvier 1936. Cf., également dans le même sens, LÉON BLUM : *Commentaires sur le programme d'action du parti socialiste* (Librairie populaire, 1933, p. 20).

(4) « Etant le parti de la fraternité humaine, dirigeant toute son action vers la prospérité et le bien-être universels, il souhaite ardemment que sa victoire s'accomplisse dans le calme et l'organisation méthodique. Mais le prolétariat ne peut renoncer, pour la conquête du pouvoir politique, à aucun moyen de lutte, et la forme de la Révolution dépendra finalement des circonstances, notamment de la nature des résistances qui seront opposées à son effort d'affranchissement » (*Programme d'action*, p. 16).

(5) Quant au passage du capitalisme au socialisme, il ne peut s'effectuer que par la lutte révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie. Le socialisme ne succède au capitalisme qu'à la suite de la Révolution

l'agriculture ne sont pas parvenues à un tel niveau de développement qu'il soit possible de satisfaire les besoins de toute la population, indépendamment de la quantité de travail personnel que fournit chaque individu. On se bornera à mettre en commun les moyens de production, chaque membre de la société exécutant un travail socialement nécessaire et recevant en échange un bon lui donnant droit à se faire délivrer une quantité correspondante de produits de consommation. Chacun recevra selon son travail. Cette phase marque déjà un progrès, elle supprime l'exploitation de l'homme par l'homme (6), elle fait régner une égalité apparente.

Mais cette égalité n'est pas absolue, elle n'établit pas un état social juste, car les hommes ne sont pas égaux. L'un est plus fort, l'autre plus faible; l'un marié, l'autre célibataire. On conçoit donc, on doit réaliser un régime social plus équitable et définitif qui se traduit par cette formule: de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. La phase suprême du communisme naît du socialisme. Ce sera alors la mort

prolétarienne et de la Dictature du prolétariat. « Pour éviter l'effusion du sang populaire dont les communistes sont avares, il n'y a qu'un seul moyen: le développement de la conscience et de l'organisation de la classe ouvrière. Plus les ouvriers et les paysans seront conscients et organisés, moins ils auront besoin d'employer la violence. La violence révolutionnaire ne devient inévitable que parce que les classes dominantes opposent leur violence réactionnaire, qui est chronique, à la classe révolutionnaire, au prolétariat, qui revendique ce qui doit lui appartenir: les instruments de travail » (Ch. RAPPOPORT: *Précis du communisme*. Bureau d'éditions, 1935, p. 27).

(6) « La première phase du communisme ne peut donc pas encore réaliser la justice et l'égalité; des différences subsisteront et des différences injustes; mais ce qui ne saurait subsister, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme, car nul ne pourra plus détenir, à titre de propriété privée, des moyens de production, des fabriques, des machines, de la terre ». (I. LÉNINE, cité par S. MARTEL: *Le Communisme, société future*. Bureau d'éditions, 1935).

véritable de l'État et l'avènement de l'âge d'or. On sera tellement habitué à observer les règles primordiales de la vie sociale et le travail sera devenu si producteur que tout le monde produira selon ses capacités et que chacun recevra selon ses besoins (7). La théorie, on le voit, n'est pas très compliquée. Elle est aussi simple que puérile. Elle consiste tout entière dans une combinaison et une succession dans l'ordre chronologique du collectivisme et de l'anarchie.

Mais en attendant que se réalise la Révolution hypothétique, les archéo-socialistes vont-ils se vouer à l'inaction? Ne feront-ils aucun effort pour hâter l'approche de la transformation sociale qu'ils réclament? Non. Et c'est ici l'originalité de leur attitude. Ils élaborent un programme d'action immédiate pour améliorer le sort du travailleur dans la société capitaliste, pour augmenter la rémunération de son travail. C'est le point de vue réformiste qui est aujourd'hui une attitude commune à tous les socialistes. Par là, ils suivent la voie tracée avec une continuité exemplaire par le plus grand des réformistes: M. A. MILLERAND (8). Ce programme, puisqu'il doit s'appliquer dans le régime présent, se borne, par la force des choses, à réclamer seulement une hausse continue du salaire sans toutefois atteindre au produit intégral du travail. Les socia-

(7) « Y a-t-il lieu de craindre que l'un prenne trop, et qu'il ne reste rien à l'autre? Non, cette crainte est injustifiée. Dans la société communiste, en raison du développement des forces productives, les produits seront en quantité suffisante pour faire face à tous les besoins. Et du moment que tous les besoins seront satisfaits, qui donc s'avisera « d'accaparer » plus qu'il ne lui en faut? En admettant même que quelqu'un le fasse, cela ne lui servirait à rien, puisqu'il n'aura personne à qui vendre les produits » (S. MARTEL: *op. cit.*, p. 12).

(8) Voir V. BADIE: *Les principaux aspects du socialisme réformiste en France*. Thèse, droit, Montpellier 1931.

listes et les communistes rejoignent ainsi dans leur action positive l'attitude des premiers socialistes français qui ne revendiquaient pas pour l'ouvrier la totalité du produit créé.

Les socialistes estiment qu'il est possible d'introduire progressivement dans le monde, avant l'instauration complète du régime nouveau, toujours plus d'ordre, toujours plus de liberté et chaque progrès en ce sens prépare et hâte le moment historique du prolétariat (9). Le but doit toujours inspirer les moyens et les moyens ne doivent jamais détourner du but. La forme et le mode de la Révolution sont liés au degré d'organisation matérielle et morale du prolétariat, comme à l'état d'évolution de la société capitaliste. Les mêmes actes qui peuvent actuellement accroître la puissance d'organisation du prolétariat, les mêmes actes qui peuvent aménager le plus profondément possible la société capitaliste d'aujourd'hui dans le sens de la société collectiviste de demain, sont en même temps ceux qui préparent la Révolution de la façon la plus efficace et la plus complète.

Les communistes justifient l'utilité des réformes immédiates en se plaçant sous l'égide de MARX et de STALINE (10). La lutte des masses laborieuses peut imposer, comme le dit STALINE, « un certain refrènement des représentants les plus acharnés du profit

(9) Le terme et le but des radicaux-socialistes est de mettre en efficacité tout ce que la société présente peut contenir d'ordre et de justice, « tandis que, pour les socialistes, ce sera le commencement et le moyen de la Révolution sociale » (L. BLUM, cité par F. CORCOS : *Catéchisme des partis politiques*. Editions Montaigne, 1932).

(10) Maurice THOREZ : *Les communistes et le front populaire*. Discours prononcé à la session du Comité central du parti communiste français des 1^{er} et 2 novembre 1934.

capitaliste ». Elle peut imposer un allègement des charges qui accablent les producteurs salariés non capitalistes. MARX, au surplus, a enseigné que « si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure ». Il convient donc, en premier lieu, d'élaborer le cahier des revendications des masses populaires (11).

Ainsi les objectifs immédiats ne constituent, pour les archéo-socialistes, qu'une petite étape dans la voie de l'affranchissement des travailleurs. Nous examinerons les réformes préconisées en essayant d'en dégager la portée. Les unes contribuent à augmenter d'une manière directe le niveau du salaire, les autres, en garantissant les ouvriers contre les risques du travail par l'intervention de l'autorité publique, tendent indirectement au même but.

§ 1. — L'amélioration directe de la condition des travailleurs

Les archéo-socialistes demandent le développement de toutes les mesures améliorant la condition sociale de l'ouvrier, comme le régime des allocations familiales qui permet d'augmenter la rétribution du chef de famille, comme l'utilisation des conventions collectives qui est une garantie contre l'avilissement des salaires, ou encore la pratique du travail coopératif qui associe l'employé à l'entreprise. Le programme d'action immé-

(11) M. Cachin a déclaré au 8^e Congrès du Parti Communiste, à Lyon-Villeurbanne: « Le programme minimum n'est pas le communisme. Qu'on nous donne ces réalisations immédiates d'abord; après nous verrons... Nous n'oublierons pas que notre but est de faire la République française des Soviets » (*Le Temps*, 23 janvier 1936).

diate comporte, en outre, la diminution de la durée du travail sans baisse de salaire, ce qui aura pour résultat d'augmenter la valeur de l'heure de travail. Tels sont les deux objectifs poursuivis simultanément en vue de l'amélioration du bien-être de la classe ouvrière.

*
* *

Le principe des allocations familiales a toujours été vu avec faveur par les socialistes et les communistes, car le sursalaire familial ne fait plus dépendre exclusivement la rémunération ouvrière du travail fourni, mais encore de certains besoins du travailleur, besoins aussi objectivement mesurables et aussi fondamentaux que ceux de la famille. C'est une institution qui réalise d'une façon pratique la vieille aspiration communiste : à chacun selon ses besoins.

Mais le régime des allocations familiales est défectueux, disent-ils. Pratiqué avec le concours des Caisses de Compensation (12), il met aux mains du patronat un dangereux système de fiches ; il lui donne un contrôle inadmissible dans le foyer ouvrier, il est un moyen de maintenir, par des réglementations abusives, les travailleurs en tutelle et de contrecarrer tous leurs efforts d'émancipation. Il risque d'opposer, dans leurs revendications, les ouvriers chargés de famille à leurs autres camarades. Le paiement d'allocations pour charges de famille constitue un devoir social qui doit être supporté par la collectivité. C'est à l'État et non au patronat qu'il incombe de pourvoir à un service d'intérêt public.

(12) Cf. notamment R. RHEIN : *Les allocations familiales obligatoires*, Sirey 1932 ; J. PINTE : *Les allocations familiales*, thèse, Lille 1935 ; P. MAZAS : *Le fondement de l'obligation aux allocations familiales*, thèse, Paris 1936.

Voici ce que déclarent les communistes : « Le sursalaire s'est prêté admirablement à diviser les ouvriers : d'un côté, il y a les célibataires et les hommes mariés sans enfants, gagnant un salaire soi-disant normal ; de l'autre, les pères de famille auxquels les patrons, sous forme d'aumône, accordent le sursalaire. Ainsi les pères de famille, humiliés et liés, forment une catégorie spéciale n'ayant plus les mêmes revendications que leurs camarades de travail sans enfants... Le sursalaire payé par l'État sous le contrôle ouvrier, doit être, à partir d'aujourd'hui, une des principales revendications des ouvriers de la région Roubaix-Tourcoing-Halluin » (13).

Dans l'ordre d'idée visant l'embauchage de la main-d'œuvre, les réformateurs sociaux désirent le développement de la pratique du contrat collectif (14), venant se superposer au contrat de travail individuel. Par l'application des conventions collectives plus librement débattues entre les parties moins inégales en puissance économique, la rémunération du travailleur ne dépend plus principalement d'un contrat, trop souvent lésinier, qui lui est imposé par le détenteur de l'instrument de production. Elle fait l'objet de règles sociales qui garantissent des minima de salaire fondés sur le coût normal de la vie.

Une autre forme d'évolution du salariat est celle du travail coopératif. Les archéo-socialistes ne sont pas hostiles à cette pratique (15), car ils reconnaissent en

(13) *L'Enchaîné* du 14 novembre 1925, cité d'après A. MARTINACHE : « *A travail égal, genre de vie égal* », thèse, Paris 1926.

(14) Cf. G. PIROU : Intervention légale et contrat collectif de travail (*Revue d'Economie politique*, nov.-déc 1913) ; Le problème du contrat collectif de travail en France (*Revue internationale du Travail*, 1922).

(15) Nous sommes loin de la doctrine de coopération intégrale de Ch. Fourier et du socialisme associationniste de la première moitié du XIX^e

elle une amélioration très nette du sort des prolétaires. En régime capitaliste nous avons, disent-ils, le salariat-exploitation et en régime coopératif le salariat-collaboration; au salariat capitaliste succède le salariat-associé. Dans la société coopérative, le travailleur est généralement en même temps un associé; il a son mot à dire dans l'entreprise, alors qu'en régime capitaliste le patron est le seul maître de son affaire; ses ouvriers sont de simples salariés. La coopérative ne recherche, en outre, ni profit, ni bénéfice; son but est la remise des produits aux prix de revient, prix dont profitent les employés de la coopérative; en régime capitaliste, au contraire, le chef d'entreprise recherche avant tout le profit et le salarié travaille uniquement au bénéfice du patron.

*
* *

Les archéo-socialistes veulent, en outre, faire bénéficier les travailleurs des progrès du machinisme qui permettent de réduire matériellement la peine des hommes, l'effort nécessaire à une production même toujours plus abondante. Ils demandent une diminution du temps réservé au travail sans baisse de rémunération. Il ne s'agit pas seulement d'abrégier le nombre d'heures de labeur quotidien ou hebdomadaire, mais aussi la durée annuelle par la pratique des vacances qui doit s'étendre au monde ouvrier. Ils préconisent également

siècle. La liaison intime entre socialisme et coopération qui se manifeste dans les doctrines économiques jusqu'en 1860 environ, va en s'affaiblissant, et la rupture définitive date du Congrès ouvrier de Marseille, en 1879. Le marxisme relègue la coopération au rang d'un instrument au service de la pensée révolutionnaire (Cf. M. DE MENTHON: Cours public sur la coopération, 1936). C'est pourquoi vous voyons les archéo-socialistes assigner à la coopération le rôle de servante du socialisme.

l'élévation de l'âge minimum d'admission au travail, corollaire d'une prolongation de la scolarité obligatoire ainsi que l'abaissement de l'âge de la retraite. Ils désirent donc réduire la durée de la vie du travail en agissant à ses deux extrémités.

Ainsi pourra se développer, à côté du travail salarié, la pratique effective d'un travail libre, c'est-à-dire la faculté de s'occuper à sa guise dans des travaux de jardinage ou dans toutes espèces d'occupation. Les ouvriers, en dehors des tâches salariées, pourront se livrer aux joies d'un travail proprement personnel — à rendement non négligeable — fruits des loisirs d'un salariat de plus en plus resserré dans le temps. C'est là un élément d'émancipation des prolétaires. L'organisation des loisirs ouvriers présente dès lors une grande importance, car ni la Révolution sociale, ni l'état intermédiaire qui la préparera et en rapprochera le moment, ne doivent avoir uniquement pour objet de procurer aux travailleurs un bien-être matériel : « le prolétariat, qui est la force agissante du monde par son travail, proclame M. Léon BLUM, a droit, si je puis dire, à toutes les fleurs que le travail fait naître, à toutes les jouissances de la culture, à toutes les jouissances de l'art » (16).

L'application de la loi de huit heures, votée au lendemain de la guerre, est venue confirmer les conséquences heureuses d'une durée de travail moins longue, autant toutefois que l'on peut lui attribuer les résultats obtenus, car la recherche de la causalité est difficile à effectuer, vu la complexité mouvante des rapports économiques. Il résulte d'une enquête du Ministère du

(16) Léon BLUM : *Commentaires sur le programme d'action*, p. 16.

Travail que cette loi a permis la diminution de l'alcoolisme, le développement des jardins ouvriers chez les adultes, ainsi que la création de nombreuses sociétés sportives chez les jeunes. La loi de huit heures a contribué, en outre, à un apaisement social, car il semble que l'ouvrier porte un intérêt plus grand à son travail qui le fatigue moins. Le rendement a augmenté : l'ouvrier n'étant plus astreint à une journée de labeur démesurément allongée, compense la diminution des heures de présence par un travail plus actif. Certes, cette loi n'a pas donné tous les résultats escomptés sur le développement de l'instruction générale des travailleurs, mais elle a cependant permis l'extension de l'apprentissage. La loi de huit heures, par ses conséquences heureuses sur le sort des ouvriers, constitue un précieux élément d'affranchissement du salariat.

Les archéo-socialistes demandent un nouvel abaissement de la durée du travail. Ils inscrivent comme revendication la semaine de quarante heures. Cette réforme est présentée comme un remède au chômage et à la crise. La diminution des heures de travail aura pour effet d'augmenter le nombre des ouvriers touchant des salaires, ce qui accroîtra les débouchés pour les usines. En employant plus d'ouvriers travaillant un nombre d'heures réduit, on augmente le pouvoir d'achat et on diminue le chômage, pourvu que les salaires hebdomadaires restent les mêmes. La semaine de quarante heures permettra aux chômeurs partiels de regagner le gain hebdomadaire d'autrefois par l'augmentation du salaire horaire. Elle constitue, en outre, un nouveau progrès social rendu possible du fait de l'augmentation considérable du rendement ouvrier depuis la guerre. Cependant il ne semble pas — à l'heure actuelle tout

au moins — que cette réforme soit désirée pour elle-même comme l'étaient les huit heures : à beaucoup, sans doute, elle apparaît plus, comme un remède au chômage, que comme une amélioration permanente qu'il semblerait urgent d'apporter aux habitudes de la classe ouvrière.

Il n'est pas indubitable que la réforme des quarante heures soit déjà profondément ancrée dans l'esprit des ouvriers. Certains — et ils sont nombreux — redoutent que son application n'entraîne malgré tout une certaine diminution du salaire nominal. De plus, son premier effet serait d'imposer un sacrifice à l'ouvrier sur son salaire réel, car l'application des quarante heures provoquerait, avec une quasi-certitude, la hausse du coût de la vie. Sans doute cette gêne ne serait probablement que momentanée, par suite de la reprise des affaires provoquée par la réforme.

La psychologie ouvrière explique pourquoi le mouvement en faveur de cette nouvelle diminution des heures de travail ne paraît pas encore très développé ; le travailleur craint que cette mesure ne porte atteinte à son niveau de vie habituel qu'il entend avant tout conserver (17).

(17) M. DE MENTHON : Cours public sur la psycho-sociologie du travail, Cf. également M.-A. BOUDET : *La semaine de quarante heures*, thèse, Lyon 1935 ; G. BOUZON : *La semaine de quarante heures et les prix de revient industriels*, thèse, Paris 1935 ; J. BARTHÈS : *La crise et les quarante heures*, thèse, Toulouse 1935 ; P. COLLET : *La semaine de quarante heures*, thèse, Paris 1935.

§ 2. — L'amélioration indirecte de la condition des travailleurs

L'indemnisation des chômeurs involontaires est une des réformes préconisées par les archéo-socialistes (18). Grâce à elle, le travailleur qui ne trouve pas à placer sur le marché sa force de travail, n'est plus laissé sans revenu régulier. Les indemnités qu'ils reçoivent empêchent les chômeurs, non pas d'accepter du travail — aucune enquête ne l'a jamais révélé — mais elles contribuent, dans une certaine mesure, à empêcher les chômeurs d'accepter un emploi à un salaire avili. Ainsi le travail se trouve soustrait à la pression de la loi de l'offre et de la demande, loi antisociale si on veut l'appliquer à la détermination du revenu d'êtres humains.

M. RUEFF (19) a acquis une certaine notoriété en soutenant que l'assurance-chômage serait elle-même une cause de chômage, pour autant qu'elle est un frein contre la baisse des salaires. Assimilant le travail à une marchandise, cet économiste déclare que les débouchés de cette marchandise grandissent en raison même de la diminution de son prix. Si la main-d'œuvre est moins chère, on peut en occuper davantage que si elle est plus coûteuse. Oui, répondent les réformateurs sociaux, mais précisément le travailleur est autre chose

(18) Les municipalités, disent-ils, ne peuvent, devant leurs maigres ressources, donner des allocations de chômage. Plus que jamais s'impose la formation d'un fonds national de chômage, ce qui permettrait de donner des indemnités à tous les sans-travail.

(19) J. RUEFF: L'assurance-chômage, cause du chômage (*Revue d'Economie politique*, mars-avril 1931); publié en brochure avec une préface de M. Ch. RIST, Sirey 1931.

qu'une marchandise, ce qui ruine l'argumentation de M. RUEFF.

Le travail-marchandise est un élément du coût de production: c'est le point de vue du chef d'entreprise. Plus le salaire qu'il paie est bas, plus l'entrepreneur peut réduire le prix de son produit et plus il pourrait espérer en vendre si son marché restait le même. Mais le salaire n'est pas seulement un élément du coût de production, il est aussi — c'est le point de vue du travailleur — le revenu d'un être vivant qui n'est pas une marchandise, qui est un consommateur. Le salaire est à la fois élément du coût de production et facteur du marché. Et ce que l'ensemble des entrepreneurs croient gagner comme débouchés en abaissant les salaires, ils le perdent par une diminution correspondante du pouvoir d'achat de l'ensemble des consommateurs. Dans le régime de concurrence individuelle, si la baisse des salaires était l'acte d'un seul entrepreneur, celui-ci pourrait y trouver un avantage particulier, mais aussitôt en vertu de la concurrence même, le phénomène se généralise, cet avantage est perdu et il ne subsiste plus qu'une course à l'appauvrissement général. Ainsi la baisse des salaires ne commande pas nécessairement, comme le laisse entendre M. RUEFF, un accroissement de la demande de travail (20).

(20) Pour la discussion de la thèse de M. Rueff, cf. en particulier les articles de J. LESCURE (*Annales de l'Université de Paris*, juillet-août 1931); R. PICARD (*Revue d'Economie politique*, novembre-décembre 1931); F. MAURETTE (*Revue internationale du Travail*, décembre 1931); H. NOYELLE (*Revue Economique internationale*, mai 1932), et les débats de l'Association française pour le progrès social dans les *Documents du Travail*, numéros de juillet-septembre 1931 et avril-juin 1932. Cf. également F. SIMIAND: *Les fluctuations économiques à longue période et la crise mondiale*, Alcan 1932, pp. 80-82, et G. VIANE: *La Révolution ou la Guerre*, pp. 98-118 (Bibliographie recueillie par G. PIROU: *La crise du capitalisme*, Sirey 1934, p. 72, en note).

*
**

Les socialistes et les communistes sont, en outre, partisans du principe des assurances sociales qui constitue une autre garantie précieuse contre les risques du travail (21). Sans l'assurance, l'ouvrier est un prolétaire absolu. Il n'a pour toute richesse que sa force de travail. Celle-ci lui fait-elle défaut momentanément, à cause de maladie ou définitivement par suite d'invalidité ou de vieillesse, les économies personnelles ont bientôt disparu et c'est le paupérisme. Grâce à cette institution, le revenu de l'ouvrier ne dépend plus exclusivement de la vente quotidienne de sa force de travail. Le travailleur n'est plus le prolétaire dénué de toute autre ressource. Il a la garantie d'un appui de la collectivité.

La profondeur des modifications que ce régime apporte au salariat a été mise en relief d'une façon lumineuse par M. H. Fuss dans une conférence faite au Jeune Barreau de Bruxelles le 26 février 1934, dans les termes suivants: « L'assurance sociale est essentiellement une garantie de droit. Dans l'assurance commerciale, les primes de l'assuré couvrent mathématiquement son risque. L'assurance sociale, par contre, implique une intervention de la collectivité. Elle est la reconnaissance d'une créance acquise par le travailleur sur la société. La rémunération du travail n'est plus seulement dans le salaire, elle est en outre dans les prestations éventuelles, parfois considérables, de l'assurance sociale. Or, celles-ci, qui ont évidemment leur source de droit

(21) Les communistes demandent la révision de la loi des assurances sociales en vue d'augmenter les prestations et veulent poser, en outre, la question de supprimer le versement ouvrier et de faire payer toutes les assurances sociales par le patronat et par l'État.

dans le travail accompli et parfois dans l'anticipation du travail à accomplir, ne jouent cependant qu'au moment même où le travail, pour des raisons indépendantes de la volonté du travailleur, ne peut plus être fourni. En d'autres termes, il est maintenant acquis, grâce aux services d'assurances sociales, que le travail n'a plus seulement pour rémunération le salaire, prix de la marchandise. Par les prestations d'assurance, le travail est aussi rémunéré dans la qualité de fonction sociale qui lui est de plus en plus reconnue » (22).

*
* * *

Dans leur essence, ces réformes tant directes qu'indirectes sont un fait d'évolution révolutionnaire dans la mesure où elles infirment l'idée du travail-marchandise. En régime capitaliste, la condition générale des travailleurs, c'est le salariat. Le salaire est le prix d'un travail offert sur le marché par un vendeur ouvrier à un acheteur patron, c'est-à-dire le prix d'une marchandise-travail. Par le jeu des réformes précédentes, le régime capitaliste se modifie peu à peu dans le sens du socialisme où le travail deviendra une fonction sociale dont la rémunération n'aura plus le caractère d'un prix de vente sur le marché. Actuellement déjà, le salaire ne constitue plus la seule rémunération du travailleur. La collectivité, en prenant à sa charge une large part des risques de l'ouvrier, vient par là même suppléer à l'absence de salaire dans les périodes de cessation forcée de travail. C'est un des aspects les plus caractéristiques de l'évolution du capitalisme.

(22) Henri Fuss : *Le travail n'est pas une marchandise* (L'Églantine, 1934, p. 14).

CHAPITRE II

LES NEO-SOCIALISTES ET LA REMUNERATION DU TRAVAIL

La jeune Union Socialiste et Républicaine marque le second aspect du socialisme politique contemporain. Les néo-socialistes se dégageant de l'emprise marxiste, adoptent l'idée directrice des premiers socialistes français du début du XIX^e siècle : élever le chiffre du salaire sans toutefois accorder à l'ouvrier l'intégralité du résultat de la production. Les premiers réformateurs sociaux adoptaient cette conception d'une manière instinctive — sauf peut-être SISMONDI — sans consacrer de longs développements sur la nécessité de rémunérer le capital, ils entendaient améliorer le sort des prolétaires tout en maintenant les revenus sans travail. C'est au contraire en toute connaissance de cause que les néo-socialistes reviennent à l'idée première et rejettent la formule du droit au produit intégral du travail ; c'est un retour systématique et mûrement réfléchi au concept primitif.

Mais si la ligne générale est identique, il ne s'agit pas toutefois de restaurer les vieilles conceptions utopiques mais d'infuser un sang nouveau au socialisme, de lui faire prendre contact avec les faits,

Les néo-socialistes n'entendent pas légiférer pour l'an deux mille, ils veulent hâter la reprise des affaires et assurer — c'est là le point capital — une distribution rationnelle de la production gigantesque que la technique moderne a permis de réaliser. Ils entendent tracer les étapes toujours selon le réel et le possible, sans coupure entre aujourd'hui et demain. Les néo-socialistes dressent un plan dans le but de déclancher une période de prospérité non plus temporaire, mais définitive en rendant impossible le retour de toute crise. Ils veulent créer en France un état meilleur à celui qui a précédé la dépression actuelle, le perpétuer, le développer sans cesse.

Cette tendance est assez récente. Elle date de la parution de l'ouvrage de M. Marcel DÉAT : « *Perspectives Socialistes* » (1). L'idée nouvelle a fait son chemin ; elle a réussi à passer du plan de la doctrine dans celui des faits, elle a suscité la création du Parti Socialiste de France dont M. Marcel DÉAT est un des chefs les plus écoutés. Les membres de ce parti ont constitué un comité composé d'équipes techniques et de diverses commissions que se sont partagées la tâche et le résultat de cette collaboration a abouti, grâce à la rédaction finale de M. CHAUX à la publication à la fin de l'année 1935 du « *Plan Français* ». C'est un document très important dans la vie du socialisme politique contemporain : il a rallié l'appui de l'Union Socialiste et Républicaine.

En reprenant la division qui nous est coutumière, nous examinerons en premier lieu la critique de la rémunération capitaliste du travail ainsi qu'elle se dégage du « *Plan Français* », pour étudier ensuite la rémunéra-

(1) Marcel DÉAT : *Perspectives Socialistes*. Valois, 1930.

tion idéale du travail telle qu'elle sera réalisée dès que l'immense majorité des hommes de bonne volonté réclamera l'exécution de ces idées « car à l'heure décisive que nous vivons, le Plan objectif doit dominer les partis » (2).

§ 1. — La critique de la rémunération capitaliste du travail

La dépression actuelle qui ébranle violemment notre économie est caractérisée par la disparition du bénéfice légitime, du bénéfice honnête du chef d'entreprise: c'est une crise du profit. L'industriel et l'agriculteur ne parviennent plus à réaliser des ventes bénéficiaires. Les producteurs n'ont plus d'autre ambition que de prolonger leur agonie et de reculer l'échéance d'une faillite certaine.

Quelles sont les causes de cette disparition du profit qui entraîne par voie de conséquence l'amenuisement constant de la rémunération du travail? Elles résultent du régime économique sous lequel nous vivons, c'est-à-dire de la concurrence. Cette loi sacro-sainte incarnée dans les cerveaux humains depuis tant de siècles, est considérée comme une loi de la nature au même titre que la pesanteur. Cependant ce mythe malfaisant de l'école classique est la cause de tous les maux économiques dont les travailleurs subissent le choc en retour. Puisque les productions restent livrées au libre jeu de

(2) *Le Plan Français*, Fasquelle 1935, p. 191. Cf. discours de M. Paul BONCOUR au Congrès, tenu à Béziers, de l'Union Socialiste et Républicain: « Quant à l'exécution de notre Plan, c'est au suffrage universel que nous irons demander l'élan, le dynamisme, la force pour le mener à bien... Sa caractéristique, je dirai presque son originalité, c'est d'échapper à toute préoccupation sectaire ou partisane, c'est de chercher dans des

la loi de l'offre et de la demande, autrement dit à la libre concurrence, aucune d'elles ne peut, si elle n'est pas spécialement protégée, aboutir à une vente bénéficiaire. C'est pourquoi il ne se crée plus ou presque plus de pouvoir d'achat. Cette assertion se démontre par le raisonnement et se vérifie dans les faits. Non seulement en théorie, mais dans la réalité, la concurrence telle qu'elle résulte du régime capitaliste est désastreuse, elle mène à un déséquilibre irrémédiable entre la production et la consommation. Il convient de l'établir et d'apprécier la force probante de la démonstration.

*
**

Quand une production augmente, le prix de l'objet fabriqué baisse. Mais automatiquement l'équilibre se rétablit car la demande augmente. Inversement, quand un produit devient rare, son prix s'élève, la demande diminue et l'équilibre se rétablit encore. Tel est le principe de la loi de l'offre et de la demande.

Or, remarquent les auteurs du « *Plan* », l'abaissement du prix de vente n'augmente la demande que sous réserve de la fixité du pouvoir d'achat. Mais la baisse du prix de vente implique la contraction de la capacité d'achat par la diminution des salaires, des traitements, des frais généraux, etc... Tout consommateur est, en effet, au préalable un producteur ou tout au moins un ayant-droit de producteur. Il n'y a pas de consumma-

convergences concrètes, dans des réalisations pratiques, la réunion du plus grand nombre possible de bonnes volontés; c'est de substituer à l'après-lutte électorale de groupes ou de partis, qui seront bien obligés de s'entendre le lendemain, s'ils veulent gouverner, l'entente préalable devant le pays lui-même » (*Le Temps*, 10 février 1936).

teur-né, il n'y a pas de consommateur qui ne soit que consommateur. Le pouvoir d'achat de l'ouvrier, de l'ingénieur est inscrit dans le prix de vente de la production qu'ils servent. Le pouvoir d'achat de l'actionnaire est inscrit dans le prix de vente de la production à laquelle il a fait confiance. Le pouvoir d'achat du propriétaire d'immeubles est inscrit dans le prix que peuvent payer les locataires, c'est-à-dire dans les prix des productions auxquelles ils participent. Le pouvoir d'achat du commerçant, du médecin, de l'avocat est inscrit dans le prix de vente des diverses productions auxquelles participent les clients, qui en échange du service rendu, laisseront une part du bénéfice total de leurs productions. Pour augmenter notre demande et bénéficier d'une baisse générale des prix, « il faudrait que nous eussions ce privilège de recevoir nos revenus d'un autre monde. Cette perspective nous paraît dépourvue de toute probabilité » (3).

La loi de l'offre et de la demande interdit en outre tout progrès, toute amélioration du sort de l'homme. Si une production est capable de satisfaire tous les besoins humains, elle ne pourra plus augmenter de prix car la demande est arrivée à saturation. Le prix même baissera si la concurrence joue entre les producteurs : c'est le cas du blé, du riz. Le sort de ces agriculteurs qui satisfont cependant des besoins essentiels de l'humanité, est désormais fixé. Leur pouvoir d'achat est arrivé aux maximum ; ils sont dans l'impossibilité absolue de participer aux progrès humains ultérieurs. Mais alors « pourquoi stocker tant de matières premières, créer tant de machines, offrir tant de travail ingénieux, puisque la plus

(3) *Le Plan*, p. 79 et 80.

grande partie des hommes, ceux qui nous nourrissent, ne pourront jamais acheter davantage ? » (4).

Cette critique théorique de l'offre et de la demande est vérifiée par l'expérience.

*
* *

Le pouvoir d'achat résulte uniquement des ventes bénéficiaires. Or, à l'heure actuelle, il ne s'en crée à peu près plus. La chute des prix des grandes productions, conséquence de la concurrence, fait que les producteurs vivent uniquement sur leurs réserves, c'est-à-dire sur les soldes créditeurs qu'ils peuvent avoir en compte dans les banques ou en monnaie dans leurs coffres et provenant d'un pouvoir d'achat antérieurement épargné et accumulé. Ils ne vivent pas de leur travail, de leurs ventes de l'année car elles ne se soldent par aucun bénéfice. Pour payer les ouvriers, les employés, l'entreprise déficitaire puise le pouvoir d'achat qu'elle leur distribue dans ses économies ou dans le pouvoir d'achat épargné par les autres, c'est-à-dire dans le crédit : « c'est la lente agonie de tout un régime dont le plus étonnant est qu'il ait pu résister aussi longtemps aux bons soins de ses médecins ordinaires » (5).

Le chef d'entreprise est incité tout naturellement, d'abord à augmenter son chiffre d'affaires, pour répartir les frais généraux sur un plus grand nombre d'objets vendus. Le bénéfice augmentera par la diminution du prix de revient ou, en se contentant du même bénéfice, les concurrents seront épuisés par la baisse des prix et

(4) *Le Plan*, p. 82. La loi de l'offre et de la demande était basée sur l'expérience à une époque où la production était incapable de donner satisfaction simultanément à tous les besoins humains.

(5) *Le Plan*, p. 54.

abandonneront le marché. Le résultat sera la fermeture des usines des producteurs plus faibles et par conséquent le chômage et la disparition du pouvoir d'achat. Le chef d'entreprise, en outre, cherche à réduire au strict minimum les frais généraux : diminution des salaires, des traitements, économie d'éclairage, de chauffage, etc... Or, les frais généraux de chacun sont le chiffre d'affaires des autres : « Et croyons-nous pouvoir retrouver comme clients ceux dont nous réduisons méthodiquement le pouvoir d'achat ? » (6).

La concurrence que se font les producteurs aboutit à une chute des prix, à une baisse inéluctable des salaires (7). Le pur libéralisme économique est devenu impraticable : « Et maintenant, écrit M. Marcel DÉAT, il nous faut hausser au niveau de la conscience claire, il nous faut soumettre à des règles juridiques : production, consommation, répartition... Et ce sera cela, parce que la civilisation même se définit par cette intégration progressive de l'instinctif et de l'automatique dans l'ordre juridique » (8).

*
* *

L'orientation donnée à la partie critique du « *Plan* » est donc commandée par une préoccupation centrale : le souci de mettre fin au régime actuel, caractérisé par la concurrence, qui conduit à la disparition du pouvoir

(6) *Le Plan*, p. 62.

(7) Le régime de la concurrence est encore aggravé par la politique de déflation des gouvernants, dont la conséquence est de diminuer une capacité d'achat déjà trop restreinte. Quand on diminue les salaires, les frais généraux, les pensions, c'est la consommation elle-même qui se trouve atteinte. C'est aggraver le mal que d'entrer dans cette voie. Mais nos auteurs ne perdent-ils pas sciemment de vue que la diminution de la capacité d'achat est compensée par la baisse des prix ?

(8) *Le Plan*. Préface de M. Marcel DÉAT, p. 12.

d'achat non seulement chez les travailleurs mais chez les chefs d'entreprise. Le patron ne s'enrichit nullement aux dépens de son personnel, mais l'appauvrissement du chef d'entreprise par suite de la chute des prix, se répercute sur la classe des travailleurs. Nous sommes aux antipodes de la thèse marxiste de la plus-value. La rémunération insuffisante du travail est pour ainsi dire imposée aux chefs d'entreprise puisque la production est déficitaire.

La critique de la concurrence entre les producteurs comme facteur de baisse des salaires a, depuis longtemps été faite, comme nous l'avons vu, par FOURIER, SISMONDI, etc., mais ces auteurs n'ont pas aperçu que le chef d'entreprise lui-même, loin de s'enrichir, est lésé par le libre jeu de l'offre et de la demande.

Quelle est la valeur de l'argumentation ? Certes, la réfutation théorique de la loi de l'offre et de la demande est ingénieuse. Mais doit-on aller jusqu'à soutenir que « le prix d'une production arrivée à satiété, celle du blé par exemple, ne doit pas moins continuer à augmenter jusqu'à ce que ses producteurs puissent acheter leur part de toutes les autres productions humaines » ? (9). Il nous paraît contraire à une saine économie que le prix d'un produit fabriqué en quantité suffisante continue à hausser indéfiniment sous prétexte d'augmenter le pouvoir d'achat du producteur. Il est plus logique de ne pas encourager cette activité afin que le producteur s'engage dans des voies plus rémunératrices parce que capables de satisfaire d'autres besoins.

De plus, il n'est pas démontré, qu'en France, le pouvoir d'achat est à peu près réduit à néant. Les auteurs du

(9) *Le Plan*, p. 83.

« *Plan* » insistent complaisamment sur la baisse des prix mondiaux mais ne nous fournissent aucun chiffre sur l'Economie française. Il y a incontestablement des faillites plus nombreuses en période de dépression : les entreprises branlantes et mal assises, ne peuvent résister, mais du moins le marché est assaini et se montre plus apte à une reprise économique.

§ 2. — La conception de la rémunération idéale du travail

Puisque par le régime de la libre concurrence, le chef d'entreprise ne peut plus rentrer dans les frais de la production, il est conduit nécessairement à diminuer le coût de la fabrication et à réduire les salaires. Pour remédier à cette situation dont toutes les classes de la société pâtissent, il suffit de rétablir une vente bénéficiaire qui assurera aux travailleurs une rémunération convenable. Il faut supprimer les méfaits de la concurrence et imposer aux productions un prix de vente tel qu'il procure un profit légitime aux chefs d'entreprise. Tout le problème se résume à déterminer le « prix social » qui permettra d'assurer une vente bénéficiaire (10).

Ainsi sera permise l'accession de tous au maximum de bien-être. Le chef d'entreprise comme le salarié participeront à l'euphorie générale. Il faut s'affranchir des « limites de la monnaie », ce qui sera réalisé automatiquement dans l'accroissement méthodique des prix, à

(10) La fixation du prix social n'empêchera pas la concurrence de subsister, mais elle sera dépouillée de son élément malsain. Chaque producteur sera assuré d'une vente bénéficiaire, mais encore faudra-t-il que sa fabrication trouve des acquéreurs. La rivalité entre les chefs d'entreprise ne conduira plus à la débâcle des prix, mais elle les incitera à mettre sur le marché des produits de bonne qualité appréciés des consommateurs. Un mauvais parfum ou un mauvais apéritif subiront leur juste sort.

condition que par les soins de l'intérêt général, la capacité d'achat de chacun croisse plus vite que les prix. Il faut « fermer » la comptabilité, c'est-à-dire faire de la formation du pouvoir d'achat une création continue à hauteur des dépenses engagées (11). Il résulte qu'il n'est nullement nécessaire de dépouiller les uns pour donner de « l'argent » aux autres, ce qui est une erreur démagogique trop commune. Il ne s'agit pas de spolier le capitaliste au profit du travailleur. Il s'agit de renverser les barrières conventionnelles, d'allier, de fusionner capitalisme et socialisme qui ne sont pas voués à un antagonisme éternel : « la raison d'être du capitalisme est de créer toujours plus de richesses et celle du socialisme d'en distribuer toujours plus. Les deux tendances ne sont pas contradictoires, mais complémentaires » (12).

Les néo-socialistes reconnaissent la légitimité de l'intérêt du capital investi dans les entreprises. Ils sont hostiles au droit au produit intégral du travail. Nous examinerons les arguments invoqués à ce sujet avant d'étudier les principes de la fixation des salaires. Il y

(11) Les grands travaux, qui seront utiles pour résorber tout chômage dans la période transitoire, sont impropres à résoudre définitivement la question : n'étant pas une production continue, ils seront impuissants à provoquer « la création d'un pouvoir d'achat continu, telle que nous devons obstinément la rechercher dans l'échange normal de nos productions ». L'exécution indéfinie des grands travaux provoqueraient un endettement à jet continu qui aboutirait soit à la faillite de l'État, soit à la déconfiture des épargnants, ce qui n'est pas une solution en soi. Dans la période de réorganisation de l'Économie, leur financement se fera par l'augmentation des prix des productions, ce qui donnera naissance au pouvoir d'achat nécessaire. Ces travaux seront uniquement d'utilité sociale, hygiène, instruction, viabilité, etc. L'institution du « prix social » donnera, en effet, à l'activité économique une impulsion suffisante pour que l'initiative privée réalise les grands travaux pouvant être « rentables ».

(12) *Le Plan*, p. 192.

aura lieu ensuite de donner un rapide aperçu sur la valeur du système.

A) LA LÉGITIMITÉ DE L'INTÉRÊT DU CAPITAL

Le capitaliste ne prélève pas l'intérêt qu'il perçoit au détriment du prolétaire, de l'ouvrier. En investissant le capital épargné, il contribue à accroître les richesses humaines. Il transmet le pouvoir d'achat qu'il n'a pas consommé lui-même aux fournisseurs de matières premières, aux ouvriers, aux techniciens de tous corps de métier qui ont construit l'usine dont il a souscrit des actions. Le capitaliste contribue à accroître le revenu général car les nouvelles productions ainsi créées sont génératrices d'un nouveau pouvoir d'achat puisqu'elles augmentent le volume des échanges possibles. « Il sera parfaitement juste que lui-même ou plus tard ses ayants-droit prélèvent sous forme de revenus une part du pouvoir d'achat supplémentaire qui aura ainsi été généré » (13).

Priver les capitalistes de leurs revenus reviendrait à les prendre à la charge de la collectivité sous une forme ou sous une autre: « C'est tout à fait inutile ». Il ne faut pas décourager les épargnants dont l'esprit d'économie pourra encore être utile pour l'accroissement de nos productions. La rémunération de l'épargne favorise le développement ultérieur des richesses communes, elle ne restreint pas mais augmente la consommation de ceux qui travaillent. Il ne faut pas contrarier sans nécessité cette manifestation de la bonne volonté humaine qui

(13) *Le Plan*, p. 65.

se traduit par une renonciation aux jouissances immédiates en vue d'un avenir meilleur.

Le prix « social » comprendra donc la rémunération « modérée, mais constante des capitaux engagés dans la production ». Mais alors, s'il n'y a plus qu'un intérêt normal et fixe, ou peu variable, si les grandes espérances d'enrichissement disparaissent il n'y aura plus de placements, plus de formation de capitaux, plus d'investissements audacieux et féconds, c'est le moteur du régime qui s'arrête ! Non pas. L'expérience actuelle montre que les capitalistes se contentent en fait d'une marge de bénéfices de plus en plus réduite sans que la production en souffre.

Mais il faut tenir compte du degré de développement de notre économie. Les moyens de production se sont multipliés sans s'occuper de l'acheteur possible. Il y a tendance à traduire toujours en investissements nouveaux un pouvoir d'achat dont une part de plus en plus grande devrait être réservée à la consommation immédiate. Actuellement, nous avons beaucoup moins besoin de nouveaux moyens de production que de moyen de consommation. C'est pourquoi il appartiendra, non plus au seul patron « mais à des représentants qualifiés de la communauté, de déterminer dans quelle mesure et dans quelles directions, les investissements peuvent paraître utiles en fonction de l'intérêt général » (14). Une bonne partie du pouvoir d'achat créé chaque année sera dirigée, non plus vers des investissements, mais vers une toujours plus grande consommation immédiate. L'action d'accélération ou de freinage des diverses branches de l'activité nationale se fera, sous l'impulsion du « Conseil supérieur économique » par le moyen des banques.

(14) *Le Plan*, p. 180.

B) LE PRINCIPE DE LA FIXATION DES SALAIRES

Pour créer des soldes créditeurs qui constituent le pouvoir d'achat moderne, il faut substituer à la notion du plus bas prix, celle du juste prix (15). Le concept du juste marché devra se substituer à celui du meilleur marché. Cela rend nécessaire la fixation et la mise en vigueur, pour chaque production essentielle, d'un prix dit « social » comprenant les frais généraux de toute nature, la matière première, la main-d'œuvre, les charges de capital et de contribution aux dépenses publiques (16) et le bénéfice normal du chef d'entreprise. « On peut définir le prix social: le moyen comptable de donner à chaque participant à une production donnée son juste bénéfice, c'est-à-dire le pouvoir d'achat qui lui est nécessaire pour consommer sa juste part de toutes les autres productions dans la proportion où ces dernières existent en quantité » (17).

Dans le prix social, les salaires et traitements seront fixés de façon que leur proportion soit bien plus forte qu'elle ne l'est dans le système actuel des prix. Ils

(15) Il serait vain de ranimer une Économie nationale particulière, c'est-à-dire de rechercher à augmenter le pouvoir d'achat de ses ressortissants, sans la mettre au préalable à l'abri de la concurrence mondiale. On isolera le prix national du prix mondial par l'intermédiaire d'un Comptoir du Commerce extérieur, organisme compensateur destiné à centraliser les besoins d'importations comme les possibilités d'exportations, et qui répartira les produits importés à des prix tels qu'ils ne pourront apporter aucun trouble dans l'économie intérieure. Cf. *Le Plan français*, p. 152 et suiv.

(16) L'impôt directement incorporé au prix « perdra son caractère personnel et vexatoire, et passera inaperçu dans la circulation générale des richesses ». Ainsi aura disparu l'habitude incommode et anachronique de laisser à un individu la disposition personnelle et provisoire d'un pouvoir d'achat que la collectivité lui reprendra ensuite en partie, pour ses besoins, sous forme d'impôts.

(17) *Le Plan*, p. 120.

devront tout d'abord assurer à leurs titulaires la consommation de toutes les productions arrivées à satiété. Chacun a un droit incontestable de jouir de l'abondance qui existe en fait. Ils devront de plus leur assurer les services de ceux qui ne sont pas producteurs de choses réelles (médecin, avocat, coiffeur, etc...). Ces derniers jouiront ainsi du pouvoir d'achat général, préalablement créé par les ventes bénéficiaires des productions matérielles. Les salaires et traitements devront en outre comporter une marge de pouvoir d'achat supplémentaire qui permettra l'accroissement en quantité des productions insuffisantes.

La rémunération du travail ainsi fixée ne sera pas immuable. La courbe des appointements de tous les participants d'une entreprise ira en progression continue, en fonction des possibilités de la production générale. Il ne s'agit nullement de réaliser l'égalité des salaires. On maintiendra proportionnellement la même différence de rétribution qui existe aujourd'hui entre les manœuvres, les ouvriers qualifiés et les techniciens (18). Les travailleurs spécialisés accéderont donc plus vite à la satiété des productions: « Mais, contrairement aux anciennes conceptions, l'intérêt général ne se tiendra jamais pour satisfait tant que le plus faible des participants n'aura pas reçu sa part de toutes les productions » (19).

(18) Le salaire minimum de base d'un manœuvre sera fixé immédiatement aux environs de celui de 1928, en harmonie avec le prix des denrées agricoles relevées au taux de cette époque. Mais il ne s'agit là que d'un point de départ. Ce salaire sera automatiquement augmenté chaque année dans la mesure où il sera possible de faire bénéficier le manœuvre, soit de nouvelles productions, soit d'un accroissement des anciennes.

(19) *Le Plan*, p. 133. Cf. p. 96: « Le progrès, c'est augmenter le nombre, la quantité et la qualité des productions, mais c'est aussi augmenter le nombre des bénéficiaires jusqu'à satiété de tous ».

Dans certaines industries, le progrès de la technique entraîne l'élimination d'un nombre de plus en plus considérable d'ouvriers. Ces entreprises distribuent ainsi de moins en moins de pouvoir d'achat à la collectivité. La conséquence ne doit pas en être un accroissement de bénéfice pour le capital parce que les seuls revenus du capital seraient impuissants à augmenter la consommation générale, et que le capital a lui-même besoin de cet accroissement qui est à la fois son aliment et sa justification. L'économie ne doit pas non plus se traduire par une diminution du prix de vente parce qu'il est nuisible à la collectivité qu'il soit meilleur marché (20).

Une administration, appelée Service social, « recevra le bénéfice réalisé par l'économie de main-d'œuvre. Il rendra ainsi à la collectivité le pouvoir d'achat dont l'amélioration technique était en passe de la frustrer. Et l'équilibre sera rétabli » (21). Et même dans l'avenir, le travail humain sera tellement réduit que « le Service social deviendra par la force même des choses le grand distributeur de pouvoir d'achat ».

*
**

Le prix social devra-t-il exister pour toutes les marchandises? La tâche serait inextricable; la diversité infinie des objets rend impraticable la généralisation du procédé. Aussi il ne s'agit de soumettre à la taxation que « les grandes productions réelles, car ce sont elles qui

(20) Car les hommes ne sont riches que de leurs productions et à condition qu'elles soient échangées. Or, si un producteur baisse le prix de vente (sous la pression de la concurrence, par exemple), il réduit la part qu'il consommait des autres productions, ce qui rompt la bonne harmonie de l'ensemble.

(21) *Le Plan*, p. 140.

alimentent de pouvoir d'achat la plus grande majorité des hommes ». Il est impossible de suivre la détermination des prix jusqu'à l'objet entièrement fini. Les prix du drap ou de la soie étant fixés suivant leur qualité. « nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire de régler les prix de détail pratiqués par les tailleurs ou par les couturières ». Les auteurs du « *Plan* » ne se risquent pas à une énumération définitive de toutes les productions qui devront être soumises à la taxation, car elle serait prématurée ou incomplète. Ils gardent donc toute latitude à ce sujet et n'entendent pas se lier par le premier aperçu qu'ils en donnent (22).

Il ne s'en suit pas que tout un secteur de l'Economie, celui des productions secondaires et des échanges de services sera soustrait à toute surveillance et que la rémunération du travail sera pratiquée sans contrôle. Le minimum de salaires ou de traitements ainsi que le maximum d'heures de travail devront en particulier y être respectés. Ce secteur n'en bénéficiera pas moins de la réglementation des prix dans les productions essentielles car une grande masse de pouvoir d'achat ayant été créée par le jeu du prix social « les bénéfices des commerçants ou des professions libérales s'en trouveront grandement facilités ».

La constitution d'un secteur plané et d'un secteur libre se retrouve également dans l'économie agricole. Comme les grandes productions de la terre seront vendues à leur prix social, il est moins nécessaire de l'imposer dans des

(22) « Il nous apparaît toutefois que doivent être planifiées et contrôlées les productions suivantes : en tout premier lieu les céréales, le vin, le lait, le poisson de mer. Puis la houille, la fonte et l'acier, le bois, l'électricité, les textiles, le papier, les cuirs et peaux, le bâtiment, l'eau et le gaz, le pétrole, les huiles minérales et végétales, les matériaux de construction ». *Le Plan*, p. 141.

productions secondaires telles que la volaille, les œufs, les légumes, les fruits. Le bénéfice que le cultivateur aura réalisé sur les productions essentielles « devrait lui permettre de ne pas consentir un avilissement excessif des prix dans ce domaine accessoire » (23).

Mais l'expérience a montré qu'il était difficile d'assurer le respect de la taxation des denrées agricoles et de certaines productions assimilées (24). Cependant il faut que les grands produits de la terre soient vendus à un prix qui garantisse au cultivateur la vie large, la sécurité et assure une juste part de toutes les autres productions humaines aux travailleurs des champs, ce qui est la condition même du progrès. Le problème ne sera résolu qu'en interposant, entre la production et la consommation des Comptoirs d'achat et de répartition. Ceux-ci achèteront la totalité de la récolte à des prix assurant aux agriculteurs leur légitime part de pouvoir d'achat et ils établiront le prix de vente en France en proportion des quantités consommées. La terre restera la propriété des cultivateurs mais l'Etat aura le monopole de l'achat et de la vente des grandes productions agricoles. C'est un pas nouveau que les auteurs du « *Plan* » ont dû franchir pour maintenir l'harmonie de leur système.

(23) *Le Plan*, p. 172.

(24) La difficulté d'application de la loi du 10 juillet 1933 sur le prix minimum du blé en est un exemple typique.

M. Marcel Déat, dans un article paru à la *Grande Revue* (Socialisme ou Fascisme, août 1933), souligne que la fixation d'un prix minimum d'achat marque le triomphe de la notion de prix social sur celle de prix naturel et qu'elle entraîne la suppression des gains spéculatifs des intermédiaires. M. G. Pirou estime, au contraire, que le souci de protection des propriétaires et exploitants ruraux a comme fondement théorique — en dehors des considérations électorales et démagogiques qui ont été sans doute prédominantes — des raisons d'économie nationale (désir de conserver à la France sa structure équilibrée et complexe) et un souci de justice sociale (Cf. G. PIROU: *La crise du capitalisme*, Sirey 1934).

C'est au « Conseil supérieur économique », composé d'hommes « qualifiés, impartiaux, responsables » qu'appartiendra — entre autres fonctions — la mission d'établir sous le contrôle du Parlement, le prix social des productions essentielles, de fixer les traitements et salaires minima et de limiter la durée du travail (25).

C) LA VALEUR DE L'ARGUMENTATION

Les néo-socialistes veulent établir dans toutes les productions une vente bénéficiaire, car l'augmentation de la rémunération du travail est liée intimement au succès de l'entreprise: les deux courbes ont la même allure, l'une commande nécessairement l'autre.

C'est là une attitude nouvelle du socialisme. La propriété privée sera maintenue ainsi que l'intérêt du capital: il ne s'agit pas de socialiser (26) la production ni d'améliorer le sort des travailleurs au dépens de la classe possédante. L'ouvrier ne recevra pas le droit au produit intégral du travail: il ne sera pas le seul bénéficiaire du résultat de l'entreprise. Seulement le régime capitaliste tel qu'il fonctionne sous nos yeux est faussé. En organisant systématiquement la ruine du pouvoir d'achat il

(25) L'homme ayant de moins en moins d'emploi dans la production, doit orienter son activité vers la distribution des produits, rôle dans lequel la machine ne peut le remplacer. De nombreux chômeurs trouveront à s'employer dans les organismes de distribution qui n'existent pas aujourd'hui. De plus, comme la semaine de quarante heures ne suffira pas à résoudre le problème du chômage, surtout parmi les jeunes, le prix social devra permettre le régime des retraites devancées sauf pour les professions spécialisées demandant de longues années de formation.

(26) On peut mesurer tout le chemin parcouru par le néo-socialisme contemporain en citant cette phrase du célèbre discours-programme de Saint-Mandé du 30 mai 1896: « N'est pas socialiste, à mon avis, quiconque n'accepte pas la substitution nécessaire et progressive de la propriété sociale à la propriété capitaliste... » (A. MILLERAND: *Le socialisme réformiste français*. Bibliothèque socialiste, 1903).

rend impossible toute reprise économique et va à l'encontre du résultat cherché. Aussi doit-on venir en aide au capitalisme. Il faut tendre la main à l'industriel et lui permettre de réaliser des bénéfices. Pour atteindre un tel résultat, il suffit de fixer par l'autorité publique le prix social des marchandises essentielles, calculé de façon qu'il laisse un profit au chef d'entreprise, un intérêt au capitaliste et une rémunération élevée du travail.

Mais est-il exact que la diminution du pouvoir d'achat, en France, soit si profonde qu'elle rende impossible toute nouvelle période de prospérité ? La preuve n'en est nullement faite. Il ne faut pas perdre de vue que, dans toutes les dépressions précédentes, la reprise économique s'est faite d'elle-même. Pourquoi en serait-il différemment aujourd'hui ? Aucun indice sérieux ne permet de le supposer. Nous croyons que l'Economie française peut se redresser sans qu'il soit nécessaire de fixer le prix social. Et d'ailleurs cette détermination serait-elle aisée ?

Est-il possible d'établir d'autorité pour les grandes productions, un prix qui mette un terme au conflit d'apparence insoluble qui oppose le producteur au consommateur ? (27). Lors de la discussion du prix social, n'y aura-t-il pas lieu à des intrigues, à des pressions d'intérêt de toutes sortes ? (28). A supposer même que théoriquement le problème soit soluble, ce prix sera-t-il respecté en dépit de la création d'un droit économique

(27) L'intérêt apparent de l'homme qui achète est de payer le prix le plus bas, alors que celui de l'homme qui produit est de vendre au prix le plus élevé possible.

(28) Les néo-socialistes ont prévu l'objection et essayent d'y répondre en disant que les membres de l'Organisme directeur de l'Économie, étant constitués comme un Ordre, ils exerceront sur eux-mêmes une surveillance rigoureuse et que le crime de forfaiture sera pour eux la sanction de tout écart.

nouveau qui sanctionnera toute atteinte à l'intérêt général ? L'objection n'est pas sans portée, elle est si forte que les auteurs du « *Plan* » ont dû, pour les grandes productions agricoles, prévoir le monopole d'achat et de vente par l'Etat. Ne sera-t-on pas contraint à la même solution pour les autres fabrications ?

Quoiqu'il en soit, le « *Plan Français* » est très intéressant à étudier ; il révèle le souci de rompre avec la doctrine réformatrice orthodoxe et d'assouplir le socialisme pour l'intégrer dans la réalité concrète. Il aspire à être un plan d'action, aux lignes nettes, immédiates engrénant à la première poussée vers tout l'avenir.

CHAPITRE III

LE SYNDICALISME CÉGETISTE ET LA QUESTION DU SALAIRE

Avec le syndicalisme cégétiste apparaît une manifestation du socialisme qui entend se cantonner strictement dans le domaine professionnel (1). Le syndicalisme se suffit à lui-même. Telle est la formule qui se dégage de l'ordre du jour, dit Charte d'Amiens, voté au 15^e Congrès national corporatif, en 1906. La préparation constante d'une offensive générale contre la société bourgeoise doit se faire sur le terrain économique et en dehors de toute affiliation à un parti politique. Tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques et philosophiques, doivent appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat, mais il leur est interdit d'introduire dans le groupement corporatif les opinions qu'ils professent au dehors.

Cette indépendance s'est affirmée sans relâche au sein de la C.G.T. et c'est elle qui préside aujourd'hui encore à la reconstitution de la vieille Confédération générale du Travail, par suite de la fusion de la C.G.T. et de la C.G.T.U., malgré l'opposition des anciens unitaires.

(1) « Socialiste de conception, socialiste de construction, socialiste d'esprit, je le suis ; socialiste de parti, je ne le suis pas ». L. JOUHAUX : *La politique constructive de la C.G.T.* (Editions de la C.G.T., 1925), p. 30.

« Nous ne sommes pas une organisation politique, déclare M. JOUHAUX; nous ne devons pas prendre figure d'organisation politique. Ce serait apporter dans nos rangs des éléments de division, des éléments de désagrégation » (2). Le syndicalisme cégétiste poursuit en toute indépendance son action qui d'ailleurs s'est considérablement assouplie: au syndicalisme révolutionnaire succède un syndicalisme réformiste.

§ 1. — Le syndicalisme révolutionnaire

Sur la question de la rémunération du travail, le syndicalisme révolutionnaire n'apporte aucune contribution très originale (3). Comme moyen de combat, la Charte d'Amiens préconise la grève pour résister à « toutes les formes d'exploitation et d'oppression tant matérielles que morales mises en œuvre par la classe capitaliste contre la lutte ouvrière ». Le but à poursuivre est l'émancipation intégrale des prolétaires par l'expropriation capitaliste. Tandis que le théoricien du syndicalisme révolutionnaire Georges SOREL, voit dans la grève générale un vrai dogme, un mythe seul susceptible d'enflammer les masses et de les entraîner à l'assaut de la forteresse capitaliste, la C.G.T. traduit en actes cette théorie en créant un Comité permanent de la grève

(2) L. JOUHAUX: *Le Plan de rénovation économique et sociale* (édition de la C.G.T., 1935), p. 14. Cf. P. MILAN: « La C.G.T. doit rester aux mains des syndicalistes, aux mains de ceux à qui ses activités suffisent, de ceux qui limitent leur ambition à l'action syndicale de chaque jour; celle qui sert les intérêts immédiats de la classe ouvrière, sans le triomphe desquels ses aspirations profondes seraient éternellement refoulées. Servir la classe ouvrière sans carcan doctrinal et sans lisière de parti, tel doit être le souci du syndicaliste sans alliage ». (*Le Peuple*, 17 février 1936).

(3) Cf. l'ouvrage essentiel de M. G. PIROU: *Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire*. Paris, Rousseau, 1910, 1 vol. de XXI + 422 pages.

générale. Mais les théoriciens, SOREL et LAGARDELLE notamment, se refusent à élaborer les plans détaillés de l'ordre social nouveau, tandis que les militants (4), tout en se défendant de faire une utopie, indiquent les bases de la société future ; c'est une réorganisation, effectuée par les syndicats, sur le plan communiste où chacun pourra consommer selon ses goûts et ses besoins.

Dans la société de demain, tous travailleront librement, parce que le travail aura cessé d'être pénible, parce qu'il sera devenu « récréation au lieu d'être peine » (5). Chacun pourra prendre à sa guise « sans autre limite que la conscience des individus ». Ceux qui refuseront de travailler pourront consommer à leur aise (6), mais leur nombre ne sera pas très grand, parce que l'opprobre pèsera sur eux. L'idéal est la prise au tas, selon les besoins et sans limite.

Mais en attendant que se réalise l'avènement problématique du communisme, le syndicalisme révolutionnaire inscrit parmi ses buts, un programme de réformes pratiques : « Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc... ». Cependant, malgré cette déclaration de la charte d'Amiens, la C. G. T. d'avant-guerre repousse sous des prétextes divers et comme autant de pièges, toutes les concessions offertes, tous les projets de réfor-

(4) PATAUD et POUGET : *Comment nous ferons la révolution*, 1909. Voir aussi VII^e Congrès de la C.G.T., Montpellier, 1902.

(5) Congrès de Montpellier, 1902. *Rapports*, p. 225.

(6) MM. Pataud et Pouget ne vont pas jusqu'à laisser aux individus le droit de ne pas travailler. Ils leur donnent seulement la latitude de choisir leur genre de travail.

mes mis en avant par le Gouvernement ou issus de l'initiative parlementaire. Elle recommande aux ouvriers de s'opposer à toute retenue sur leurs salaires opérée à titre de versement pour les retraites ouvrières (loi du 9 avril 1910) (7). Elle rejette le projet de loi sur les contrats collectifs de travail (8) et sur l'arbitrage obligatoire (9).

L'attitude révolutionnaire a été également adoptée par la C.G.T.U. depuis la scission de 1921-1922 jusqu'à sa fusion récente avec la C. G. T. L'idéal du syndicalisme unitaire était encore la répartition communiste. Mais alors que le syndicalisme cégétiste a toujours conservé son indépendance politique, la C.G.T.U. donnait son adhésion à l'Internationale syndicale rouge (I.S.R.) et devenait ainsi une émanation de Moscou, en violation de la Charte d'Amiens (10). Les dirigeants de la C.G.T.U. furent les grands meneurs des grèves du Havre de 1922; mais à la différence du syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre, ils menèrent une campagne pour l'amélioration immédiate du sort des travailleurs: augmentation générale des salaires sans condition et application intégrale de la journée de huit heures; ils furent toutefois hostiles aux assurances sociales.

§ 2. — Le syndicalisme réformiste

La première manifestation du changement d'attitude du syndicalisme cégétiste apparaît dès le lendemain de l'armistice par l'élaboration d'un programme minimum

(7) Congrès de Toulouse 1910, p. 175 et 294.

(8) Congrès de Toulouse 1910, p. 29 et 344.

(9) Congrès de Toulouse 1910, p. 334.

(10) La C.G.T. réunifiée a approuvé son affiliation à la Fédération Syndicale Internationale (F.S.I.) au Congrès de Toulouse (3 mars 1936), groupement dont faisait déjà partie l'ancienne C.G.T. Mais à l'encontre de l'Internationale Syndicale Rouge, la F.S.I. n'est l'émanation d'aucun parti politique.

de revendications (11). La C.G.T. reconnaît désormais la nécessité des réformes immédiates si dédaigneusement repoussées avant la guerre; elle ne se refuse plus à toute entente avec la société bourgeoise. L'attitude révolutionnaire passe au second plan des préoccupations syndicalistes. La C.G.T. déclare que « réaliser des réformes, ce n'est pas abdiquer son idéal, mais préparer, ébaucher l'ordre nouveau vers lequel nous nous dirigeons ». Le but poursuivi si l'on s'arrête à la façade, aux déclarations officielles des chefs de la C.G.T., serait toujours celui de la charte d'Amiens; la suppression du patronat et du salariat au moyen de la grève générale. Mais il est dans les milieux syndicalistes de vraies formules de style: cessation de l'exploitation de l'homme par l'homme, suppression du salariat, etc.; toute cette phraséologie est de commande et de tradition dans les congrès ouvriers. Derrière cette façade — de plus en plus abandonnée — apparaît l'action réformatrice de la G.G.T.

L'activité syndicale d'après-guerre présente un caractère nouveau. L'action directe du prolétariat organisé consiste à faire des démarches auprès du Gouvernement, par l'intermédiaire de la C.G.T. afin d'améliorer le sort des prolétaires. L'emploi de la grève générale est désormais ajourné à une date indéterminée. M. JOUHAUX se reproche amèrement d'avoir consenti à la grève réclamée par les cheminots en 1920 car son échec a aggravé les rivalités et précipité la désunion du syndicalisme (12).

Depuis lors l'attitude réformatrice ne s'est jamais démentie. Et c'est dans cet esprit que le syndicalisme cégétiste à la veille de recouvrer son unité a élaboré le

(11) Approuvé à l'unanimité au Congrès de Paris (décembre 1918).

(12) L. JOUHAUX: *La politique constructive de la C.G.T.*, p. 15 et 16.

« *Plan de Rénovation économique et sociale* ». C'est ce Plan qui sera la base de l'action du mouvement ouvrier réuni : « il ne peut y en avoir d'autre. La reconstruction de notre vieille C.G.T. doit être une raison décisive de développer plus encore notre effort méthodique pour le Plan » (13). Ce dernier est divisé en deux parties. La première concerne les remèdes immédiats à la crise, la deuxième traite des transformations à apporter dans l'ordre économique. Le plan de la C.G.T., affirme M. JOUHAUX, n'est pas un composé hétéroclite de parties distinctes, il est au contraire un tout dont les éléments s'enchaînent. On peut appliquer la première partie dans l'attente de l'application de la seconde, mais des résultats vraiment efficaces ne seront obtenus qu'autant que l'intégralité des réformes se trouvera réalisée.

La première partie du Plan n'est autre que la reprise du programme minimum de 1918 adapté aux conditions présentes. C'est un programme très voisin de celui des revendications immédiates des Partis Socialiste et Communiste : semaine de quarante heures sans aucune réduction des salaires, prolongation de la scolarité, relève des travailleurs âgés à qui seraient fournis les moyens de vivre, congés payés, conventions collectives, etc... Il est inutile de reprendre l'étude de ces réformes immédiates que nous avons déjà analysée, mais il convient de rechercher l'incidence des transformations proposées dans l'ordre économique sur la question du salaire. Nous verrons que le travailleur ne recevra pas la totalité du résultat de la production et nous étudierons comment sera déterminée la rémunération du travail dans le régime des nationalisations industrialisées.

(13) JOUHAUX : *Le Plan de rénovation*. 1935, p. 18. Cf. motion du 5 mars 1936, voir annexe p. 251-252.



La rémunération idéale du travail n'est pas, aux yeux du syndicalisme cégétiste, celle qui assurera à l'ouvrier l'intégralité du résultat de la production, l'intérêt du capital subsistera. Le travailleur n'aura droit qu'à une part du produit créé. En ce sens l'idée de la C.G.T. rejoint celle de l'Union Socialiste et Républicaine. Mais tandis que les néo-socialistes maintiennent intégralement la propriété privée et se bornent à déterminer le prix social pour les productions essentielles, les syndicalistes vont beaucoup plus loin, ils demandent la nationalisation des industries-clés (14). Les projets datent de 1920. Le Conseil Economique du Travail, créé sous l'impulsion de la C.G.T. était entré dans le détail même du problème et avait déterminé pour le régime des mines, pour celui des chemins de fer et celui de l'électricité, le mécanisme du fonctionnement de ces nationalisations industrialisées. Le Plan de 1935 ne fait que reprendre cette idée.

Pour résoudre l'antinomie entre le caractère collectif des grandes richesses modernes et leur exploitation au

(14) Un socialiste, M. G. Dumoulin, critique en ces termes l'indépendance du syndicalisme : « La nationalisation des industries revendiquée par la C.G.T. ne se réalisera pas par l'Etat bourgeois, instrument du capitalisme, mais par l'Etat socialiste conquis sur la bourgeoisie par les prolétaires socialistes et syndiqués. Croire que l'on pourra sur le seul terrain économique syndicaliser les usines, les banques, les mines, les chemins de fer en laissant l'Etat bourgeois intact, maître du pouvoir, maître de l'armée, de la police, de la magistrature et de toutes les institutions de direction et de contrainte, c'est se leurrer. Croire que les usines, les mines, les banques et les chemins de fer syndicalisés dans le cadre du capitalisme et de l'Etat bourgeois constitueront à la fois une économie dirigée et libérée capable de résoudre la crise économique, c'est se nourrir d'une illusion ». (*Le Parti socialiste et la C.G.T.* Librairie populaire 1935, p. 7 et 8). M. Dumoulin appelle l'action commune entre le Parti socialiste S.F.I.O. et les syndicats. Il est peu probable que son appel soit entendu par les dirigeants du syndicalisme cégétiste tout au moins dans un avenir immédiat.

profit du capital privé, la C.G.T. réclame la nationalisation des grandes branches de l'activité économique, c'est-à-dire le transfert de leur propriété à la nation entière (15).

Des régies autonomes opéreront cette substitution de propriété et d'administration. Les grandes branches de l'activité économique doivent être dirigées uniquement en vue des besoins de la communauté (16). Il ne peut en être ainsi s'il existe entre le consommateur et ceux qui le servent un intermédiaire. Si cet intermédiaire est une Compagnie privée, elle suivra nécessairement une politique de profit personnel, politique de dividende qui opposera fatalement ses intérêts à ceux des consommateurs. Si c'est l'Etat, le service tombera aux mains d'une bureaucratie irresponsable, plus sensible aux influences politiques qu'aux nécessités économiques.

(15) Ce n'est pas à cette conclusion que parvient M. Georges Valois (*Un nouvel âge de l'humanité*, Paris, 1929). Il voudrait une organisation collective de la production dans le cadre syndical, selon un plan rationnel élaboré par l'Etat qui deviendrait Etat technique, en collaboration avec les syndicats. La direction générale de l'économie passerait alors aux techniciens. Tout récemment, M. G. Valois a élaboré « *Le Plan du Nouvel Age* » (en vente à la Scana-Librairie, 6 bis, rue de l'Abbaye, Paris, 6^e) qui est une doctrine de l'« Abondance ». Le progrès scientifique et technique qui tend à substituer la machine à l'homme pour tous les travaux, et à faire de l'homme un surveillant de machines, renverse la conception socialiste et syndicaliste qui regarde l'homme principalement comme un travailleur. A l'idée d'une démocratie de producteurs G. Valois propose de substituer la démocratie des consommateurs, propriétaires collectifs des machines. Armée de cette idée-force, l'auteur critique le Plan de la C.G.T. qui se cantonne dans la conception de l'économie échangiste et s'attache seulement à atténuer les effets de la crise économique dans le régime actuel. Le Plan de la C.G.T. ne conçoit pas la transformation économique à accomplir, qui est l'avènement de l'économie distributive dont l'objectif général est de produire à plein rendement et de distribuer tous les produits.

(16) Le Conseil Economique du Travail considère qu'« une entreprise est nationalisée lorsqu'elle n'est plus exploitée qu'en vue des besoins de la communauté et qu'elle n'a d'autre but que de procurer aux consommateurs le maximum d'utilité et d'économie ». Cette définition a été donnée par le célèbre économiste Ch. Gide.

C'est pourquoi la C.G.T. propose la gestion directe par les intéressés eux-mêmes. La nationalisation n'est pas l'étatisation, il convient de donner aux entreprises socialisées une gestion industrielle et non bureaucratique à laquelle seront associés à côté des représentants de l'Etat proprement dit, les agents et les clients du service socialisé.

La propriété des industries nationalisées appartient à la collectivité, laquelle remet aux anciens exploitants capitalistes expropriés une indemnité de rachat limitée dans son taux et limitée dans son temps. Limitation du taux, puisque l'indemnité sera établie d'après la valeur réelle, indépendamment des clauses contractuelles prévues pour le rachat (comme dans le cas des compagnies de chemin de fer) ou de la valeur boursière du capital. De plus, le rachat doit être calculé d'après un tarif dégressif suivant l'importance du nombre des titres appartenant à un même propriétaire. Seuls les gros actionnaires seront frappés. Limitation dans le temps, puisqu'il ne saurait être question de constituer une hypothèque à durée indéfinie sur les industries nationalisées. On pourra choisir, précise la C.G.T. entre les allocations viagères, non transmissibles ou des obligations amortissables portant intérêt fixe pendant une durée déterminée.

Pendant cette période de liquidation du régime actuel, les travailleurs n'auront pas droit à l'intégralité du résultat de la production puisque, sur le bénéfice de l'entreprise, il y aura lieu de prélever l'intérêt et les sommes nécessaires pour amortir les investissements capitalistes. De plus, pour développer son outillage et se mettre en mesure de répondre aux besoins exprimés par les usagers et les techniciens, l'industrie nationalisée aura besoin de capitaux. Pour cela la collectivité constitue un capital

d'exploitation qui sera mis à la disposition de l'organisme de gestion. Pendant le fonctionnement normal du régime nouveau, il faudra prélever sur le bénéfice de l'entreprise nationalisée l'intérêt du capital d'exploitation. Les travailleurs ne recevront pas le produit intégral de leur travail puisque le capital continuera à être rétribué.

Il sera fait trois parts des bénéfices de l'entreprise. La première servira préalablement à toute autre répartition, à assurer l'amortissement du capital initial et l'intérêt du capital d'exploitation. En aucun cas, le bénéfice ne sera distribué au personnel: « nous n'accepterons pas une participation aux bénéfices pour les producteurs. De deux choses l'une: ou elle serait faible et ne donnerait aucun résultat, ou elle serait trop forte et constituerait un prélèvement au profit d'une seule catégorie d'individus, ce que la nationalisation a précisément pour but de supprimer. Elle inciterait d'ailleurs à élever les charges de la collectivité » (17). La deuxième part du bénéfice servira à développer les industries et l'outillage ainsi qu'à l'amélioration générale du sort des travailleurs (hygiène, sécurité, logement). La troisième enfin sera mise en réserve pour parer aux aléas et aux besoins futurs: cette réserve pourrait, d'autre part, être utilisée en partie au développement d'autres régions, suivant l'avis de la Direction générale de l'Economie nationale.

*
**

A la tête de l'organisation de gestion de l'industrie socialisée se place un Conseil d'administration composé

(17) *Principes généraux de la nationalisation industrialisée*. Rapport adopté par le Comité directeur du Conseil économique du Travail, p. 5 (en vente à la C.G.T.).

de trois catégories de membres, en nombre égal : des représentants des agents du service (main-d'œuvre et techniciens), des représentants des clients du service (dont la moitié serait déléguée par les coopératives de consommation et l'autre moitié par les usagers industriels); des représentants de la collectivité chargés d'exercer un contrôle (18). Au fond, comme le fait remarquer M. Emile MIREAUX (19), ce système n'est qu'un compromis entre les tendances divergentes du socialisme d'Etat, des producteurs et des consommateurs.

Le personnel est ainsi associé à la gestion de l'entreprise. Ce système, loin d'absorber et de faire disparaître la constitution syndicale dans un organisme politique, lui donne au contraire une puissance accrue. Comme les délégués ouvriers sont en minorité, on peut craindre que les représentants des clients n'aient tendance à réduire abusivement les salaires par souci d'abaisser les prix. Aussi le projet du Conseil Economique du Travail reconnaît aux organisations syndicales le droit de débattre librement et en toute indépendance, les conditions du travail. Le Conseil d'administration discutera avec les représentants des organisations ouvrières, un contrat collectif de travail fixant les salaires de base des employés de toute catégorie, les condi-

(18) Ce qui ne laisse aucun doute sur le caractère socialiste du projet, c'est sa ressemblance frappante avec le système d'exploitation des entreprises nationalisées, pratiqué en Russie de 1918 à 1921, écrit M. BRETHER DE LA GRESSAYE (*Le Syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat*, Sirey, 1931, p. 162, en note). Un décret du 3 mars 1918 avait décidé en effet que les entreprises « abandonnées » par leurs propriétaires, seraient administrées par un Conseil composé par tiers d'ouvriers, de techniciens et de représentants du Conseil de l'Economie nationale.

(19) Emile MIREAUX : Les nouvelles formules d'organisation économique (*Revue Politique et Parlementaire*, 10 mars 1923).

tions d'avancement, les congés, les règles de discipline, les retraites, etc...

On établira des primes de gestion ou d'économie au bénéfice des agents. De cette façon, le personnel tout entier sera intéressé à la bonne marche de l'entreprise. Et ainsi se fera la conciliation des intérêts du personnel avec ceux des usagers. Ces conventions collectives seront passées pour une durée limitée avec, le cas échéant, une faculté de révision à période rapprochée et renouvelable après discussion entre les parties signataires.

Il n'est pas possible aujourd'hui de socialiser l'ensemble de l'économie française parce que, dit M. JOUHAUX, « nous heurterions un sentiment bien connu de chacun de nous, l'individualisme et que, dans la période présente, si nous devons être opportunistes, c'est surtout en tenant compte des sentiments qui peuvent animer les foules » (20). Il convient étant donné leur stade de centralisation, de nationaliser les industries-clés, c'est-à-dire les industries de guerre, les industries d'extraction et de transformation des matières premières, les sources d'énergie, les entreprises de transports. Il y aura lieu de faire une discrimination à l'intérieur de chaque branche d'industries entre celles qui peuvent être maintenant socialisées et celles qui ne peuvent l'être que dans un stade un peu plus éloigné. C'est ainsi qu'il est possible de nationaliser la sidérurgie et pas encore la mécanique, étant donné la dispersion des petites entreprises de mécanique.

Quant aux industries non socialisées, elles seront soumises au contrôle de l'économie parce qu'elles n'obtiendront le crédit nécessaire à leurs opérations qu'autant

(20) *Le plan de rénovation*, p. 12.

qu'elles « respecteront les disciplines imposées dans l'intérêt de l'économie nationale » ; le système financier aura en effet pour conséquence de mettre entre les mains d'un organe d'intérêt général la distribution du crédit. Il sera, dans chaque usine, institué un Conseil ouvrier chargé de vérifier l'application de la semaine de quarante heures et de surveiller l'embauchage, le congédiement, l'apprentissage.

Les projets de nationalisation industrialisée ont été quelque peu oubliés, victimes de la scission ouvrière de 1922. Ils viennent d'être préconisés à nouveau par la C.G.T. et seront un des buts de l'action du mouvement ouvrier reconstitué (21). Ces projets ne sont encore que de simples esquisses qui appelleront sans doute bien des retouches si on veut demain les mettre en pratique. Leur intérêt réside surtout dans l'esprit qui les a dictés et comme l'écrit M. G. PIROU : « ils révèlent que le syndicalisme a dépassé l'étape de l' « ouvriérisme », qu'il ne considère plus l'ouvrier manuel comme l'agent et le bénéficiaire exclusif du régime économique nouveau, mais simplement comme un élément parmi d'autres, une force parmi d'autres, et qu'il se rend compte que le véritable problème est celui de l'ajustement, de la combinaison de toutes ces forces en un tout harmonieux » (22).

(21) Voir le texte de la motion votée le 5 mars 1936 au Congrès d'unité de Toulouse que nous reproduisons en annexe, p. 251-252.

(22) G. PIROU : *Les doctrines économiques en France depuis 1870*. 3^e édition, A. Colin 1934, p. 89.

CONCLUSION

L'étude de la rémunération du travail pose deux problèmes distincts, l'un de science économique, l'autre de politique économique. Comment se fixe le chiffre du salaire? Comment agir sur le chiffre du salaire? La première question répond à un souci d'explication, elle s'attache à découvrir les influences déterminantes régissant la fixation du salaire. La seconde préoccupation a pour but, non plus de faire œuvre d'analyse, mais de modifier le taux du salaire, d'agir sur les éléments qui déterminent le niveau de la rémunération du travail. Les socialistes ont examiné et ont répondu à ces deux questions.

C'est là une attitude nouvelle dans l'histoire des doctrines économiques. Les mercantilistes, en effet, s'étaient placés uniquement au point de vue de la politique du salaire tandis que l'Ecole anglaise avait étudié seulement les données qui déterminent la rémunération du travail. Les socialistes, les premiers, ont embrassé l'étude du salaire dans toute sa généralité. Cette position s'explique aisément car les réformateurs sociaux non satisfaits du régime actuel veulent l'améliorer. Les socialistes — du fait même qu'ils sont socialistes — sont conduits à étudier les deux aspects du problème. Voyons comment ils expliquent la formation du salaire et comment ils veulent améliorer la rémunération du travailleur.

Ce n'est pas en toute indépendance que les socialistes étudient le problème de science économique car ils sont dominés par une idée *à priori* de critique. Leur analyse est nécessairement partielle. Les socialistes français ont repris les conclusions pessimistes de l'Ecole anglaise et en particulier de RICARDO qui s'adaptaient merveilleusement à leur état d'esprit. RICARDO assimile le travail à une marchandise dont le prix courant oscille autour du prix normal : le coût de production.

Selon le grand économiste, le salaire est donc, d'une manière générale, ce qui est indispensable à la production et à l'entretien du travail, la somme qui suffit à mettre les ouvriers en état de subsister et de perpétuer leur vie sans accroissement ni diminution. Le salaire est trop bas, nous disent SISMONDI, FOURIER, LOUIS BLANC, etc., l'ouvrier est exploité précisent les Saint-Simoniens, Proudhon, etc... Dans la société capitaliste, affirment les réformateurs sociaux, le travailleur ne reçoit pas la rémunération à laquelle il a droit, il est la victime de l'ordre économique qui l'opprime.

Un tel courant de pessimisme a ému les économistes libéraux. Un BASTIAT, un LEROY-BEAULIEU, entre autres, ont répondu : le salaire ne tend nullement à se rapprocher du minimum nécessaire à la vie, il augmente au contraire automatiquement au niveau de la productivité du travail. Le salarié est payé d'après le rendement de son labeur. Quelle réponse au socialisme !

Y a-t-il en réalité un point d'équilibre vers lequel tendent les fluctuations du salaire courant ? Existe-t-il pour le prix du travail, comme pour le prix des choses matérielles, un taux normal autour duquel oscille le

salaire courant, comme le prix des choses matérielles tend vers leur prix de revient? Ce point d'équilibre a été cherché successivement, d'abord dans la direction du minimum nécessaire à l'existence (Ecole classique anglaise et socialistes), puis dans celle de la productivité du travail (BASTIAT, LEROY-BEAULIEU, etc.). Or, on ne peut le trouver, d'une façon précise, ni dans l'une ni dans l'autre de ces directions.

L'argumentation selon laquelle le salaire tend à tomber au minimum nécessaire à la vie résiste-t-elle à l'épreuve des faits? Le salaire tombe parfois au-dessous du minimum nécessaire à l'existence. En général il le dépasse. Et c'est ce qu'on observe de plus en plus. L'étude de la réalité montre, en effet, qu'il s'agit d'un minimum psychologique et que ce minimum varie lui-même avec le salaire. Lorsque le salaire s'élève, le minimum s'élève parce que les ouvriers prennent des habitudes de vie plus large. Il y a donc bien tendance à l'égalité entre salaire et minimum, mais contrairement à ce qu'estiment les socialistes, on ne peut en tirer aucune conclusion pessimiste.

L'argumentation libérale (tout au moins celle de LEROY-BEAULIEU et de ses disciples) n'est pas davantage valable. Le salaire n'atteint pas toujours le niveau déterminé par la productivité du travail. Il advient que la productivité retombe, par la baisse des prix, au niveau du salaire. Il y a donc bien tendance à l'égalité entre salaire et productivité, mais on ne peut en tirer aucune conclusion optimiste, comme l'ont fait les libéraux.

De toutes ces considérations, il résulte qu'il n'existe pas de salaire normal, aussi nettement défini que le prix normal des choses matérielles, mais plutôt seulement

qu'on aperçoit deux limites, l'une maxima, l'autre minima entre lesquelles oscille le salaire, avec tendance croissante à se rapprocher de la limite maxima (1). Les socialistes n'ont insisté que sur la limite minima; leur analyse est donc incomplète.

*
* *

La réponse des mercantilistes à la seconde question — comment agir sur le chiffre du salaire ? Quel est l'idéal de la rémunération du travail ? — était décevante. Loin de vouloir améliorer le sort du travailleur, ils entendaient l'asservir de plus en plus dans l'intérêt même de la Nation. L'exportation des produits de notre industrie doit être développée, disaient-ils, et pour l'encourager il faut diminuer le prix de revient, donc réduire les salaires. Ils ajoutaient, en outre, que plus le salaire est faible plus l'ouvrier est incité à travailler pour ne pas mourir de faim. Dans un but très louable en lui-même : assurer le développement des richesses productives, ils aboutissaient à une politique désastreuse du salaire.

Les socialistes au contraire, entendent sauvegarder les droits du travailleur par une action économique appropriée. Mais c'est en quelque sorte en ordre dispersé, que les réformateurs sociaux abordent ce second aspect de l'étude de la rémunération du travail. Chaque auteur veut apporter un concept original pour la solution du problème. Au premier abord, une grande confusion règne dans la doctrine socialiste. Cependant les tendances diverses rayonnent autour de deux centres : le droit au produit intégral du travail, le droit au produit

(1) L. BROCARD : Cours d'économie politique, professé à la Faculté de Droit de Nancy.

partiel de l'entreprise. Les tenants de la première idée estiment que les travailleurs doivent recevoir la valeur de la totalité de la production car ils sont les créateurs de toutes les richesses. Mais cet idéal est irréalisable dans la société actuelle, il faut la transformer plus ou moins profondément. Le droit au produit intégral du travail ne recevra son application que dans un milieu économique nouveau.

Nous savons ce qu'il faut penser de ces tentatives dont aucune ne résiste au creuset de l'analyse.

Le socialisme constructif ne s'est pas cristallisé autour de cet idéal, et de plus en plus, il tend à ne pas considérer l'ouvrier comme le centre du régime économique nouveau mais simplement comme un élément parmi d'autres. C'était déjà l'attitude des premiers socialistes français du XIX^e siècle et c'est aujourd'hui la position du socialisme politique contemporain et du syndicalisme cégétiste.

Il est prématuré de dire quel avenir est réservé aux « plans » socialistes récents de redressement économique. Leur valeur dépend surtout de l'esprit avec lequel les réformes proposées seraient réalisées et acceptées : « la formule de l'économie dirigée n'est point, comme semblent le croire naïvement certains de ses adeptes, une formule magique, un talisman capable de dénouer, par sa seule vertu, toutes les difficultés. La voie de l'économie dirigée n'est pas une voie libre et plane, sur laquelle on peut progresser en toute sécurité. C'est un chemin que, par notre marche en avant, nous ouvrons dans la brousse, sur un terrain semé d'embûches et de précipices et qui, suivant l'orientation que nous lui donnerons, pourrait tout aussi bien nous conduire dans la direction de la décadence que dans celle du progrès... L'économie

dirigée de l'avenir vaudra ce que vaudront les dirigeants et les dirigés » (2).

Mais c'est sur le plan d'action immédiate que le socialisme donne la mesure de son influence sur l'évolution du salariat. Certaines des réformes qu'il a proposées, grâce à leur esprit de mesure et d'équité, ont rallié bon nombre d'hommes d'action non socialistes et ont abouti déjà à des résultats très appréciables pour l'amélioration du sort des travailleurs. En ce sens, le socialisme contribue à modifier peu à peu le régime capitaliste orthodoxe, et tend à substituer à la notion de travail-marchandise, celle plus humaine de travail-fonction sociale.

(2) L. BROCARD: L'économie dirigée (*La Toge*, juin 1933).

VU:

Nancy, le 25 Mars 1936.

Le Président de Thèse,

L. BROCARD.

VU:

Nancy, le 31 Mars 1936.

Le Doyen de la Faculté de Droit,

F. SENN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Nancy, le 1^{er} Avril 1936.

Le Recteur de l'Académie,

L. BRUNTZ.

Président du Conseil de l'Université.

ANNEXE

MOTION VOTÉE LE 5 MARS 1936 AU CONGRÈS D'UNITÉ SYNDICALE DE TOULOUSE

« Le Congrès confirme l'adhésion donnée par les représentants du mouvement syndical au programme dressé par le Comité du Rassemblement populaire, en vue de mobiliser les masses populaires françaises pour l'amélioration de leur sort et pour la défense et le triomphe de la liberté et de la paix.

La C.G.T., dans tous ses éléments, soutiendra par une lutte incessante les revendications contenues dans ce programme dont elle exigera la réalisation et qu'elle associe étroitement aux revendications propres à la classe ouvrière et aux réformes de structure énoncées dans le Plan de la C.G.T.: fonds national de chômage, semaine de 40 heures, salaire minimum, grands travaux, contrats collectifs, contrôle ouvrier.

Le Congrès déclare, avec la plus grande fermeté, qu'il ne suffit pas d'énoncer devant le peuple des revendications et des aspirations qui lui sont chères, il faut, sous peine de déceptions cruelles et graves dans leurs conséquences, les faire passer dans la réalité.

Le Congrès affirme la nécessité d'arracher au grand capitalisme le pouvoir exorbitant qui lui permet de s'opposer à la réalisation de ces revendications, de spolier les salariés, les consommateurs et les épargnants et bafouer tous les jours la volonté populaire.

Le Plan de la C.G.T. vise à ce but en réclamant des transformations profondes dans la structure économique, notamment la nationalisation du crédit et des industries-clés dans lesquelles réside actuellement toute la puissance des oligarchies financières et industrielles.

En adoptant ce Plan, le Congrès confirme l'opposition absolue qui existe entre les intérêts des salariés que le syndicalisme a pour mission de défendre et les intérêts du capitalisme qu'il com-

bat : cette opposition implique la nécessité de l'action indépendante des syndicats agissant comme force opposée aux puissances financières et industrielles et utilisant tous les moyens d'action leur permettant de lutter efficacement contre le capitalisme.

En conséquence, le Congrès indique que la participation officielle des organisations confédérées à des organismes divers (organisme de direction économique et d'application du Plan, comité de gestion, conseil économique, B.I.T., S.D.N.) ne saurait être considérée comme une forme d'intégration du syndicalisme dans l'Etat ou de collaboration avec le patronat dès l'instant que cette participation s'exerce sous le libre mandat et le contrôle permanent des organisations syndicales pour la défense de l'intérêt général des classe laborieuses contre les privilèges intolérables des oligarchies ».

(*Le Peuple*, 6 mars 1936).

BIBLIOGRAPHIE

A. — OUVRAGES DES PRINCIPAUX SOCIALISTES FRANÇAIS

- BAZARD et ENFANTIN. — *Doctrine de Saint-Simon. Exposition*, publiée par C. BOUGLÉ et E. HALÉVY, nouvelle édition, Paris, Rivière, 1924, 1 vol. de 501 pages.
- BERTH. (E.). — *Les Méfaits des Intellectuels*. Paris, Rivière, 1914.
- *Les derniers aspects du Socialisme*. Paris, Rivière, 1923.
- *Guerre des Etats ou Guerre des Classes*. Paris, Rivière, 1924.
- BLANC (L.). — *Organisation du Travail*, 5^e édit., 1848; 9^e édit., 1850.
- BLUM (L.). — *Les Congrès ouvriers et socialistes français*. Paris, Bellais, 1901, 2 vol.
- *Pour être socialiste*.
- *Bolchevisme et Socialisme*.
- *Radicalisme et Socialisme*.
- L'idéal socialiste (*Revue de Paris*, 1^{er} mai 1924).
- Jean Jaurès (Conférence aux Ambassadeurs, 16 février 1933).
- *Commentaires sur le programme d'action du Parti socialiste*. Librairie Populaire, 1933.
- *Le socialisme devant la crise*. Libr. Populaire, 1935.
- BRUNET (Fr.). — *Le socialisme expérimental*. Paris, Renaissance du Livre, 1924.
- CONSIDÉRANT (V.). — *Manifeste de la démocratie pacifique*.
- DÉAT (M.). — *Perspectives socialistes*. Paris, Valois, 1930. 1 vol. de 246 pages.
- Socialisme ou Fascisme (*Grande Revue*, août 1933).
- DEVILLE (G.). — *Principes socialistes*. Giard, 1898.
- DUBREUIL (H.). — *Standards*. Préface de M. H. LE CHATELIER. Grasset, 1929.
- *Nouveaux Standards*. Grasset, 1931.

- DUBREUIL (H.). — *Employeurs et salariés en France*. Préface de C. BOUGLÉ. Alcan, 1934.
- *Les Codes Roosevelt et les perspectives de la vie sociale*. Grasset, 1934.
- *A chacun sa chance. L'organisation du travail fondé sur la liberté*. Grasset, 1935.
- FOURIER (Ch.). — *Œuvres complètes*. Paris, 6, rue de Tournon, 1841-45, 6 vol.
- *De l'anarchie industrielle et scientifique*.
- *La fausse industrie*. 2 vol.
- *Le Phalanstère*. 2 vol.
- *Publication des manuscrits*. 3 vol., 1851.
- FRANCK (R.). — *Le travail au pouvoir*. Edition de la Sirène, Paris, 1920.
- GUESDE (J.). — *La loi des salaires et ses conséquences*. 8^e édit., Libr. Populaire, 1931.
- JAURÈS (J.). — *Œuvres complètes*, publiées par M. BONNAFOUS. Paris, Rieder.
- JOUHAUX (L.). — *Le syndicalisme et la C.G.T.* Edition de la Sirène, Paris, 1920, 1 vol. de 243 pages.
- *L'ordre économique dans la liberté politique* (*Revue des Vivants*, mai 1934).
- LANDRY (A.). — *L'utilité sociale de la propriété individuelle*. Thèse de doctorat ès-lettres. Paris, 1901.
- *Quelques réflexions sur l'idée de justice distributive* (*Revue métaphysique et morale*, 1901).
- MALON (B.). — *Le socialisme intégral*. Paris, Alcan, 1891.
- MILLERAND (A.). — *Le socialisme réformiste français*. Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1903.
- MOCH (J.). — *Socialisme et rationalisation*. L'Eglantine, 1927.
- MONTAGNON (B.). — *Grandeur et servitude socialistes*. Paris, Valois, 1930.
- MONTAGNON (B.), MARQUET (A.), DÉAT (M.). — *Néo-Socialisme? Ordre, Autorité, Nation*. Grasset, 1933, 1 vol. de 140 pages.
- PECQUEUR (C.). — *Des améliorations matérielles dans leurs rapports avec la liberté*, 1839.
- *Théorie nouvelle d'économie sociale et politique*, 1842.

- PHILIP (A.). — *Le problème ouvrier aux Etats-Unis*. Alcan, 1927.
— *Henri de Man et la crise doctrinale du socialisme*. Gamber, 1928.
— *La crise et l'économie dirigée*. Edition de Cluny, 1935.
PROUDHON (P.-J.). — *Œuvres complètes*, publiées par LACROIX. Paris, Bruxelles, Verboeckoven et C^{ie}, 1867-70, 26 vol.
— *Œuvres*, nouvelle édition, publiée sous la direction de C. BOUGLÉ et H. MOYSSSET. Paris, Rivière.
RENARD (G.). — *Le régime socialiste*, 2^e édition, 1898.
RENARD (G.), LANDRY (A.), etc. — *Le socialisme à l'œuvre. Ce qu'on a fait. Ce qu'on peut faire*. Paris, Cornély, 1907.
SAINT-SIMON (C.-H.). — *Œuvres choisies*, publiées par LEMONIER, 3 vol., 1861, Bruxelles.
— *Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin*. Dentu, 1865-1878, 47 vol.
SARRAUTE (J.). — *Socialisme d'opposition, Socialisme de Gouvernement et lutte de classes*. Paris, Jacques, 1901.
SISMONDI (S. de). — *Nouveaux principes d'économie politique*. 2^e édit., 1827.
SOREL (G.). — *Les Illusions du progrès*. Paris, Rivière, 1921.
— *Réflexions sur la violence*. Paris, Rivière, 1922, 1 vol. de 451 pages.

B. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- AFTALION (A.). — *Les fondements du socialisme*. Paris, Rivière, 1923.
ANTONELLI (E.). — *La doctrine socialiste (Revue d'Economie Politique, 1929, p. 1492 et suiv.)*.
AUCUY (M.). — *Les systèmes socialistes d'échange*. Thèse, Paris, 1907.
BADIE (V.). — *Les principaux aspects du socialisme réformiste en France*. Thèse, Montpellier, 1931.
BAYLE (F.). — *Les hauts salaires*. Paris, Alcan, 2^e édit., 1931.
BEAUREGARD. — *Essai sur la théorie du salaire. La main-d'œuvre et son prix*. Larose, 1887.
BÉCHAUX (A.). — *Les Ecoles économiques au XX^e siècle*. Paris, Rousseau et Alcan, 3 vol., 1902-1907-1912.
BERG (R.). — *Le socialisme entre l'économie nationale et le cosmopolitisme*, préface de M. L. BROCARD. Sirey, 1934.

- BLANQUI (A.). — *Histoire de l'Economie Politique en Europe*. 5^e édit., 1882.
- BODIN (Ch.). — *Economie dirigée, Economie scientifique*. Paris, Sirey, 1933, 1 vol. de 143 pages.
- BOUGLÉ (C.). — *Socialismes français*. Paris, A. Colin, 1932, 1 vol. de VIII + 200 pages.
- BOURDONNAIS (M.). — *Le néo Saint-Simonisme et la vie sociale d'aujourd'hui*. Paris, Presses Universitaires, 1923, 1 vol. de 126 pages.
- BOURGIN (H.). — *Les systèmes socialistes*. Paris, Doin, 1923, 1 vol. de XVI + 417 pages.
- BOURGUIN (M.). — *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*. A. Colin, 1904.
- BRÈTHE DE LA GRESSAYE (J.). — *Le syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat*. Sirey, 1931.
- BROCARD (L.). — Rapport sur le contrat de travail présenté au nom de la Commission (Extr. *Bulletin de la Société d'études législatives*), in-8°, 1906, Rousseau.
- *Principes d'Economie nationale et internationale*. Paris, Sirey, 1929-1930, 3 vol.
- *L'Economie dirigée (La Toge, 1933)*.
- *Les conditions générales de l'activité économique*. Paris, Sirey, 1934.
- CAPREY (M.). — *Le salaire dans l'Histoire des doctrines*. Thèse, Lausanne, 1932.
- CARCANARGUES. — *Sur le mouvement syndicaliste réformiste*. Thèse, Paris, 1912.
- CAZALIS (E.). — *Les positions sociales du syndicalisme ouvrier en France*. Thèse, Paris, 1923.
- CHALLAYE (F.). — *Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste*. Paris, Alcan, 1908, 1 vol. de 154 pages.
- COMITÉ DU PLAN. — *Le Plan Français*. Fasquelle, 1935, 1 vol. de 200 pages.
- CORNÉLISSIN (Ch.). — *Traité général de science économique*. Tome II: *Théorie du salaire et du travail salarié*, 2^e édit., Giard, 1933.
- CORCOS (F.). — *Catéchisme des Partis Politiques*. Editions Montaigne, 1932.

- CUVILLIER (A.). — Les doctrines économiques et sociales en 1840 d'après un journal d'ouvriers (*Revue d'Histoire Economique et Sociale*, 1922).
- DELEVSKY (G.). — *Antagonismes sociaux et antagonismes prolétariens*. Paris, Giard, 1924, 1 vol. de 574 pages.
- *Les antinomies du socialisme et l'évolution du socialisme français*. Paris, Giard, 1930, 1 vol. de 524 pages.
- DENIS (H.). — *Histoire des systèmes économiques et socialistes*, 1907, 2 vol.
- DURKHEIM (E.). — *De la division du travail social*. 1893.
- FEILBOGEN. — L'évolution des idées économiques et sociales en France depuis 1870 (*Revue d'Histoire des Doctrines économiques*, 1910).
- FOUILLÉE (A.). — Les revenus sans travail selon le collectivisme (*Revue Politique et Parlementaire*, 10 octobre 1908, p. 33).
- FOURCHY (P.). — *Les doctrines du Parti socialiste français (S.F.I.O.)*. Thèse, Nancy, 1929.
- FOURDRINIER (R.). — *La crise économique et les droits du travailleur salarié*. Thèse, Paris, 1936.
- FRIEDBERG (M.). — *L'influence de Fourier sur le mouvement social contemporain en France*. Paris, Giard, 1926, 1 vol. de 174 pages.
- GAUCHER (F.). — *Contribution à l'Histoire du Socialisme français (1905-1933)*. Thèse, Paris, 1934.
- GEMAEHLING (G.). — *Travailleurs au rabais, la lutte syndicale contre les sous-concurrences étrangères*. Thèse, titre modifié, Paris, Bloud, 1910.
- GIDE (Ch.) et RIST (Ch.). — *Histoire des doctrines économiques depuis les Physiocrates jusqu'à nos jours*. Paris, Sirey.
- GONNARD (R.). — *Histoire des doctrines économiques*. Paris, Valois, nouv. édit., 1932.
- GUITTON (P.). — *Le travail attrayant*. Thèse, Rennes, 1935.
- HUBERT (R.). — *Salaires, allocations familiales et caisses de compensation*. Paris, 1921.
- KERBUEL (M.). — *Les mouvements de longue durée des prix*. Thèse, Rennes, 1935.
- LASKINE (E.). — *Le socialisme suivant les peuples*. Flammarion, 1920; 1 vol. de 264 pages.

- LEROY (M.). — *Les techniques nouvelles du syndicalisme*. Garnier, 1921, 1 vol. de X + 212 pages.
- LESCURE (J.). — *Des crises générales et périodiques de surproduction*. 4^e édit., 2 vol. in-8°, 1932. Editions Domat-Monchrestien.
- LÉVY (E.). — *La vision socialiste du Droit*. Paris, Giard, 1926.
- LOMÉNIE (de). — *Galerie des contemporains illustres par un homme de rien*. 1844.
- LOUIS (P.). — *Le syndicalisme français d'Amiens à Saint-Etienne, 1906-1922*. Alcan, 1924.
- *Histoire du socialisme en France de la Révolution jusqu'à nos jours*. Paris, Rivière, 1925, 1 vol. de 408 pages.
- *Les idées essentielles du socialisme*. Rivière, 1931.
- MAN (H. de). — *Au delà du Marxisme*. Alcan, 1929, 1 vol. de XVI + 406 pages.
- MARCHAL (A.). — *La conception de l'Economie nationale et des rapports internationaux chez les Mercantilistes français et chez leurs contemporains*. Préface de M. L. BROCARD. Sirey, 1931.
- MARTINACHE (A.-M.). — « *A travail égal, genre de vie égal* ». Thèse, Paris, 1926.
- MARTIN SAINT-LÉON (E.). — *Les deux C.G.T.: syndicalisme et communisme*. Plon, 1923.
- MARX (K.). — *Le Capital*, trad. ROY, 1875.
- *Travail salarié et capital*, suivi de *Salaires, prix et profits*. Paris, Centre de diffusion de la presse.
- MAUGER (Ch.). — *Les débuts du socialisme marxiste en France*. Thèse, Paris, 1908.
- MENGER (A.). — *Le droit au produit intégral du travail*. Giard, 1900, trad. française.
- MIREAUX (E.). — Les nouvelles formules d'organisation économique (*Revue Politique et Parlementaire*, mars 1923).
- MOREAU. — *Le syndicalisme, les mouvements politiques et l'évolution économique*. Rivière, 1925.
- MOSSÉ (R.). — *Salaires, durée du travail et revenu psychologique* (*Revue d'Economie Politique*, janvier-février 1936).
- NOYELLE (H.). — *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée*. Sirey, 1934, 1 vol. de 235 pages.

- PARAF (P.). — *Les formes actuelles du syndicalisme en France*.
Thèse, Paris, 1923.
- PATAUD et POUGET. — *Comment nous ferons la Révolution*.
- PERROUX (Fr.). — *Le problème du profit*. Thèse, Lyon, 1926.
- La personne ouvrière et le droit du travail (*Esprit. Revue Internationale*. Edition française, 1^{er} mars 1936).
- PICARD (R.). — Le syndicalisme (*Revue d'Economie Politique*, 1924-1925).
- PIROU (G.). — *Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire*.
Paris, Rousseau, 1910, 1 vol. de XXI + 422 pages.
- A propos du Syndicalisme révolutionnaire. Théoriciens et militants (*Revue Politique et Parlementaire*, octobre 1911).
- La science économique conduit-elle au socialisme (*Grande Revue*, octobre 1923).
- *Doctrines sociales et science économique*. Sirey, 1929, 1 vol. in-8° de 204 pages.
- *La crise du capitalisme*. Sirey, 1934, 1 vol. de 138 pages.
- *Les doctrines économiques en France depuis 1870*. A. Colin, 1934, 3^e édit., 1 vol. de 220 pages.
- POLIER (L.). — *L'idée du juste salaire*. Thèse, Toulouse, 1903.
- ROSSELLI (C.). — *Socialisme libéral*. Paris, Valois, 1931, 1 vol. de 193 pages.
- RUEFF (J.). — *La crise du capitalisme*. Edition de la Revue Bleue, 1935.
- SCHLOSS. — *Les modes de rémunération du travail*. Trad. fr. avec une introduction de Ch. RIST.
- SIMIAND (Fr.). — *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*. Paris, Alcan, 1932, 3 vol.
- TISNÉ (A.). — *L'unité syndicale*. Thèse, Toulouse, 1935.
- TIXIER (G.). — *L'idée du juste salaire en droit français contemporain*. Thèse, Dijon, 1909.
- TODOROVITCH (D.). — *Le droit syndical et les doctrines syndicalistes*. Thèse, Paris, 1934.
- VALOIS (G.). — *La Révolution nationale*. Nouv. lib. nationale, 1924.
- *Un nouvel âge de l'humanité*. Valois, 1929.
- *Le Plan de Nouvel Age*. 1936 (en vente 6 bis, rue de l'Abbaye, Paris, VI^e).

- VILLEY (E.). — *Le socialisme contemporain.*
WEIL (G.). — *Histoire du mouvement social en France.* 1852-1924, 1 vol. de 490 pages.
ZÉVAËS (A.). — *Le parti socialiste de 1904 à 1923.* Rivière, 1923.
— *Le socialisme en France depuis 1904.* Fasquelle, 1934.
ZINGUEREVITCH (A.). — *La notion de contrat de travail et son application en matière d'assujettissement aux lois sociales.* Thèse, Bordeaux, 1936.

C. — MONOGRAPHIES

- AFTALION (A.). — *L'œuvre économique de Simonde de Sismondi.* Thèse, Paris, 1899.
BARTHÈS (J.). — *La crise et les quarante heures.* Thèse, Toulouse, 1935.
BAUDET (M.-A.). — *La semaine de quarante heures.* Thèse, Lyon, 1935.
BERTHOD (A.). — *P.-J. Proudhon et la propriété.* Giard, 1910, 1 vol. de 226 pages.
— *La philosophie du travail et l'école (Proudhon et notre temps.* Paris, Chiron, 1920, 1 vol.).
BLANQUI (A.-J.). — *Des classes ouvrières en France pendant l'année 1848.* Paris, 1849.
BOITEL (M.). — *Les idées libérales dans le socialisme de J. Jaurès.* Thèse, Paris, 1921.
BOUGLÉ (C.). — *Proudhon.* Alcan, 1930, 1 vol. de 153 pages.
BOUZON (G.). — *La semaine de quarante heures et les prix de revient industriels.* Thèse, Paris, 1935.
BOURGIN (H.). — *Fourier, Contribution à l'étude du socialisme français.* Bellais, 1905, 1 vol. de 608 pages.
BURET. — *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France.* 1860, 2 vol.
CHARLÉTY (S.). — *Histoire du Saint-Simonisme.* 1931.
COLLET (P.). — *La semaine de quarante heures.* Thèse, Paris, 1935.
DESJARDINS (P.). — *Proudhon.* 2 vol., 1898.
FOREST (P.). — *L'organisation du travail d'après la théorie de Fourier.* Libr. sociétaire, 1845.

- GIGNOUX (C.-J.). — L'industrialisme, de Saint-Simon à Walter Rathenau (*Revue d'Histoire des doctrines économiques et sociales*, 1923).
- GROSMANN (H.). — *Simonde de Sismondi et ses théories économiques*.
- GUY-GRAND (G.). — Jaurès ou le conciliateur (*Grande Revue*, juillet 1918).
- HALÉVY (E.). — La doctrine économique de Saint-Simon (*Revue du Mois*, 1907).
- La doctrine économique des Saint-Simoniens (*Revue du Mois*, 1908).
- JANET (P.). — *Saint-Simon et le Saint-Simonisme*, 1878.
- JEAN (A.). — *Le principe Saint-Simonien*: « à chacun selon sa capacité; à chaque capacité selon ses œuvres ». Thèse, Paris, 1911.
- JEANDEAU (R.). — *Sismondi, précurseur de la législation sociale contemporaine*. Thèse, Bordeaux, 1913.
- JULLIEN (J.). — *Saint-Simon et le socialisme*. Thèse, Bordeaux, 1926.
- KOËN (J.). — *Les idées économiques de Jaurès*. Thèse, Toulouse, 1930.
- LEROY (M.). — *Le socialisme des producteurs: Henri de Saint-Simon*. Rivière, 1924, 1 vol. de 190 pages.
- MARCY (G.). — *Constantin Pecqueur, Fondateur du collectivisme d'Etat (1801-1887)*, préface de M. B. LAVERGNE. Sirey, 1934.
- MAZAS (P.). — *Le fondement aux allocations familiales*. Thèse, Paris, 1936.
- PINTE (J.). — *Les allocations familiales*. Thèse, Lille, 1935.
- PIROU (G.). — Les interprétations récentes de la pensée de Proudhon. (*Revue d'Histoire des doctrines économiques et sociales*, 1912).
- Intervention légale et contrat collectif de travail (*Revue d'Economie Politique*, nov.-déc. 1913).
- Les idées maîtresses de J. Jaurès (*Grande Revue*, juillet 1917).
- Le problème du contrat collectif en France (*Revue Internationale du Travail*, 1922).
- *Georges Sorel (1847-1922)*. Rivière, 1927, 1 vol. in-12 de 67 pages. Collection: « Etudes sur le devenir social », tome XXII.

- PRIEURET (J.). — *Le salaire à primes*. Thèse, Paris, 1934.
- RALÉA (M.). — *Proudhon, sa conception du progrès et son attitude sociale*. Thèse, Paris, 1922.
- RENARD (E.). — *La vie et l'œuvre de Louis Blanc*. Thèse de doctorat ès-lettres, Toulouse, 1922.
- RHEIN (R.). — *Les allocations familiales obligatoires*. Sirey, 1932.
- RIST (Ch.). — La durée du travail dans l'industrie française de 1820 à 1870 (*Revue d'Economie Politique*, 1897, p. 371).
- ROSENBLATT (A.). — *La théorie des salaires d'après Karl Marx*. Thèse, Grenoble, 1934.
- RUEFF (J.). — L'assurance-chômage, cause du chômage (*Revue d'Economie Politique*, mars-avril 1931) publié en brochure avec une préface de M. Ch. RIST. Sirey, 1931.
- SÉE (H.). — Quelques aperçus sur la condition de la classe ouvrière et sur le mouvement ouvrier en France de 1815 à 1848 (*Revue d'Histoire économique et sociale*, 1924).
- TEYSSANDIER. — *La crise de l'organisation économique actuelle et les projets de reconstruction chez les Saint-Simoniens*. Thèse, Poitiers, 1911.
- VIGREUX (P.). — Sismondi et le progrès technique du machinisme (*Revue d'Histoire économique et sociale*, 1934).
- VILLERMÉ. — *Rapport à l'Académie des Sciences morales et politiques*, 1840, tome II.
- WEILL (G.). — *Un précurseur du socialisme, Saint-Simon et son œuvre*. Paris, 1894.
- ZÉVAÈS (A.). — *Jules Guesde (1845-1922)*. Rivière, 1929.

D. — BROCHURES ET JOURNAUX

- BELIN (R.). — *Contre la crise: le Plan* (en vente à la C.G.T.). *Comptes rendus des Congrès de la C.G.T.*: Montpellier, 1901; Paris, 1918; Toulouse, 1910, 1936.
- Comptes rendus sténographiques des Congrès socialistes*, Paris, Libr. Populaire.
- DUMOULIN (G.). — *Le Parti socialiste et la C.G.T.* Libr. Populaire, 1935.
- DURET (J.), LACOSTE (R.), etc. — *Le syndicalisme et le Plan* (en vente à la C.G.T.).

Esprit, Revue Internationale, Edition Française, 1^{er} juillet 1933 :
Le Travail et l'Homme.

L'Europe nouvelle et Documentaire.

FERRETTI (J.). — *Ce qu'est le Parti socialiste*. Libr. Populaire,
1931.

FOURCADE (G.). — *Travail libre ou travail forcé*. Bureau d'Éditions (sans date).

Le Front, hebdomadaire officiel de d'Union Socialiste et Républicaine.

FUSS (H.). — *Le travail n'est pas un marchandise*. L'Eglantine,
1934.

L'Humanité, organe officiel du Parti communiste (S.F.I.C.).

JOUHAUX (L.). — *La politique constructive de la C.G.T.* 1925.

MARTEL (S.). — *Le communisme, société future*. Bureau d'Éditions, 1935.

Paris-Demain, Directeur politique : Marcel DÉAT.

Le Peuple, organe officiel de la C.G.T.

Le Plan de Rénovation économique et sociale (en vente à la C.G.T.).

Le Populaire, organe officiel de la S.F.I.O.

Principes généraux de la nationalisation industrialisée (en vente à la C.G.T.).

Programme d'action du Parti socialiste. Libr. Populaire, 1934.

Quatre années de luttes pour l'unité, le pain, la paix, la liberté
(VIII Congrès national du Parti communiste de France :
22-25 janvier 1936).

RAPPOPORT (Ch.). — *Précis du communisme*. Bureau d'Éditions,
1935.

Terre Nouvelle, organe des Chrétiens Révolutionnaires.

THOREZ (M.). — *En avant pour l'issue révolutionnaire de la crise*. Bureau d'Éditions, 1932.

— *Les communistes et le Front populaire*. Discours prononcé à la session du Comité central du Parti communiste français des 1^{er} et 2 novembre 1934.

— *Pour la cause du peuple*. Rapport au Comité central du Parti communiste le 17 octobre 1935.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	9

PREMIÈRE PARTIE

LA REVENDICATION PRIMITIVE EN FAVEUR D'UN RELÈVEMENT DU SALAIRE

TITRE PREMIER. — LA CRITIQUE DE LA RÉMUNÉRATION CAPITALISTE DU TRAVAIL	27
---	----

<i>Section I. — La faiblesse du salaire et ses causes.....</i>	<i>28</i>
--	-----------

Chapitre Premier. — <i>La faiblesse du salaire.....</i>	<i>29</i>
---	-----------

§ 1. — La faiblesse du salaire au début du XIX ^e siècle	29
---	----

§ 2. — La constatation par les socialistes.....	33
---	----

Chapitre II. — <i>Les causes du bas salaire.....</i>	<i>37</i>
--	-----------

§ 1. — La division du travail	38
-------------------------------------	----

§ 2. — Le machinisme	41
----------------------------	----

§ 3. — La concurrence	44
-----------------------------	----

<i>Section II. — Les conséquences du bas salaire.....</i>	<i>50</i>
---	-----------

Chapitre Premier. — <i>Les conséquences morales du bas salaire</i>	<i>51</i>
--	-----------

Chapitre II. — <i>Les conséquences économiques du bas salaire</i>	<i>58</i>
---	-----------

§ 1. — Exposé de la théorie de Sismondi.....	59
--	----

§ 2. — Critique de la théorie de Sismondi....	61
---	----

	Pages
TITRE II. — LES CONCEPTIONS DE LA RÉMUNÉRATION IDÉALE DU TRAVAIL	65
Chapitre Premier. — <i>Le salaire et le projet d'organisation de Saint-Simon</i>	67
Chapitre II. — <i>Le salaire et la doctrine interventioniste de Sismondi</i>	76
§ 1. — Les réformes accessoires	79
§ 2. — La garantie professionnelle	82
Chapitre III. — <i>Le salaire et la coopération intégrale de Fourier</i>	87
§ 1. — La répartition entre les séries	92
§ 2. — La répartition entre les individus	96

DEUXIÈME PARTIE

LA REVENDICATION ULTÉRIEURE AU PRODUIT INTÉGRAL DU TRAVAIL

TITRE PREMIER. — LA CRITIQUE DE LA RÉMUNÉRATION CAPITALISTE DU TRAVAIL	105
Chapitre Premier. — <i>La théorie française de l'exploitation dans les échanges</i>	109
§ 1. — Exposé de la théorie	109
§ 2. — Valeur de la théorie	114
Chapitre II. — <i>La diffusion de la théorie marxiste de la plus-value</i>	117
TITRE II. — LES CONCEPTIONS DE LA RÉMUNÉRATION IDÉALE DU TRAVAIL	125
Chapitre Premier. — <i>Le salaire et la doctrine organisatrice des Saint-Simoniens</i>	129
§ 1. — Le principe de la rémunération	131
§ 2. — L'application du principe	135

	Pages
Chapitre II. — <i>Proudhon et le droit au produit intégral du travail</i>	139
§ 1. — L'égalité des salaires entre eux.....	141
A) Exposé de la conception proudhonienne..	142
a) Dans une même fonction, tous les travailleurs sont égaux entre eux.....	142
b) Toutes les fonctions sont égales entre elles	146
B) Valeur de la conception proudhonienne..	152
§ 2. — L'égalité du salaire et du produit.....	156
Chapitre III. — <i>La rémunération idéale du travail chez les collectivistes français</i>	163
§ 1. — Le salaire dans le collectivisme orthodoxe de Constantin Pecqueur	164
§ 2. — Le salaire dans le collectivisme décentralisateur de Jean Jaurès	169
A) Exposé du système	171
B) Critique du système	177
§ 3. — Le salaire dans le collectivisme altéré de Georges Renard	181
A) Exposé du mécanisme	181
B) Critique du mécanisme	186

TROISIÈME PARTIE

LE RETOUR DU SOCIALISME CONTEMPORAIN

A LA CONCEPTION PRIMITIVE

Chapitre Premier. — <i>Les archéo-socialistes et la rémunération du travail</i>	195
§ 1. — L'amélioration directe de la condition des travailleurs	200
§ 2. — L'amélioration indirecte de la condition des travailleurs	207
Chapitre II. — <i>Les néo-socialistes et la rémunération du travail</i>	211

	Pages
§ 1. — La critique de la rémunération capitaliste du travail	213
§ 2. — La conception de la rémunération idéale du travail	219
A) La légitimité de l'intérêt du capital..	221
B) Le principe de la fixation des salaires.	223
C) La valeur de l'argumentation	228
Chapitre III. — <i>Le syndicalisme cégétiste et la question du salaire</i>	231
§ 1. — Le syndicalisme révolutionnaire	232
§ 2. — Le syndicalisme réformiste	234
CONCLUSION	245
ANNEXE	251
BIBLIOGRAPHIE	253



